

Centre pour le Développement Rural (SLE) Berlin

SLE DISCUSSION PAPER 02/2017 - FR

Bénin : vers une transformation rurale inclusive et durable

Etude de pays

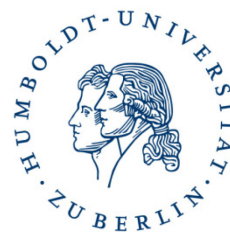
Une coopération avec le Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (CePED)



Erik Engel, Daniela Richter, Jonas Schüring

En collaboration avec Gabriele Beckmann et Anja Kühn





SLE Discussion Paper 02/2017-fr

Bénin : vers une transformation rurale inclusive et durable

Etude de pays

Erik Engel, Daniela Richter, Jonas Schüring

Une coopération avec le Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (CePED)



En collaboration avec
Gabriele Beckmann et Anja Kühn

Février 2017

Soutenu par le



Ministère fédéral de la
Coopération économique
et du Développement

en vertu d'une décision
du Bundestag allemand

SLE Discussion Paper 02/2017-fr

Publié par le Centre pour le développement rural (SLE)

Humboldt-Universität zu Berlin
Lebenswissenschaftliche Fakultät
Albrecht Daniel Thaer-Institut für Agrar- und Gartenbauwissenschaften
Seminar für Ländliche Entwicklung (SLE)
Hessische Str. 1-2
10115 Berlin
Téléphone : 030-2093-6900
Fax : 030-2093-6904

Email : sle@agrار.hu-berlin.de
Website : www.sle-berlin.de

Imprimé

Zerbe Druck & Werbung
Plankstr. 11
15537 Grünheide

Dissémination

Seminar für Ländliche Entwicklung (SLE)
Hessische Str. 1-2
10115 Berlin

Copyright

SLE 2017

ISSN : 1433-4585
ISBN : 3-936602-87-5

La collection SLE Working Paper sert à diffuser le plus rapidement possible les résultats des projets de recherche en cours du Centre pour le développement rural (SLE). La collection incite à discuter ses résultats de manière critique, d'un point de vue scientifique et pratique, et informe les décideurs politiques et le public intéressé sur le travail du SLE. Les résultats présentés dans cette série seront publiés ultérieurement dans des journaux, des méta-analyses et d'autres médias.

Le **Centre pour le développement rural (SLE)** est affilié à l'Institut Albrecht Daniel Thaer pour les sciences agricoles et horticoles de la Faculté des Sciences de la Vie de la Humboldt-Universität zu Berlin. Son travail se concentre sur quatre volets : une formation postuniversitaire à la **coopération internationale pour un développement durable**, un programme de **training** pour des spécialistes internationaux dans le secteur de la coopération internationale, **recherche** appliquée et des **services de conseil** pour des universités et des organisations.

L'objectif du projet de recherche intitulé « **Vers une transformation rurale inclusive et durable en Afrique** » est d'identifier des stratégies, des instruments et des mesures qui aideront à établir une transformation rurale plus inclusive au niveau social et durable écologiquement en Afrique subsaharienne. Le projet lui-même est un élément constitutif de l'Initiative spéciale « Un seul monde sans faim » financée par le Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ).

Le **Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (CePED)** basé à Cotonou est un centre à caractère social et scientifique et à but non lucratif. L'objectif est de contribuer à la promotion du développement durable à travers le développement économique, la durabilité écologique et la justice sociale. Il travaille sous tutelle du Ministère de la Prospective, du Développement et de l'Évaluation de l'Action Publique du Bénin. Dans de nombreuses coopérations sud-sud, la mise en œuvre de projets de développement et le soutien et la coopération de recherches scientifiques externes, il a renforcé son rôle phare dans le paysage de la recherche appliquée au Bénin.

Nous voudrions remercier les participants à l'atelier d'élaboration des scénarios à Cotonou et les partenaires d'entretiens pour leur ouverture et leurs contributions précieuses. Nous remercions tout spécialement Roger Tohondjo, Pascal Tchiwanou, Tanja Dorn et Nadesha Beckmann pour leur soutien durant notre travail sur le terrain. Notre reconnaissance va également au bureau de la GIZ à Cotonou, pour leur assistance logistique pendant notre atelier. Un grand merci à Mario Pilz pour nous avoir fourni une analyse contextuelle du secteur économique. Enfin, nous tenons à remercier toute l'équipe de recherche du SLE pour leurs apports constructifs.

Le contenu de cette publication reflète l'opinion de l'auteur/des auteurs et ne représente pas les positions du BMZ.

Erik Engel, Associated Senior Research Fellow
engel.erik1@gmail.com

Daniela Richter, Research Fellow
daniela.richter@agrar.hu-berlin.de

Jonas Schüring, Associated Research Fellow
jonas.schuering@gmx.de

Gabriele Beckmann, Associated Senior Research Fellow
gabbeck@web.de

Anja Kühn, Senior Research Fellow
anja.kuehn@agrar.hu-berlin.de

Abstract

Malgré de vastes recherches sur le développement rural en Afrique, il existe peu de connaissances quant à la transformation structurelle actuelle et future dans les zones rurales. Ce document analyse les tendances actuelles et présente différents scénarios de la transformation rurale au Bénin d'ici à 2030. L'application d'une combinaison de méthodes de recherche qualitatives fournit des résultats de recherche axés sur la pratique afin de définir des recommandations stratégiques multi niveaux et multidimensionnelles vers une orientation de changement inclusive socialement et durable écologiquement. Le Bénin est caractérisé par une transformation rurale partielle bien qu'à un rythme modéré. D'un point de vue systémique, la professionnalisation de l'agriculture et la transformation via une intensification durable, peuvent servir de clé à la création de revenus et augmenter la résilience de la population locale. Le soutien d'accompagnement pour les services financiers, la création d'emplois non-agricoles, et un aménagement du territoire ainsi qu'une gouvernance améliorés, sont des mesures indispensables.

Mots clés

Bénin; transformation structurelle; transformation rurale; inclusion sociale; durabilité écologique; petits paysans; petits producteurs; migration; urbanisation; moyens d'existence ruraux; multi-localité; agriculture; intensification; politique; accès aux crédits

Synthèse

Malgré des recherches approfondies sur le développement rural en Afrique subsaharienne, la transformation structurelle¹ dans les zones rurales du continent est peu connue. Le Bénin a été sélectionné pour être l'un des trois pays d'étude de cas² afin d'identifier et d'analyser les processus de transformation rurale et leurs principales forces d'influence dans le but de définir des stratégies et des mesures pour influencer ces processus vers plus d'inclusion sociale et de durabilité écologique d'ici à 2030.³

Dans l'ensemble, les résultats de l'étude empirique montrent que les processus de transformation rurale au Bénin sont lents, graduels et suivent une trajectoire très différente de celle des processus historiques de transformation en Europe ou en Asie de l'est – ils ne sont ni caractérisés par une augmentation de la productivité agricole et une dépopulation des zones rurales, ni par une part plus importante de l'industrie dans le PIB ou l'emploi, et pas non plus par des taux de natalité en baisse.

Cependant, les processus observés indiquent des changements structurels multidimensionnels affectant les moyens d'existence des populations rurales tels que :

- une diversification des options de revenus du ménage par l'augmentation des moyens d'existence multi locaux ;
- l'urbanisation de villes secondaires en raison de l'exode rural et de la saturation des villes majeures ;
- l'augmentation de l'importance du secteur des services pour le PIB et l'emploi ; et
- une professionnalisation lente et ponctuelle du secteur agricole malgré une productivité agricole générale basse et en déclin.

Ces changements tendent à exacerber les processus d'exclusion sociale car les chances d'en tirer profit ne sont pas équitables. Ils encouragent également une utilisation non durable des ressources naturelles : comme le taux de natalité reste élevé alors que la productivité agricole reste basse, le recours continu à la production agricole comme source de revenus principale est propice à une utilisation non durable des ressources naturelles – surtout en raison de la surexploitation et d'une gestion des sols pas adaptée, ainsi que l'expansion des terres agricoles.

1 La transformation rurale est comprise comme étant un processus de changement multidimensionnel et sur le long terme affectant les caractéristiques de base des moyens d'existence des populations des zones rurales, en prenant en compte leur interaction avec les dynamiques sociétales et mondiales (Rauch, Beckmann, Neubert, & Rettberg, 2016).

2 Les autres pays sélectionnés pour refléter la diversité des situations sur le continent sont la Zambie et l'Éthiopie.

3 L'équipe a mené un atelier des scénarios avec 27 participants des ministères, de la société civile, des chercheurs et du secteur privé. Cet atelier a élaboré différents scénarios de la transformation rurale au Bénin d'ici à 2030. Dans une phase ultérieure, les résultats de l'atelier ont été soutenus, ciblés et intensifiés (*USE*) lors de 109 entretiens avec des experts et de discussions en groupe dans deux provinces – sélectionnées pour leurs conditions agro écologiques et socioéconomiques différentes – ainsi que validés et étayés par des revues de littérature.

Détails de l'analyse des tendances

Une analyse des tendances, et de leurs forces motrices, dans le contexte rural a été menée le long des dimensions différentes du cadre des moyens d'existence : économique, politique-institutionnel, social et écologique. L'analyse souligne que les processus en cours sont caractérisés en même temps par le changement et la stagnation.

Dimension économique

Le taux de croissance du PIB béninois, d'environ 5%, est supérieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne depuis 2012. Il est surtout porté par le secteur des services (agrandissement du port de Cotonou) et une production agricole augmentée en raison de l'expansion des terres agricoles. Cela n'a engendré ni baisse pertinente de la pauvreté⁴, ni amélioration des possibilités d'emploi, comme le montre la stabilité des taux élevés de sous-emploi (56% en 2014) et de l'emploi informel (94% en 2014). Les secteurs formels de l'industrie et de la fabrication restent faibles alors que l'économie informelle (de service) est en hausse.

Il y a une faible tendance vers la diversification des revenus non-agricoles menée par le secteur des services. Il a augmenté sa contribution au PIB de plus de 50% (2014) et stabilisé sa position d'employeur principal, occupant 46% de la population active en 2014. Toutefois, l'agriculture reste forte : sa part du PIB stagne à presque 36% depuis 2009, 42,7% de la population active continue de compter sur ce secteur pour l'emploi et le revenu. Le secteur agricole est encore dominé par les petits agriculteurs : en 2013, 50% cultivait moins de 2 ha, 80% moins de 4 ha⁵, ils produisent 90% de la production agricole nationale.

Malgré son importance ininterrompue pour l'économie nationale, l'agriculture reste sous son potentiel. La productivité des cultures est inférieure à la moyenne des pays comparables. La productivité globale des facteurs⁶ pour l'agriculture continue de diminuer : entre 1983 et 2008 elle a baissé de 10%, surtout en raison de la baisse de la fertilité des sols, des semences de mauvaise qualité, d'une mauvaise gestion de l'eau, des parasites, des maladies et d'une protection des plantes insuffisante. La hausse de la variabilité climatique due au changement climatique mondial aggrave encore les défis de gestion des cultures car les conditions de croissance deviennent moins prévisibles.

À la différence du modèle européen (où l'augmentation de la productivité était l'un des facteurs moteurs principaux de la transformation structurelle), la baisse de la productivité de l'agriculture béninoise pousse les populations à se détourner de la production agricole à mesure qu'il devient de plus en plus difficile de gagner leur vie avec. Pour cette raison, et malgré le manque d'emplois

4 La pauvreté monétaire stagne depuis 2009 aux environs de 35% et est disproportionnellement élevée dans les zones rurales, alors que la pauvreté basée sur les actifs (déterminée par les maisons, téléphones portables, véhicules, etc.) est passé de 44% (2006) à 29% (2011).

5 La taille des exploitations diffère selon les régions. Au nord et au centre, les fermes sont généralement plus grandes : à Borgou, 45% des agriculteurs cultivent plus de 4 ha, alors qu'ils sont 10% à Ouémé et Plateau

6 La productivité totale des facteurs (PGF) est le rapport entre le produit total (cultures et produits de l'élevage) et le total des facteurs de production (terres, travail, capital et matériel). Une baisse du PGF implique qu'on obtient moins de produits pour une quantité constante de ressources utilisées dans le processus de production (IFPRI, 2015).

non-agricoles, la migration pour le travail augmente. Ce qui a pour résultat un sous-emploi précaire dans les centres urbains, ce qui affecte surtout les plus jeunes.

D'un autre côté, un réseau routier amélioré et une plus forte intégration au marché engendrent une légère tendance à la diversification dans le secteur agroalimentaire (production primaire et transformation) et offre de nouvelles activités économiques dans les petits centres urbains des zones rurales, comme Ndali dans la province de Borgou. Les services financiers, en particulier les crédits, sont de plus en plus disponibles dans les zones rurales. Toutefois, ils ont souvent des exigences qui les rendent exclusifs : leurs taux d'intérêt sont élevés (entre 15 et 25%), les garanties sont considérées comme excessives par les agriculteurs et les cycles de crédits ne coïncident pas avec les cycles des cultures. Les crédits ne sont donc pas adaptés aux besoins des producteurs agricoles. Les autres services tels que l'électricité et l'accès aux technologies d'information et de communication (TIC) dans les zones rurales se sont améliorés dans les 15 dernières années. Les abonnements de téléphonie mobile sont passés de 7,3 à 102% (2005 – 2014). Cependant, l'électrification rurale et l'accès à internet restent sous la moyenne subsaharienne.

L'intégration aux marchés régionaux représente un potentiel majeur pour l'économie béninoise et la population rurale, p. ex. à travers le développement des chaînes de valeur pour des produits agricoles spécifiques, comme l'huile de palme et l'ananas. Le Nigeria, en particulier, représente un marché immense et important. De plus, les standards régionaux et les goûts sont comparables au Bénin et moins prohibitifs que, p. ex., les standards européens. Tandis que le marché nigérian est déjà important pour les producteurs locaux, et un facteur pertinent pour les dynamiques économiques, ce potentiel n'est pas encore exploité complètement en raison d'une insuffisance continue en infrastructure pour la commercialisation, d'une production de mauvaise qualité, et du harcèlement des vendeurs.

Malgré toutes les limites, l'ensemble des tendances décrites ci-dessus contribue à augmenter lentement la professionnalisation et la commercialisation de la production agricole. Elles favorisent davantage de liens entre zones rurales et urbaines avec un réseau routier amélioré et des moyens d'existence multi locaux existant et augmentant, ce qui facilite les échanges de biens, argent, personnes et systèmes de valeur. Toutefois, les segments les plus pauvres de la population sont toujours désavantagés par ces changements : ils ont moins accès aux intrants et aux moyens de production améliorés. Leur productivité diminue encore plus rapidement et leurs options pour la commercialisation sont encore entravées. Il existe aussi de grandes disparités entre les régions au niveau des opportunités locales pour la diversification, la professionnalisation et la commercialisation car les différences dans l'offre d'infrastructure et l'accès à l'énergie sont fortes. Les processus décrits ne sont donc pas inclusifs socialement.

Dimension politique et institutionnelle

La gouvernance béninoise se caractérise par de fortes disparités entre l'élaboration de politiques, stratégies et plans bien conçus et leur (absence de) mise en œuvre. Le processus de décentralisation, les politiques agricoles et les changements de la législation foncière servent d'exemples.

Le processus de décentralisation en cours contribue à davantage de participation politique et permet ainsi aux niveaux administratifs inférieurs et à la population de prendre en partie le contrôle du développement rural. Il existe un cadre légal pour la décentralisation, les responsabilités

et les tâches sont partiellement déléguées et les municipalités sont théoriquement largement autonomes pour prendre leurs décisions. Cependant, le financement dépend encore de la bonne volonté du gouvernement central et les progrès de la décentralisation diffèrent d'un secteur à un autre et entre les municipalités. Les approches participatives mises en place formellement ne sont pas assez fonctionnelles et manquent de personnel, et la coordination entre les structures du gouvernement central et les acteurs locaux continue d'être faible.

La stratégie nationale pour le secteur agricole est conçue pour promouvoir la professionnalisation et la diversification en agriculture. Toutefois, comme ce document bien conçu est seulement en partie mis en œuvre, le potentiel agricole est toujours sous-exploité – ce qui affecte négativement les moyens d'existence ruraux. Les techniques de gestion durable des terres ne sont pas complètement promues ou soutenues (p. ex. les techniques de conservation ou d'amélioration des sols). Une productivité basse ou en baisse, doublée du besoin d'augmenter la production mène à l'empiètement sur des terres qui n'étaient pas utilisées pour les cultures auparavant. L'expansion des terres cultivées diminue la disponibilité en terres d'élevage pour les groupes semi-nomades (surtout les Peulh) et augmente encore le risque de conflits entre les agriculteurs et les éleveurs.

L'expansion des terres agricoles, la fourniture en intrants insuffisante pour l'ensemble de la production agricole, et la forte concentration sur le coton pour l'exportation conduit à l'épuisement des sols, la dégradation des terres et intensifie la déforestation. Les politiques nationales ne s'occupent pas de la productivité globalement basse et en baisse ; la recherche et le développement (R&D) ainsi que les services de vulgarisation n'ont les capacités et les moyens ni de soutenir correctement les connaissances et les pratiques des agriculteurs, ni de distribuer les fournitures en intrants. Pour le moment, les politiques agricoles sur le terrain contribuent donc à la détérioration des ressources naturelles et à la fragilisation de l'environnement. Comme elles manquent de s'occuper d'une productivité durable écologiquement et d'objectifs de diversification, elles ne répondent pas aux besoins de revenus d'une population rurale grandissante.

Les défis quant à la propriété foncière et l'utilisation des terres sont en augmentation : la croissance de la population et la migration mènent à davantage de pression sur les terres (surtout dans le sud déjà densément peuplé) et à l'expansion urbaine. Les régions périurbaines autour des principaux centres urbains, p. ex. Cotonou, Porto Novo, Parakou font face à une arrivée de population en hausse et à un étalement dans des régions auparavant rurales. Les terres agricoles prennent davantage de valeur à mesure qu'elles se raréfient et certains agriculteurs, souvent les plus pauvres, vendent leur terrain à des investisseurs. Ils se trouvent ensuite souvent sans moyen de gagner leur vie et se voient obligés de déménager vers les centres urbains, finissant souvent dans des situations de sous-emploi informel et sans sécurité, p. ex. comme chauffeur de Zemidjan (mototaxi) ou marchand ambulant dans les rues. Comme les procédures administratives actuelles représentent un coût et demandent alphabétisation et éducation, seuls quelques petits agriculteurs enregistrent leurs terres.

Une réglementation améliorée pour davantage de sécurité foncière n'est pas mise en place complètement jusqu'à maintenant. La sortie du nouveau code foncier (adopté en 2013) offre des opportunités pour un système de propriété foncière plus inclusif car il prévoit divers garde-fous contre la spéculation foncière et pour la protection des petits producteurs agricoles. Sa mise en

œuvre et ses impacts sur le terrain devront être suivis de près par le gouvernement et des observateurs indépendants.

Dimension sociale

Les dynamiques démographiques sont marquées par une augmentation de la population forte et continue. Les modèles de migration sont multiples : à côté de l'exode rural, il existe aussi une migration urbaine-urbaine : Cotonou dans le département du Littoral montre une chute du taux de croissance alors que les villes voisines, Abomey-Calavi et Ouidah, font l'expérience d'une urbanisation rapide. Un des effets secondaires est l'intensification des relations entre zones rurales et urbaines et une augmentation lente des infrastructures urbaines dans des zones auparavant rurales, y compris un meilleur accès à l'électricité, et aux services de santé et éducatifs. La migration entre zones rurales est également un phénomène remarqué : les travailleurs des zones où les sols sont moins fertiles et avec une variabilité climatique en augmentation (p. ex. Atacora, Alibori) déménagent de manière temporaire ou permanente vers des régions plus favorables. Ces dernières voient par conséquent la pression augmenter sur leurs ressources.

Le Bénin montre des progrès remarquables dans les domaines de l'infrastructure sanitaire et des soins de santé préventifs en raison des efforts du gouvernement et de la communauté internationale ; même dans les zones rurales, l'accès à l'eau potable est passé de 49% à 72% dans les 15 dernières années, et la santé maternelle et infantile s'est améliorée de manière significative. Cependant, l'accès n'est pas inclusif : l'absence d'infrastructure de transport, la pauvreté monétaire rurale persistante et les barrières socioculturelles, comme le recours aux guérisseurs et à la médecine traditionnelle limitent l'utilisation de l'infrastructure et des services de santé existants dans les zones rurales. Les améliorations demeurent donc en-dessous des attentes. Il en est de même pour l'éducation : les taux d'inscription et de réussite de l'éducation primaire se sont améliorés ces dernières années. Toutefois, le matériel scolaire est souvent trop cher malgré une éducation censée être gratuite ; les enseignants ne sont souvent pas payés et s'absentent donc ; la réputation des écoles et des enseignants reste mauvaise. Par conséquent, les taux d'abandon sont toujours élevés, et l'absentéisme à l'école secondaire est encore important, surtout pour les filles.⁷

Les zones rurales béninoises sont encore caractérisées par des désavantages structurels significatifs. L'accès aux services sociaux continue d'être beaucoup plus difficile et leur qualité est souvent inférieure car il y a moins d'infrastructure et qu'il est difficile de trouver du personnel qualifié prêt à travailler dans des endroits isolés – malgré les efforts du gouvernement durant les dernières décennies. De tels désavantages réduisent généralement les possibilités d'avoir des processus de transformation rurale inclusifs, et il y a des chances pour que cela ne change pas dans un futur proche.

Dimension écologique

Les ressources foncières au Bénin continuent d'être dégradées pour plusieurs raisons : la surexploitation des sols due à l'absence d'application d'engrais et de techniques de conservation des

7 En 2013, 83% des garçons inscrits ont terminé l'école primaire, contre 68% des filles ; taux d'inscription dans le secondaire : 55% de garçons, 35% de filles

sols ; des parcelles de plus en plus petites (lorsque des terres non cultivées ne sont pas disponibles, les terres existantes sont distribuées entre les membres de la génération suivante) avec des cycles de rotation ou de jachère plus restreints dans le sud densément peuplé ; le manque de sécurité foncière décourage les investissements sur le long terme pour la conservation et la protection des sols ; enfin, le manque de capacités et/ ou de connaissances en gestion durable. La dégradation conduit à des changements dans l'utilisation des terres : pour maintenir les niveaux de production agricole, les pâturages et forêts deviennent des terres agricoles.

L'empiètement des terres agricoles sur les pâturages réduit leur disponibilité. Ce processus pousse à une augmentation de leur dégradation en raison du surpâturage des terrains restants. En même temps, cela intensifie le risque de conflits puisque cette expansion dans les terres auparavant réservées à l'élevage se fait souvent sans connaissances des besoins des bergers (p. ex. les corridors pour l'accès aux cours d'eau ou aux zones de pâturage).

L'expansion des terres agricoles est également la cause principale de la déforestation en cours. Ce processus est exacerbé par l'utilisation intensive de charbon de bois. Les mesures gouvernementales pour réduire l'exploitation non durable de bois de chauffe (programmes de reforestation, contrôle du transport de bois), les programmes pour remplacer le bois ou le charbon comme combustibles de cuisson principaux ou d'optimiser leur consommation ou production (poêles améliorés, fours éco énergétiques) n'ont pas eu d'impact tangible jusqu'à maintenant. La déforestation s'accompagne d'une perte de la biodiversité, des capacités de rétention en eau et en sols, et augmente donc le risque d'érosion et d'inondation.

La variabilité climatique augmente et affecte négativement la production agricole pluviale : les pluies sont plus courtes et moins intenses au sud alors qu'elles arrivent plus tard et sont plus intenses au nord. De manière générale, les précipitations sont de moins en moins liées à une saison. Elles ont diminué de 3,5% par décennie entre 1960 et 2006, surtout dans le sud et pendant la saison des pluies. Alors qu'il n'y a pas de tendance visible concernant la disponibilité en eau souterraine et de surface, on remarque une détérioration de la qualité de l'eau.

La dégradation écologique exacerbée par la variabilité climatique a un impact négatif sur les moyens d'existence de la population, en particulier dans les régions du pays les plus pauvres (Atacora, Alibori) : les conditions écologiques changeantes dégradent les moyens de production (baisse de la fertilité des sols, hausse de l'érosion, disponibilité en eau pour les cultures moins prévisible) et font donc diminuer les opportunités économiques. Une stratégie d'adaptation courante est la migration, soit vers les zones urbaines – avec les opportunités d'emplois précaires mentionnées – ou vers des zones rurales moins dégradées. Là-bas, l'augmentation de la densité de population qui en résulte, et les techniques agricoles souvent pas adaptées des migrants, aggravent la pression sur les ressources naturelles et l'infrastructure de ces sites.

Prises ensemble, les tendances actuelles obligent un nombre croissant de personnes à se déplacer. Les ménages adoptent davantage des **systèmes d'existence flexibles et multi locaux** pour optimiser leurs possibilités de revenu limitées, souvent précaires et variant selon les saisons : alors que toujours plus de personnes commencent à chercher des revenus non-agricoles (en ville et, de plus en plus, dans les villes secondaires), la production agricole de subsistance et, si possible, la production destinée à la vente sont maintenues et diversifiées. Ces processus sont le résultat de stratégies individuelles d'adaptation ; ils ne sont pas gérés complètement et les poli-

tiques (p. ex. la planification urbaine) ne s’y adaptent pas non plus. Ils ne sont ni durables écologiquement – ils exercent une pression excessive sur les ressources naturelles – ni inclusifs socialement – les opportunités ne sont pas distribuées équitablement et engendrent une division grandissante entre les segments favorisés et défavorisés de la population.

Les participants à l’atelier ont vu dans la persistance des tendances décrites ci-dessus le **scénario le plus réaliste pour le Bénin en 2030**. Ils l’ont appelé « **Wahala – catastrophique** ».

Dans le scénario wahala, la mauvaise gouvernance se maintient et entraîne davantage d’inégalités dans l’accès aux ressources, aux bénéfices et aux opportunités. La croissance économique générale apporte avec elle quelques possibilités d’emplois non-agricoles mais pas suffisamment pour absorber les jeunes en recherche d’emploi. Alors que l’agriculture se diversifie lentement et s’oriente sur le marché, la productivité continue de diminuer et ne permet donc pas à la majorité des petits agriculteurs de s’agrandir et d’augmenter leur résilience. Les ressources naturelles continuent de se dégrader, ce qui mène à des conflits fonciers, une situation aggravée par les dynamiques démographiques. L’ensemble de ces processus accélère l’exode rural et oblige à adopter des moyens d’existence multi locaux basés sur diverses opportunités de revenus précaires. Les améliorations attendues dans les TIC, ainsi que le réseau routier, facilitent la mobilité et favorisent les moyens d’existence multi locaux. Les améliorations dans l’infrastructure sociale se poursuivent mais l’écart entre les zones rurales et urbaines quant à l’accès et la qualité augmente.

Les processus en cours s’accompagnent d’une hausse des risques de tensions sociales et politiques. Dans l’ensemble, les améliorations sont et seront beaucoup trop minimales pour suivre le rythme de l’augmentation continue de la population. Une mauvaise gouvernance persistante, la détérioration des ressources naturelles ainsi qu’une productivité agricole basse sont les moteurs principaux de ce scénario catastrophique.

Un **scénario optimiste pour 2030** appelé « **Alafia – bonheur** » décrit le cas idéal. Il peut seulement être atteint si des actions adéquates sont prises en faveur de l’inclusion sociale et de la durabilité écologique (voir les recommandations ci-dessous). Dans ce scénario, l’agriculture à petite échelle est professionnalisée (c. à d. augmentation durable de la productivité, intégration en chaînes de valeur) et offre de meilleures opportunités d’emploi à une partie importante de la population dans le secteur agroalimentaire. Les options pour gagner sa vie dans les zones rurales deviennent plus attrayantes et les tendances à l’urbanisation ralentissent. Le rythme d’urbanisation plus lent et une délégation du pouvoir aux niveaux décentralisés plus conséquente permet une meilleure planification de l’espace et un développement de l’infrastructure adéquat.

Alafia est atteint grâce à la mise en œuvre de la nouvelle stratégie agricole : elle facilite l’accès aux intrants agricoles et aux services de conseil, ce qui contribue à augmenter la productivité des petits agriculteurs et encourage l’adoption de pratiques agricoles favorisant la fertilité des sols (conservation de l’humidité des sols, augmentation des matières organiques des sols, etc.). Les revenus de la population rurale augmentent avec une productivité plus haute et facilite l’accès à la microfinance. Un nouveau système sécurisant la propriété foncière encourage les investissements pour conserver la productivité et stabiliser les moyens d’existence. Cette intensification durable, accompagnée de nouvelles sources de revenus dues au développement de chaînes de valeur (transformation et commercialisation régionale) réduit la pression directe sur les ressources naturelles et contribue ainsi à plus de durabilité au sein des processus de transformation actuels.

L'amélioration de ces options de moyens d'existence rurales réduit l'exode rural vers les centres urbains principaux et encourage la croissance de dynamiques économiques décentralisées dans les centres secondaires. Une migration réduite et une décentralisation en hausse facilitent la planification municipale et l'urbanisation se déroule selon les plans d'utilisation des terres prévus. De nouveaux petits centres urbains en développement – avec une infrastructure et des marchés – aident à réduire les disparités entre les régions urbaines et rurales en termes d'opportunités d'emploi non-agricole et d'accès aux produits de base et aux services. De meilleurs services et plus de commodités apportent une meilleure éducation et, sur le long terme, plus d'autonomie, ce qui améliore les capacités de la population à réclamer une bonne gouvernance pour soutenir les tendances globales positives.

Recommandations

Comme la transformation rurale est un processus sur le long terme et complexe, lui faire face implique donc un engagement sur le long terme, s'occupant non seulement de l'agriculture mais aussi de toute l'économie, y compris son cadre institutionnel. Les petits agriculteurs doivent être ciblés par les mesures proposées, car ils sont et restent les acteurs économiques principaux du Bénin rural pour les années à venir. Il est vital d'adapter toute mesure aux différents contextes locaux avant leur mise en œuvre.

Afin de modeler la transformation rurale d'une manière plus durable et inclusive, différents domaines d'intervention pour les partenaires de développement doivent aller de pair et devraient contribuer directement à au moins un des domaines suivants :

- (1) Une utilisation plus durable des ressources naturelles en se concentrant sur une intensification de la production agricole durable écologiquement.
- (2) Un plus grand nombre d'opportunités non-agricoles pour les ménages ruraux visant davantage d'options pour augmenter et diversifier leurs sources de revenus.
- (3) Un meilleur accès aux services publics pour les petits agriculteurs et les groupes vulnérables, y compris l'accès à l'infrastructure, l'information et aux marchés. De meilleures informations et accès contribueront à ce que des ménages ruraux avec plus de capacités réclament la mise en œuvre de politiques.
- (4) Un plus haut degré d'organisation des ménages ruraux agricoles afin de surmonter les défauts du marché dans les zones rurales d'une manière inclusive. Les organisations paysannes font la promotion des capacités à participer à l'élaboration de politiques.
- (5) Un accès foncier sécurisé afin de soutenir les moyens d'existence dans les zones rurales et pour être plus en mesure de demander des crédits.

L'atelier d'élaboration des scénarios a identifié la gestion durable des ressources naturelles, la productivité agricole et l'accès aux services financiers comme étant les facteurs les plus déterminants pour la transformation rurale. En effet, ce sont eux qui exercent le plus d'influence sur les autres tout en étant les plus faciles à influencer. Par conséquent, ils ont été choisis pour être les points d'entrée les plus prometteurs pour des recommandations concrètes pour que les processus soient plus inclusifs et durables.

- **L'augmentation durable de la productivité agricole** est un levier central pour influencer la transformation rurale au Bénin dans la direction voulue. De nombreux facteurs influencent la productivité, comme la fertilité des sols et l'eau, l'accès aux intrants agricoles et aux services financiers, et la diffusion de résultats de la recherche et du développement. **L'intensification écologique** peut surmonter les problèmes de fertilité des sols de manière durable. Cela doit reposer sur une large stratégie s'adressant à différents défis (p. ex. les éléments nutritifs et la matière organique du sol, le labourage ou non, selon le sol spécifique et les conditions topographiques, ainsi que les capacités à retenir l'eau, le contrôle de l'érosion, etc.) et niveaux (exploitation, services de vulgarisation, fournisseurs en intrants, décideurs politiques) et devrait être mis en œuvre en coopération avec différents partenaires – p. ex. en menant une approche en chaînes de valeur en portant une attention particulière aux groupes défavorisés. La productivité agricole et la gestion durable des ressources naturelles sont étroitement liées (cf. 5.2).
- **La gestion durable des ressources naturelles** est l'autre domaine d'intervention le plus important au niveau des exploitations et régional. Les efforts dans ce secteur dépendent du contexte et doivent s'adapter à l'état actuel des ressources naturelles. Ils demandent une approche multi niveaux. Pour être durable écologiquement, toutes les ressources et leurs interdépendances doivent être prises en compte : sols et pâturages, eau, forêt et (agro)diversité. Plus que tout, les différentes mesures devraient être adaptées au paysage naturel spécifique et à ses conditions climatiques et de ressources. Pour assurer la durabilité des interventions, les communautés locales doivent être intégrées aux processus de prise de décision et accompagner la gestion. Cela favorise l'appropriation (*ownership*) des ressources et soutient la responsabilité pour une gestion durable (cf. 5.1).
- **L'accès aux services dans les zones rurales** – y compris l'accès pour les pauvres – est essentiel pour permettre la mise en œuvre de pratiques durables écologiquement et socialement inclusives dans la gestion des ressources naturelles et l'agriculture. L'accès aux intrants agricoles (semences ; engrais organiques et fumier ; si nécessaire, engrais minéral et pesticides en combinaison avec une formation) ; à l'information et aux connaissances (p. ex. des stratégies de gestion globale des parasites ; des mesures d'amélioration de la fertilité des sols, de rotation des cultures, le compost, etc.) ; aux services sociaux (éducation, soins de santé) ; et au **crédit et aux services financiers** sont des conditions indispensables à la réalisation d'activités agricoles et autres activités génératrices de revenus. Des services financiers décentralisés doivent être disponibles et accessibles pour les agriculteurs et innovateurs avec des produits financiers appropriés (cultures, transformation agroalimentaire). L'expansion du secteur financier doit aller de pair avec des campagnes pour l'éducation financière et la gestion d'entreprise pour éviter l'endettement. Un contrôle fort des acteurs du secteur financier est obligatoire (p. ex. standards éthiques) pour réduire le risque de recrutement de clients aléatoire. En plus de ces services, l'accès à la terre et la sécurisation des titres fonciers est de la plus haute importance pour favoriser l'appropriation (cf. 5.3).
- En plus des trois facteurs principaux identifiés, nous considérons les **mesures d'accompagnement dans les secteurs non-agricoles** comme étant cruciales pour un meilleur futur (cf. 5.4.1). Les opportunités de revenu non-agricoles doivent être créées : d'un côté pour diminuer la dépendance à l'agriculture et diminuer ainsi la vulnérabilité face aux chocs

provoqués par les imprévus climatiques. D'un autre côté, pour créer des possibilités pour la population grandissante et fournir des options pour la diversification des stratégies au-delà du secteur agricole. Pour finir, la pauvreté est l'une des raisons majeures de la surexploitation des ressources – si de nouvelles sources de revenus ne sont pas débloquées, l'exploitation (non-durable) des ressources naturelles servira de stratégie de repli, en particulier pour les ménages ruraux pauvres.

- **Une meilleure gouvernance à tous les niveaux d'intervention** est la clé de la réussite de toute intervention. En effet, les défaillances de gouvernance sont un obstacle central à la mise en œuvre de projets et programmes qui paraissent dans l'ensemble bien élaborés et cohérents. Un dialogue politique continu, le développement de capacités pour les différents niveaux administratifs et le soutien au processus de contrôle pour améliorer l'efficacité des programmes gouvernementaux bien intentionnés, ainsi que le renforcement de la société civile afin de renforcer son rôle d'avocats de la population, doivent accompagner les recommandations spécifiques.

Contenu

Abstract	i
Synthèse	ii
Contenu	xiii
Liste des illustrations	xv
Liste des tableaux	xvi
Tableau d'abréviations	xvii
1 Introduction au projet de recherche	1
1.1 Contexte de la recherche	1
1.2 Définition et terminologie de la transformation rurale	2
1.3 Objectifs et questions de recherche	3
1.4 Méthodologie	4
2 Introduction à l'étude pays	7
2.1 Historique du pays	7
2.2 Résultats clés de l'atelier des scénarios	10
2.3 Phase <i>USE</i>	15
3 Analyse des tendances	17
3.1 Dynamiques économiques – tendances générales	17
3.1.1 Conditions cadres économiques et infrastructure	22
3.1.2 Productivité et diversification dans le secteur agricole	32
3.1.3 Défis de l'élaboration de chaînes de valeur	38
3.2 Dynamiques institutionnelles et modèles de gouvernance – tendances générales	43
3.2.1 Le processus de décentralisation et les capacités des gouvernements locaux	43
3.2.2 Plans et mise en œuvre : politique agricole	47
3.2.3 Réglementations quant à l'utilisation des terres et à la propriété foncière	57
3.3 Dynamiques sociales et différenciation	61
3.3.1 Dynamiques démographiques : modèles de migration et d'urbanisation	62
3.3.2 Services sociaux et infrastructure : tentatives pour affronter les défis	66
3.4 Dynamiques écologiques – tendances générales	74
3.4.1 Ressources naturelles : sols, pâturages, eaux et forêts	74
3.4.2 Climat et variabilité climatique	82
3.5 Conclusion	86

4	Scénarios de la transformation structurelle d'ici à 2030	89
4.1	« Catastrophique – Wahala » : scénario <i>statu quo</i> pour 2030	89
4.2	« Bonheur – Alafia » : scénario inclusif et durable pour 2030	93
5	Recommandations pour une transformation plus durable et inclusive	97
5.1	Gestion durable des ressources naturelles	100
5.2	Intensification et professionnalisation du secteur agricole	107
5.3	Soutien aux services financiers.....	116
5.4	Mesures d'accompagnement dans les secteurs non-agricoles	119
5.4.1	Emplois non-agricoles.....	119
5.4.2	Aménagement du territoire, planification territoriale	121
5.4.3	Soutien à une meilleure gouvernance	121
6	Mot de conclusion.....	123
7	Bibliographie.....	125
8	Annexe	131
8.1	Opérationnalisation de l'inclusion, de l'exclusion et de la durabilité écologique	131
8.2	Liste des participants à l'atelier d'élaboration des scénarios	133
8.3	Agenda de l'atelier d'élaboration des scénarios	135
8.4	Liste des partenaires d'entretien.....	136
8.5	Exemple de guide d'entretien	139

Liste des illustrations

Graphique 1 : Approche méthodologique	4
Graphique 2 : Déroulement de l'atelier des scénarios	5
Graphique 3 : Carte du Bénin	8
Graphique 4 : Diagramme des axes.....	13
Graphique 5 : Diagramme des interdépendances pour la transformation rurale au Bénin.....	14
Graphique 6 : PIB par tête, US \$ actuels (2006-2015)	18
Graphique 7 : Contribution à la croissance par secteur 2006 - 2013.....	18
Graphique 8 : Pauvreté basée sur les biens, par sexe (2006 - 2011)	20
Graphique 9 : Notes par région de l'indice multidimensionnel de pauvreté (pas d'année)	21
Graphique 10 : Balance commerciale des biens (graph 1) et des services (graph 2) en milliards/ millions de US\$ par an (2000 - 2013)	28
Graphique 11 : Superficie des exploitations par département en 2013.....	33
Graphique 12 : Productivité du maïs, arachide, coton, ignames et tomates (1998 - 2015).....	36
Graphique 13 : Part des dépenses publiques annuelles pour l'agriculture par rapport aux dépenses publiques totales comparé à l'objectif 10% du PDDAA (1996 - 2013).....	49
Graphique 14 : Taux de croissance annuel du PIB agricole comparé à l'objectif 6% du PDDAA (1980 - 2012)	49
Graphique 15 : Pauvreté monétaire et non-monétaire dans les zones urbaines et rurales du Bénin	62
Graphique 16 : Croissance de la population au Bénin et en Afrique subsaharienne (annuelle en %), 1990 - 2015	63
Graphique 17 : Raisons de quitter son village.....	65
Graphique 18 : Dépenses publiques pour la santé par tête (PPA int. \$) 1995 - 2014	67
Graphique 19 : Utilisation d'installations d'assainissement (en pourcentage de population).....	68
Graphique 20 : Taux d'achèvement scolaire au Bénin et en Afrique subsaharienne 1990, 2000, 2013	71
Graphique 21 : Territoires recouverts par la végétation	75
Graphique 22 : Utilisation de l'eau au Bénin, par secteur (en %, 2011)	78
Graphique 23 : Causes directes et indirectes de la déforestation au Bénin	80

Liste des tableaux

Tableau 1 :	Vue d'ensemble des participants à l'atelier par secteur	10
Tableau 2 :	Résultats de l'atelier des scénarios – matrice des influences	12
Tableau 3 :	Vue d'ensemble des entretiens par région, comprenant toutes les visites sur le terrain.....	15
Tableau 4 :	Changements dans la productivité globale des facteurs par secteur, 1983 – 2008 (%)	36
Tableau 5 :	Caractéristiques agro climatiques au Bénin	82
Tableau 6 :	Vue d'ensemble des domaines d'intervention pour une gestion durable des ressources naturelles	102
Tableau 7 :	Vue d'ensemble des domaines d'intervention pour une intensification écologique et une professionnalisation du secteur agricole	108
Tableau 8 :	Vue d'ensemble des domaines d'intervention pour soutenir les services financiers.....	117

Tableau d'abréviations

AIC	Association interprofessionnelle du coton
ANCB	Association Nationale des Communes du Bénin
ANDF	Agence Nationale du Domaine et du Foncier
ASS	Afrique subsaharienne
BMZ	Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement
BPA	Bonnes pratiques agricoles
CARDER	Centre d'action pour le développement rural
CePED	CePED Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable
CLCAM	Caisses Locales de Crédit Agricole Mutuel
FADeC	Fonds d'Appui au Développement des Communes
FNDA	Fonds National de Développement Agricole
FUPRO	Fédération des Unions de Producteurs du Bénin
IDHI	indice de développement humain ajusté aux inégalités
INRAB	Institut National des Recherches Agricoles du Bénin
MAEP	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
OMD	Objectifs du Millénaire
PADME	Association pour la Promotion et l'Appui au Développement de Microentreprises
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDDAA	Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine
PFNL	produits forestiers non ligneux
PFR	Plan Foncier Rural
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSRSA	Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole
R&D	Recherche et Développement
SCRP	stratégie de croissance pour la réduction de la pauvreté
SEWOH	Initiative spéciale « Un seul monde sans faim »
SFD	services financiers décentralisés
SLE	Centre pour le développement rural
SONAPRA	Société Nationale pour la Promotion Agricole
TIC	technologies de l'information et des communications
USE	underpin, sharpen and enhance (soutenir, cibler et intensifier)

1 Introduction au projet de recherche

1.1 Contexte de la recherche

Cette étude fait partie d'un projet de recherche plus étendu mis en place par le Centre pour le développement rural (Seminar für Ländliche Entwicklung – SLE) de la Humboldt-Universität zu Berlin intitulé « transformation rurale en Afrique subsaharienne ». Elle est financée par le Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ) dans le cadre de son Initiative spéciale « Un seul monde sans faim » (SEWOH) lancée en 2014. À travers cette initiative le BMZ souhaite contribuer de manière significative à l'éradication de la faim et de la malnutrition dans le monde.

Les objectifs principaux du projet de recherche visent à

1. analyser les tendances passées et actuelles de la transformation rurale, et
2. identifier différents scénarios de transformation rurale d'ici à 2030, afin d'
3. élaborer des recommandations stratégiques spécifiques au contexte qui contribuent à une transformation rurale plus inclusive socialement et durable écologiquement.

À travers trois études empiriques de pays (Zambie, Bénin, Éthiopie), le projet contribue directement à un champ d'action spécifique au sein de l'Initiative SEWOH intitulée « Transformation structurelle dans les zones rurales ». ⁸ L'élaboration des études de pays répond donc à un intérêt profond de fournir des résultats de recherche axés sur la pratique. Une approche méthodologique qualitative comparable ayant été utilisée, toutes les études de pays fonctionnent selon des questions de recherche similaires. Elles traitent des tendances les plus importantes et des scénarios ultérieurs de processus de transformation rurale. Les études empiriques de pays ont été étoffées par deux études de documents qui ont fourni les bases conceptuelles (Rauch, Beckmann, Neubert, & Rettberg, 2016) et méthodologiques (Berg, Beckmann, & Schelchen, 2016, p. 1).

Les zones rurales de l'Afrique subsaharienne changent, cependant, des indicateurs importants montrent que ces changements ne suivent pas les modèles historiques des pays actuellement industrialisés ou émergents. Ces modèles consistant en un transfert sectoriel vers l'industrie et les services comme secteurs économiques dominants, accompagné d'une urbanisation, d'une industrialisation du secteur agricole et de changements importants dans le tissu social. À la place, seule une transition minimale a été observée depuis une société rurale agricole vers une société urbaine industrielle, où les structures sociales des petits exploitants demeurent, malgré quelques différences sociales et dans l'espace (Rauch et al., 2016). Cette étude contribue à une meilleure compréhension des processus de transformation afin de s'orienter vers une transformation rurale inclusive et durable.

8 Un rapport synthétisant les résultats des trois pays et en tirant des conclusions pour la transformation rurale en Afrique subsaharienne sera publié en Avril 2017 par le SLE

1.2 Définition et terminologie de la transformation rurale

« *Rural transformation is a long-term, multidimensional process of change affecting the basic livelihoods characteristics of people in rural regions, taking into account their interaction with societal and global dynamics* » (la transformation rurale est un processus de changement multidimensionnel sur le long terme qui touche les caractéristiques de base d'existence de la population rurale en prenant en compte leur interaction avec les dynamiques sociétales et globales) (Rauch et al., 2016).⁹

La transformation rurale est influencée par un large panel de facteurs sur différents niveaux, dont, entre autres, les dynamiques des marchés et des écosystèmes, les politiques nationales et les capacités locales à agir. Ces facteurs interagissent et s'expriment à différents niveaux, par exemple, en liant les dynamiques mondiales aux décisions des ménages locaux. Ainsi, la transformation rurale doit être comprise comme une interaction entre les conditions-cadre structurelles et l'organisation des acteurs sociaux. Tous les changements actuels ne contribuent pas nécessairement à la transformation, en effet, ils peuvent manquer d'amplitude, du fait de se positionner sur le long terme, ou d'être multidimensionnel, pour avoir un impact important sur la manière dont les sociétés sont organisées et interagissent. Quoi qu'il en soit, la combinaison de plusieurs tendances peut constituer une transformation structurelle, parce qu'elles sont liées et à cause des divers mécanismes de *feedback*. Les principales caractéristiques des tendances actuelles doivent donc être évaluées afin de savoir jusqu'à quel point elles appartiennent à un processus de transformation sur le long terme.

La transformation rurale est habituellement accompagnée de changements dans la répartition des ressources économiques, environnementales, socioculturelles et politiques institutionnelles. Ces processus ne devraient donc pas être évalués seulement en fonction de leurs effets généraux sur le bien-être et la croissance, mais également selon leurs conséquences pour les groupes vulnérables ou menacés par la pauvreté. Les conséquences sociales des tendances observées sont évaluées en analysant les effets d'inclusion ou d'exclusion que ces changements peuvent avoir, en particulier sur les groupes vulnérables de la société. L'inclusion sociale fait référence aux capacités et conditions structurelles d'une personne ou d'un groupe social à participer à une société donnée en termes politiques, économiques, sociaux et légaux. Ce concept se concentre sur les relations sociales régulées par les institutions, règles et régimes. Les aspects clés des relations sociales qui déterminent l'inclusion dans ou l'exclusion de certaines sphères sociales, économiques et politiques, sont la participation, l'accès et le droit à diverses ressources. Certains degrés d'exclusion/inclusion peuvent affecter les groupes dans certains domaines mais pas dans d'autres. Les effets ne peuvent pas être évités par les acteurs eux-mêmes. L'attention est moins dirigée vers les situations que vers les processus, c.-à-d. en quoi, dans le temps, les effets de la transformation rurale sont-ils inclusifs/ exclusifs (ibid.). Pour une mise en œuvre de l'inclusion et de l'exclusion, voir l'Annexe.

Parmi les processus actuels de transformation dans les zones rurales, de nombreux contribuent au changement de modèle de peuplement et de l'utilisation des terres, exerçant ainsi un chan-

⁹ Une introduction au concept de transformation rurale et une analyse générale des processus de transformation en Afrique subsaharienne sont discutés en détail dans (Rauch et al., 2016)

gement de pression sur les ressources naturelles, c.-à-d. eau, sol, forêt, écosystèmes et biodiversité. La durabilité écologique est interprétée selon la définition du développement durable de la Commission Mondiale sur l'Environnement et le Développement (1986) : Une exploitation durable des ressources naturelles décrit des habitudes d'exploitation qui répondent aux besoins essentiels des générations actuelles sans compromettre les capacités des générations à venir de répondre aux leurs. Une gestion plus durable au niveau local doit également prendre en considération les conséquences de la variabilité climatique. En tant que tel, le développement durable est non seulement un défi technique mais aussi une question politique car il dépend de décisions basées sur des perceptions en partie contestées concernant les origines de la dégradation des ressources naturelles et les mesures correspondantes qui doivent être prises (ibid.). Pour les critères d'un système d'utilisation des ressources durable, voir l'Annexe.

1.3 Objectifs et questions de recherche

Les questions de recherche suivantes ont été élaborées pour les études de pays :

- Quelles sont les tendances qui caractérisent les processus de changement rural passés et présents, et quels sont les facteurs et impacts ayant le plus d'influence ?

Cette question a pour but d'identifier les transformations structurelles les plus importantes de ces 30 dernières années. Nous partons du principe qu'une compréhension historique des tendances passées (économiques, institutionnelles, politiques, écologiques, sociales) constitue un point de départ essentiel pour l'élaboration de scénarios jusqu'à 2030. L'analyse des tendances comprend l'identification des facteurs d'influence de ces changements et des impacts multidimensionnels.

- Dans quelle mesure les développements et tendances actuels peuvent-ils être considérés comme étant inclusifs socialement, durables écologiquement, et consistent-ils une transformation structurelle ?

Cette question vise une évaluation des tendances passées et actuelles au regard de leur durabilité, de leur caractère inclusif et transformateur. Il est supposé que a) la majorité des tendances actuelles dans les zones rurales ne sont ni inclusives ni durables et que b) seules peu de tendances contribuent à une importante transformation multidimensionnelle de la société.

- Actuellement, quel est le scénario de processus futurs de la transformation rurale jusqu'à 2030 le plus probable ?

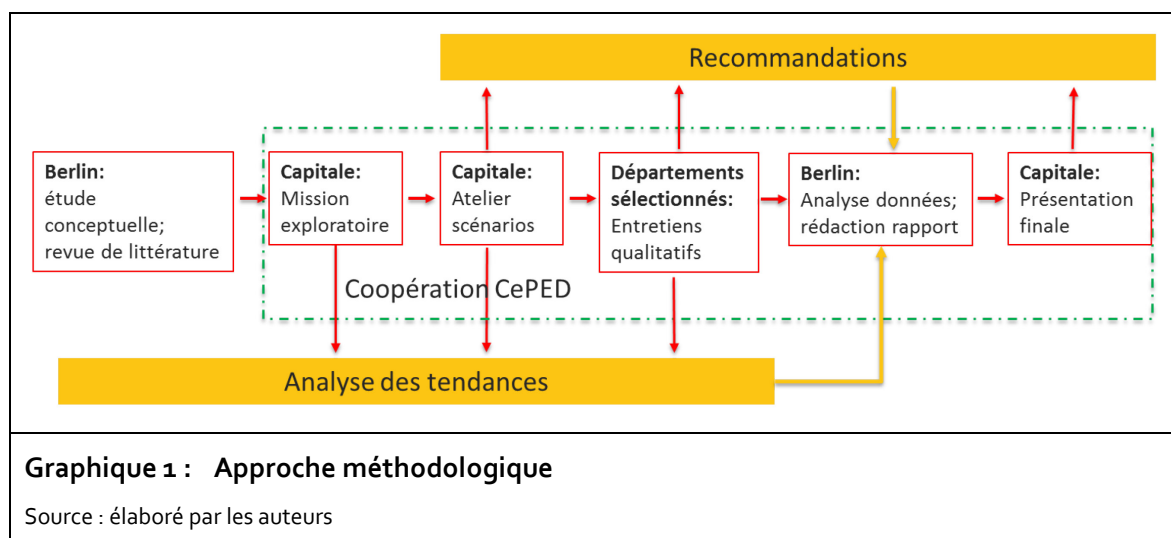
Cette question vise à identifier les facteurs d'influence les plus importants qui auront un impact transformatif fort sur les moyens d'existence et les systèmes socio-écologiques ruraux dans les 15 prochaines années. Ce scénario sera élaboré à partir de la perception commune des parties prenantes locales concernant la probabilité que certaines tendances observables actuellement allaient certainement se prolonger.

- Quel est un scénario optimiste et réaliste jusqu'à 2030 ? Quels domaines d'intervention principaux ont une orientation stratégique vers plus d'inclusion et de durabilité à moyen et long terme ?

Pour finir, un scénario normatif visant l'inclusion et la durabilité va être analysé. Si l'on part du principe que les différentes parties prenantes partagent cette orientation normative, il va être demandé quelles sont les mesures nécessaires pour aller dans ce sens. Des stratégies spécifiques au contexte, indiquant quelles interventions pourraient soutenir une réorientation stratégique, seront élaborées à différents niveaux à partir de cette analyse.

1.4 Méthodologie

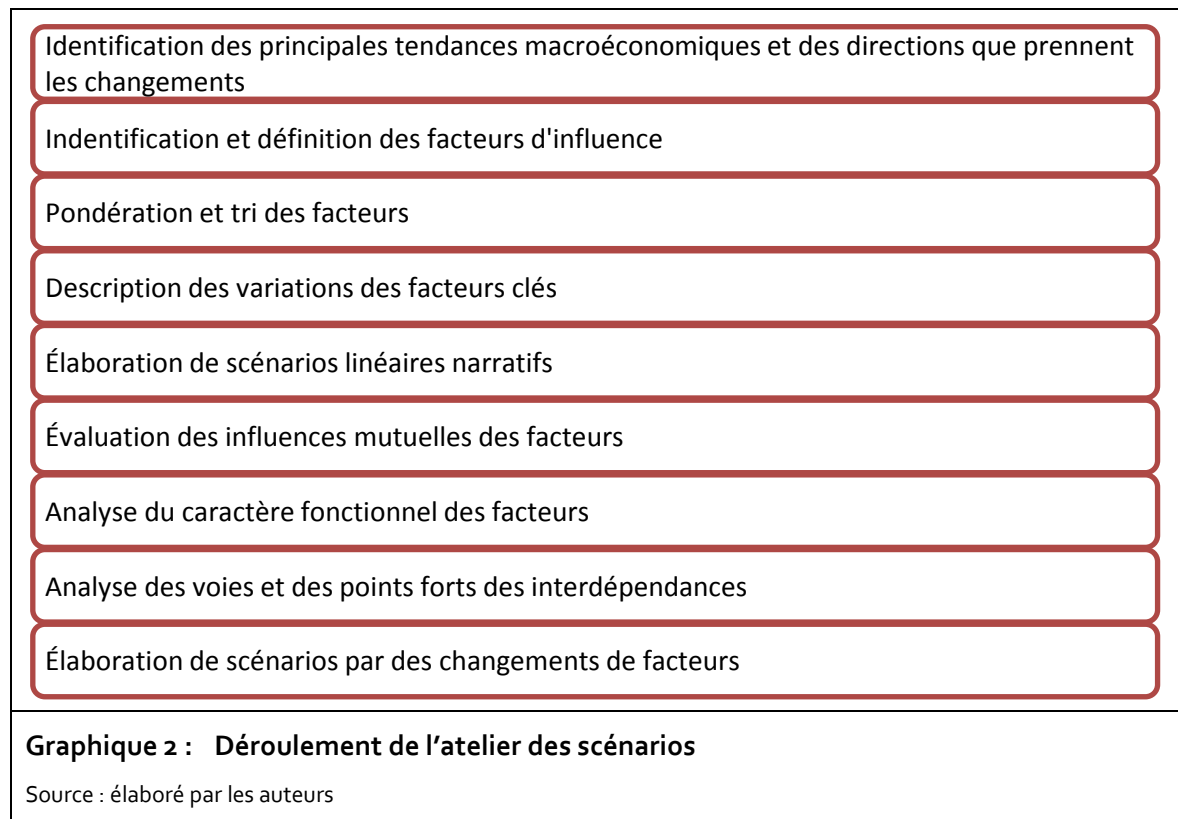
Afin d'aboutir à des recommandations stratégiques pratiques, politiques et innovantes, les équipes de recherche ont suivi une approche de recherche globale. Un atelier d'élaboration des scénarios a débouché sur l'identification des facteurs d'influence de la transformation rurale les plus importants, leurs interdépendances mutuelles, ainsi que les processus actuels et futurs pertinents (Berg et al., 2016).



La partie empirique a été mise en place avec la coopération du Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement Durable (CePED) qui a son siège à Cotonou. Cette coopération prospère assure que les résultats de l'étude ne se limiteront pas à des recommandations pour le Ministère allemand BMZ, mais que le CePED en fera la promotion et qu'elles seront soutenues par les agences nationales et les institutions gouvernementales. Les compétences pratiques du CePED pour mener des recherches, pour établir et organiser des coopérations avec des partenaires au nord et au sud, et particulièrement l'expérience de la mise en œuvre de projets pour le développement durable dans différentes parties du pays ont largement enrichis la recherche en procurant un mélange d'informations et d'analyses depuis l'intérieur avec des analyses de perception extérieures.

Les **scénarios** se rapportent à de multiples futurs possibles, et à la différence de prévisions basées sur l'extrapolation tendancielle, ils ne prédisent pas ce qu'il va se passer mais ce qu'il pourrait se passer dans un certain espace de probabilité au cours du temps (Berg et al., 2016, p. 1).

Les scénarios s'adressent à une durée de 15 ans (jusqu'à 2030) et sont les résultats d'un **atelier participatif d'élaboration de scénarios** de 5 jours (pour plus de détails, cf. 8.3) consistant en les étapes suivantes :



Afin de soutenir, cibler et intensifier (*underpin, sharpen and enhance –USE*) les résultats de l'atelier, des entretiens qualitatifs et des discussions en groupe cible (*focus group discussion*) ont été menés. Pour respecter l'approche multi niveaux, les données obtenues au niveau national ont été détaillées plus précisément et contre vérifiées au niveau régional dans deux régions sélectionnées (cf. Chapitre 2). Les partenaires d'entretien ont été choisis pour représenter aussi bien les niveaux régionaux/ départementaux que les niveaux locaux/ municipaux et ont été identifiés sur le terrain, sur recommandation de partenaires. Pour la transition entre atelier et phase *USE*, l'équipe de recherche a passé en revue les principaux facteurs d'influence de la transformation rurale identifiés lors de l'atelier ainsi que toutes les autres informations collectées dans l'analyse de la littérature. Les tendances majeures identifiées, aussi bien que les lacunes, ont été transposées en questions directives pour les entretiens semi-structurés ou des discussions en groupe-cible et complétées par une série de questions de recherche tirées du document de réflexion sur la transformation rurale.

Les facteurs d'influence tirés de l'atelier des scénarios ont fourni le point de départ analytique pour la discussion sur les tendances des études pays. Les données primaires ont été enrichies, vérifiées et complétées avec les informations supplémentaires données par les partenaires d'entretien individuel ou la littérature secondaire. Les résultats et observations principaux ont été

discutés et validés lors d'une séquence de présentations de résultats dans les pays respectifs incluant les ministres et les bailleurs ainsi que les participants à l'atelier des scénarios.

L'équipe de recherche est constituée de quatre membres permanents de l'équipe du SLE et fut complétée au Bénin par un chercheur du CePED. Durant les visites sur le terrain, elles étaient accompagnées de partenaires locaux qui leur ont fourni l'accès aux agriculteurs pour des entretiens en groupe et les services de traductions lorsque cela s'est avéré nécessaire. Les autres entretiens ont été menés soit en anglais soit en français.

2 Introduction à l'étude pays

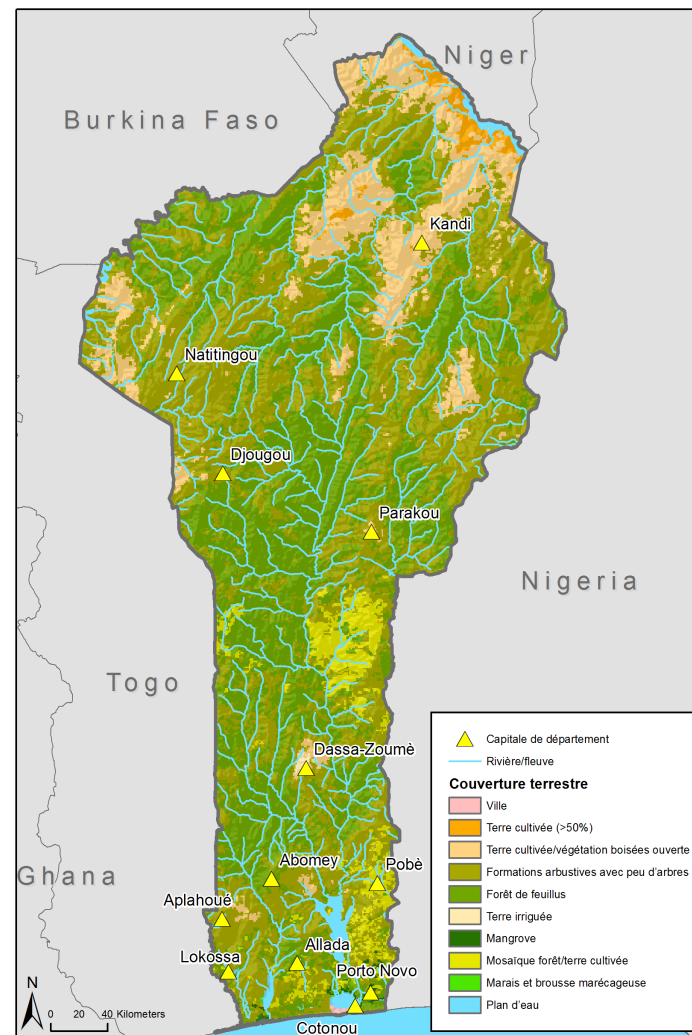
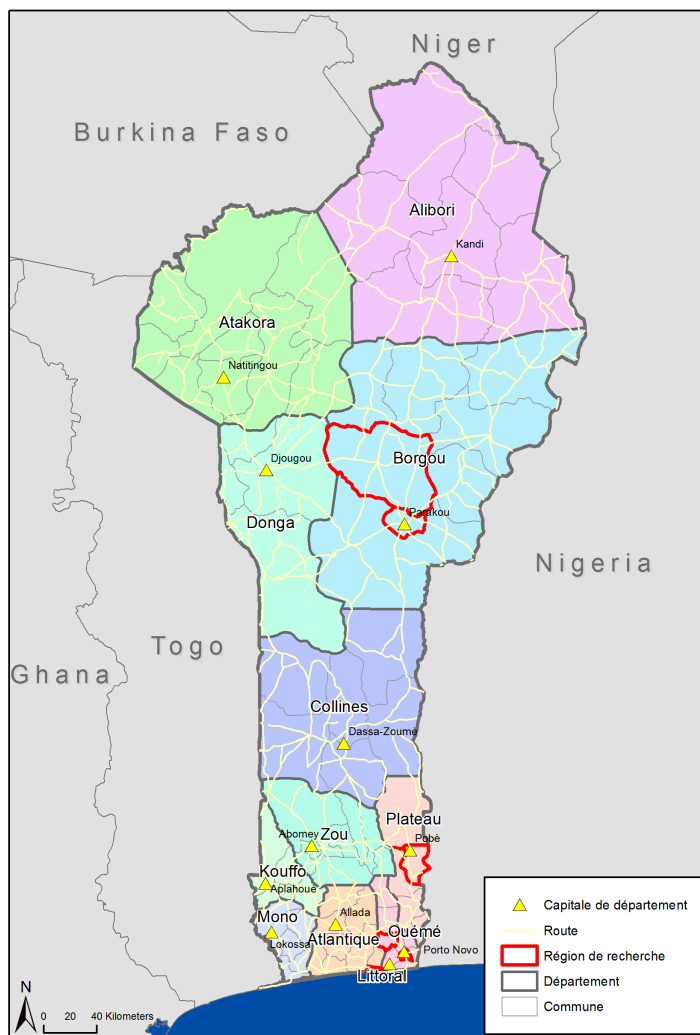
2.1 Historique du pays

Le Bénin tient lieu de pays témoin représentant un petit pays de l'Afrique de l'ouest avec un accès à la mer, un climat tropical humide dans le sud et un climat sahélien semi-aride dans le nord.

D'un point de vue économique, le pays est un pôle pour les produits importés à destination des pays enclavés au nord et au nord-est. Il sert également de point d'entrée pour une réexportation vers les pays plus protectionnistes comme le Nigéria (Golub, 2012, p. 1). L'agriculture demeure le deuxième pilier économique. Dominée principalement par les petits paysans, elle est peu diversifiée et professionnalisée (3.1). La démocratie présidentielle du Bénin est caractérisée par sa stabilité et des débats politiques ouverts, avec des élections régulières et un maximum de deux mandats consécutifs pour les décideurs politiques. Néanmoins, le pays souffre d'un manque d'application des lois (3.2). En dépit de la croissance économique des dernières décennies (3.1), le Bénin figure encore parmi les 25 pays avec le plus faible indice de développement humain (166^{ème} sur 188 pays en 2015). La répartition des bénéfices des réalisations est très inégalitaire : l'indice de développement humain ajusté aux inégalités (IDHI) est plus élevé que la moyenne subsaharienne (37,1 : Bénin ; 33,1 : Afrique subsaharienne) (UNDP, 2015)¹⁰.

Les zones rurales du Bénin sont confrontées à d'importants défis environnementaux et socioéconomiques, ce qui met en danger les moyens d'existence des petits paysans et des bergers. L'augmentation de la pression sur les ressources nationales, en raison de la forte augmentation de la population, du manque de sensibilisation et surtout, de la pauvreté, combiné avec des titres de propriété qui ne sont pas garantis, mène à une raréfaction des ressources et à l'apparition de conflits (3.1.). Une productivité basse, le manque d'intrants et de marchés, l'absence de possibilité de revenus non-agricoles dans le milieu rural (cf. 3.3) et de services, comme les soins de santé, l'éducation, l'infrastructure routière et l'énergie, génèrent des mouvements migratoires (3.2/3.3) qui mènent à leur tour à une urbanisation sauvage accompagnée d'emplois précaires.

¹⁰ L'IDHI conjugue les acquis moyens d'un pays en matière de santé, d'éducation et de revenu et la façon dont ces acquis sont répartis entre sa population en « réduisant » la valeur moyenne de chaque dimension en fonction de son niveau d'inégalité (UNDP, 2015)



Graphique 3 : Carte du Bénin

Source : élaboré par Wolfram Lange (SLE), d'après http://forobs.jrc.ec.europa.eu/products/glc2000/data_access.php et <http://www.diva-gis.org/>

Fiche pays Bénin

Superficie :	112 622 km ² ;
Relief :	plaines parfois vallonnées ; quelques collines, montagnes basses
Climat :	tropical ; chaud et humide au sud, semi-aride au nord (cf. 3.1)
Capitale :	Porto Novo (capitale officielle) ; Cotonou (siège du gouvernement)
Gouvernement :	démocratie présidentielle ; élections tous les cinq ans
Division administrative :	12 départements (cf. 3.2.1)
Population :	10 448 647 Taux de croissance démographique (2015 est.) : 2,78% pop. urbaine : 44% (cf. 3.4.1)
Langue :	français (langue officielle) ; fon et yoruba (surtout dans le sud)
Religion :	catholique 27,1% ; musulmane 24,4% ; vaudou 17,3% ; protestant 10,4% ; autre
Structure par âge :	0-14 : 43% ; 15-24 : 20% ; 25-54 : 30% ; 55 et plus : 6.3% ; médian : 17,9 ans
PIB :	par tête (PPA) (2015 est.) : 2 100 \$;
par secteur :	service 50,2% ; agriculture 36,3% ; industrie 13,5% (cf. 3.2.2)
croissance PIB (2015) :	5,2 ; classement : 39 ^{ème} sur 225)
Indice de Gini :	répartition des revenus des ménages : 43,4 (2011) ; 48 ^{ème} mondial
IDH (2014) :	indice 0,48 ; classement : 166 ^{ème} (derrière le Rwanda, Haïti, Ouganda ; devant le Soudan, Djibouti, Soudan du sud)
Sécurité alimentaire :	prévalence de la sous-nutrition dans la population : 8% Indice global de sécurité alimentaire : 88 ^{ème} sur 113

Source : CIA (n.d.) ; The Economist Intelligence Unit (2016) ; World Bank (2016)

2.2 Résultats clés de l'atelier des scénarios

L'atelier d'élaboration des scénarios a été mené selon Berg et al., (2016). 27 Béninois représentant différents secteurs y ont participé (cf. Tableau 1).

Tableau 1 : Vue d'ensemble des participants à l'atelier par secteur	
Ministère <ul style="list-style-type: none"> ▪ DASSN - Direction des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale ▪ DPFG - Direction de la Promotion de la Femme et du Genre ▪ INRAB - Institut National des Recherches Agricoles du Bénin ▪ INSAE - Institut National de la statistique et d'analyse économique du Bénin ▪ MAEP - Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche ▪ MDGLAAT - Ministère de la Décentralisation ▪ DGFRN - Direction Générale des Forêts et des Ressources Naturelles ▪ PNE - Partenariat National de l'Eau du Bénin ▪ SONAPRA - Société nationale pour la promotion agricole 	Recherche <ul style="list-style-type: none"> ▪ CePED - Centre de Partenariat et d'Expertise pour le Développement ▪ Durable ▪ CBRST - Centre Béninois de la Recherche Scientifique et Technique ; ▪ CEFORP/ UAC - Centre de Formation et de Recherche en matière de Population ▪ CBRST/MESRS - Centre Béninois de la Recherche Scientifique et Technique ▪ CIFRED/UAC - Centre Inter-Facultaire de Formation et de Recherche en Environnement pour le Développement durable ▪ FSA/UAC - Faculté des sciences agronomiques ▪ WASCAL - West African Science Service Center on Climate Change and Adapted Land Use
Secteur privé <ul style="list-style-type: none"> ▪ CCIB - Chambre du commerce et de l'industrie du Bénin ▪ Chambre Nationale de l'agriculture Bénin ▪ CNP Bénin - Conseil National du patronat du Bénin ▪ FUPRO - Fédération des Unions des Producteurs du Bénin 	Société civile <ul style="list-style-type: none"> ▪ CREDI-ONG - Centre Régional de Recherche et d'Education pour un Développement Intégré ▪ ECO Bénin ▪ IDID ONG - Initiatives pour un développement Intégré Durable ▪ GERME - Groupe d'appui, d'Encadrement et de Recherche en Milieu rural ▪ PASCIB - Plateforme des Acteurs de la Société Civile du Bénin ▪ PNOPPA - Plateforme nationale des organisations paysannes et de producteurs agricoles
Source : élaboré par les auteurs	

Les participants ont énuméré 32 facteurs, dont 10 ont été identifiés comme étant les plus influents pour la transformation rurale, comme il est montré dans le Tableau 2 .

La matrice des influences (Tableau 2) montre les interdépendances mutuelles entre ces 10 facteurs (qualifiés en termes de « 0 = sans influence du tout » à « 2 = influence forte »). Cela montre le degré de sensibilité (somme passive) que chaque facteur a par rapport à tous les autres facteurs et le degré d'influence cumulé de chaque facteur (somme active) dans le système. La multiplication des sommes actives et passives révèle l'influence générale d'un facteur sur le système :

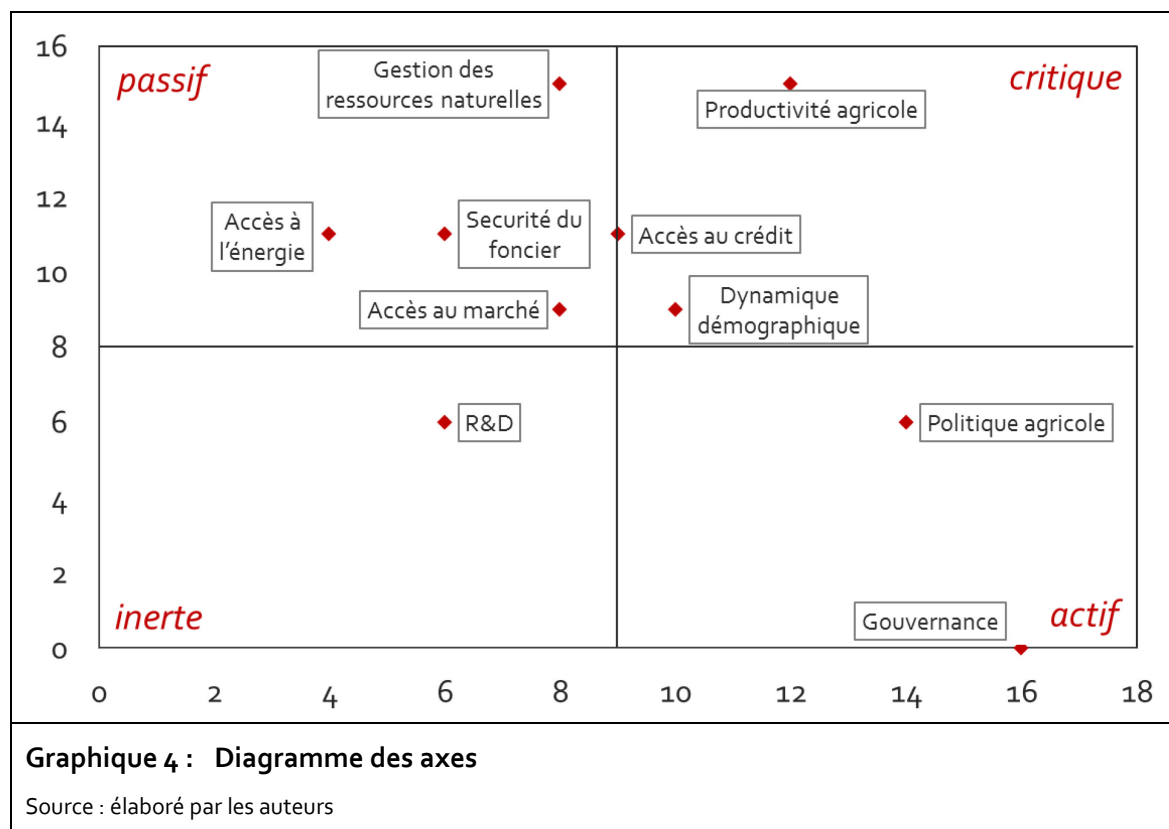
- **Les facteurs actifs** ont une influence forte mais sont peu influencés dans le système. S'ils sont modifiés d'une manière désirable, ils auront de nombreux effets positifs sur la transformation rurale, avec peu de répercussions sur le facteur lui-même ; cependant, si leur influence est négative et que l'on ne peut pas les modifier, il faut élaborer des stratégies pour réduire leur influence.
- **Les facteurs passifs** sont fortement influencés par les autres facteurs et exercent peu d'influence. Ils peuvent aider à calmer ou amortir le système ; nous pouvons largement les ignorer mais devons être conscient qu'ils peuvent changer.
- Les facteurs **inertes** sont peu influencés par les autres facteurs et n'ont pas beaucoup d'influence dans le système ; ils peuvent aider à calmer ou temporiser le système ; il est possible de les ignorer mais il faut prendre en compte le fait qu'ils peuvent aussi basculer.

Tableau 2 : Résultats de l'atelier des scénarios – matrice des influences

	Accès au crédit	Gouvernance	Gestion ressources naturelles	R&D	Dynamiques démographiques	Politique agricole	Productivité agricole	Accès aux marchés	Sécurité foncière	Accès à l'énergie	Somme active
Accès au crédit		0	1	0	1	0	2	2	1	2	9
Gouvernance	2		2	2	1	2	2	1	2	2	16
Gestion ressources naturelles	0	0		1	2	1	1	0	1	2	8
Recherche & développement	0	0	1		0	1	2	1	0	1	6
Dynamiques démographiques	1	0	2	0		1	1	1	2	2	10
Politique agricole	2	0	2	2	1		2	2	2	1	14
Productivité agricole	2	0	2	1	1	1		2	2	1	12
Accès aux marchés	2	0	2	0	1	0	2		1	0	8
Sécurité foncière	2	0	2	0	1	0	1	0		0	6
Accès à l'énergie	0	0	1	0	1	0	2	0	0		4
Somme passive	11	0	15	6	9	6	15	9	11	11	
Somme active x Somme passive	99	0	120	36	90	84	180	72	66	44	

Source : élaboré par les auteurs

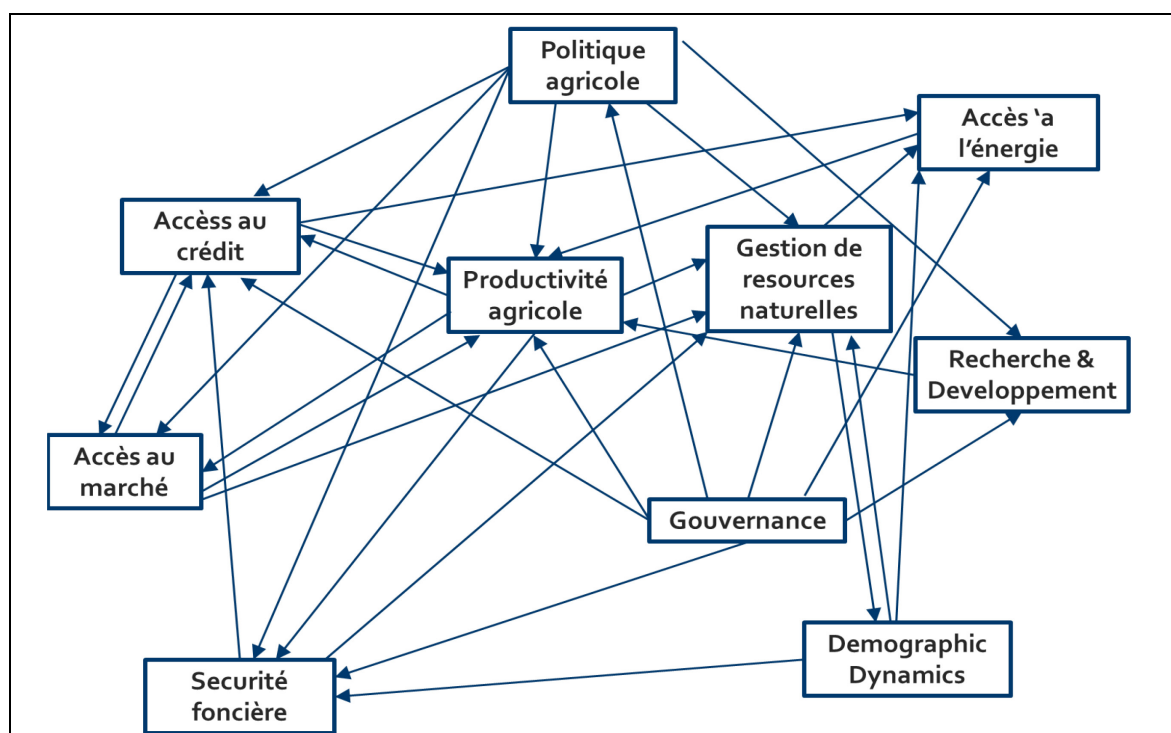
Les facteurs critiques ont une influence forte et sont très influençables. Ce sont donc ceux qui changent le plus le système ; lorsqu'ils sont modifiés, ils vont exercer une forte influence sur la transformation rurale mais il faut évaluer attentivement les retours (*feedback loops*). Entre les cinq facteurs avec les sommes actives les plus élevées, nous avons choisi les **trois facteurs avec les scores multipliés les plus élevés pour servir de point de départ pour les recommandations** (cf.1). Le diagramme des axes (Graphique 4) illustre l'intensité relative de l'influence des facteurs et leur degré d'influénçabilité.



Un produit clé est le diagramme des interdépendances ou « le système » (Graphique 5). Il présente les résultats de la matrice des influences sous forme systémique. Les deux facteurs les plus critiques sont positionnés au centre du diagramme. Des flèches indiquent la direction des influences très fortes entre les facteurs. En se déplaçant le long des flèches (« parcours dans le système »), les influences mutuelles peuvent être vues et, ainsi, des scénarios systémiques élaborés. Les scénarios narratifs de l'atelier des scénarios (cf. 3.5) contribueront directement aux recommandations (cf. 1).

Parcours dans le système

L'augmentation durable de la *productivité agricole* entraîne une production augmentée et donc une augmentation des revenus pour la population rurale. Cela rassure les institutions financières quant à la solvabilité des producteurs agricoles et favorise l'*accès au microcrédit*. Ce qui renforce les moyens de production et ainsi la rentabilité de la production : les revenus augmentent, et les investissements dans de meilleurs moyens et techniques de production également. L'application de ces techniques de production améliorées augmente la compétitivité des produits béninois et facilite donc un *meilleur accès au marché*. (...) L'accès aux équipements techniques soutient l'ajout de valeur à travers la transformation et des *chaînes de valeur* apparaissent. Cela mène, d'un côté à un meilleur contrôle sur le marché, et d'un autre, à l'organisation des producteurs. Cette dernière facilite de meilleure pression et influence sur la politique et la gouvernance agricole, ce qui résulte en une *politique agricole* davantage *inclusive* qui prend plus en compte les besoins des producteurs. Une telle politique agricole inclusive exerce également une influence sur la *recherche et le développement* car elle prend en compte les préoccupations des producteurs. La *gouvernance* devient donc plus *participative* et *inclusive*. Nous sommes témoins de l'implication des acteurs dans l'élaboration des plans municipaux de développement, ce qui entraîne une meilleure gestion des titres fonciers, donc une *augmentation de la sécurité foncière* et une meilleure valorisation des ressources naturelles. De nouvelles options de moyens d'existence entraînent une *diminution de la pression sur les ressources naturelles* et l'attractivité générale des zones rurales augmente, avec *moins d'exode rural* et plus d'arrivées de travailleurs. Tout cela entraîne la révolution des activités économiques dans les zones rurales (...) (WS-I)



Graphique 5 : Diagramme des interdépendances pour la transformation rurale au Bénin

Source : élaboré par les auteurs

2.3 Phase *USE*

Les zones d'étude de cas ont été sélectionnées avec le CePED afin de représenter les aspects typiques du pays – et de capturer sa diversité. La région du sud, Ouémé-Plateau, avec les centres municipaux Pobé et Dangbo, est située dans la zone humide avec deux saisons des pluies. Les cultures principales sont le riz, le maïs, le manioc, le niébé et les légumes ainsi que l'huile de palme. La pêche et l'aquaculture apportent également une contribution importante aux moyens d'existence locaux. La zone a une forte densité, l'accès à la terre commence à poser problème. Les échanges commerciaux frontaliers avec le Nigéria offrent un potentiel économique spécifique, de même que les agglomérations voisines, Porto Novo, Cotonou et Abomey-Calavi.

La région du centre-nord, Borgou, avec sa capitale Parakou et N'dali comme centre municipal, se situent dans la zone cotonnière du centre du Bénin. Hors du coton, majoritaire, et de l'anacarde, tous deux principalement exportés, les cultures les plus importantes sont alimentaires et pour la consommation domestique – céréales, tubercules (igname) et légumes. Il s'agit d'une région dynamique, et Parakou, en pleine expansion – se transformant lentement en un centre de transports – ainsi que l'arrière-pays assez peu peuplé, attirent des migrants en quête de travail ou de terres arables. L'industrie locale se limite à la transformation du coton (usines d'égrenage).

Les résultats préliminaires ont été validés durant les deux ateliers qui ont eu lieu au cours de la troisième visite au Bénin : l'un avec des donateurs et ministres sélectionnés, l'autre avec les participants à l'atelier des scénarios. Des entretiens supplémentaires ont été menés à Cotonou pour confirmer les recommandations.

Tableau 3 : Vue d'ensemble des entretiens par région, comprenant toutes les visites sur le terrain

	Entretiens avec les experts	Groupe de discussion avec les agriculteurs
Borgou	30	2
Ouémé-Plateau	31	2
Cotonou	44	
Total	105	4 (N agriculteurs = 35)
Source : élaboré par les auteurs		

3 Analyse des tendances

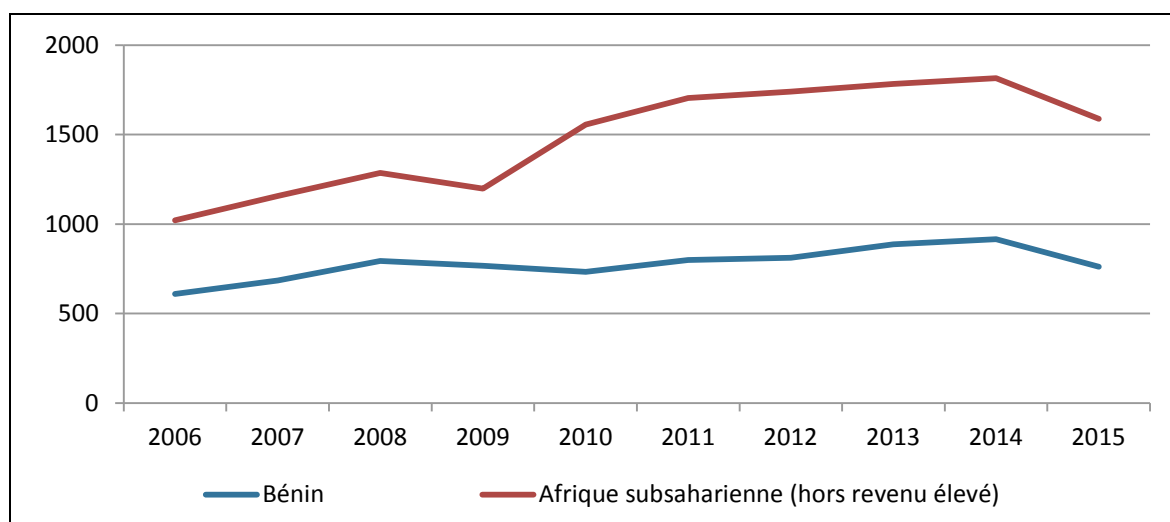
Le chapitre suivant décrit les principaux changements des dimensions mentionnées ci-dessus. Pour cela, les tendances et interdépendances des forces d'influence de la transformation rurale, identifiées surtout durant l'atelier d'élaboration de scénarios à Cotonou, seront discutées¹¹. Les implications de ces changements au niveau de l'inclusion sociale et de la durabilité écologique seront également examinées.

3.1 Dynamiques économiques – tendances générales

Les dynamiques économiques ont une influence sur la transformation rurale car elles contribuent au taux et à la distribution des ressources productives et des revenus. Les opportunités économiques sont des facteurs incitatifs majeurs de migration, alors que les inconvénients économiques obligent souvent à soit émigrer, soit à opter pour des activités – souvent non durables écologiquement – basées sur l'exploitation (voire la surexploitation) des ressources naturelles. Les opportunités économiques ne sont pas distribuées uniformément – ceux qui ne peuvent pas en bénéficier courent le risque d'être exclus car leur base économique traîne derrière des développements les plus dynamiques. Le chapitre suivant se concentre sur les sources de revenus non-agricoles (en lien avec les services financiers et l'accès au marché) (cf. 3.1.1.), sur la productivité agricole en tant que facteur clé de l'exploitation des ressources et de la création de richesses dans les zones rurales (cf. 3.1.2.) ainsi que sur les chaînes de valeur, l'option choisie par le gouvernement béninois pour le développement économique rural (cf. 3.1.3.).

Depuis 2012, poussé par des réformes et la modernisation du secteur portuaire ainsi que par une production agricole en augmentation, le taux de croissance du PIB béninois est au-dessus de la moyenne de l'Afrique subsaharienne. Toutefois le PIB par tête reste très en-dessous de la moyenne subsaharienne (825,3 US\$ vs. 1750 US\$; Graphique 6) et environ un tiers de la population active gagne moins de 1,25 US\$ par jour (World Bank, 2016).

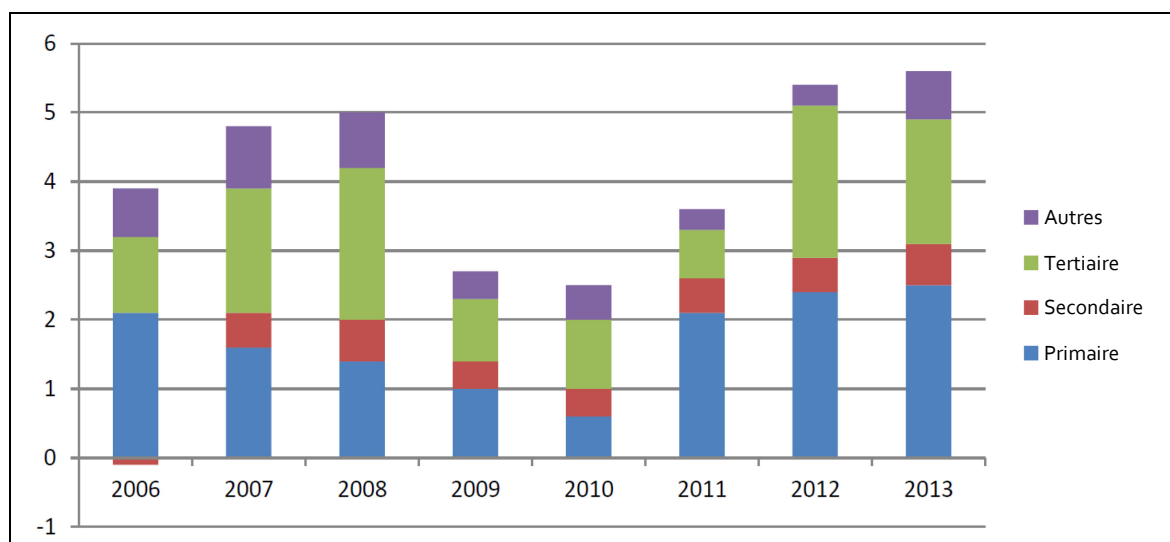
11 Le déroulement de l'atelier (en français) est mis à disposition, sur demande, au SLE.



Graphique 6 : PIB par tête, US \$ actuels (2006-2015)

Source : World Bank (2016)

L'économie du Bénin n'est toujours pas très diversifiée et l'agriculture maintient son rôle crucial d'employeur et de source de revenus occupant entre 36 et 45% de la population active (Bongi, Obama, Le Dain, & Cossi, 2009, p. 65; Knoema, 2016) juste derrière le secteur des services (46%). La production industrielle (secteur secondaire) reste sous-développée. L'agriculture (secteur primaire) et les services (secteur tertiaire) sont les moteurs principaux de la croissance. Pris ensemble ils représentent 81% de la croissance du PIB entre 2011 et 2013 (Toure & MacWilliam, 2014, p. 22).



Graphique 7 : Contribution à la croissance par secteur 2006 - 2013

Source : MacWilliam & Toure (2014, p. 23)

Malgré toutes les réformes politiques et économiques, l'économie reste dominée par le secteur informel : le bureau national des statistiques estimait qu'en 2010, 97% de toutes les entreprises étaient informelles, d'après d'autres sources, environs 94% des ouvriers travaillent dans l'informel (LO/FTF Council, 2014, p. 14). Le commerce frontalier est aussi marqué par l'informalité : l'importation informelle de carburant depuis le Nigéria est probablement l'expression la plus visible du florissant commerce frontalier illégal – dans tout le pays, des stands de carburant sur le bord de la route offrent de l'essence dans des bidons ou de grosses bouteilles rondes pour environ la moitié du prix demandé par les stations essence officielles (observation des auteurs). Les stations-services n'ont souvent même pas de carburant à offrir aux clients.

Libéralisation économique

La tendance économique générale a été une libéralisation et une privatisation de la plupart des secteurs économiques depuis la fin des années 80 (Ale, 2013, p. 6). Les programmes pour la transformation politique et économique ont contribué à améliorer le climat des affaires et à la croissance de l'investissement direct étranger (IDE). Les efforts du Bénin pour réduire les barrières commerciales, pour accélérer les procédures de dédouanement et pour simplifier la création d'entreprises l'ont rendu l'une des dix économies qui se sont le plus améliorées, selon la Banque Mondiale « Facilité à faire des affaires »¹², grim pant de la 167^{ème} position à la 151^{ème} (sur 189 pays). En même temps, les hauts niveaux persistants de corruption et la bureaucratie gouvernementale inefficace, ainsi que l'accès insuffisant aux services financier et un raccordement à l'électricité pas fiable continuent à poser des barrières au développement des affaires et à la compétitivité internationale (World Bank, 2014a).

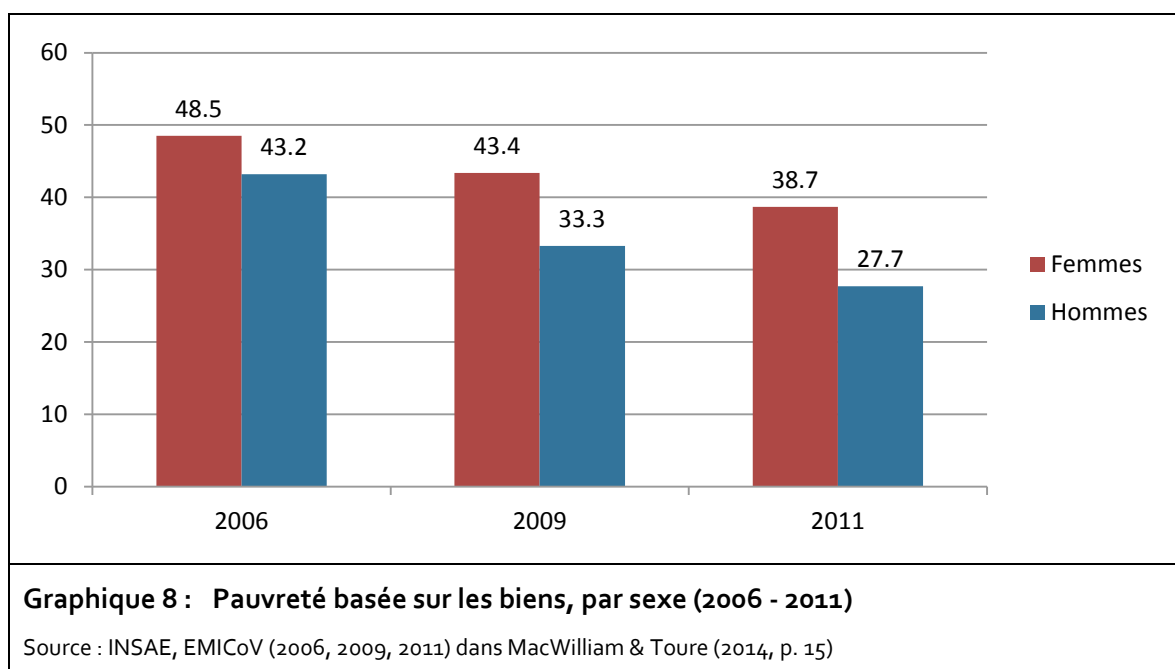
La balance commerciale est négative, avec une stagnation des exportations et une augmentation des importations (surtout des céréales – 28,9% du volume d'importation en US\$ en 2014, suivis des combustibles minéraux (14%) et de la viande (6.8%) (UN Comtrade & UN Service-Trade, 2015). L'exportation est dominée par le coton (30% des valeurs d'exportation), fruits et noix (anacarde, noix de coco et du Brésil – 9,2%). Les combustibles minéraux et le pétrole, ainsi que l'équipement industriel traversent le pays depuis le port de Cotonou jusqu'aux pays enclavés au nord ou le Nigéria (CIA, n.d.).

La croissance économique n'a pas engendré de tendances claires et durables de réduction de la pauvreté (INSAE, 2013, p. 75) : alors que la pauvreté monétaire a augmenté de 1% entre 2009 (35,2%) et 2011 (36,2%) et reste disproportionnellement élevée dans les zones rurales, le taux de pauvreté basée sur les actifs¹³ a diminué de manière importante, de 14,6% entre 2006 (44,1%) et

¹² Pour davantage d'informations, veuillez consulter <http://www.doingbusiness.org/rankings>.

¹³ Alors que la pauvreté monétaire est déterminée par les revenus et les charges, l'indicateur basé sur les actifs est composé d'objets moins exposés aux fluctuations conjoncturelles : le type et la qualité de la maison habitée, l'infrastructure alimentant l'habitation (électricité, eau), ainsi que les objets (voiture, réfrigérateur, téléphone portable, télé...) possédés par les membres du ménage. Les autres indicateurs de pauvreté (santé, éducation) sont exclus (INSAE, 2013, p. 38).

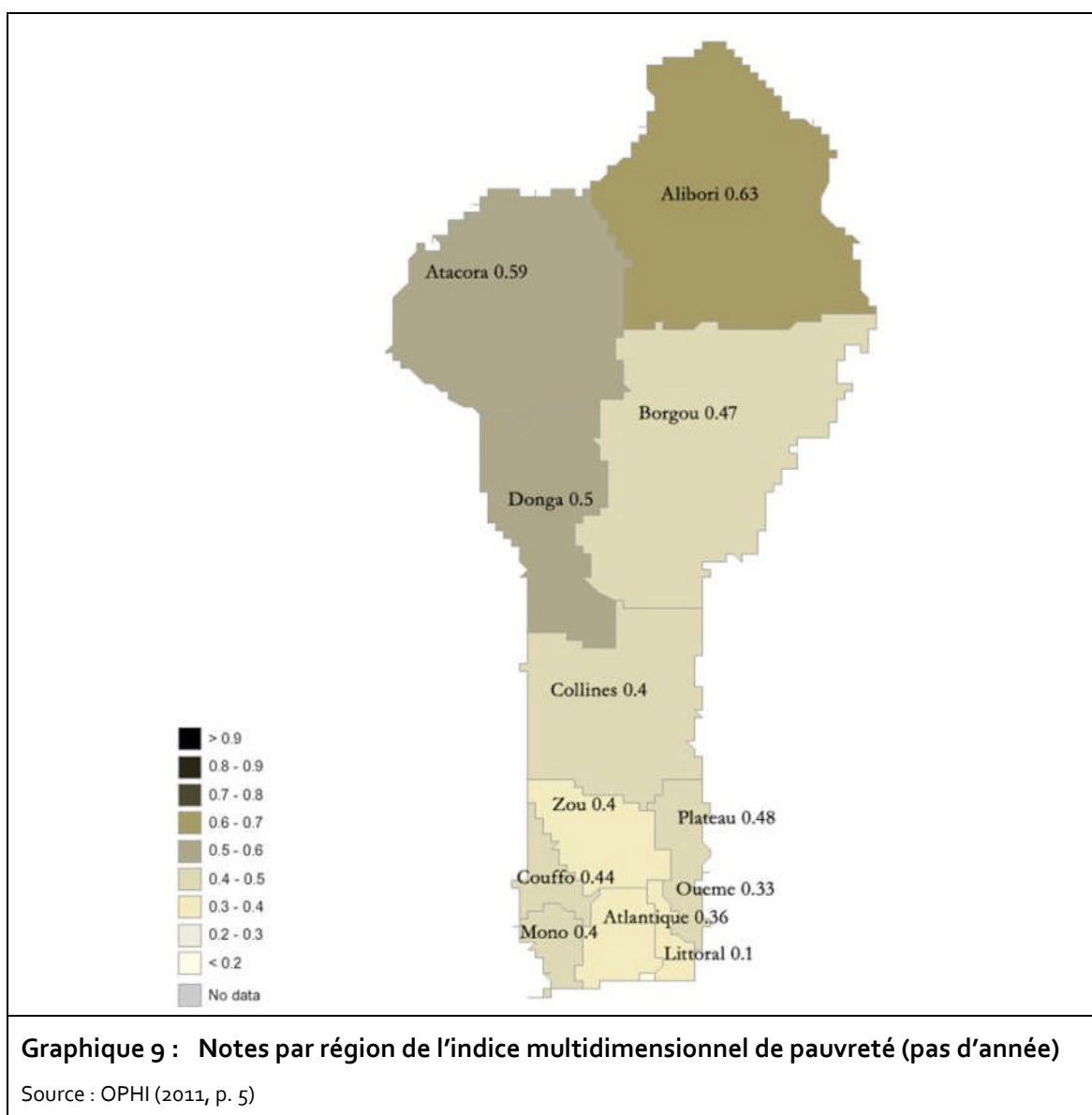
2011 (29,5%) (INSAE, 2013, p. 13). Cette divergence pourrait être expliquée par des revenus relativement stables simultanément avec des prix de consommation diminuant rapidement pour des biens comme les téléphones portables et les motos (Toure & MacWilliam, 2014, p. 15). Selon les statistiques, ce sont surtout les parties les plus pauvres de la société qui ont pu améliorer leur statut. Le Document de stratégie de croissance pour la réduction de la pauvreté (SCRP) conclut ainsi : « *L'analyse des facteurs explicatifs de la persistance de la pauvreté, de l'entrée et de la sortie de la pauvreté montre l'importance du niveau d'instruction, de la branche d'activité, de l'accès au crédit, des infrastructures de base, du revenu initial comme des facteurs favorisant la réduction et la sortie de la pauvreté. En revanche, la grande taille du ménage (08 personnes et plus) apparaît comme un facteur très limitant la réduction et la sortie de la pauvreté* » (SCRP 2011-2015, XVIII). Les ménages dont les chefs de famille sont des femmes sont encore plus exposés à la pauvreté basée sur les actifs : le déclin général de la pauvreté basée sur les biens depuis 2006 est plus prononcé pour les ménages avec un homme comme chef de famille (Toure & MacWilliam, 2014, p. 15).



Malgré tous les efforts et progrès pour améliorer l'accès à une infrastructure sociale de base, la pauvreté multidimensionnelle¹⁴ reste sensiblement plus élevée dans les zones rurales (OPHI, 2011, p. 4). Parallèlement à des niveaux élevés de pauvreté, 11% de la population sont encore dans un état d'« insécurité alimentaire sévère ou modérée » tandis que 34% sont en situation de « sécurité alimentaire limitée » selon le Programme Alimentaire Mondial (PAM) (WFP, 2014, p. 13). Les ménages ruraux dépendant seulement de l'agriculture comme source de revenus, les travailleurs journaliers et les ménages dépendant de l'aide humanitaire sont les populations les plus touchées par l'insécurité alimentaire (ibid., p.14).

14 L'IPM (Indice de la pauvreté multidimensionnelle) utilise 10 indicateurs pour mesurer la pauvreté selon trois dimensions : éducation (p. ex. assiduité scolaire), santé (p. ex. mortalité infantile) et niveau de vie (p. ex. électricité, actifs...) (OPHI, 2011, p. 3)

La pauvreté et l'insécurité alimentaire sont caractérisées par de fortes différences géographiques (Graphique 9) : au nord, les départements Alibori (0,63), Atacora (0,59) et Donga sont les plus pauvres en termes de pauvreté multidimensionnelle, au sud, les départements Littoral (0,1), Atlantique, Ouémé, Mono and Zou (entre 0,33 et 0,4) ont des scores beaucoup plus bas. Ces graphiques soulignent les différences régionales pour les activités économiques dans ou en-dehors du secteur agricole ainsi que l'accès aux services et à l'infrastructure.



Selon ces graphiques, la croissance du PIB et les réformes structurelles au Bénin n'ont ni les unes ni les autres engendré de changements notables dans l'incidence et la distribution régionale de la pauvreté. Elles n'ont pas mené non plus à des changements significatifs dans la contribution du secteur industriel à l'économie nationale.

3.1.1 Conditions cadres économiques et infrastructure

Malgré le fait que le secteur des services ait stabilisé sa position prééminente dans l'économie nationale, il n'y a pas de tendance claire vers une diversification non-agricole des revenus ni de grands effets sur l'emploi (WS-B). Alors que l'augmentation de l'exode rural et de la migration entre zones rurales (cf. 3.3.1) indique le besoin de trouver un emploi ailleurs que dans le lieu d'origine rural, la plupart des possibilités d'emploi semblent manquer l'effet d'avancée (« *step-ping-up effect* »), car ils consistent en des situations de (sous-)emploi précaire qui génèrent juste assez de bénéfice pour s'en sortir (Int70). Les conducteurs Zemidjan – les éternels mototaxis des agglomérations urbaines – représentent les exemples les plus évidents de ces situations de sous-emploi précaire.

Une légère tendance vers la diversification des revenus non-agricoles peut être discernée, en effet, la transformation de produits agricoles démarre lentement dans certains secteurs. Cette tendance est soutenue par une meilleure intégration au marché des zones marginales grâce à une amélioration du réseau routier et une augmentation de la pénétration des technologies de l'information et des communications (TIC) ainsi qu'une disponibilité croissante des services financiers dans les zones rurales – même si la demande en crédit agricole est toujours mal desservie.

Marché du travail et secteurs économiques

Tendances

Malgré une croissance générale du PIB, le marché du travail et les caractéristiques des secteurs économiques stagnent plutôt. Les tendances majeures peuvent être résumées ainsi :

- Le port de Cotonou, et les services de transport et commerciaux attachés, ont stabilisé leur position de leader en contributions au PIB ;
- Le secteur industriel continue à être faible. Toutefois, la transformation de produits agricole est en augmentation depuis 2012/13 ;
- Malgré la croissance économique, le marché du travail enregistre des taux élevés constants de sous-emploi affectant disproportionnellement les jeunes et les femmes ;
- Le secteur informel domine toujours l'économie ;
- Malgré tous les changements mentionnés, les possibilités de revenus non-agricoles sont encore limitées.

Selon les données de la Banque Mondiale, les services ont augmenté leur contribution au PIB pour atteindre 50,3% en 2014, surtout en raison de l'augmentation du trafic portuaire et des effets bénéfiques en découlant, sur le commerce, le transport et les services financiers. Pendant ce temps, l'agriculture a légèrement reculé, 35,7 %, tandis que le secteur industriel demeure à 13,8 (Ndoye & Fall, 2014).

Le secteur des services qui emploie presque la moitié de la main d'œuvre est dominé par les sous-secteurs du transport, logistique et commerce. Le facteur majeur en transport et logistique est le port de Cotonou, qui sert de pôle pour toute la région : 80% des biens entrant dans le port sont

réexportés vers les pays voisins (Toure & MacWilliam, 2014). La modernisation des procédures du port a grandement augmenté ses capacités et stabilisé son rôle de moteur de croissance du PIB (Toure & MacWilliam, 2014). Des projets prévoient d'augmenter encore la capacité du port pour les décennies qui viennent en construisant un port en eaux profondes à 20 km au sud-est de Cotonou, un projet qui va très certainement avoir des effets négatifs sur l'environnement.

Comparativement, les services financiers et de communication sont peu développés (Making Finance Work for Africa, 2015) de même que le sous-secteur du tourisme qui n'arrive pas à attirer un nombre significatif de visiteurs parce que son profil de destination n'est pas spécifique et que l'infrastructure des hébergements et du transport est inadéquate. Il a tout de même été identifié comme ayant un potentiel de croissance et à devenir une partie plus importante de l'économie béninoise (Ndoye & Fall, 2014), dont un potentiel pour un petit créneau écotourisme dans des zones spécifiques (Int20/22, WS-I).

Emploi non qualifié en-dehors du secteur agricole

Les emplois non-agricoles typiques pour les personnes sans instruction ou compétence formelle sont chauffeurs de mototaxis (hommes), femmes de ménage (femmes) ou des petits commerçants/ aides de marché (hommes et femmes). Ces travaux sont prisés dans les principaux centres urbains du pays mais aussi de plus en plus dans les centres départementaux et municipaux, où les tendances à l'urbanisation commencent à demander de fournir de tels services (cf. 3.3.1). Les emplois urbains sont habituellement mieux payés mais plus dur à obtenir car les graphiques du chômage des zones urbaines sont plus élevés que ceux des zones rurales (Int70).

Le secteur industriel est surtout représenté par les usines de ciment, l'égrenage du coton et quelques usines agroindustrielles et de transformation alimentaire. Ces dernières, surtout, ont augmenté en nombre et rendement en raison d'une production agricole en hausse basée sur l'expansion des terres agricoles depuis la saison 2012/2013 (Ndoye & Fall, 2014). L'industrie est limitée à la transformation de produits agricoles et alimentaires, en partie pour le marché domestique ou régional. Dans les centres municipaux avec des marchés permanents et quelques infrastructures pour les services, le commerce et la transformation de produits agricoles contribuent toujours davantage à une diversification des sources de revenus pour une partie de la population (Int2/6/8/9/10). Ces débouchés commerciaux sont utilisés également par la population villageoise vendant directement ses produits sur les marchés locaux (Int60). La transformation se fait de plus en plus en groupes, souvent par des femmes et avec du soutien d'organisations internationales – tant que ces groupes dépendent d'un soutien extérieur, il est difficile d'évaluer si ces développements représentent une tendance générale ou pas.

Des activités de transformation typiques comprennent la fabrication de fromage de soja, le raffinage de l'huile de palme, le pressage de fruits (ananas, baobab) mais aussi la transformation du poisson et le broyage du maïs, du manioc et d'autres types de farines. Les fabricants comprennent les tisseurs et tailleurs, charpentiers, métallurgistes et fabricants de poêles. D'autres activités non-agricoles dépendent des ressources naturelles – la vente de charbon ou de bois de chauffe.

fage (cf. 3.4.1). Les fabricants embauchent temporairement selon les besoins de production et forment souvent des apprentis (membres de la famille ou personnel extérieur) dans un environnement d'enseignement informel (Int8/9/10).

Même si le coton est la culture agricole la plus importante du pays, sa transformation est surtout limitée à l'égrenage, la fibre est exportée vers des pays asiatique pour la valorisation. Une industrie textile n'a pas été développée, freinée par la concurrence d'importations bon marché et des vêtements d'occasion, ainsi qu'une basse productivité de travail et des coûts énergétiques élevés (USITC, 2009).

Le marché du travail béninois est toujours marqué par des taux de sous-emploi élevés (55,8%)(LO/FTF Council, 2014, p. 12), pour la plupart, de l'emploi informel (94,3%) et peu d'offres d'emploi surtout pour les personnes avec un niveau d'instruction élevé. D'après les statistiques officielles, l'accès au travail n'est pas distribué équitablement : les hommes sont plus susceptibles de travailler que les femmes (78% vs. 67%) et le taux d'emploi officiel pour les hommes de plus de 25 ans se situe à plus de 90%, tandis que pour les jeunes (hommes et femmes) entre 15 et 25 ans il ne dépasse pas 56% (ibid.)¹⁵. Les jeunes sont encore plus exposés au sous-emploi, soit en termes de temps de travail soit de basse rémunération. (Toure & MacWilliam, 2014, p. 20) Les personnes avec plus d'instruction ont tendance à prendre la direction des associations et des groupes de transformation (Int6/18/22). Le chômage et le sous-emploi des jeunes est qualifiée de bombe à retardement (Int70), et le PNUD déclare que, comme dans de nombreux pays d'ASS, l'afflux annuel de diplômés de l'université ne peut pas être absorbé par l'économie nationale (UNDP, 2012)- ce qui explique les grèves et manifestations étudiantes de fin 2015 et début 2016, et de la forte présence policière sur les campus de Abomey-Calavi (Int95, observations des auteurs).

Impacts

Malgré quelques changements, les sources de revenu non-agricoles sont encore limitées (Int33/42/70). L'emploi est souvent précaire et informel, beaucoup ne travaillent qu'à mi-temps et/ ou sont surqualifiés pour leur travail. La pauvreté monétaire et l'insécurité alimentaire restent critiques (Int70) (cf. 3.1).

Il n'y a pas d'attrait majeur pour le secteur non-agricole à servir de moteur à la transformation rurale. Malgré l'augmentation de l'importance du secteur des services, l'agriculture dominée par de petits paysans garde son importance pour l'emploi, la sécurité alimentaire et le revenu.

Électrification rurale

Tendances

- Une électrification basse continue de désavantager les régions rurales et de freiner le dynamisme économique ;

¹⁵ Dans le « profil du marché du travail » les auteurs soulignent que le chômage n'est pas une option au Bénin vu le manque de filets de protection sociale : les personnes sont donc obligées de chercher un emploi informel, à temps-partiel ou un travail pour lequel ils sont surqualifiés. Le taux d'emploi ne doit donc pas être interprété comme un indicateur de marché du travail fort ou d'une économie prospère (LO/FTF Council, 2014, p. 13).

- L'électrification rurale traine toujours derrière la moyenne subsaharienne ;
- Les efforts pour augmenter les taux d'électrification englobent des solutions réseau et hors-réseau. Toutefois, ils sont insuffisants jusqu'à maintenant et pas mis en place dans tout le pays.

Des taux d'électrification rurale bas qui persistent contribuent à freiner le développement des activités non-agricole génératrices de revenu, comme la transformation de produits agricoles ou d'autres activités de fabrication, même si certains processus (p. ex. le tissage) ne nécessitent pas forcément d'autre énergie que celle de l'ouvrier. Le manque d'énergie électrique stable et suffisante est encore un obstacle à la transformation et aux options de stockage – ou les rend plus onéreuses car des solutions décentralisées alimentées par générateur ou demandant plus de travail doivent être choisies, réduisant davantage la compétitivité des produits béninois (Int11/60/70/71).

L'électrification rurale a encore un retard important sur la moyenne subsaharienne avec un taux d'électrification de 9% en 2015 (International Energy Agency (IEA), 2014). Des efforts ont été entrepris pour endiguer cette faiblesse, comme une ligne électrique connectant le Nigéria (producteur d'énergies fossiles) et le Bénin (consommateur d'énergies fossiles) en 2007 ou une usine à combustion de gaz près d'Abomey-Calavi terminée en 2013. Toutefois, aucun de ces projets n'a fourni la quantité attendue ou la stabilité énergétique, ce qui a incité le gouvernement béninois à lancer en 2015 un projet hydroélectrique sur le Mono en coopération avec le Togo qui devrait être terminé en 2018 (WS-B; Vidjinguinou, 2016).

Tous les projets mentionnés ci-dessus sont basés dans le sud du pays – pour la plus grande partie du Bénin, le gouvernement a fait le choix stratégique de solutions renouvelables et décentralisées (Int13). Jusqu'à maintenant l'électrification rurale basée sur l'énergie renouvelable se limite à des poteaux électriques alimentés par l'énergie solaire et des « kits énergie », situés surtout vers les bâtiments représentatifs dans les centres municipaux ou le long de carrefours visibles entre des routes principales – les lieux les plus isolés restent encore sans électricité (Int18/27).

Impacts

En raison des changements limités en termes d'électrification rurale, les taux extrêmement bas d'électrification continuent à représenter un obstacle au développement économique et à l'amélioration des moyens d'existence. La qualité des services sociaux est, en général, meilleure dans les villes que dans les zones rurales qui ont un désavantage structurel. L'alimentation énergétique décentralisée n'a jusqu'à présent pas engendré de changement significatif pour les ménages individuels.

Secteur financier

Tendances

- Les institutions privées et étatiques de services financiers décentralisés (SFD) sont de plus en plus présentes dans les zones rurales ;
- Les crédits agricoles sont davantage fournis par des SFD mais sont estimées trop difficiles à obtenir et avec des conditions défavorables pour les agriculteurs.

Les institutions financières sont de plus en plus présentes en-dehors des principales zones urbaines de Cotonou, Porto Novo et Abomey-Calavi (WS-E, Int65). D'habitude les centres municipaux ont des banques (ou des banques sont en construction), des représentations des programmes étatiques de subvention (p. ex. PADME - Association pour la Promotion et l'Appui au Développement de Micro-Entreprises) ainsi qu'au moins une institution de microfinance nommés à présent « services financiers décentralisés ». Ces institutions accordent plus facilement des crédits aux entreprises non-agricoles et de commerce car elles considèrent ses activités comme moins risquées et plus compatibles avec les cycles de crédit traditionnels (Int23/44/54).

Le crédit agricole est actuellement distribué surtout par les agences locales des CLCAM (Caisses Locales de Crédit Agricole Mutuel) qui sont les branches locales du réseau FECECAM (Faitières des Caisses d'Epargnes et de Crédit Agricole Mutuel) (Int40/73) ainsi que des antennes de PADME (KfW, 2015)(Int108/109). Les crédits pour la production agricole sont censés devenir plus disponibles à travers des portefeuilles de prêt spécifiques de différentes institutions de microfinance et grâce au FNDA (Fonds National de Développement Agricole) (Int65). Les agriculteurs décrivent les conditions de prêt comme étant défavorables (taux d'intérêts trop élevés, cycles d'échéances et de remboursement trop courts, procédures trop bureaucratiques) (Int23/38/44/54) mais avec une tendance à s'améliorer (Int43). Des représentants des SFD déplorent les contraintes imposées par les réglementations de la banque centrale BCEAO. Ainsi, les plafonds pour les taux d'intérêts fixés par la BCEAO ne permettraient pas de couvrir les frais de roulement élevés en zones rurales (Int109). De plus, les SFD doivent recourir à l'argent fourni par des banques classiques pour leur liquidité. Les institutions sont donc dépendantes des taux d'intérêts de ces banques et doivent éviter les risques dans leurs affaires pour être sûrs de pouvoir rembourser les crédits (ibid.).

Les crédits multiples et le surendettement sont encore rares (Int40), mais certaines personnes interrogées préviennent que la présence toujours plus élevée d'institutions financières comporte un danger de vérifications moins strictes dans l'attribution de crédits et donc d'un risque croissant (Int23). Tandis que le PARgo (portefeuille à risque depuis plus de 90 jours) de 6,7% en moyenne sur l'ensemble des SFD demeure au-dessus des normes internationales, il a connu un déclin notable depuis son point culminant à 9,6% en 2012 (KfW, 2015, p. 10). Les personnes actives dans le secteur informel sont exclues des services financiers individuels, il en est de même pour les fondateurs de start-ups, et ceux qui n'ont pas de garanties adéquates ou de papiers d'identité et qui sont généralement analphabètes (Int43). Les personnes de ces catégories peuvent demander un prêt intragroupe à responsabilité solidaire.

Les autres sources de financement existent toujours ou apparaissent : les prêts privés par des hommes/ femmes d'affaires aident les producteurs ou les petits commerçants à mener leurs activités économiques mais sont normalement accompagnées de conditions défavorables à celui qui emprunte (prix fixes plus bas que le prix du marché, peu de marges de négociation) (Int42/49/57/59). Des relations économiques telle que l'agriculture contractuelle apparaissent avec des fournisseurs d'intrants ou des entreprises de transformation qui fournissent des crédits en nature pour sécuriser un approvisionnement stable en quantité et qualité d'un produit donné (Int37).

Le secteur continue à souffrir des effets néfastes des scandales accompagnant des plans gouvernementaux de promotion de la microfinance ainsi que des activités privées illicites au cours des dernières décennies. Le défaut de remboursement à grande échelle et l'octroi de crédits sans contrôle du côté des SFD en découlèrent (KfW, 2015, p. 10) (Int108/109).

Impacts

Le secteur financier en expansion n'améliore pas (encore) réellement l'accès au crédit dans les zones rurales. Le manque de possibilité d'obtenir des crédits agricoles en particulier, est nommé comme un frein perpétuel à l'investissement pour augmenter la productivité, intensifier les cultures et diversifier. L'accès aux intrants, à la mécanisation et à la technologie transformative de valorisation sont encore hors de portée de la plupart des agriculteurs, et les organisations agricoles mettant en commun et partageant les ressources semblent encore sous-développées (cf. 3.1.3).

La fonctionnalité contestée des fonds gouvernementaux pour le développement agricole

La fonctionnalité des deux principaux fonds gouvernementaux pour le développement agricole ou rural - FNDA (Fonds National de Développement Agricole) et FADeC (Fonds d'Appui au Développement des Communes) est remise en question par les acteurs internationaux (Int67/71/73).

Le FNDA (cf. 3.2.2) est critiqué pour être politisé. En effet, des postes ont été assignés sans description de poste, le plan d'opérationnalisation n'a pas de stratégie claire et n'intègre pas les partenaires internationaux ou les acteurs nationaux avec de l'expérience dans le secteur. Les observateurs internationaux évaluent donc le fonds comme n'étant pas transparent dans l'ensemble (Int67/71). L'idée d'origine du FNDA était basée sur un financement conjoint par le gouvernement béninois et une aide budgétaire directe depuis les pays partenaires. Toutefois, les partenaires hésitent jusqu'à maintenant à investir dans une structure dont ils doutent qu'elle va accomplir son objectif original, soit de financer les petits producteurs dans les zones urbaines (Int67/71).

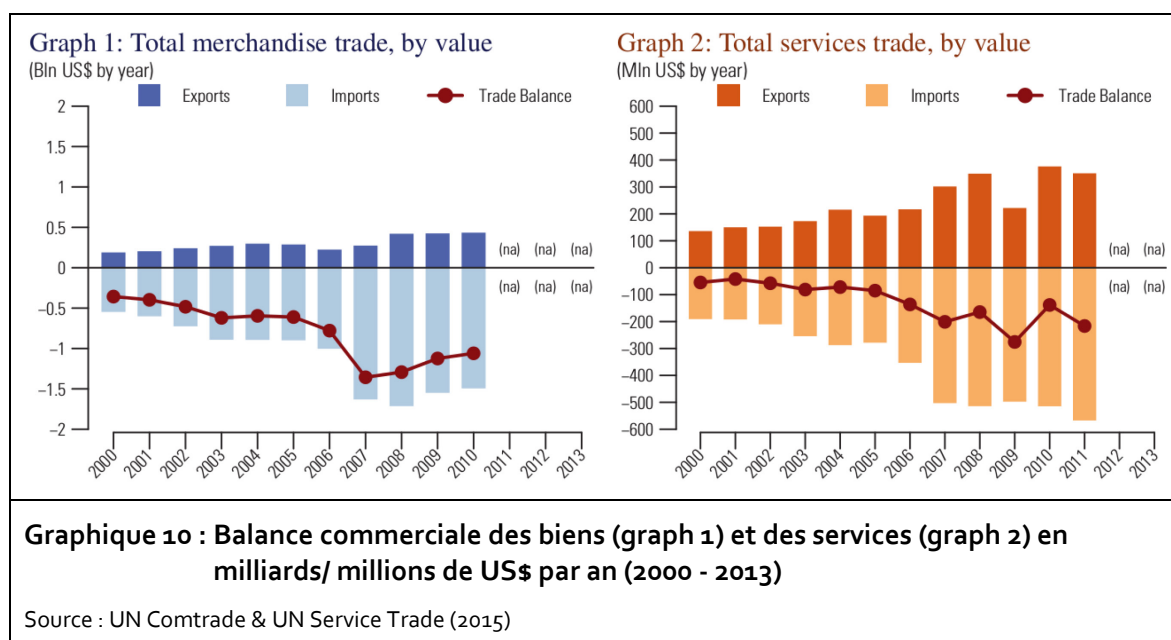
Le FADeC (cf. 3.2.1) est un budget pour les municipalités, destiné aux thèmes prioritaires selon les plans de développement municipaux, tels que les soins de santé, l'éducation, l'infrastructure et l'agriculture. Il est souvent utilisé pour l'infrastructure et l'équipement technique. Si les dépenses et les processus ne sont pas étroitement surveillés – ce qui est de plus en plus le cas depuis que le FADeC n'en est plus au stade pilote – cela ouvre la porte à une mauvaise gestion (Int61/67).

Marchés

Tendances

- Le Bénin est encore fortement dépendant des dynamiques économiques et commerciales internationales – plus de 50% du PIB sont générés par des services d'import-export au port de Cotonou ;
- Des améliorations majeures du réseau routier depuis 2000 ont facilité l'accès aux marchés locaux et régionaux ;
- Le pouvoir d'achat en hausse des consommateurs a stimulé les petits agriculteurs à diversifier leur production ;
- La compétitivité limitée des produits béninois (standards, prix) continue à représenter un obstacle à un meilleur accès au marché régional et international.

En tant que pôle majeur du commerce régional, dépendant de l'exportation de quelques produits agricoles primaires comme le coton et avec des importations supérieures aux exportations (Graphique 10), le Bénin est hautement dépendant des dynamiques économiques et commerciales internationales. Au niveau local, ce lien étroit avec les marchés extérieurs peut poser des problèmes, surtout en termes de compétitivité et de prix des produits locaux (WS-E, Int23) ou quand des évolutions chez les partenaires commerciaux principaux, p. ex. la dévaluation du Naira nigérian, mènent à une demande réduite ou à une chute des prix pour certains produits (p. ex. l'huile de palme surtout vendue à des commerçants nigériens) (Int59).



Les améliorations majeures du réseau routier depuis 2000 ont facilité l'accès aux marchés localement et régionalement, mais le défi de la maintenance de la route persiste (Int36/47/49, WS-E). L'intégration aux marchés régionaux représente un vaste potentiel qui, selon les personnes inter-

rogées, n'est pas encore bien exploité. Le secteur faiblement développé de l'agro-transformation empêche de tirer des bénéfices plus substantiels de la production primaire. Quelques blocages pour plus de compétitivité sont le manque d'études de marché, une production médiocre ainsi que l'absence d'infrastructure pour contrôler une production standardisée (Int65/70). En général, le potentiel des marchés régionaux est estimé comme étant plus élevé que celui des marchés étrangers : il est plus facile de produire pour les marchés régionaux car les standards et les goûts à l'étranger constituent des entraves commerciales difficiles à surmonter (Int70, WS-C).

Les pouvoir d'achat en hausse des consommateurs a contribué à plus de demande et donc à une diversification de la production des biens marchands (Int23). Les améliorations des infrastructures routières et de stockage ont stimulées les marchés (Int36/47) ainsi que la professionnalisation de la production des petits producteurs (Int1, WS-B) – même si celle-ci reste limitée par des services de vulgarisation et de la R&D insuffisants (cf. 3.2.2). D'habitude, les petits paysans produisent en partie pour les marchés locaux (Int11/44), la partie vendue dépend des produits cultivés, des rendements et des besoins financiers (Int44). Des intrants médiocres, et donc une production lente et de basse qualité, le manque d'espaces de stockage et de routes d'accès, constituent encore des contraintes de l'accès au marché (Int49, WS-E).

Ce sont soit les producteurs qui s'organisent eux-mêmes, soit des commerçants qui regroupent les biens, qui apportent les produits sur les marchés (Int1/44). D'habitude, les prix sont dictés par le commerçant et leur position de négociation est d'autant plus forte quand ils vont chercher les produits à la ferme ou quand ils fournissent un crédit à l'agriculteur ayant besoin de liquide avant la récolte (Int4/42). Les organisations paysannes et les services de vulgarisation encouragent la vente directe au travers des organisations paysannes, et ont commencé à installer des entrepôts, pour servir de dispositif de garantie – les producteurs reçoivent de l'argent de l'organisation paysanne lorsqu'ils livrent leurs produits à l'entrepôt puis, si la vente finale se fait à un prix plus élevé que prévu, ils obtiennent un paiement supplémentaire (WS-E, Int44). Les producteurs peuvent décider de la manière de vendre qui leur convient le mieux selon l'urgence de leur besoin d'argent et les capacités de la production familiale (Int1/54). Toutefois, les agriculteurs se plaignent régulièrement que l'accès au marché est contrôlé par les commerçants et des hommes d'affaires et que, en particulier le commerce transfrontalier, est assujéti à tellement de corruption et de harcèlement qu'ils évitent la vente directe (Int1/54).

Les prix élevés combinés à une qualité médiocre et une absence de standards freinent la compétitivité des produits béninois. Les standards et certifications de qualité des laboratoires nationaux sont un prérequis pour l'accès aux marchés régionaux et pour percer sur le marché local (p. ex. contrôle-qualité du jus d'ananas) (Int70). Le dysfonctionnement actuel de l'agence nationale de certification (Int67) est donc un obstacle à la pénétration des marchés internationaux et régionaux.

Mais même à l'intérieur du pays, certains produits locaux sont supplantés par les importations : le riz, par exemple, ne peut concurrencer le riz thaï bon marché ni au niveau du prix ni de la qualité. En effet, le riz béninois provient de semences de qualité médiocre et la manutention et le stockage post-récolte sont inadéquats (Int37/61/64). Les coûts élevés des engrais et du transport local sont des facteurs supplémentaires qui désavantagent les produits locaux. (WS-E, Int49).

Impacts

Les améliorations de l'accès aux marchés et la hausse de la demande domestique ont engendrés l'augmentation de la production marchande et de la diversification, ce qui a contribué à plus de professionnalisation dans la production agricole au Bénin. Cependant, la faible compétitivité de la production béninoise et la médiocre qualité de certains produits ont contribué à d'importantes pertes de producteurs (riz) et continue à empêcher la pénétration commerciale sur les marchés régionaux et internationaux.

Technologies de l'information et des communications

Tendances

- Les abonnements de téléphonie mobile ont augmenté substantiellement depuis 2005 ;
- Le nombre d'utilisateurs internet stagne et reste bien en-dessous de la moyenne subsaharienne ;
- Les systèmes d'information agricole commencent à diffuser des informations aux agriculteurs par SMS.

Le développement des technologies de l'information et des communications (TIC) progresse rapidement au Bénin. Le gouvernement, au travers du plan de développement de l'infrastructure d'information et de communication (2005), qui englobe explicitement le secteur agricole, en fait activement la promotion et le structure (Global Forum for Rural Advisory Services, 2015). Il devrait stimuler la croissance économique, contribuer à la participation politique et aider à atteindre des objectifs de développement socioéconomiques et environnementaux. Outre les instruments de communication plus traditionnels comme la radio, la télé et la presse écrite, de plus en plus d'informations sur la météo, l'évolution des prix, les méthodes de logistique et de culture, sont diffusées par téléphone portable et (moins) par des outils en ligne.

Les abonnements à la téléphonie mobile ont augmentés de manière impressionnante depuis seulement 7,3 (pour 100 personnes) en 2005 à 102 en 2014 (World Bank, 2014b). Les participants à l'atelier ont confirmé que les réseaux de téléphonie mobile et les médias de masse comme la télé et la radio ont pénétré les régions rurales de manière exponentielle depuis 2005, (WS-B) et cela même si la propagation des appareils électroniques est freinée par le manque de sécurité de l'approvisionnement en électricité.

Le nombre d'utilisateurs d'internet au Bénin reste relativement bas – il stagne autour de 4-5% ces dernières années (2011-2014) en comparaison avec la moyenne subsaharienne de 19,2% (2014) (World Bank, 2016). En l'absence de statistiques concernant l'accès internet urbain et rural, des observations indiquent que les utilisateurs d'internet sont concentrés dans les centres urbains où les connections sont bien meilleures.

Deux systèmes de TIC agricoles sont actuellement en place au Bénin. Info Prix Benin (<http://www.onasa-benin.org>) contrôle les 25 cultures de base les plus importantes sur 64 marchés ruraux, traite et édite les données collectées et diffuse une information résumée et détaillée à ses abonnés. Selon un processus similaire Esoko (<http://www.esoko.com>) peut fournir des in-

formations rapidement et des services de conseil dont un flux des marchés en direct (*live market feeds*) ou offre des options pour du marketing direct par SMS.

Impacts

L'exposition aux médias de masse a des impacts sur les normes sociales, les systèmes de valeur et les perceptions (WS-B). En effet, cela a ouvert la porte à de nouvelles informations, des visions de différents modes de vie et modèles d'interactions sociales. Cela s'ajoute à l'augmentation des influences extérieures due à la hausse des échanges entre les mondes urbains et ruraux et contribue à ce que les participants à l'atelier nomment « mimétisme social » (cf. 3.3) pour décrire l'expansion des valeurs (soi-disant) modernes/ occidentales et l'affaiblissement simultané de la cohésion sociale et des réseaux de sécurité traditionnels.

Le flot d'information en augmentation ne semble pas avoir affecté le marché du travail et les sources de revenu non-agricoles. Toutefois, la hausse de la communication participe à une plus forte intégration des sphères urbaines et rurales – et vu la chute des prix qui a donné accès à un téléphone portable même au quintile le plus pauvre de la société, cette intégration est en partie inclusive.

Résumé

Il n'existe pas de tendance claire vers une diversification des revenus non-agricoles et il n'y a pas d'effet d'embauche important au sein de la croissance économique stable du Bénin. La migration pour le travail en augmentation a surtout pour résultat du sous-emploi précaire, souvent dans le secteur des services. Quoi qu'il en soit, de légères tendances à la diversification économique sont soutenues par une intégration au marché en hausse et un réseau routier amélioré, ce qui mène à des activités économiques grandissantes dans les petits centres urbains des zones rurales.

Les conditions cadres, comme l'électrification ou l'accès aux TIC, se sont améliorées mais restent sous la moyenne subsaharienne. Les services financiers sont davantage disponibles dans les zones rurales, mais, pour la plupart, ne sont pas adaptés aux besoins des producteurs agricoles. L'importance des marchés régionaux pour le Bénin ne peut pas être exagérée. Toutefois, les bénéfices de l'intégration régionale ne sont pas encore complètement exploités en raison du harcèlement des commerçants, de la production de qualité médiocre et d'une infrastructure encore insuffisante pour la commercialisation.

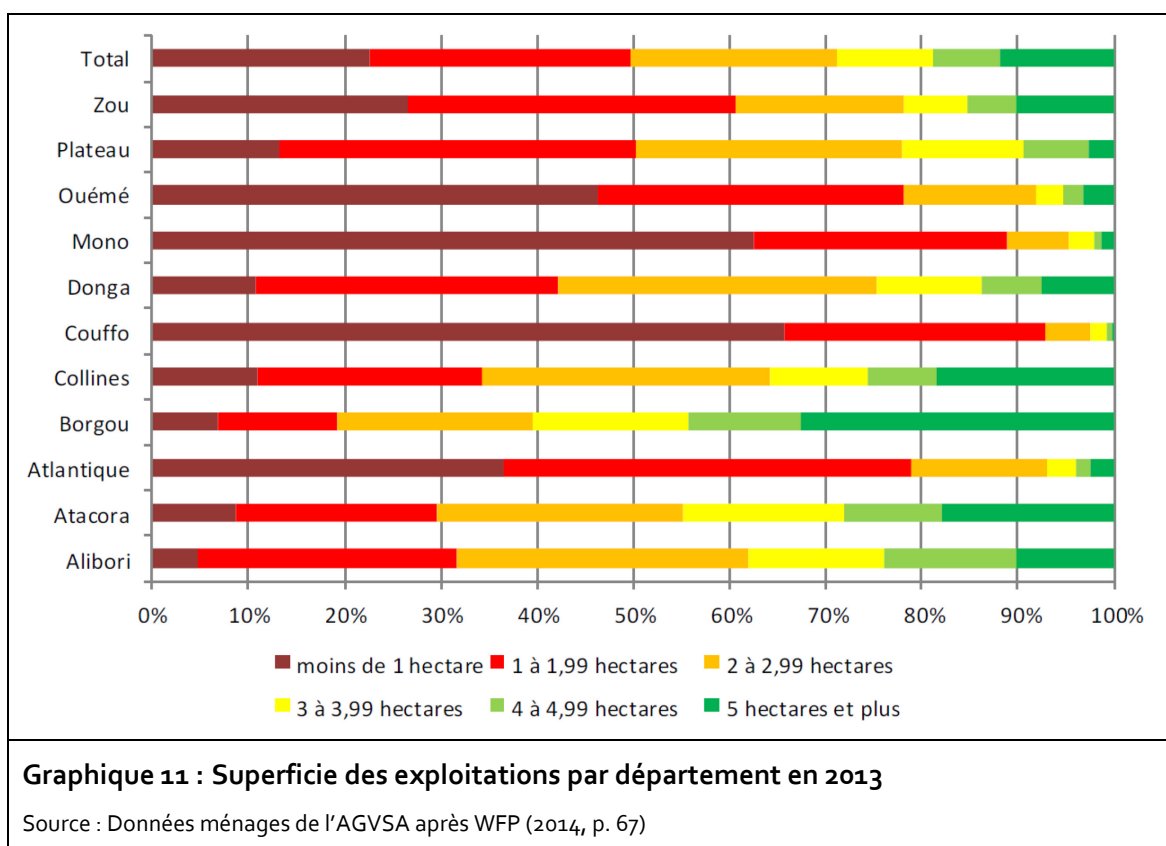
Les changements dans les conditions cadres économiques participent à des changements modérés dans les moyens d'existence ruraux, caractérisés par une augmentation (lente) de la professionnalisation et de la commercialisation de la production et davantage de liens entre milieux ruraux et urbains. Ils ne sont cependant pas inclusifs, car le quintile de la population le plus pauvre n'a pas les mêmes possibilités pour intensifier sa production agricole ou chercher un emploi non-agricole alternatif, et il y a de fortes différences entre les régions en ce qui concerne la fourniture d'infrastructure et l'accès à l'énergie. Ils ne sont pas non plus durables écologiquement, car ils ne sont pas accompagnés de mesures pour une meilleure gestion des ressources, telles des mesures pour la fertilité du sol.

3.1.2 Productivité et diversification dans le secteur agricole

Le secteur agricole continue d'être caractérisé par des petits agriculteurs indépendants cultivant surtout des plantes amylacées comme le maïs, le manioc, les ignames et d'autres cultures de base comme le riz, les haricots et arachides sur de petites parcelles familiales. Ils comptent pour environ 90% de la production agricole du pays. En 2008, 85% des ménages d'agriculteurs produisaient du maïs, ce qui le plaçait bien en tête des plantes les plus cultivées, suivi par les ignames et le manioc (31% tous les deux) (WFP, 2014, p. 68). Le coton – cultivé par 11% des agriculteurs en 2008 (ibid.) – contribue à hauteur d'environ 35% aux revenus de l'exportation du pays, suivi par l'anacarde et l'huile de palme. Des initiatives plus récentes font la promotion de la culture et de la vente du karité et de l'ananas. L'élevage est surtout concentré dans le nord du pays et caractérisé par des pratiques traditionnelles d'élevage de bovins, caprins, porcins et volailles. Il contribue pour environ 6% au PIB (Aregheore, 2009).

Les petites exploitations en moyenne comprises entre 1,99 ha (WFP, 2014) et 3,3 ha (Kherallah, Minot, Kachule, Goura Soule, & Berry, 2001) sont toujours majoritaires (50% de moins de 2 ha ; plus de 80% de moins de 4 ha : Graphique 11; WS-B; WS-L). Même si, on note de fortes différences régionales : la proportion de fermes de moins de 2 ha est bien plus élevée dans les départements, au sud, de Couffo (93%), Mono (89%), Atlantique (79%) et Zou (61%). En revanche, les départements du centre et du nord, Borgou, Atacora ou Collines ont un taux plus élevé significatif d'exploitations de plus de 5 ha. (WFP, 2014, p. 67) Au niveau national, 63% sont propriétaires de la terre qu'ils cultivent et/ ou 46% utilisent les terres familiales¹⁶, 14% louent la terre et 5% respectivement cultivent des terres empruntées ou en métayage (ibid. p. 67).

16 Plusieurs réponses possibles lors de l'enquête AGVSA auprès des ménages



Tendances

- Le rôle du secteur privé encore peu développé prend de l'importance, par conséquent, les intrants agricoles, les services financiers et la mécanisation sont davantage disponibles depuis 2000 ;
- Début de professionnalisation et de diversification de la production (Int3/43/50, WS-B) ;
- Déclin du pourcentage de ménages pratiquant l'agriculture, passant de 53% à seulement 36% de la population totale entre 2008 et 2013 (Bongi et al., 2009, p. 65) voire 45% selon d'autres sources (Knoema, 2016).

Plusieurs évolutions contraignantes pour un développement agricole plus dynamique apparaissent en même temps :

- La baisse de la fertilité du sol donne des rendements inférieurs (par ha et par heure de travail) pour la plupart des produits et oblige à étendre les surfaces cultivées pour maintenir et accroître les chiffres de production (WS-E ; cf. 3.4.1) ;
- Une adoption faible des technologies innovantes, en partie en raison de l'absence récurrente de services financiers (cf. 3.1.1) ainsi que des services de vulgarisation (toujours) faibles (cf. 3.2.2.) et un prix au producteur élevé pour la plupart des produits (WS-E, Int65) ;
- Les intrants (semences de qualité, engrais, dans les temps et quantités nécessaires) ne sont souvent pas disponibles au moment où ils seraient utiles car l'État organise leur appro-

visionnement et se concentre sur le coton. Une configuration qui manque d'efficacité et de flexibilité (Int1/2/14).

Ainsi, l'agriculture comme elle est pratiquée produit moins que son potentiel et demeure – malgré une augmentation des prix des produits agricoles par rapport à 2008 – un projet peu attrayant pour beaucoup de jeunes. Afin de maintenir ou d'augmenter la production, les terres non cultivées sont de plus en plus mises en culture et les périodes de jachères sont écourtées, et dans l'ensemble, une plus grande pression est exercée sur les ressources naturelles (cf. 3.4.1). Une autre option est la migration vers les villes à la recherche d'emplois (pour la plupart précaires).

Les éleveurs en danger d'exclusion sociale ?

Dans les systèmes d'utilisation des terres ouest-africains, l'élevage est souvent une partie essentielle des stratégies d'existence pour les plus vulnérables et joue un rôle multifonctionnel pour l'approvisionnement en fumier, la diversification et l'accumulation de biens, la provision de nourriture, l'assurance contre les événements imprévus, option d'épargne, la traction et enfin, rempli des fonctions sociales et culturelles (Callo-Concha, Gaiser, & Ewert, 2012). La production au Bénin est surtout concentrée dans les prairies du nord où entre 41% (Borgou) et 87% (Alibori) des ménages dépendent directement de l'élevage en tant qu'activité économique principale (USDA, 2014).

Il y a deux différents modes traditionnels d'élevage au Bénin : une production sédentaire dans le sud et transhumante dans le nord. Cette dernière s'élève à environ 80% du cheptel national, et est surtout associée au groupe des Peulh (Foulbé). Comme les méthodes utilisées pour la production animale sont principalement traditionnelles et rudimentaires, surtout dans les tribus (semi-)nomades, la quantité de bêtes et la qualité dépend fortement des conditions environnementales. Les pâturages adaptés à la garde du bétail sont sous haute pression en raison de la forte croissance démographique et des effets environnementaux liés au changement climatique (Chauvin, Mulangu, & Porto, 2012).

Les conditions environnementales changeantes forcent les éleveurs à se déplacer vers le sud en quête de nouveaux pâturages. Alors que le gouvernement essaye d'installer des couloirs à bétail pour réduire le potentiel conflictuel entre les agriculteurs et les éleveurs, ces tentatives n'ont eu qu'un succès mitigé jusqu'à maintenant car les deux parties semblent ne pas remarquer les démarcations de ces couloirs ou les ignorer par manque d'autre possibilité. Le résultat est un risque de conflit croissant et l'exclusion sociale (Int11/53). Le soutien annoncé aux chaînes de valeur de l'élevage n'a, pour le moment, pas entraîné d'effet significatif sur la vie des principaux producteurs de bétail.

La transhumance est un mode de vie semi-nomade avec des phases de grande mobilité qui éloignent les Peulh des autres parties de la population. Les services de santé et éducatifs ne sont habituellement pas adaptés à leur mobilité ; par conséquent, les graphiques d'inscription scolaire sont plus bas que pour les autres groupes de la population et les services de santé de base en sont pas facilement fournis. De plus, selon les directeurs d'école, ne nombreux Peulh n'estiment toujours pas beaucoup l'éducation scolaire car elle n'est pas censée enseigner les

compétences pertinentes. Ce rejet de l'éducation formelle diminue cependant peu à peu (Int16). Dans l'ensemble, ces tendances mènent à un cercle vicieux, d'effets, qui augmentent et se renforcent mutuellement, d'exclusion et d'auto exclusion dans le cas des Peulh.

On note une légère tendance à la diversification des cultures au sein d'une unité de production et dans l'ensemble du secteur agricole (Int33) : cela aide à réduire les risques (Int44) et à générer des revenus à différentes périodes de l'année (Int54). De nouveaux projets tels que l'aquaculture ou l'élevage de petits rongeurs émergent régionalement (Int43/44/54), et l'horticulture est une activité en expansion avec (jusqu'à maintenant) une productivité raisonnable et des marchés existants.

Cependant, les observateurs déplorent le manque de soutien pour les projets plus techniques comme l'aquaculture, qui est souvent pratiqué comme une activité complémentaire par des non-spécialistes (Int43/48) et le manque d'aide pour les cultures alimentaires avec des conséquences négatives sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Int33/73). La stratégie agricole nationale a déclaré qu'un soutien diversifié aux chaînes de valeur agricoles était indispensable à la redynamisation du secteur agricole (cf. 3.2.2). Toutefois, les efforts ne sont pas à la hauteur du discours sur la diversification, la politique agricole et les services de soutien se concentrent toujours surtout sur le coton (Int4/11/24/68/69/71). Les activités pour soutenir la production, la transformation et la commercialisation sont insuffisantes dans la plupart des sous-secteurs agricoles (Int2/68) (cf. 3.1.3, 3.2.2).

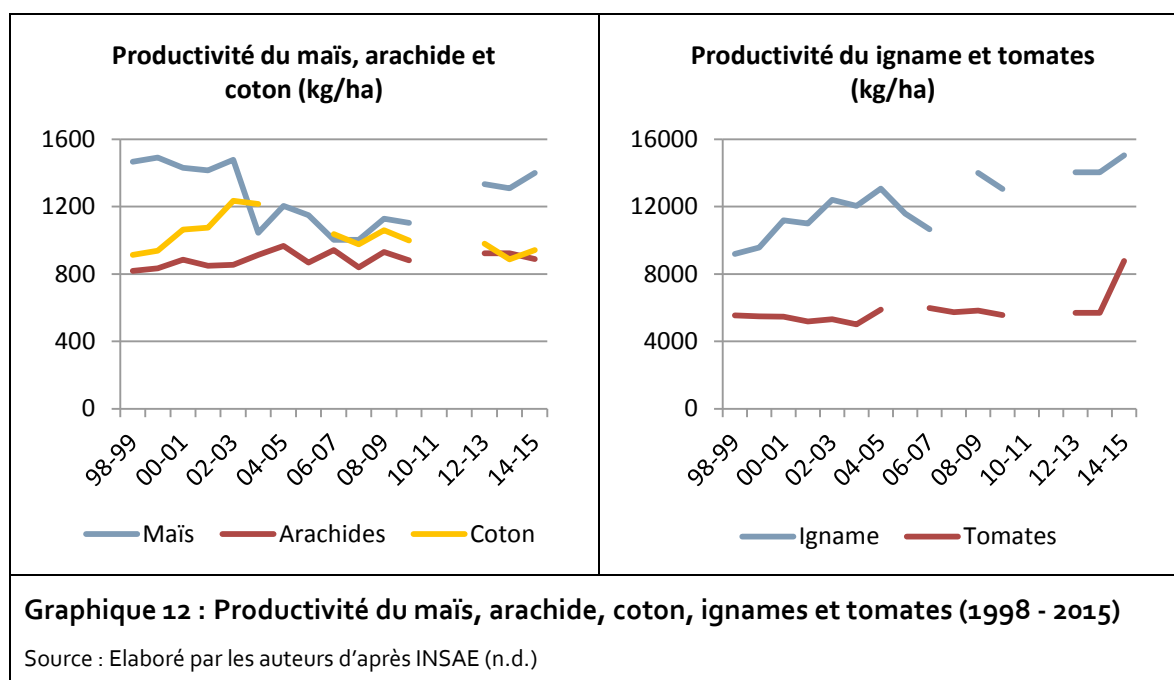
La prévalence d'un soutien fort au coton a des conséquences variées : les engrais et produits phytosanitaires distribués par l'État sont spécifiques au coton ; les autres intrants ne sont souvent pas accessibles car le marché privé des intrants ne peut pas se développer en raison d'une concurrence disproportionnée. Les agriculteurs doivent donc s'inscrire comme producteurs de coton et s'organiser en unions pour la filière coton pour accéder aux engrais (Int28) – qu'ils appliquent ensuite sur leurs différentes cultures et avec des concentrations inférieures aux doses recommandées (Int2/3/14/58). Les services de vulgarisation se concentrent de manière disproportionnée sur le coton car la performance des conseillers est évaluée en fonction de la production de coton (Int11/67/73).

La plupart des cultures (coton, palmier à huile, maïs, soja) est moins productive qu'elle pourrait l'être (Int11, WS-E)¹⁷ et les rendements par ha sont censés être en diminution (Int1/14/22/42/48/58/65). Cette perception est en contradiction avec les statistiques publiées par le Ministère de l'agriculture, selon lesquelles la productivité par ha est restée à peu près stable avec de légères fluctuations depuis 1999 – avec comme exceptions l'ananas, les ignames et les tomates dont la productivité a augmenté (Graphique 12).^{18, 19}

17 Comparaison de la productivité du coton par ha au Bénin avec la Chine, le Brésil et l'Inde (2007) : Chine (1231 kg/ha) ; Brésil (1349 kg/ha) ; Inde (600 kg/ha) ; Bénin 975 kg/ha) (République du Bénin, 2008, p. 13); (INSAE, 2009).

18 Cette productivité ne couvre pas la productivité par engrais et produits phytosanitaires, les semences achetées/améliorées ou l'arrosage, ni le temps passé dans les champs. La perception d'une productivité en baisse ne contredit donc pas la productivité par ha stagnante ou en partie en hausse.

19 Les rendements de l'ananas par ha ne figurent pas dans le graphique car ils sont sur une échelle différente.



Un déclin de la productivité globale de l'ensemble des facteurs au niveau national et en particulier dans le secteur agricole justifie la perception des producteurs (Tableau 4). Les chiffres de production sont donc maintenus par l'augmentation des surfaces agricoles plus que par une hausse de la productivité (MacWilliam&Touré, 2014, p. 19).

Tableau 4 : Changements dans la productivité globale des facteurs par secteur, 1983 – 2008 (%)		
Secteur formel	Agriculture	-10
	Industrie manufacturière	-2
	Industrie sans les manufactures	-3
	Secteur des services marchants	-12
	Secteur des services non-marchants	-8
Secteur informel	Agriculture	-9
	Activités non-agricoles	-11
Source : Balaro et al. (2010) dans MacWilliam & Touré (2014, p. 19)		

Les personnes interrogées évoquent les problèmes de fertilité des sols comme une des principales raisons à la baisse (ou stagnation) de la productivité (WFP, 2014, p. 65) (Int1/4/24/65), ainsi que les semences de mauvaise qualité (Int66), une mauvaise gestion de l'eau (Int44), les parasites, les maladies et une protection des cultures insuffisante. Ces problèmes sont aggravés par l'impossibilité grandissante pour les agriculteurs d'anticiper les conditions idéales de croissance en raison de la variabilité climatique (Int48 ; cf. 3.4.2.).

Pêche dans les eaux intérieures dans le sud du Bénin

Cette pêche dite « fluviale » a surtout lieu dans les lacs, rivières et lagunes des départements du sud, Ouémé, Atlantique, Littoral and Mono. Par rapport à la pêche maritime et à l'aquaculture, elle demande peu d'investissement initial et est basée sur l'exploitation de ressources accessibles librement. Toutes les activités de pêche (maritime, fluviale et l'aquaculture) contribuent au PIB à hauteur de 3% et créent 610 000 d'emplois directs et indirects (Int63). Les familles vivant de la pêche fluviale appartiennent au quintile de la population le plus pauvre, et les indicateurs sociaux sont sous la moyenne béninoise : un taux d'analphabétisme élevé, à 90%, beaucoup d'abandons de l'école après le premier cycle.

Les communautés de pêcheurs font face à des problèmes croissants : la surexploitation des ressources et la pêche de poissons toujours plus petits ont engendré la diminution des captures ; l'expansion des villes déplace les ménages vivant de la pêche et augmente la pollution des étendues d'eau. Quelques techniques pour élever les poissons dans des cages (similaire à l'aquaculture) sont utilisées pour contrer ces défis.

La forte demande en poisson prédomine. Elle excède la production locale ce qui rendent nécessaire les importations de poissons congelés. La promotion de l'aquaculture est l'une des stratégies pour augmenter l'approvisionnement et diversifier les sources de revenu de ceux qui s'en occupent. Cependant, l'aquaculture est plus exigeante en termes de ressources et de compétences spécifiques. Les familles qui vivent de la pêche et voient leurs captures diminuer ne la pratiquent pas habituellement.

Impacts

Le déclin de la proportion de ménages qui pratiquent l'agriculture, de la moitié au tiers de la population active en l'espace de cinq ans (selon les sources), est un impact majeur de la faiblesse persistante de la productivité agricole et de l'échec de la relance du secteur agricole comme décrit dans le document stratégique PSRSA. La migration est une conséquence des options limitées dans les zones rurales et des taux élevés persistants de pauvreté rurale et d'insécurité alimentaire.

Le soutien dominant au coton est un obstacle à l'objectif annoncé de la stratégie agricole, à savoir de diversifier et professionnaliser la production. Les interventions gouvernementales empêchent donc le développement du secteur privé fournissant divers intrants agricoles et/ ou offrant d'autres services agricoles.

La variabilité climatique et la pression accrue sur les sols réduisent les options de production ; la productivité au mieux stagnante est un indicateur de la limite des options. Cette absence d'options montre des disparités à travers le pays – pour généraliser, le sud a de meilleurs sols et des pluies plus régulières (même dans le cadre d'une variabilité climatique en hausse) mais a aussi une population plus dense et peu de réserves en termes de terres (Int33/65). Le centre est caractérisé par un sol à la fertilité limitée et un approvisionnement en eau plus compliqué (moins de pluie/ plus irrégulière/ des installations de stockage de l'eau limitées) mais des terres sont encore

disponibles pour l'expansion des cultures (Int27). Le nord et le nord-ouest sont marqués par les terres les moins fertiles et un climat de plus en plus aride. Dans un système sans irrigation, ces régions sont seulement aptes à des cultures spécifiques (p. ex. le fonio) ou à l'élevage.

Ces divers changements des conditions cadres géo climatiques contribuent et exacerbent les dynamiques démographiques : les personnes de régions désavantagées migrent temporairement ou de manière permanente vers des zones plus favorables, à la recherche de travail ou de terres. Ces travailleurs migrant sont également la raison pour laquelle l'exode rural qui a été remarquée aussi dans les régions les plus fertiles n'a pas encore déclenché de manque de main d'œuvre pendant la haute saison des cycles de culture (Int13/21/54) (cf. 3.3.1.).

Résumé

Le soutien limité, jusqu'à maintenant, à la production agricole diversifiée et à la valeur ajoutée a comme résultat une productivité médiocre avec des conséquences négatives sur les revenus des petits agriculteurs. La productivité limitée mène à l'expansion spatiale en empiétant sur les terres qui n'étaient pas encore cultivées, ce qui représente une source potentielle de conflits avec le département forestier et les éleveurs. La productivité basse réduit également les revenus pour le travail investi et donc le bénéfice global que les agriculteurs tirent de leurs activités.

Ces limites économiques obligent des parties de la population à migrer en quête de sources de revenu supplémentaires – vers les zones urbaines et périurbaines qui s'agrandissent de manière sauvage et ne sont pas capables d'absorber la main d'œuvre disponible. **La sous-performance du secteur agricole est donc un moteur majeur pour un exode rural en augmentation.**

3.1.3 Défis de l'élaboration de chaînes de valeur

Un autre défi du processus actuel de diversification et de professionnalisation de la production des petits agriculteurs est l'organisation de sous-secteurs agricoles en chaînes de valeur ou filières, comme prévu dans le plan sur cinq ans du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche (MAEP) (Int61; cf. 3.2.2). Ce qui inclut l'organisation de petits producteurs, de chaînes d'approvisionnement ainsi que de services de transformation et de commercialisation.

Alors que les organisations paysannes et de producteurs continuent d'exister depuis le système de production socialiste, elles sont caractérisées par une structure organisationnelle verticale rigide avec une représentation forte au niveau national mais une appréciation plutôt faible au niveau local (Int27/54). Les chaînes d'approvisionnement des intrants constituées par les acteurs privés sont toujours peu développées. Les capacités administratives gouvernementales sont dédiées à garantir la chaîne d'approvisionnement du coton (Toure & MacWilliam, 2014, p. 24). Quelques chaînes de valeur rudimentaires émergent de quelques sous-secteurs (ananas, karité), souvent avec le soutien d'organisations internationales.

Tendances

Malgré l'intention exprimée dans le PSRSA de développer 13 cultures en chaînes de valeur pour permettre plus de valeur ajoutée et professionnaliser le secteur agricole, l'action gouvernementale tendant vers cet objectif est faible :

- La diversification du secteur agricole est encore peu soutenue par les structures gouvernementales. Le coton reste le point fort malgré la diversification annoncée ;
- Par conséquent, les chaînes de valeur sont encore sous-développées. Pour certaines cultures cependant, elles commencent à émerger, souvent avec le soutien d'organisations internationales ;
- La (timide) émergence de structuration en chaînes de valeur est facilitée par des organisations interprofessionnelles ou des plateformes de dialogue rassemblant des acteurs issu d'un sous-secteur pour optimiser les services. Quelques organisations interprofessionnelles commencent à se former pour certaines cultures comme l'ananas ;
- L'un des types d'acteurs parmi ces organisations interprofessionnelles sont les organisations paysannes. Elles existent du niveau des villages au niveau national depuis l'époque socialiste, mais, en raison du soutien gouvernemental fort et continu au coton, ces organisations tendent à être plus solides pour la production de coton, et on y adhère pour avoir accès aux engrais et autres intrants ;
- Les chaînes d'approvisionnement fournissant des intrants de qualités et des services pour la conservation, la transformation et la commercialisation de la production agricole primaire est toujours sous-développée.

SONAPRA, la Société Nationale pour la Promotion Agricole, est centrale pour la diversification et la promotion des chaînes de valeur (Int68). Toutefois, la société est *de facto* concentrée surtout sur le coton (Int4/11/24/71) et les experts affirment qu'elle dépend de trop de structures gouvernementales intervenant pour gérer ses différentes tâches efficacement et avec succès (Int68). Par conséquent, il ne se passe pas grand-chose en termes de mise en œuvre : l'État et les structures comme SONAPRA accroissent leur influence non seulement sur le coton mais aussi sur le riz et d'autres cultures (Int69) ; avec des résultats décevants cependant, car le travail fondamental en termes de recherche basique, de provisions d'intrants et d'étude de marché n'a pas été mené correctement (Int68). Il en résulte que le secteur privé manque de soutien et ne peut pas se développer librement car il ne peut pas concurrencer les subventions publiques.

Malgré le faible degré de mise en œuvre, l'introduction du concept de chaîne de valeur a commencé à amener des changements au sein de la recherche, de la production et de la transformation (Int2/68) – des changements qui sont considérés insuffisants et irréguliers jusqu'à maintenant (Int2). Les organisations paysannes sont des partenaires pour l'organisation de chaînes de valeur.

De manière générale, les organisations agricoles existent – souvent avec un soutien public ou d'une ONG – depuis le niveau du village au niveau national. Cette structure verticale vise à assurer la représentation au niveau central (Int1) et, en fait, assure aux producteurs de pouvoir faire pression pour leurs intérêts sur le Ministère et d'autres institutions (WS-L, Int61). Toutefois, selon

les représentants locaux des unions de producteurs, ces représentants nationaux tendent à se déconnecter du terrain et à négliger les problèmes des producteurs marginaux, peu instruits, en faveur de représentants plus éloquents et actifs et/ ou menés par des intérêts politiques ou personnels (Int54). Les organisations paysannes montrent une tendance à la croissance, à mesure que les producteurs comprennent davantage les avantages à agir en groupe (Int4). Toutefois, de nombreux producteurs adhèrent uniquement pour avoir accès à des engrais ou des crédits (Int11) et non pour réellement coopérer et générer une base renforcée pour se concerter ou négocier et faire pression (Int28). Cette déclaration est appuyée par le fait que la plupart des producteurs qui rejoignent les Unions Communales de Producteurs (UCP) le fasse au sein du sous-secteur coton (le seul qui fournisse des intrants et de l'engrais).

De nombreuses organisations ou représentations paysannes ont été créées par décret par le gouvernement béninois – La Chambre d'Agriculture (CAB) ainsi que les UCP ou sa Fédération nationale (Fédération des Unions de Producteurs du Bénin). Le degré d'appui gouvernemental effectif de ces structures est variable et les administrateurs des unions municipales regrettent un manque de soutien de la part du gouvernement et un manque de prise en compte des problèmes du terrain de la part des représentations centrales (Int54). Toutefois, ces organisations paysannes constituent le partenaire naturel pour les services de conseil gouvernementaux (Int4/65) et forment un ensemble d'acteurs dans la tentative de créer des organisations interprofessionnelles ou plateformes de dialogue – les « interprofessions » – pour une organisation de la chaîne de valeur (Int54/64).

« Interprofessions » – un outil de développement des chaînes de valeur inclusif ?

Les interprofessions sont des plateformes de concertation d'acteurs au sein d'un sous-secteur (agricole). Elles ont émergé en Afrique de l'ouest dans les années 90, quand les gouvernements – incités par le FMI et la Banque Mondiale – ont commencé à retirer leurs engagements dans le secteur agricole. À l'origine, elles étaient soutenues par des donateurs et des gouvernements pour maintenir une structure pour les chaînes de valeur en l'absence d'acteurs étatiques (Inter-réseaux, 2008, p. 2).

Au Bénin, l'« Association interprofessionnelle du coton (AIC) » formée lorsque l'union de producteurs (représentée par la FUPRO avec des liens organisationnels avec les importateurs d'intrants) a établi une relation permanente avec l'association des égreneurs qui s'occupaient de la transformation et la commercialisation de la fibre de coton. L'AIC était chargée de négocier les conditions de coopération entre les sous-groupes de professionnels (p. ex. les producteurs, égreneurs, fournisseurs d'intrants) pour une meilleure gestion du secteur du coton (Inter-réseaux, 2008, p. 5).

En 2011/12 le gouvernement central a démantelé l'AIC et *de facto* renationalisé la commercialisation du coton et l'approvisionnement en intrants (Int21/68), supposément en réaction à de sérieuses irrégularités au sein de l'AIC et afin d'accorder une redistribution juste des bénéfices du secteur aux petits producteurs (Int1/68). L'État tente d'utiliser un système similaire à l'AIC mais avec une planification centrale – avec comme résultat que les intrants arrivent en retard, que la production décline, que des pertes après la récolte se produisent, en raison d'un trans-

port inapproprié et de capacités de transformation limitées, dues à leur tour par la mauvaise maintenance des machines d'égrenage (Int28).

Les interprofessions ne garantissent donc pas intrinsèquement des chaînes de valeur inclusives ; elles sont seulement des plateformes pour le développement de chaînes de valeur. Les petits agriculteurs et fournisseurs les plus vulnérables, ou les transformateurs, nécessitent leurs organisations respectives avec les capacités à protéger les intérêts de leurs adhérents. Ces organisations doivent être représentées sur les plateformes de dialogue si les chaînes de valeur veulent être inclusives.

Les interprofessions ou les plateformes de dialogue similaires sont largement considérées comme étant le concept adéquat pour l'organisation des chaînes de valeur des sous-secteurs agricoles au Bénin (Int21/50/66/68). Aux niveaux municipal et départemental, de telles plateformes sont proposées pour permettre plus de transparence, plus de contacts directs, et donc, de la confiance et plus de considération pour les besoins de chaque sous-groupes de professionnels (Int21/67/68/69). Ils doivent être composés de producteurs, de fournisseurs d'intrants, de commerçants, de transformateurs et de vendeurs. Autour de ce sous-secteur, des services peuvent être fournis, comme des services de conseil, des services financiers, des informations sur le marché et/ ou un soutien pour la mise en vente. Cependant, le secteur privé est toujours peu développé, l'approvisionnement des intrants, comme les réseaux de commercialisation sont toujours faibles et désavantagent les petits producteurs qui font face à des coûts proportionnellement plus élevés que les gros producteurs pour avoir accès à des intrants ou aux marchés (Toure & MacWilliam, 2014, p. 24).

Pour organiser les chaînes de valeur, tous les acteurs sont incités à s'asseoir ensemble et à négocier les conditions et les détails de l'organisation (Int54). Jusqu'à maintenant, le niveau d'organisation au sein des sous-secteurs varie selon les cultures principales : les producteurs d'ananas, de riz et d'anacarde et quelques produits animaliers (œufs, volailles) sont organisés et commencent à établir un lien avec les fournisseurs d'intrants et des commerçants professionnels au sein d'interprofessions (Int21/37/66). Pour d'autres cultures, il n'existe pas encore d'organisation convaincante depuis les fournisseurs d'intrants à la transformation et la commercialisation (Int21). Selon le PAM, la seule chaîne de valeur vraiment organisée est toujours le coton (WFP, 2014, p. 65). Le profit attendu par les entités impliquées et le soutien offert par des acteurs extérieurs sont les raisons pour lesquelles certaines chaînes de valeur commencent à apparaître.

Impacts

Les changements apportés avec la recherche, la production et la transformation depuis l'introduction des chaînes de valeur sont considérés comme insuffisants et irréguliers (Int2), ils ne suivent pas une stratégie de diversification mais se concentre sur quelques cultures (en-dehors du coton surtout le riz, l'anacarde et le karité) et sont souvent menés par des partenaires internationaux plutôt que par le Ministère ou la SONAPRA (Int68/69). De plus, le soutien est assujéti à des changements radicaux en termes d'approche ou à des retards de mise en œuvre, ce qui gêne la sécurité de planification. Les producteurs commencent à hésiter à s'engager dans des activités dont la SONAPRA fait la promotion après avoir enregistré des échecs dans les engagements de

cette dernière et de grandes pertes dues à la non commercialisation de leur récolte – ce qu'il s'est passé avec le riz entre 2013 et 2016 (Int2/36/44/54).

En conséquence de l'intervention gouvernementale, l'approvisionnement en intrants pour diverses cultures par le secteur privé est empêché. Cela affecte négativement la productivité ainsi que le développement de services de transformation et de mise en vente de produits agricoles. Ces services autour de la production agricole constitueraient pourtant des aspects importants d'un secteur agricole professionnalisé.

En raison des expériences avec l'AIC et des différents potentiels pour la valeur ajoutée et la commercialisation, les experts doutent qu'une organisation interprofessionnelle allant jusqu'au niveau national soit le système le plus efficace pour tous les sous-secteurs. La méfiance basée sur des expériences négatives et le manque d'avantages perçus peuvent constituer des obstacles à une organisation en plateformes de dialogue ou en interprofessions (Int4/44).

Résumé

Le faible développement des chaînes de valeur nuit à l'approvisionnement en intrants et ainsi, à la productivité de l'agriculture. Il continue d'entraver l'ajout de valeur à la production primaire et une commercialisation efficace des produits transformés.

Par conséquent, les bénéfices potentiels qui pourraient être obtenus d'une production de petit agriculteur organisée, professionnelle et axée sur le marché ne sont pas entièrement exploités. Les bénéfices limités qui peuvent être obtenus de la production agricole participent au peu d'intérêt que les jeunes ruraux montrent généralement pour l'agriculture. Le manque de dynamisme dans l'élaboration de chaînes de valeur engendre aussi des possibilités d'emploi limitées dans la fourniture de services autour du secteur agricole.

En général, **les tendances de la dimension économique contribuent à une transformation rurale non durable et exclusive**. Les hauts taux de pauvreté rurale persistants et l'insécurité alimentaire élevé conduit les personnes à des emplois précaires de manière temporaire ou permanente, souvent dans des centres urbains. Cette poussée hors des zones rurales participe aux changements de la structure sociale, comme l'affaiblissement des larges réseaux sociaux de sécurité ; elle augmente encore la pression sur les services sociaux et l'infrastructure en agrandissant les régions urbaines ; et elle affecte disproportionnellement les parties les plus pauvres de la population et les jeunes. Les raisons principales sont :

- Création d'emplois non-agricoles insuffisante ;
- Dynamiques insuffisantes pour une réelle et durable diversification des cultures et la professionnalisation du secteur agricole ;
- Basse productivité continue de la production agricole ;
- La pression augmentée sur les ressources naturelles réduit la fertilité du sol et la qualité de l'eau ;
- La R&D n'est pas suffisamment axée sur les besoins, exacerbés par le changement climatique, des agriculteurs ;

- Les services de vulgarisation continuent de manquer de capacités pour promouvoir une agriculture diversifiée et professionnelle malgré le renforcement qu'ils ont reçu ces dernières décennies ;
- En-dehors du coton, les chaînes de valeur ne sont pas assez développées – l'approvisionnement en intrants et la commercialisation continue à poser des problèmes aux producteurs ;
- Les services financiers ne sont toujours pas assez disponibles pour les agriculteurs.

3.2 Dynamiques institutionnelles et modèles de gouvernance – tendances générales

Les capacités et aptitudes des gouvernements locaux et nationaux sont de la plus haute importance pour une transformation rurale inclusive et durable. Les processus de gouvernance, définis dans l'atelier comme « *l'action et la manière de gouverner à tous les niveaux, c. à d. le degré de transparence, de participation à la prise de décision, la responsabilité etc.* » décident de l'inclusion pour l'accès au pouvoir ou aux ressources, et du délai durant lequel les stratégies et les politiques sont élaborées, formulées, mises en œuvre et surveillées (*monitoring*). Alors que toutes les politiques et leur mise en place sont des aspects importants de la gouvernance, en influençant la transformation rurale, le processus de décentralisation en cours, la politique agricole et la réforme du système de la propriété foncière ressortent comme étant particulièrement pertinents pour l'existence rurale et sont abordés dans les sous-chapitres suivants.

3.2.1 Le processus de décentralisation et les capacités des gouvernements locaux

La décentralisation a une influence directe sur les conditions importantes pour la productivité agricole, les ressources naturelles et d'autres secteurs. Des municipalités bien organisées et gérées jouent un rôle important pour un traitement inclusif et durable des processus de transition rurale, et une décentralisation performante est capable de créer une appropriation (*ownership*) grâce à une plus grande implication de la population – un point particulièrement important dans le domaine de la gestion des ressources naturelles.

Tendances

Les tendances principales en ce qui concerne la décentralisation sont :

- Un processus de décentralisation a été lancé en 1990, mais n'est qu'en partie mis en place ;
- Les approches participatives sont déjà largement mises en œuvre officiellement mais ne sont pas toujours opérationnelles et manquent de ressources humaines ;
- La coordination entre les structures du gouvernement central et les acteurs locaux est encore faible et engendre de mauvaises planification et gestion des fonds ;
- La décentralisation financière et le transfert de budgets n'ont eu que partiellement lieu, ce qui entrave l'autonomie des municipalités et leur capacité à mettre en œuvre les projets ;

- Les institutions gouvernementales dans les municipalités n'ont toujours pas le contrôle nécessaire pour empêcher l'exploitation illégale des ressources naturelles au niveau local. Elles n'ont ni le personnel compétent, ni les moyens financiers pour aider les agriculteurs à combattre l'érosion des sols ou identifier les mesures adaptées à l'augmentation de la variabilité climatique (cf. 3.4.2).

Avant 1989, les structures étatiques béninoises se caractérisaient par une gouvernance très centralisée. Les décisions concernant les questions et politiques publiques étaient prises du haut vers le bas. La gestion au niveau des communautés était dirigée et contrôlée par l'État central, premièrement à travers les sous-préfectures qui recevaient les instructions du gouvernement central et les passaient aux niveaux de gouvernance inférieurs (Int25/46).

1990 est une année pivot : la nouvelle constitution renforce clairement le gouvernement autonome local. Le processus se poursuit avec un cadre légal pour les réformes territoriales et administratives vers le changement de millénaire. Toutefois la législation correspondante n'a pas pu être mise en place avant 2003. Le soutien des donateurs était et est encore essentiel pour enfin engager le processus de décentralisation, la GTZ allemande (maintenant GIZ) et la Banque Mondiale y jouent un rôle clé (Knoema, 2016; Okanla, 2013). Récemment, l'Union Européenne a poussé le développement institutionnel de l'Association Nationale des Communes du Bénin (ANCB) pour favoriser le processus de décentralisation et attend maintenant des résultats tangibles (Int71). Quand les partenaires se retirent, les municipalités devraient être en mesure de poursuivre avec leurs propres ressources et sans l'aide de la coopération internationale (Int27). Mais les responsables communaux se plaignent que l'État central a trop de pouvoir, surtout en ce qui concerne l'acquisition de terres et le droit foncier, ce qui devrait être sous la responsabilité du gouvernement local (Int27) (cf. 3.2.3).

Le processus de décentralisation officiel au niveau législatif a accordé une personnalité juridique et une autonomie financière aux gouvernements municipaux (UN-Habitat, 2008). D'importantes compétences pour la planification municipale et la gestion de ressources financières ont été transférées (en théorie) aux municipalités. Cependant, l'engagement à transférer des fonds aux autorités municipales n'a pas été rempli, les décisions officielles n'ont pas été mises en place :

Les résultats de la recherche dans les régions étudiées montrent que les ressources financières insuffisantes et le manque de capacités professionnelles du personnel sont les obstacles principaux au niveau du gouvernement local. L'État central hésite à transférer le budget aux municipalités de peur de perdre du pouvoir et du contrôle. Les fonds ne sont transférés aux communautés ni dans leur totalité ni dans les délais. Le FADeC (Fonds d'Appui au Développement des Communes), fondé en 2008, composé d'une subvention publique et de contributions de partenaires techniques et financiers, n'a pas été versé complètement aux municipalités non plus. D'après les gouvernements locaux, le gouvernement central doit toujours de l'argent des années précédentes (Int27). Au total, moins de 3% du budget national est consacré aux municipalités (Int2/27).²⁰

20 Une décentralisation incomplète, en particulier en ce qui concerne le transfert de l'autorité financière à une unité gouvernementale locale, n'est pas spécifique au Bénin mais une question constamment débattue dans beaucoup de pays décentralisés.

Participation accrue de la population

Dans le processus formel de décentralisation, deux forums de discussion et de prise de décision ont été créés. Premièrement, il y a le conseil municipal, élu par la population. La prise de décision est faite par vote et les décisions sont reconnues par les structures gouvernementales. Deuxièmement, il y a un forum de consultation (Cadre de concertation) avec des représentants des différents secteurs pour résoudre les problèmes ponctuels. Ils se rencontrent pour faire des suggestions, mais le conseil municipal n'est pas lié par ses propositions (Int13).

L'élaboration des plans de développement municipaux est également basée sur une approche participative. Pour intégrer le niveau du terrain, la population exprime ses besoins par districts et le chef de district les rapporte au conseil municipal. À partir des résultats, un plan de travail annuel est élaboré, il sert de livre de bord pour toutes les activités de la municipalité, chaque année (Int46). Toutefois, le manque de financement empêche souvent la mise en œuvre complète de ces plans.

Une approche inclusive mise en place dans quelques municipalités est la cogestion des ressources naturelles (eaux, forêts) entre les institutions gouvernementales et la population (cf. 3.4.1). Il n'y a pas de résultats durables jusqu'à maintenant ; Selon les personnes interrogées, cela est à attribuer à la pauvreté des résidents locaux, et par conséquent, à l'exploitation constante des ressources naturelles (Int20). Les chefs traditionnels sont peu impliqués lors de ces procédures participatives et perdent graduellement leur autorité (Int42).

Des efforts pour mobiliser des ressources à travers des impôts locaux sont faits mais encore insuffisants. Les taxes de développement local ont diminué, parce que les structures institutionnelles au niveau local ne sont pas bien établies, que les moyens pour collecter les taxes manquent (Int27) et car une partie de la population refuse de les payer (Int33).

En dehors du financement, les compétences professionnelles limitées des employés techniques de la commune et les capacités à participer activement d'une grande partie de la population représente un défi. Cette dernière a un taux d'analphabétisme élevé et une compréhension limitée du français, la première langue officielle, ce qui l'exclut de fait pour la participation (Int25). Le personnel des structures municipales fait remarquer que les bas salaires, les opportunités de faire carrière limitées, et les mauvaises conditions de travail dans des bâtiments municipaux souvent délabrés, mal équipés et sans électricité, sont autant de dissuasions de s'engager au sein du gouvernement local pour les jeunes qualifiés – où les postes sont en plus souvent offerts en fonction d'affiliations politiques. Si elle a le choix, une personne qualifiée choisira plutôt un emploi dans le secteur privé, dans une zone urbaine (Int2/53).

En raison de prétendus manque de conviction et de volonté politique, certains ministères ne délèguent pas assez de compétences administratives et législatives à la gouvernance locale légitime (Int71). L'administration au niveau régional est encore assujettie aux ministres et n'est pas attentive au travail fourni par les maires et les membres du conseil (Okanla, 2013). De plus, les responsabilités entre les institutions gouvernementales ne sont pas toujours bien définies : par exemple, le Ministère de l'Agriculture et le Ministère de l'Environnement interviennent tous les deux dans

le domaine des ressources naturelles sans se coordonner suffisamment (Int1). De plus, il y a des incompréhensions et des litiges au sujet des compétences et responsabilités entre le Ministère de l'Environnement et les municipalités en ce qui concerne l'accès aux ressources naturelles (Int39).

Le degré de décentralisation est légalement le même dans tout le pays, mais l'efficacité de l'administration locale dans les régions étudiées diffère d'une municipalité à l'autre. Le maire joue un rôle clé dans le processus de décentralisation car il peut, s'il est soutenu par une équipe administrative qualifiée, donner une nouvelle direction aux efforts de développement (Int33). Cela peut en partie expliquer les différents stades de processus de développement des municipalités dans les régions de recherche : les officiels travaillant pour la municipalité, riche et importante, de Parakou, affirment qu'ils étaient devenus assez autonomes au niveau des processus décisionnels et dans l'exécution de leurs missions ces 15 dernières années (Int13). En revanche, dans une autre municipalité de Ouémé-Plateau un officiel se plaint que tout est politisé, même le développement : si une municipalité n'est pas en accord avec le gouvernement central, il est possible qu'elle ne bénéficie pas des programmes ou projets (Int33).

Décentralisation dans les secteurs éducatifs et de l'eau

Dans le secteur éducatif, les municipalités sont responsables de la construction et l'équipement des écoles, alors que le Ministère de l'Enseignement primaire embauche les enseignants et les distribue aux communautés – souvent sans processus de planification coordonné des deux entités. Par conséquent, des écoles sont construites mais ne reçoivent pas assez de professeurs (Int2/18/41).

Un exemple assez positif de processus de décentralisation en partie réussi peut être trouvé dans le domaine de l'eau. Dans le passé, l'État central était responsable de l'approvisionnement en eau, y compris le développement de stratégie, la planification et la gestion, ce qui fonctionnait mal. À partir de 2007, la gestion de l'eau a été peu à peu décentralisée. Les municipalités sont maintenant propriétaires de l'infrastructure et ont un rôle de service et de conseil. Elles signent les contrats avec des entreprises privées et se sentent responsables de ce que la population paye pour l'eau. Mais les municipalités ont encore des problèmes à collecter les frais car une partie de la population ne paye pas (Int69).

Impacts

Les impacts de la décentralisation ne sont que partiellement évidents jusqu'à maintenant, car son progrès est inconsistant et les personnes interrogées avaient des opinions divergentes :

Certains soulignent comme aspect positif que la prise de décision et son application se passent au même niveau institutionnel pour la première fois, p. ex. des négociations directes entre la municipalité et les entreprises de construction (Int33). La planification gouvernementale centrale est remplacée, dans certaines zones, par un processus multilatéral comprenant les représentants gouvernementaux locaux, des entreprises, des ONG et la population (WS-B/Int1).

Les partenaires techniques et financiers (PTF) critiquent vivement que le gouvernement béninois ne soit pas convaincu par l'approche de décentralisation et que l'ensemble du processus de décentralisation soit porté par les donateurs (Int71). En raison de cette prétendue réticence, le transfert de compétences est à la traîne et/ ou incomplet. Les structures locales sont frustrées car elles n'obtiennent pas les outils pour mettre en œuvre ce qu'elles ont prévu et la population perd confiance en les approches participatives et décentralisées.

Malgré son potentiel, la décentralisation en cours n'a toujours pas d'impact important et décisif sur la transformation rurale puisqu'elle n'a pas encore doté les municipalités des outils et moyens pour mieux gérer leurs responsabilités.

Résumé

Le processus de décentralisation dans le Bénin rural est entravé par l'État central et un gouvernement national qui ne délègue de fonctions, transfère des responsabilités et du contrôle, et ne décentralise des budgets que partiellement. Après plus de 10 ans la décentralisation est toujours en cours, et de premiers résultats sont visibles. Un cadre légal existe et les compétences sont en partie déconcentrées. Les municipalités sont largement autonomes dans leur prise de décisions. Toutefois, la décentralisation demeure incomplète car le financement dépend encore de la bonne volonté du gouvernement central. L'avancée dans le processus de décentralisation diffère également d'un secteur à l'autre et entre les municipalités.

Le processus de décentralisation a le potentiel de contribuer à plus de participation politique de la part des niveaux administratifs les plus bas et de la part de la population qui peut participer aux décisions concernant son environnement immédiat. Actuellement, il n'est cependant pas mis en œuvre d'une manière à pouvoir servir d'instrument pour plus d'inclusion sociale, et il ne conduit pas non plus à une gestion des ressources naturelles plus rigoureuse et durable.

3.2.2 Plans et mise en œuvre : politique agricole²¹

La politique agricole a beaucoup d'influence sur la transformation rurale car elle affecte directement de nombreux facteurs déterminant des changements des conditions d'existence rurales. Elle encadre la productivité agricole (cf. 3.1.2, 3.1.3) et contribue à l'ouverture des marchés et au degré de compétitivité, localement et internationalement, de la production locale. Elle peut également influencer le développement de services financiers pour le secteur agricole. Le régime foncier et la répartition des terres sont influencés par la politique agricole, et il en est de même pour l'orientation et l'intensité de la recherche et du développement. Avec sa capacité à promou-

21 Les élections en mars 2016 ont changé l'approche du gouvernement envers la politique agricole. Le nouveau président est un (ancien) entrepreneur majeur dans le secteur du coton, et un retour à la privatisation du secteur est attendu. Un plan gouvernemental pour une nouvelle agriculture a été rédigé (« Programme agricole du Nouveau départ ») – en parallèle avec la revue du plan stratégique. Il reste à voir comment ces deux plans seront synchronisés et mis en œuvre. Les documents mentionnés n'ont pas encore été approuvés et diffusés, il est donc trop tôt pour une analyse dans ce rapport. (Int107)

voir la production dans certaines régions, elle a une influence sur le fait que les personnes décident de migrer ou pas, en effet, les options économiques sont un des facteurs définissant l'attractivité des zones rurales (WS-G). L'agriculture dépend fortement des services écosystémiques, et le type de gestion agricole affecte directement les ressources naturelles et vice-versa – la terre et l'eau sont des moyens de production fondamentaux et l'agriculture est en compétition directe avec les villages et les villes en expansion, en ce qui concerne l'espace mais aussi avec le recul des zones humides et des forêts (cf. 3.4.1).

Le secteur agricole continue de générer 80% des revenus des exportations du Bénin et près de 40% de la population est employée dans des activités agricoles (Accrombessy, 2013). Après le secteur des services, il reste le deuxième pilier économique du Bénin (cf. 3.1) – les politiques agricoles n'ont donc pas seulement une influence sur les personnes qui gagnent leur vie avec, mais sur l'ensemble de l'économie et donc sur les moyens d'existence de la population au-delà de la population rurale.

Ce sous-chapitre aborde les aspects de la politique agricole actuelle identifiés comme cruciaux par les participants à l'atelier et les personnes interrogées :

- L'état de mise en œuvre du PSRSA censé encadrer les changements et développements de l'agriculture ;
- Les développements récents des services de vulgarisation qui visent la diffusion de visions stratégiques sur le terrain ;
- L'état de la recherche et du développement en tant que facteur crucial pour l'innovation et l'adaptation.²²

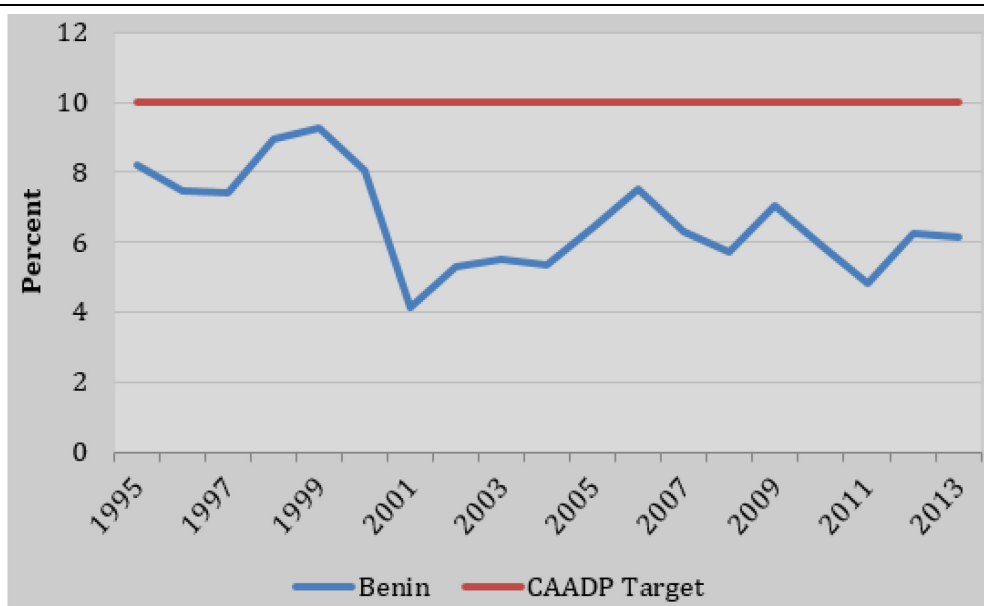
Les dépenses agricoles et la stratégie de relance du secteur (PSRSA)²³

Au cours du processus régional d'intégration²⁴, le Bénin s'est engagé à atteindre le seuil de 10% de dépenses agricoles sur le budget total du gouvernement et d'arriver à une croissance agricole annuelle de 6% (Graphique 13). Toutefois, depuis 1995, les dépenses gouvernementales pour l'agriculture ont diminué et s'élevaient à 6% du budget en 2013, bien sous le seuil du NEPAD. De même, le taux annuel de croissance agricole entre 2003 et 2012 tournait autour des 3% avec une tendance à diminuer (Graphique 14).

22 Les tendances et impacts des politiques commerciales sont débattus dans une autre étude à paraître du SLE ; la propriété foncière est abordée dans 3.2.3.

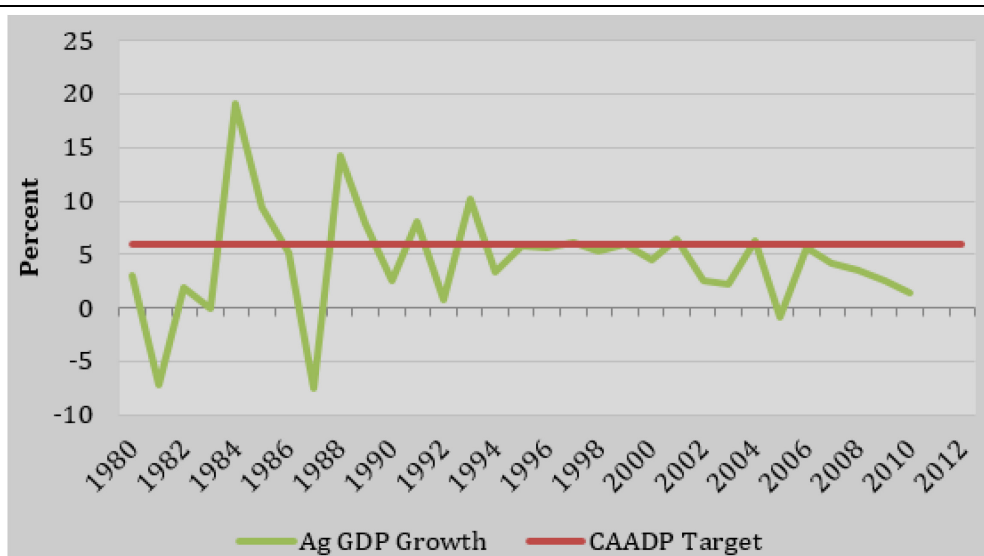
23 Une évaluation du PSRSA était en cours en octobre 2016, surtout basé sur une analyse de documents. Le rapport n'était pas encore publié lors de la rédaction de cette étude, mais des versions préliminaires indiquent des résultats similaires à notre analyse : une mise en œuvre hésitante et incohérente avec quelques petits progrès sur certains axes stratégiques. Cette évaluation est censée déboucher sur une mise à jour du plan stratégique afin d'orienter la politique agricole pour les années à venir (WS-R1)

24 Le Bénin fait partie du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) de l'Union Africaine (UA) dans le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD)



Graphique 13 : Part des dépenses publiques annuelles pour l'agriculture par rapport aux dépenses publiques totales comparé à l'objectif 10% du PDDAA (1996 - 2013)

Source : Regional Strategic Analysis and Knowledge Support System (2015)



Graphique 14 : Taux de croissance annuel du PIB agricole comparé à l'objectif 6% du PDDAA (1980 - 2012)

Source : Regional Strategic Analysis and Knowledge Support System (2015).

Étant donné l'importance de l'agriculture, certains acteurs demandent une part plus élevée du budget national (pendant les entretiens, 30-40% ont été cités) à investir dans le développement rural ou le soutien à l'agriculture et à la production alimentaire (Int44/73, WS-L). Sans budget approprié, les objectifs ambitieux du PSRSA sont difficiles à atteindre.

Le PSRSA, élaboré notamment avec les organisations paysannes (Int50), adopté en 2011 avec en vue 2015, a comme objectif général d'améliorer les résultats du secteur agricole béninois et contribuer ainsi à l'autosuffisance alimentaire, au développement socioéconomique et à la réduction de la pauvreté. Il y a deux sous-objectifs supplémentaires : a) assurer une production efficace et une gestion cohérente contribuant directement à la croissance agricole, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle et b) assurer la compétitivité et l'accès au marché grâce à la promotion de certaines branches de l'agriculture (voir l'encadré ci-dessous).

Axes stratégiques pour la redynamisation agricole selon le PSRSA

- Renforcement de la disponibilité et de l'accessibilité aux semences de qualité
- Renforcement de l'accessibilité aux intrants
- Mécanisation des activités agricoles adaptée et accessible
- Mise en place de financements adaptés et accessibles
- Amélioration de l'accès aux connaissances professionnelles et aux innovations technologiques
- Développement et opérationnalisation des aménagements agricoles
- Sécurisation et gestion de l'accès au foncier
- Facilitation de l'accès aux marchés
- Professionnalisation des exploitations de type familial et, promotion des grandes exploitations et de l'entrepreneuriat agricole.

Source : Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (2011, p. 25)

En guise d'initiative clé pour relancer la production agricole et soutenir un secteur florissant, axé sur le marché et diversifié, le gouvernement béninois a donné son soutien à diverses chaînes de valeur agricoles pour faire la promotion de cultures à fort potentiel adaptées à différents types de climat et de sols dominants dans le pays. Selon le document stratégique, la politique agricole doit se concentrer sur les chaînes de valeur (pas développées jusqu'à maintenant) autres que le coton. En faisant la promotion de divers produits d'exportation (comme l'ananas et l'anacarde), ainsi que de cultures vivrières pour la sécurité alimentaire (p. ex. riz, manioc, maïs), la dépendance à une seule culture devrait être réduite. De plus, le cheptel (volailles, aulacodes, œufs et produits laitiers) ainsi que la chaîne de valeur aquatique (crabes, poissons) doit être soutenue ; toutes les cultures où le Ministère voit un avantage concurrentiel et ayant le potentiel à stimuler la transformation et les autres services le long de la chaîne (Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, 2011, p. 22). Pour soutenir cette approche, les acteurs pertinents de la chaîne de valeur sont ou devraient s'organiser en plateformes, appelées interprofessions, depuis le niveau local au national (cf. 3.1.3). La stratégie prévoit aussi, entre autres mesures de soutien, d'établir une unité de contrôle pour superviser les normes commerciales et offrir diverses formes d'accès au crédit agricole.

Production de coton par les petits agriculteurs – un instrument d’inclusion sociale ?

L’importance du secteur du coton pour le bien-être de nombreux petits agriculteurs a été soulignée comme étant un argument pour le soutien et le contrôle de l’État : les agriculteurs obtiennent un revenu sûr grâce aux prix fixés et des intrants grâce aux subventions gouvernementales pour les engrais et pesticides pour le coton. Le fort engagement gouvernemental dans la production et la commercialisation du coton est donc censée assurer l’équité dans la distribution des bénéfices de ce secteur d’exportation (Int68).

Cette explication ne tient cependant que si l’intervention engendre un secteur du coton qui fonctionne et une redistribution équitable des bénéfices. Mais, selon les témoignages sur le terrain, le secteur du coton est devenu très opaque, les subventions aux intrants favorisent les fournisseurs et non les producteurs, les récoltes se perdent dans les champs à cause du manque de transport et de transformation, et de nombreux agriculteurs commencent à passer à d’autres cultures (Int1/4/11/24/67). De plus, les observateurs s’attendent à un déficit budgétaire causé par les prix fixes du coton brut alors que les prix du marché mondial chutent (Int75/78).

Tendances

La politique agricole est encore caractérisée par un faible soutien de la part du gouvernement malgré l’écriture d’une stratégie demandant des changements importants. Les aspects les plus marquants sont :

- Un support budgétaire encore insuffisant pour le secteur agricole malgré des engagements différents ;
- Pas de changement substantiel sur le terrain malgré l’adoption d’une politique agricole s’engageant pour la diversification et la professionnalisation ;
- Pas d’encouragement massif pour diversifier les cultures, pas non plus pour arrêter le soutien prédominant du gouvernement au coton ;
- Quelques changements timides vers la diversification, et l’organisation de producteurs à petite échelle.

Les personnes interrogées désignent les problèmes de gouvernance comme étant à l’origine du manque de mise en œuvre du PSRSA : le bas statut du Ministère de l’agriculture dans la hiérarchie des ministères (Int67), le fait que les affiliations politiques et que les promesses électorales aient la priorité sur la mise en œuvre de la stratégie adoptée (Int61, WS-C), ou le fait que les intérêts économiques directs des décideurs sur les bénéfices de l’exportation de coton empêche des efforts sérieux pour soutenir une production diversifiée et axée sur la sécurité alimentaire (Int 67/71/73). D’autres causes plus directes de la mise en œuvre incomplète sont un manque de capacité notoire au sein des services de vulgarisation à adapter les nouvelles approches (voir ci-dessous), le manque de budget pour la R&D ainsi que d’interaction entre la R&D et les services de vulgarisation.

En dépit de l'insuffisance des efforts pour soutenir la diversification, les producteurs étendent peu à peu leurs modèles de cultures diversifiées (Int11/24/64/68). Selon les personnes interrogées, il s'agit en partie d'une réaction à la crise du coton actuelle et aussi au support d'organisations internationales à des cultures spécifiques comme le soja, l'anacarde ou le karité (Int69). Les modèles de consommation des consommateurs changent aussi, ce qui encourage l'expansion de l'aquaculture, du bétail, des légumes et du maïs (Int43/49/54). La réduction des risques et la diffusion de bénéfices potentiels durant les saisons de croissance sont les objectifs principaux de ces changements (In54) (cf. 3.1.2).

Exemples de mises en œuvre incomplètes du PSRSA

Un fonds pour le crédit agricole est en train d'être mis en place, le FNDA, Fonds National de Développement Agricole, mais les partenaires internationaux qui étaient d'accord pour contribuer de manière substantielle ne veulent pas le soutenir financièrement en raison des structures de gestion opaques mises en place jusqu'à maintenant (Int67/71/73 – cf. 3.1.1).

Une évaluation similaire a été faite par un représentant de la coopération internationale au sujet de l'agence pour la sécurité alimentaire ABSSA (Agence Béninoise pour la Sécurité Sanitaire des Aliments), pour qui un laboratoire a été installé avec le soutien de partenaires internationaux mais dont la gestion a été organisée sans clarifier les responsabilités et les rôles. Des postes ont été distribués pour des raisons politiques plutôt que pour les compétences, et la lutte pour le pouvoir au sein des institutions ministérielles a engendré une structure dysfonctionnelle (Int67).

Impacts

Tandis que de nombreux acteurs du secteur trouvent le PSRSA très bien formulé et conçu (Int61/67/69) ils déclarent aussi qu'il n'est pas mis en œuvre, ou seulement en partie (Int11/61/70, WS-E). Selon les témoignages sur le terrain et malgré quelques améliorations, les efforts ne sont pas à la hauteur du discours, ni en termes de développement des capacités/ services de conseil, recherche et développement (R&D), mécanisation et autres moyens de production (irrigation décentralisée, fourniture privée d'intrants, accès aux financements), ni en termes de diversification : l'accent de la politique agricole et des services de vulgarisation porte toujours sur le coton (Int4/11/24/68/69/71) (cf. 3.1.3). Les activités pour le soutien de la production améliorée (R&D, services de vulgarisation, gestion des ressources naturelles) et pour la transformation sont insuffisantes dans la plupart des sous-secteurs agricoles et dites ne pas être adaptées aux besoins réels des producteurs (voir ci-dessous) (Int2/68).

Pour la mise en œuvre du document stratégique, il n'a pas été prévu de plan général de suivi et évaluation (*monitoring and evaluation* - M&E), pas plus que l'élaboration d'indicateurs spécifiques pour mesurer ses progrès et impacts (Int68). Les informations sur le (manque de) progrès de la mise en œuvre, les résultats et les impacts sont donc plutôt une collection d'observations individuelles – qui, prises ensemble, soulignent l'évaluation données plus haut.

Services de vulgarisation

Les services de vulgarisation sont essentiels pour accompagner les agriculteurs dans leurs pratiques de production (p. ex. l'agriculture en tant que commerce), pour diffuser les meilleures pratiques et innovations (p. ex. l'adaptation climatique) et pour promouvoir des cultures et des pratiques spécifiques. En plus, ils servent de lien entre le ministère, les institutions de recherche et les agriculteurs.

Tendances

Le soutien aux services de vulgarisation – et donc à leurs capacités et performances – a varié au Bénin depuis les années 90. Récemment un renforcement des services de vulgarisation a été noté, bien qu'avec des effets insuffisants. Les tendances récentes peuvent être résumées ainsi :

- Le renforcement des services de vulgarisation par l'emploi de conseillers et la hausse des moyens financiers et matériels depuis 2000 contrant les coupes massives des années 90 ;
- Des insuffisances (perçues comme) continues en termes de personnel, de capacités des conseillers et de moyens matériels et financiers pour fournir des services de qualité et aborder les défis sur le terrain en lien avec l'innovation, la diversification, l'agriculture en tant que commerce, le traitement et l'accès à la finance ;
- Les services de conseil ciblant toujours le coton.

Depuis les années 80, le personnel de conseil et de vulgarisation est systématiquement réduit – jusqu'à ce que le gouvernement commence à réaliser, en 2000, que les coupures en personnel de vulgarisation qualifié avaient pour conséquence négative que des coopératives bien organisées disparaissent par manque de soutien (Deniel, 2007, p. 12).

Théoriquement, le processus de décentralisation (cf. 3.2.1) a offert aux six centres régionaux pour le développement rural CARDER (Centre d'action pour le développement rural) les moyens de planifier, de décider et de coordonner, au niveau municipal, les actions régionales agricoles pour le développement rural (Int1). Selon le PSRSA, les services de vulgarisation doivent être consolidés et mieux connectés avec les institutions de recherche agricole. Cependant ils n'ont ni réel pouvoir pour exécuter la coordination entre les acteurs ni l'indépendance budgétaire pour mettre en œuvre leurs projets (Int1/67). Les personnes interrogées affirment que la performance du CARDER a été évaluée seulement en fonction de la production de coton et que l'attention était donc tournée vers le coton plus que vers toute autre culture (Int67/73).

Malgré les efforts pour renforcer les services de vulgarisation en recrutant de nouveaux conseillers et en augmentant les moyens matériels et financiers durant la première décennie du nouveau millénaire, le ratio conseillers/ agriculteurs ainsi que les moyens de transport mis à leur disposition sont toujours considérés comme insuffisants pour avoir une réelle portée comme un service de qualité (Int54/73). Il a été dit que les salaires du personnel de vulgarisation avaient été payés avec beaucoup de retard, obligeant le personnel à varier ses activités pour joindre les deux bouts, et affectant ainsi leur performance. Cette situation s'est apparemment légèrement améliorée (Int14).

En théorie, au début de chaque période de culture, des équipes interdisciplinaires sont censées d'évaluer les défis de l'année sur le terrain et répondre aux besoins des agriculteurs avec comme objectif principal d'augmenter les revenus de l'agriculture (Int3). Dans la réalité, il a été rapporté que ça ne se passait que très rarement (Int73). Puisque le Ministère n'utilise pas de typologie de producteurs spécifique pour adapter les approches de vulgarisation et les messages, les messages dont CARDER fait la promotion risquent d'être trop peu spécifiques pour les types de producteurs respectifs (Int71).

Les agriculteurs et chercheurs interrogés ont insisté sur le fait que le personnel de vulgarisation nécessite davantage de développement de capacités afin de fournir des trainings et des conseils de qualité p. ex. sur les techniques innovantes pour différentes cultures (dont les jardins potagers), sur la manière d'utiliser des semences améliorées et de planifier la production agricole en tant que commerce avec une approche axée sur le marché et sur la transformation (Int14/64). De plus, de sérieux problèmes, comme l'adaptation aux irrégularités climatiques, ne sont pas couverts, et la technologie de transformation dont CARDER fait la promotion est souvent basée sur des acquisitions importées et onéreuses (Int36).

Impacts

Tandis que les services de vulgarisation gouvernementaux ont été consolidés par le personnel et les ressources lors de la dernière décennie, les résultats sont estimés comme largement insuffisants pour une réelle professionnalisation du secteur, surtout en ce qui concerne la promotion d'un entreprenariat et d'une transformation agricole diversifiée et axée sur le marché.

Recherche et développement (R&D)

La R&D déclenche et fait le suivi des changements et innovations (WS-C). Elle est l'un des contributeurs à l'augmentation de la productivité et à l'adaptation au dérèglement climatique. Elle dépend fortement de l'orientation de la politique agricole car son budget provient traditionnellement presque entièrement du gouvernement (WS-G). Par conséquent, le renforcement des institutions de recherche est un point central du PSRSA.

Les acteurs les plus importants pour la R&D sont l'INRAB (Institut National des Recherches Agricoles du Bénin) ainsi que les universités. L'INRAB possède six centres de recherche agricole dans l'ensemble du pays, pour travailler aussi bien sur les systèmes de cultures régionales annuelles ou vivaces, et/ ou sur la transformation dans les conditions géo climatiques appropriées (Int21/42/52/64). Les objectifs sont de développer et améliorer le patrimoine génétique des plantes pour leur productivité et/ ou leur résilience au dérèglement climatique, nuisibles et maladies (Int21/52) ou des technologies adaptées pour une transformation plus efficace et qui demande moins de main d'œuvre (Int64). Le personnel de l'INRAB offre des formations de formateurs. L'INRAB prépare également des directives pour des pratiques agricoles spécifiques sur le terrain (Int21/52/64).

Plusieurs universités mènent des recherches dans diverses parties du pays, et quelques ONG font de la recherche appliquée à petite échelle, avec une portée limitée mais avec des liens étroits, et des conditions similaires aux producteurs (WS-A). Quoi qu'il en soit, ces efforts de recherche sont rarement coordonnés. Il n'existe pas de réseau pour échanger des informations entre les diffé-

rents acteurs et des synergies potentielles n'ont donc pas lieu. En théorie, CARDER et d'autres services de vulgarisation (souvent des structures lancées par des ONG) diffusent les résultats et les recommandations élaborées par l'INRAB.

Tendances

Il n'y a pas de forte tendance visible dans le domaine de la recherche et du développement. Toutefois certains changements sont apparents et quelques défis limitent encore les impacts positifs :

- Malgré les affirmations décrites ci-dessus, la R&D n'apporte pas encore les résultats nécessaires sur le terrain et qui pourraient contribuer à une production agricole plus durable et dynamique ;
- Le manque de coordination entre les instituts de recherche entre eux et avec les services de vulgarisation et les agriculteurs continue de poser problème ;
- Le manque de financement public pour la R&D force de plus en plus les chercheurs à répondre aux besoins et demandes des institutions qui les financent plutôt qu'à ceux des agriculteurs.

Pour le moment, les résultats de la R&D apparaissent souvent comme peu adaptés et appliqués : la R&D n'est pas en mesure de trouver les solutions appropriées pour les problèmes qui apparaissent, en partie à cause du manque d'échange avec le personnel sur le terrain, ce qui entraîne une connaissance incomplète des problèmes sur le terrain (Int14/36/48, WS-E), en partie en raison de ressources financières et humaines insuffisantes pour travailler sur des solutions ou diffuser les résultats (Int1, WS-E). Les effets des formations de formateurs sont souvent considérés comme insuffisants – en plus des ressources limitées, le savoir-faire des personnes impliquées ne se concentre pas sur la professionnalisation de la production des petits exploitants.

La diffusion des résultats de la R&D jusqu'au producteurs est encore limitée par le manque de ressources des services de vulgarisation, malgré toutes les améliorations notées depuis 2012 (Int14/36/48/50). Les contraintes budgétaires, pour CARDER qui est en charge de l'évaluation des besoins, contribuent aussi à une faible considération des besoins des producteurs – les sujets de recherches sont plus influencés par ceux qui les financent (principalement des institutions internationales) que par les problèmes sur le terrain.

Les fonds publics pour la R&D sont de plus en plus limités ou liés à la recherche sur le coton (Int3/21/64). Par conséquent, les instituts de recherche doivent chercher des fonds et devenir plus dépendants des orientations et intérêts des institutions de financement, souvent des organisations internationales (In64). Certains se voient alors dans le besoin de faire du commerce, comme de vendre des semences améliorées ou, comme dans le cas du palmier à huile, des fruits, pour gagner en autonomie financière (Int52).

Impacts

La R&D, dans son état actuel, ne récolte que des effets positifs limités pour le secteur agricole. En effet, elle continue à affronter un certain nombre de défis, comme cités ci-dessus.

Toutefois, les personnes interrogées évoquent quelques résultats positifs de la R&D, p. ex. semences et plantules améliorées (coton, palmier à huile), production de viande et de produits lai-

tiers ou transformation à bas coût (Int4/21/52/58/61/64). Les nouveaux médias et un accès plus large à la télévision, la radio et/ ou à internet (cf. 3.1.1) ont augmenté la curiosité de la population rurale pour les innovations et a contribué à la diffusion de l'innovation. Toutefois l'adversité des agriculteurs face au risque, face à des techniques ou variétés innovatrices mais pas forcément vérifiées, ainsi que le manque de capital d'investissement pour adopter de nouvelles technologies freine cette curiosité (Int64). Certaines techniques comme, par exemple, l'épandage de fumier pour augmenter la fertilité du sol ou la gestion intégrée des nuisibles sont (en partie) rejetés parce qu'ils nécessitent plus de travail que les engrais ou pesticides chimiques – qui peuvent être onéreux s'ils sont achetés, et ne sont souvent pas disponibles pour les agriculteurs à petite échelle, mais que les agriculteurs ont pris l'habitude d'attendre du gouvernement (Int38).

Pour conclure, les structures de la R&D ont de bonnes chances d'atteindre leurs objectifs – des structures dans tout le pays avec une longue expérience institutionnelle, du personnel qualifié – mais manquent de moyens financiers ainsi que de liens appropriés avec le terrain pour enquêter et trouver des solutions aux problèmes de production des agriculteurs. Les structures et canaux pour la diffusion de résultats sont prévus mais ne peuvent pas, à l'heure actuelle, répondre aux attentes. La R&D représente donc un potentiel sous-utilisé pour la promotion de l'agriculture.

Résumé

L'agriculture et les cadres de la politique agricole ont une grande influence sur les processus de la transformation rurale car ils affectent les conditions économiques, sociales et environnementales d'existence d'individus.

La mise en œuvre incomplète de la stratégie agricole, en tant que principale caractéristique de la politique agricole béninoise, a des effets sur les moyens d'existence ruraux ainsi que sur la base de ressources naturelles : la production de coton et agricole en général, avec un approvisionnement insuffisant en intrants ou en autres sources de nutriments pour le sol mène à l'épuisement du sol et à une dégradation environnementale ; la diversification et la professionnalisation pour consolider le revenu des agriculteurs sont ralenties ; la productivité basse n'est pas affrontée, par conséquent, ni la R&D ni les services de vulgarisation n'ont les capacités et les moyens de soutenir de manière adéquate les agriculteurs dans leur production ; la basse productivité combinée avec le besoin d'augmenter la production mène à empiéter sur les terres qui n'étaient pas utilisées pour les cultures, affectant ainsi encore davantage l'environnement et les services éco systémiques déjà fragiles.

Certains producteurs (souvent pauvres) sont tentés de vendre leur terre. Ils se retrouvent sans moyen de gagner leur vie et forcés de déménager dans les centres urbains pour joindre la foule des citoyens vivant dans des conditions précaires (cf. 3.2.3).

Ainsi, l'exode rural est un effet de la politique agricole, car pour le moment elle ne contribue pas à créer des possibilités économiques dans de nombreuses régions du pays qui soient durables écologiquement et inclusives socialement. La politique est un moteur actif de la transformation rurale exclusive et non durable.

3.2.3 Réglementations quant à l'utilisation des terres et à la propriété foncière

La garantie de la propriété foncière et les règlements de l'utilisation des terres sont cruciaux pour les perspectives sur le long terme pour l'exploitation des ressources et la gestion des terres. En effet, de nombreux investissements dans des pratiques de gestion durable ne sont rentables qu'après un certain temps. Les règlements d'utilisation des terres et les droits de propriété peuvent être de puissantes institutions inclusives (selon la définition de Acemoglu & Robinson (2012)) comme le montre la valeur et l'intérêt des terres constamment en hausse au Bénin. Cette tendance s'accompagne d'une variété de droits fonciers, ce qui, mis ensemble, met en danger les moyens d'existence d'une partie significative de petits paysans, en particulier les plus vulnérables. Le cas du Bénin montre que même des acquisitions de terres à petite échelle peuvent, au final, créer une tendance exclusive et risquée, surtout quand la sécurité alimentaire est en jeu.

Propriété foncière coutumière au Bénin

Malgré la privatisation sous la domination française, le système béninois de propriété foncière est encore partiellement basé sur les droits coutumiers qui sont plus importants dans les zones rurales. Au Bénin, beaucoup de personnes pensent que la terre appartient au premier arrivé. Habituellement, les terres ont été transmises aux fils et l'héritage est reconnu par une cérémonie plutôt que par une documentation écrite. La transmission des terres est souvent informelle (Int31). Si quelqu'un meurt, il n'y a souvent pas de testament pour fixer la propriété de la terre (Int5). Dans la compréhension traditionnelle, un titre foncier n'est pas indispensable pour prouver que quelqu'un est le propriétaire (Int11). Dans certaines zones, il existe une gestion collective (WS-J). Elles sont traditionnellement gérées par des comités villageois (Int73). Cette situation de droits fonciers pluralistes peut engendrer des insécurités et des conflits.

Les systèmes fonciers coutumiers peuvent favoriser l'accès à la terre grâce au statut social ou l'appartenance à un groupe, permettant des contrats de location à court terme ou de partager les risques entre les utilisateurs du terrain et ceux qui se considèrent les propriétaires. Ces systèmes traditionnels de propriété foncière ne peuvent pas être considérés comme intrinsèquement inclusifs. Ils favorisent généralement certains clans et des acteurs riches et ayant du pouvoir, et, d'un autre côté, discriminent les groupes plus marginalisés comme les femmes ou les jeunes hommes (Aregheore, 2009).

Tendances

Les tendances sont difficiles à généraliser car elles dépendent fortement de la situation spécifique dans les deux régions d'étude et sont étroitement liées aux dynamiques démographiques (cf. 3.3.1). Elles comprennent :

- Les réglementations foncières exclusives et non durables, abordées dans le nouveau code foncier (2013) ;

- L'augmentation de la pression foncière en raison de l'expansion urbaine et de la croissance démographique, particulièrement flagrante dans le sud ;
- La disponibilité des terres stable dans les zones moins densément peuplées, dans le centre et au nord ;
- Les régions périurbaines sont confrontées à un afflux de population croissant et s'étendent dans les régions anciennement rurales.

En 2013, le parlement béninois a adopté un nouveau code foncier pour promouvoir plusieurs objectifs durables et inclusifs pas encore atteints. Un élément clé est que le sol doit être géré d'une manière rationnelle et durable (Article 315). Le nouveau code foncier prévoit que les terres qui ne sont pas utilisées soient mises à la disposition des utilisateurs potentiels. Un achat de plus de 2 hectares doit être approuvé par le conseil municipal. Les ventes de plus de 20 hectares sont sous la supervision du Ministère de l'agriculture. Les étrangers ne peuvent plus acheter de terres, mais ils sont autorisés à la louer (Int44). Le deuxième principe général est que « Tous les béninois ont une égale vocation à accéder aux ressources naturelles en général et aux terres agricoles en particulier, sans discrimination de sexe ou d'origine sociale » (Article 316). Le nouveau code foncier attribue le même poids au droit coutumier qu'au droit moderne. Il reconnaît officiellement la possession traditionnelle des populations locales et offre la possibilité de regrouper les propriétés individuelles en une propriété collective, comme celle d'une famille ou d'une communauté (Article 142). Ce qui peut être une manière de réduire ou d'empêcher la commercialisation des terres ou l'expansion urbaine. Un des avantages est que les femmes peuvent sécuriser leur droit foncier indirectement, en faisant reconnaître une propriété familiale ou collective (Dutilleul, 2013).

Jusqu'en 2010 peu d'efforts sérieux avaient été consacrés à la mise en place de véritables législations et réglementations foncières en général et de politiques de propriété foncière en particulier. Et ce, malgré un besoin évident de changer les réglementations de la propriété foncière et de l'utilisation des terres (Kakai, 2012, pp. 3–4). Par conséquent, les fonctions et installations les plus nécessaires – telles que les registres, impôts fonciers, etc. – n'étaient pas suffisamment mis en place (ibid.) et sont toujours considérés comme insuffisants maintenant (Int5/73).

Un bref passage en revue de la propriété foncière rurale

En 1993, le gouvernement béninois a posé les fondations d'un système légal du régime foncier révisé en introduisant le Plan Foncier Rural (PFR) comme un projet pilote abordant les problèmes mentionnés ci-dessus en rapport avec les systèmes coutumiers respectifs. De plus, de nombreux donateurs européens, avec le U.S. Millennium Challenge Corporation/Account (MCC/A) ont soutenu l'expansion du PFR et ont aidé à ce qu'environ 400 villages développent leur propre stratégies de mise en œuvre concernant la documentation des droits et ventes de terres coutumiers ou le référencement des propriétaires terriens et des contrats de location (USAID, 2013). Aucun soutien institutionnel n'a été fourni après la fin du projet dans une phase de suivi. Ainsi, de nombreuses municipalités ne mettent plus en œuvre le PFR et la propriété foncière suit de nouveau les règles traditionnelles (Int73).

La loi foncière rurale a été élaborée en 2007 par le gouvernement béninois pour renforcer le statut légal des terres coutumières en les convertissant en propriétés privées. Depuis, un projet financé par la coopération financière allemande (KfW) et mis en place par le Ministère de l'Agriculture, vise à mettre en œuvre un système de cadastre, actuellement dans 105 villages. Dans chaque village, un comité de 2-3 personnes gère le système de cadastre. Des inspecteurs, des intermédiaires sociaux et des résidents coopèrent pour fixer les limites et résoudre les conflits au niveau du village. Tout changement devrait être enregistré dans un système informatique au niveau municipal. L'objectif général est l'intégration de toutes les zones selon le cadre légal (Int73). Par conséquent, la loi foncière rurale fait la promotion de la sécurité juridique pour les transactions foncières à travers l'obligation de conclure un contrat pour toute sorte de transaction.

Dans la suite du processus de réforme, une véritable politique foncière a été élaborée and le « Livre blanc de politique foncière – décret portant Déclaration de politique foncière et domaniale au Bénin » correspondant a été approuvé par le gouvernement en 2010 (IS Academy on Land Governance for Equitable and Sustainable Development, 2012).

L'ANDF (Agence Nationale du Domaine et du Foncier) a été créée début 2016 afin de renforcer l'application des lois et réglementations grâce à une gouvernance améliorée. Elle est placée sous la supervision du Ministère de l'Économie et des Finances et des branches vont être établies au niveau régional et municipal. Toutes les activités des agences internationales de développement doivent s'aligner sur les procédures de l'ANDF (Int73). Il est impossible actuellement d'affirmer de manière sûre si le travail de l'ANDF est efficace et transparent.

Comme dans la plupart des départements du sud du Bénin, le centre économique du pays, la pression sur les terres dans les départements d'Ouémé et du Plateau est particulièrement haute. Une proportion grandissante des terres est utilisée pour construire des maisons et pour l'infrastructure, ce qui augmente le coût des terres, repoussant ainsi l'agriculture en dehors des villes et de leurs alentours (Int65). Même en dehors des villes les terres disponibles sont limitées en raison de la croissance démographique et de l'agrandissement des villages. Dans le département du Borgou, des terres sont encore disponibles mais la pression a considérablement augmenté en raison d'arrivées migratoires et d'une croissance démographique élevée continue. La dégradation des sols actuelle (cf. 3.4.1) réduit davantage la disponibilité en terrains de qualité pour les cultures.

À Parakou, la capitale du Borgou, et dans certaines municipalités avoisinantes avec une bonne infrastructure routière, les tendances sont similaires à celles du sud. La ville en expansion crée une insécurité foncière même dans les zones périphériques. La plupart des petits agriculteurs ne sont pas en possession d'un titre foncier formel et se sentent souvent obligés de vendre leurs terres pour une bouchée de pain avant d'en arriver à une situation conflictuelle et la division du terrain (Int24). Les entrepreneurs, les officiels gouvernementaux et d'autres personnes privées achètent de grands espaces dans la région et les assurent avec des titres fonciers (Int30).

Les résultats de cette étude montrent une tendance claire à l'augmentation de la pression sur la terre dans les zones périurbaines et dans les régions rurales faciles d'accès. Une des raisons principales semble être l'augmentation de la spéculation foncière de ces dernières années. Les petits agriculteurs les plus pauvres ayant besoin d'argent immédiatement vendent leurs terres (et sacrifient ainsi leur principale source de revenus pour le bénéfice à court terme) qui sont achetées par des personnes issues de la classe moyenne urbaine en tant que bien ou épargne. La terre reste souvent en jachère car le nouveau propriétaire ne s'intéresse pas à l'agriculture ou n'a pas les connaissances nécessaires (Int31).

Impacts

Les dynamiques actuelles ont augmenté la pression sur les terres, surtout dans les régions déjà densément peuplées et dans les zones périurbaines. La terre devient plus onéreuse, plus rare et les moins fortunés de ceux qui la travaillent sont davantage tentés de la vendre celle qu'ils cultivent pour récolter des profits sur le court terme. Ce qui aboutit à la transformation d'anciennes terres agricoles en terrain construit ou en friche – et force le vendeur à déménager en ville pour chercher des sources de revenu (Int65). En l'absence de dynamiques économiques créant des options génératrices de revenus en-dehors du secteur agricole, la diminution des terres agricoles a des conséquences négatives sur les opportunités économiques de la population, spécialement sur des plus pauvres. Comme il y a moins de terres agricoles disponibles, les agriculteurs sont obligés d'empiéter sur des terrains inutilisés jusqu'à maintenant, des terrains prévus pour le pâturage et les zones forestières, là où elles existent encore. Les dynamiques décrites limitent donc les options économiques et augmentent la pression sur les ressources restantes en pâturages et forêts.

Les conséquences des réformes sur la propriété foncière ne peuvent pas encore être évaluées ; le paragraphe suivant aborde donc les « impacts possibles » :

Le code est dirigé contre la spéculation foncière et devrait améliorer l'accès à la terre pour les agriculteurs, en particulier pour les petits paysans. Il s'agit d'une réaction au fait que de plus en plus de personnes issues de la classe moyenne urbaine achètent des terrains et ne les utilisent pas (Int31). Alors que, dans les entretiens, il est généralement estimé que le code foncier est « inclusif » et qu'il offre assez de protections contre la spéculation et les effets exclusifs indésirables, certaines personnes interrogées argumentent que des personnes trouvent des moyens de contourner la loi, p. ex. en morcelant leur propriété et en vendant les parties (WS-E, Int33/41/61).

Malgré toutes les protections, la formalisation de la propriété foncière peut exclure les petits agriculteurs, surtout les femmes, qui s'appuient sur des accords informels qui leur donnent accès à certaines parcelles de terrain. De plus, les procédures bureaucratiques complexes qui durent environ un an et sont assujettis à des frais (variables) continuent à créer des obstacles à l'obtention de titres fonciers, surtout pour la population rurale peu instruite avec un fort taux d'analphabétisme et pauvre (WS-E ; Int5).

Résumé

Alors qu'il est impossible d'identifier une tendance uniforme pour le pays entier en ce qui concerne la disponibilité en terres, ces dernières se font de plus en plus rares dans les zones déjà densément peuplées et périurbaines. Les terres agricoles prennent de la valeur à mesure qu'elles se raréfient et les zones anciennement rurales sont transformées en zones périurbaines et urbaines.

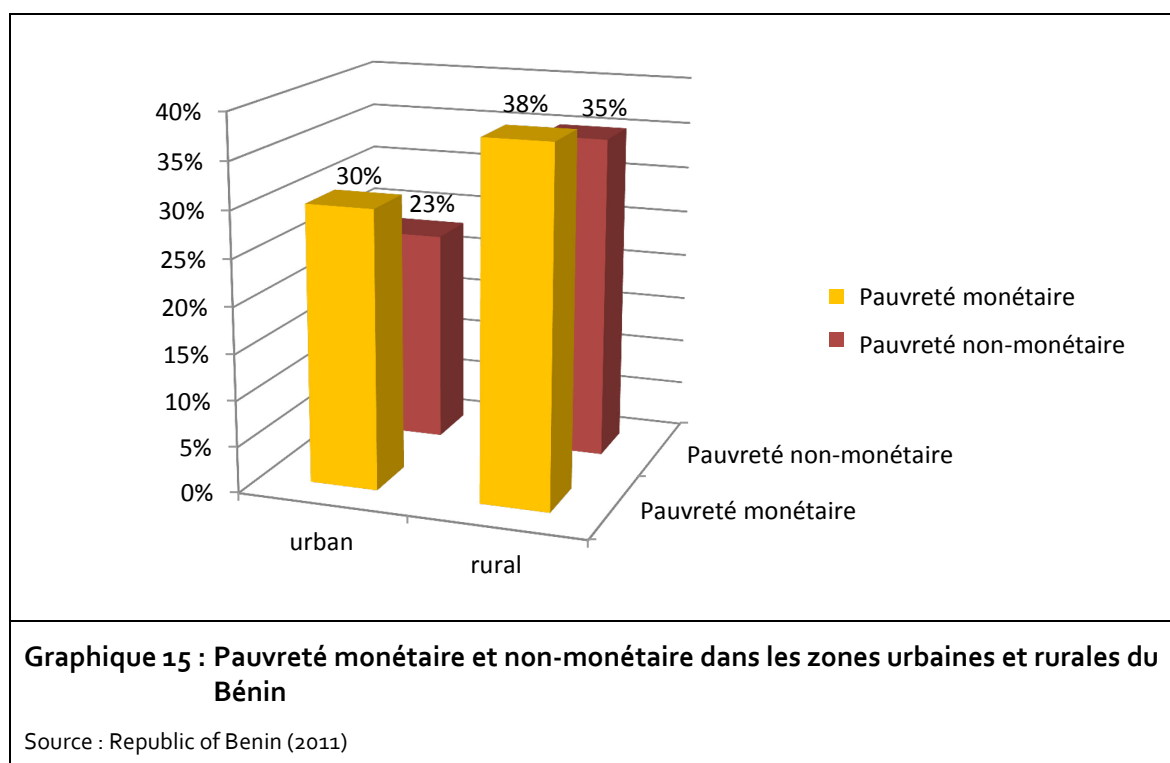
De nombreuses initiatives ont été prises durant les deux dernières décennies afin d'améliorer la sécurité foncière par de meilleures réglementations. La loi foncière rurale et le nouveau code foncier sont des étapes importantes pour harmoniser droits coutumiers et droit national ainsi que renforcer les droits fonciers des petits agriculteurs. Toutefois, les nouvelles réglementations ne sont pas entièrement mises en œuvre (Int33) en raison des, généralement, mauvaises performances des institutions gouvernementales béninoises. Il s'ensuit donc que seuls quelques petits agriculteurs enregistrent leur terre.

Les procédures administratives pour obtenir un titre foncier sont soumises à des coûts et constituent donc une barrière pour les plus vulnérables, ce qui signifie qu'elles peuvent avoir un effet exclusif sur les personnes pauvres des milieux ruraux. L'analphabétisme et l'absence d'instruction restent des obstacles supplémentaires considérables pour obtenir un titre foncier formel. En raison de la croissance démographique, il est plus urgent que jamais d'instituer une mise en œuvre efficace et durable de droits fonciers inclusifs et de réglementations foncières. Sinon, de grandes parties des moyens d'existence ruraux risquent de devenir plus vulnérables.

Les changements dans la propriété foncière et dans l'utilisation des terres ont une influence sur la transformation rurale car ils renégocient les possibilités économiques et créent de nouvelles situations dans les interactions sociales. Les directions de changements actuelles défavorisent les parties les plus pauvres de la population et sont donc intrinsèquement exclusives. En combinaison avec la croissance démographique et le manque de possibilités non-agricoles, elles augmentent aussi la pression sur les ressources naturelles et peuvent donc être qualifiées de non durables. Le gouvernement béninois a réagi à ce problème en adoptant un nouveau code foncier destiné spécialement à empêcher la spéculation foncière. Ses effets doivent être évalués précisément dans le futur – il est chargé d'un potentiel considérable pour influencer les changements d'une manière plus inclusive et durable.

3.3 Dynamiques sociales et différenciation

Les dynamiques sociales au Bénin sont caractérisées, d'un côté par une augmentation des liens entre les milieux urbains et ruraux, et d'un autre par des différences rural-urbain persistantes, dans les conditions de vie et la production. Ces dix dernières années, la pauvreté est restée stable au Bénin, autour de 36%, malgré une augmentation du PIB par tête (World Bank, 2016), et reste plus élevée dans les zones rurales : env. 38% de pauvreté monétaire et 35% de pauvreté non monétaire, contre 30 % et 23% respectivement dans les zones urbaines (Republic of Benin, 2011).



Les participants à l'atelier et les personnes interrogées ont identifié une tendance générale concernant la dimension sociale : l'augmentation de la pertinence des familles nucléaires en comparaison de la prévalence historique des familles élargies. Ils attribuent ces changements à des échanges et interdépendances plus forts entre les zones rurales et urbaines, à un plus haut niveau d'instruction et à l'influence des médias comme la radio et la télé. Ils appellent ce phénomène « mimétisme social » (WS-B, Int2/11/45). Avec ces changements et si le Code de la famille de 2004²⁵ gagne du terrain, ils s'attendent à plus d'égalité entre les sexes.

Malgré les efforts récents pour réduire le fossé entre les régions urbaines et rurales en ce qui concerne l'accessibilité des services sociaux et une légère tendance vers une meilleure infrastructure sociale dans les régions isolées, la pauvreté persistante, les services sociaux et l'infrastructure déficients font de la migration entre les zones rurales et urbaines une nécessité permanente pour les foyers avec les moyens d'existence les plus précaires. Ce chapitre nous donne une vue d'ensemble et quelques aperçus de la migration et les services sociaux en tant que composants clés de la dimension sociale de la transformation rurale au Bénin.

3.3.1 Dynamiques démographiques : modèles de migration et d'urbanisation

Les dynamiques démographiques décrivent la croissance démographique naturelle et les flux migratoires. Elles influencent la transformation rurale car la densité de la population est un déterminant clé de la pression exercée sur les terres, sur les ressources naturelles ainsi que sur l'infrastructure sociale ; les dynamiques démographiques peuvent influencer les marchés, une

²⁵ Dans le « Code des personnes et de la famille » l'assemblée béninoise attribue des droits égaux en tous points aux hommes et aux femmes (droits civils, héritage, propriété, participation, travail, etc.) (République du Bénin, 2004).

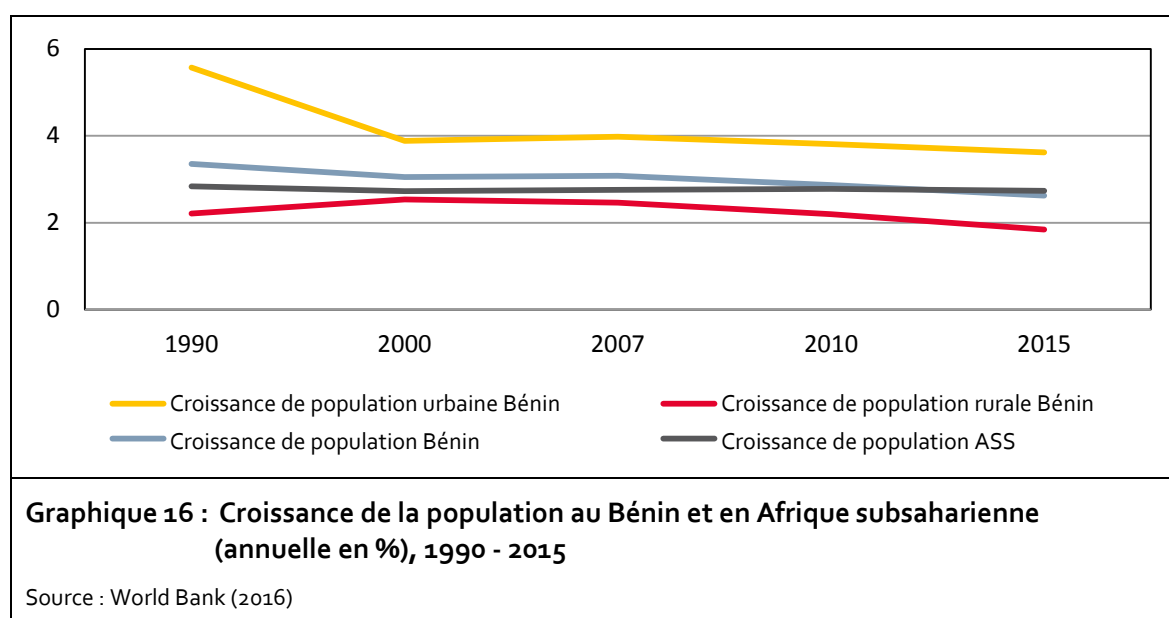
hausse de la population peut impliquer plus de concurrence pour l'emploi ou plus de demande pour certains biens et services.

Tendances

Le Bénin est caractérisé par les tendances démographiques suivantes :

- Une croissance démographique forte continue dans les régions urbaines et rurales ;
- Une urbanisation constante avec des signes de saturation dans les grandes villes du sud – une émigration de ces centres urbains commence ;
- Hausse de la migration vers le centre du Bénin en provenance du sud et du nord du fait de la migration entre zones rurales ;
- Croissance de multi-localités comme stratégie pour assurer les moyens d'existence ;
- Modification des modèles de migration internationale.

Le taux de croissance démographique annuel du Bénin reste fort, c.-à-d. que la tendance de croissance démographique continue. Le pays est classé 16^{ème} sur 235 avec une croissance annuelle de 2,75% (CIA, n.d.). En raison de l'immigration, ce nombre est plus élevé dans les zones urbaines (3,6%) que dans les zones rurales (1,9% – les deux en 2014) (World Bank, 2016). Les taux de fertilité du Bénin déclinent (7,02 en 1981, 6,36 en 1995 à 4,76 en 2014), cependant, le Bénin appartient aux 20 premiers pays au monde (CIA, n.d.).



Une autre tendance importante est l'urbanisation. En 2014, 43,5 % de la population totale vivait dans les zones urbaines, contre 34,5% en 1990 (World Bank, 2016). Les agglomérations urbaines du sud sont les zones les plus peuplées, comme la partie sud du Bénin de manière générale. Les zones urbaines principales dans le sud sont la capitale Porto-Novo, le siège du gouvernement à

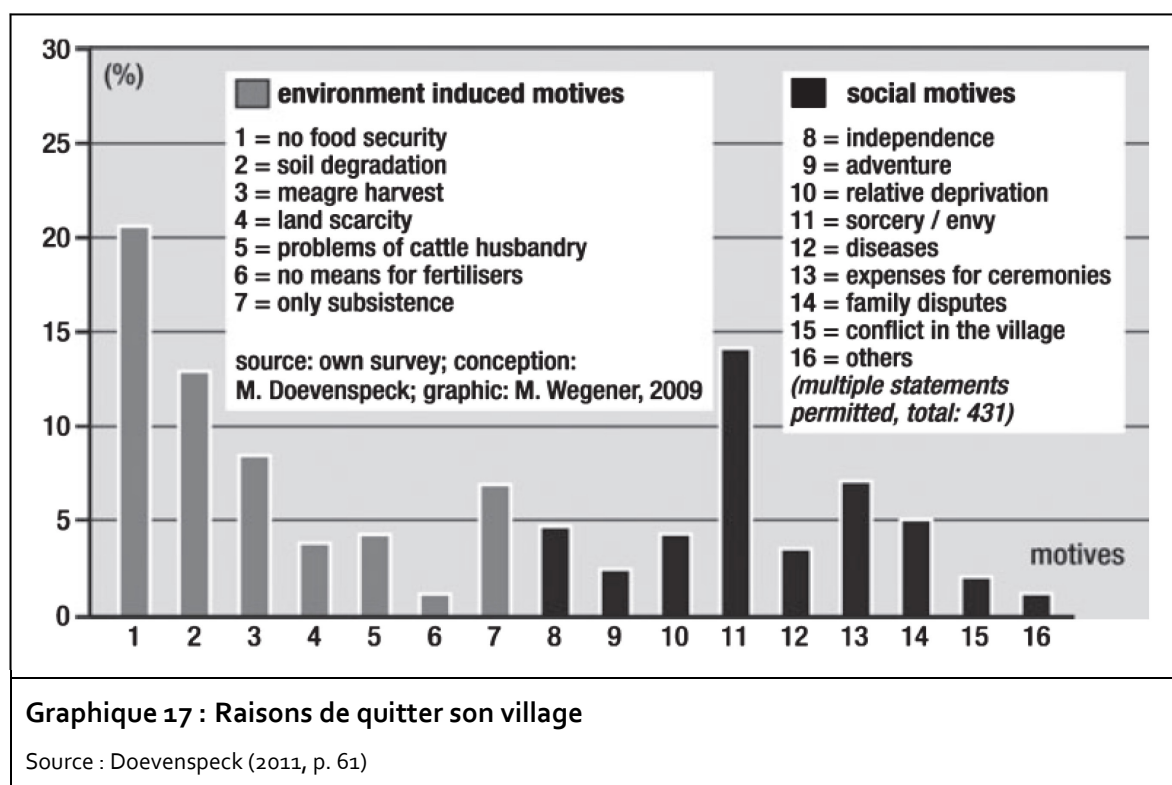
Cotonou et Abomey-Calavi ; le principal centre urbain au nord est Parakou (African Economic Outlook, 2012). Toutefois, des signes de saturation peuvent être notés localement : le département Littoral (Cotonou) a vu son taux de croissance moyen chuter depuis 3,76% entre 1979 et 1992 à 0,18% entre 2002 et 2013 alors que les villes voisines comme Abomey-Calavi et Ouidah ont grandi disproportionnellement et sont devenues des « villes dortoir » (INSAE, 2015, p. 4,8).

Une explication pour la croissance démographique des zones urbaines est l'exode rural (Int4/12/13/45/ 54). Les jeunes hommes, en particulier, quittent leur village pour chercher des revenus en ville (Int30/38) mais il y a aussi une tendance plus récente, une hausse de la migration de main d'œuvre, des jeunes filles qui vont travailler comme femmes de ménage ou nourrices. Comme elles acquièrent de l'expérience et améliorent leur statut social, ces jeunes femmes n'ont aucun problème à se marier avec un homme avec le statut social correspondant lorsqu'elles retournent au village (Int30). Par conséquent, la migration temporaire gagne en attrait auprès des filles et jeunes femmes. Certains petits agriculteurs vendent leurs terres pour travailler en ville et pensent partir pour de bon mais une partie importante dans la migration de main d'œuvre n'est pas permanente. Les personnes qui ont un travail mal rémunéré en ville dorment au village car le coût de la vie est inférieur dans les zones rurales (Int32). D'autres migrent temporairement après la récolte, pendant la saison sèche (Int2).

La migration agricole d'une zone rurale à une autre est caractérisée par des déplacements démographiques vers les états du centre, Donga et Borgou. D'un côté, les migrants venant du sud migrent de manière permanente en raison du manque de terres ou de manière temporaire pour travailler aux champs pendant la saison du coton (Int27), surtout quand les champs sont inondés dans le sud (Int48). D'un autre côté, les personnes qui viennent du nord migrent à cause d'une combinaison de manque de terres et de conditions climatiques défavorables. Cela concerne en particulier le département Atacora au nord-ouest, où l'espace agricole fertile est limité (Int14). Ce qui mène aux taux de croissance démographique les plus élevés du pays pour certains districts du Borgou et de la Donga et à un dépeuplement des régions défavorables à l'agriculture dans le nord et le nord-ouest (WS-B). De nouveaux villages s'élèvent autour de nouvelles routes et ponts et les villages déjà existants s'agrandissent constamment (Int12).

En plus des motifs liés à l'environnement, les structures et conflits sociaux ont également un impact sur les décisions de migration (Doevenspeck, 2011, p. 61) comme il est montré dans le Graphique 17. Les personnes interrogées au Borgou ont déclaré qu'ils migraient si les infrastructures de base, comme des écoles, des hôpitaux ou des ponts manquaient (Int19). Comme les prix des terres et la demande dans les zones périurbaines ont beaucoup augmenté, un bon nombre de petits agriculteurs vendent leur parcelle de terrain et quittent les zones périurbaines pour aller vers les municipalités voisines où, par conséquent, les terres se font également rares. Des terres sont encore disponibles dans les zones isolées (Int12), mais l'accès aux infrastructures et aux marchés est limité. Les personnes hésitent donc à migrer vers ces régions. L'importance des relations familiales a été prouvée puisque plus des deux tiers (71%) des personnes interrogées dans l'étude Doevenspeck avaient un lien familial avec au moins un membre des autres ménages de migrants du nouveau peuplement. Légèrement moins (66%) rendent visite à leur village natal au moins une fois par an et soutiennent leur famille restée au village en leur transférant de l'argent ou des denrées alimentaires (Doevenspeck, 2011, p. 63). Ceci indique qu'une bonne partie de la migration suit une logique de multi-localité des moyens d'existence (*multi-local livelihoods*) (Rauch et

al., 2016) et que la tendance vers une famille nucléaire mentionnée plus haut – qui implique l'érosion des relations de solidarité élargies – est ralentie ou altérée par des relations et dépendances continues entre les zones urbaines et rurales. Les conflits avec les propriétaires des terres sont une autre raison pour migrer : « *Numerous interviews confirm that legal uncertainty, especially regarding land tenure, appears to be the most important social driver for multiple migrations in rural Benin. In particular, (...) the withdrawal of cultivated land is quite frequent* » (de nombreux entretiens confirment que l'incertitude légale, en particulier concernant la propriété foncière, semble être le moteur social le plus important pour les migrations multiples du Bénin rural. En particulier, (...) le retrait des terres cultivées est assez fréquent) (Doevenspeck, 2011, p. 62) (cf. 3.2.3).



La stabilité politique, l'absence de conflit violent, la demande saisonnière en main d'œuvre et d'autres raisons attirent les migrants du Niger, du Togo, du Nigéria, du Burkina Faso et de France au Bénin (Dilip Ratha, Sanket Mohapatra, & Ani Silwal, 2011) (Int24) (Int1/14/24/54). Cependant la migration pour le travail depuis le Burkina et le Nigéria diminue en raison d'une production agricole en hausse dans les pays voisins et, par conséquent, une hausse de la demande en employés locaux (Int28). Les éleveurs du Niger, du Nigéria et du Burkina Faso et moins souvent du Togo traversent aussi la frontière durant la saison sèche (Int14). Pour l'émigration depuis le Bénin, la destination majeure est le Nigéria. Elle se caractérise par une migration temporaire pour le travail (Int2/48/55/65). Travailler là-bas pendant plusieurs mois amène assez d'économies pour acheter des biens importants, p. ex. des motos ou des appareils électroniques. Les émigrants travaillent aussi dans le secteur du commerce pour importer des produits tels que du gasoil/ de l'essence ou des appareils électriques car beaucoup de produits sont meilleurs marché au Nigéria (Int2).

Impact

Les modèles de migration mentionnés ci-dessus ont de multiples facettes et varient en intensité. La migration de main d'œuvre temporaire observée n'est pas nouvelle. Au contraire, il s'agit d'une stratégie éprouvée et souvent prospère pour diversifier les revenus. Cependant, la migration plus permanente d'une zone rurale à une autre, vers une région agricole favorable, participe de manière évidente à augmenter la pression sur la terre de la région de destination puisque plus d'agriculteurs sont en concurrence pour les mêmes ressources. Les propriétés sont souvent trop petites pour produire assez (Int38). Une conséquence est la surexploitation du sol cultivé (« *soil mining* » ou l'épuisement du sol) et des ressources naturelles en général, ce qui engendre une dégradation du sol et une déforestation accélérées ainsi que plus de pression sur les ressources en eau. L'expansion des agglomérations et du mode de vie urbains vers les zones rurales et périurbaines est l'une des conséquences des démarcations municipales saturées, des coûts de vie élevés et des hauts taux de pollution dans les centres urbains (INSAE, 2015, p. 8) (Int26/34). Augmenter les liens entre les zones urbaines et rurales fait également la promotion de la pénétration des modes de vie et modèles de valeur urbains dans le Bénin rural et participe à l'affaiblissement des attaches sociales et des filets de sécurité au sein des familles élargies (WS-B, Int2/11/45).

Résumé

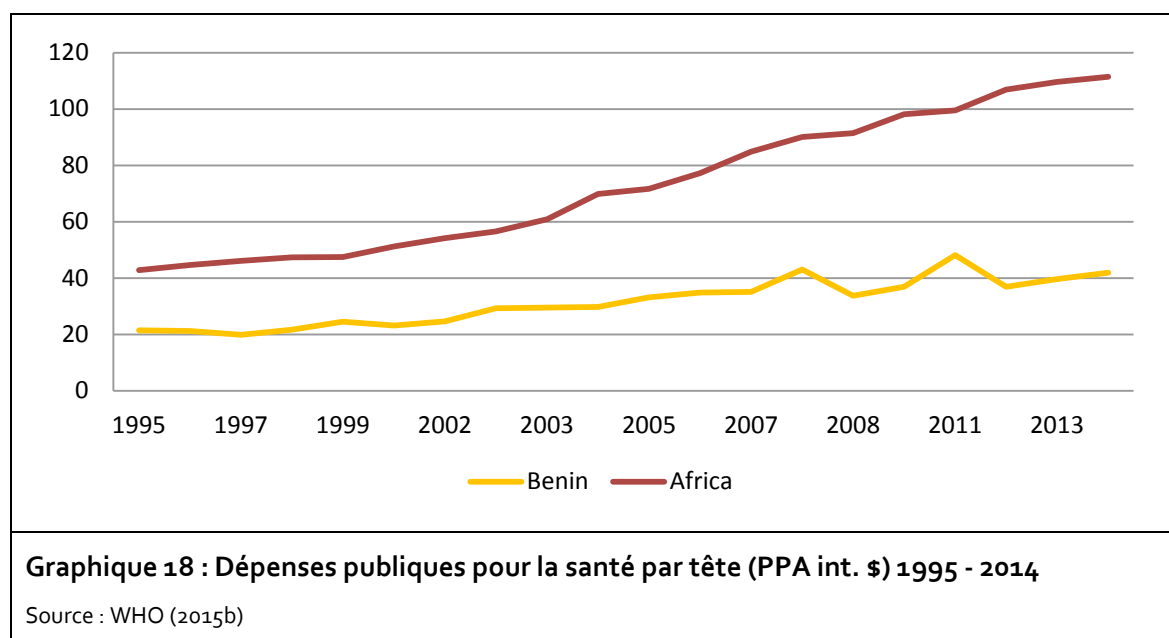
La croissance démographique générale et l'exode rural sont en train de mener à une saturation des principaux centres urbains du pays et à l'accélération de l'urbanisation des centres municipaux plus petits. Ces mouvements migratoires en augmentation intensifient les relations entre milieux ruraux et urbains et l'on peut remarquer une lente augmentation de l'infrastructure urbaine dans les zones anciennement rurales. La dégradation de l'environnement est un facteur majeur poussant à la migration, aussi bien vers des zones urbaines que rurales. De plus, la migration exacerbe la pression exercée sur les ressources naturelles. Les terres deviennent de plus en plus rares dans les zones accueillant des migrants ; le besoin de toujours plus de terres agricoles pour répondre aux besoins des nouveaux arrivants accélère la déforestation et intensifie l'épuisement du sol.

3.3.2 Services sociaux et infrastructure : tentatives pour affronter les défis

En raison de la forte croissance démographique et des flux de migration, les villes s'étendent, les villages se transforment en villes et de nouveaux quartiers apparaissent (Int34/WS-B). L'administration publique ne peut souvent pas suivre le rythme des dynamiques démographiques (Int16/52). Par conséquent, les infrastructures ne sont pas adaptées aux besoins de la population en hausse. Une surconsommation des ressources en eau potable et des infrastructures assainissements augmente le risque de maladies. Les bâtiments scolaires sont trop petits et les ressources humaines insuffisantes (Int16). Toutefois, l'infrastructure urbaine qu'on ne pouvait trouver que dans les espaces urbains autrefois, apparaît maintenant en partie aux zones rurales. De nouvelles infrastructures, comme des écoles, des hôpitaux et des routes, ainsi que des intercon-

nections croissantes, réduisent le contraste auparavant flagrant entre les zones urbaines et rurales, jusqu'à maintenant surtout dans les provinces en expansion du sud et du centre du Bénin. L'inégalité d'accès aux services publics entre les zones rurales et urbaines diminue lentement mais sûrement. En-dehors de ces effets positifs, l'interconnexion accrue entre les zones rurales et urbaines favorise la diffusion de problèmes plutôt urbains (surtout en lien avec des problèmes environnementaux et de sécurité) vers les sphères rurales et vice-versa.

Les dépenses dans l'éducation et la santé représentent un poste important du budget annuel béninois : en 2014, 21% des dépenses publiques étaient allouées à l'éducation (Global Partnership for Education, 2015) et 9,5 % au secteur de la santé. Malgré tous les efforts, la dépense gouvernementale par tête reste très en-dessous de la moyenne des États africains et la différence en dépense par tête augmente depuis 1995 (WHO, 2015b) (Graphique 18). Même si des efforts considérables ont été fait, l'efficacité dans la gestion des deux secteurs reste basse (Int16/18/41) et une distribution géographique équitable des ressources n'est toujours pas assurée (World Bank, 2017).



Santé

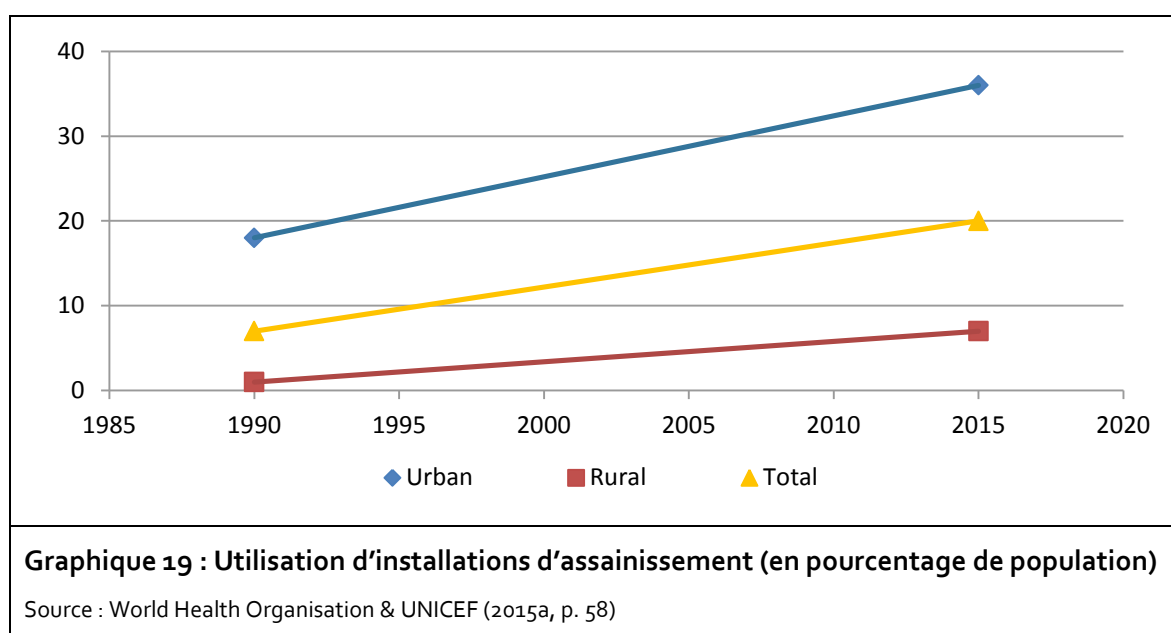
Tendances

Dans le secteur de la santé, il est possible de noter les tendances suivantes :

- Développements en décélération mais dans l'ensemble positifs des soins curatifs ;
- Amélioration des soins préventifs, particulièrement les soins de santé maternelle.

Les statistiques montrent des tendances positives dans l'ensemble dans le secteur de la santé, mais les développements positifs ont ralenti ces dernières années. La malaria est toujours la première cause de mortalité avec une prévalence de 41% (WHO, 2014, p. 1). Au niveau national, après la malaria, les infections respiratoires aiguës et les maladies gastro-intestinales sont les

causes principales de mortalité (Republic of Benin, 2011, p. 69). Dans les zones urbaines en particulier, la propagation des maladies hydriques comme le choléra est aggravée (Int15). L'une des raisons principales pour les maladies infectieuses, surtout les diarrhées, est l'accès insuffisant à l'eau salubre et aux sanitaires (Int15). Ce dernier a augmenté de 49% à 72% dans les zones rurales entre 1990 et 2015. L'écart entre les zones urbaines et rurales a été réduit et les cibles respectives des Objectifs du Millénaire (OMD) ont été atteintes (78% de la population béninoise a accès à de l'eau potable tandis que l'utilisation d'eau de surface est passée de 22% en 1990 à 2% en 2015). Toutefois, seuls 36% de la population béninoise dans les zones urbaines et 7% dans les zones rurales utilisent des installations d'assainissement en 2015, présentant une progression limitée vers cette cible des OMD (WHO & UNICEF, 2015, p. 58).



Les vaccins sont mis à disposition gratuitement dans le cadre de programmes des soins de santé maternelle avec comme objectif de couvrir tous les villages dans les zones rurales. Les mouvements migratoires fréquents constituent un problème car le suivi est difficile et les enfants ratent le deuxième ou le troisième vaccin. Des mesures pour sensibiliser et informer sur les soins de santé sont prises, et les informations cruciales, p. ex. sur les épidémies ou les comportements sexuels à risque, sont diffusées à la radio (Int15).

La prévalence du VIH dans la population entre 15 et 49 ans était de 1,1% en 2014, ce qui est bas en comparaison avec la moyenne subsaharienne de 4,5 ou la prévalence zambienne élevée à 12,4 (World Bank, 2016). Cependant, le taux d'infection augmente encore et le traitement demeure un problème (Doevenspeck, 2011).

Les tendances générales positives dans le secteur de la santé sont en partie à attribuer aux améliorations faites à l'infrastructure de santé béninoise. Davantage de centres de santé ont été construits dans les municipalités grâce aux allocations budgétaires nationales et au financement de la Banque Mondiale honorant des améliorations de prestation de services (Int55), des formations pour le personnel médical ont également été financées par la Banque Mondiale (Int55).

77% de la population a accès à une couverture médicale, mais seulement 44% de la population utilise des services de santé (WHO, 2014, p. 1). Les raisons de cette fréquentation plutôt faible sont multiples. L'une d'entre elles est que les moyens de transport pour atteindre les endroits isolés manquent, de plus, les routes dans ces zones sont souvent dans de mauvaises conditions (Int26). Surtout durant la saison des pluies, certains centres de santé sont inaccessibles. Par conséquent, les familles qui vivent loin ne sont souvent pas suivies. Un infirmier du département central Borgou estime que seuls 30-40% de la population rurale fréquente des centres de santé. Les autres utilisent la médecine traditionnelle, ce qui est parfois utile mais pas toujours efficace (Int45). Une autre raison réside dans le coût des traitements et des médicaments dans les centres de santé publics (Int15). Pendant la saison sèche en particulier, les gens n'ont pas les moyens de payer. En Ouémé-Plateau certaines personnes vont dans des cabinets médicaux privés où une consultation médicale coûte 100-200 CFA. Cependant, les plus vulnérables ne peuvent même pas payer ce petit montant. Dans la municipalité de Dangbo, il y avait un programme de soins de santé gratuits pour les résidents locaux, mais comme des personnes d'autres municipalités voulaient aussi utiliser ce service, il a dû être arrêté (Int55).

Malgré tous ces défis dans le soin curatif, des évolutions positives ont lieu dans les soins préventifs. Les femmes et leurs enfants sont le groupe cible principal du système sanitaire béninois. La tendance concernant la santé des femmes des positive depuis les années 80. À cette époque il n'existait pas de planning familial, les moyens de contraception étaient difficiles à obtenir. Maintenant le système de planification familiale a un certain impact. Depuis 2011, les soins de santé pour les mères et enfants de moins de cinq ans sont gratuits (UNFCCC, 2013, p. 2). En 2012, 84% des naissances ont eu lieu avec l'accompagnement de professionnels de la santé (WHO, 2014, p. 2). Cependant la mortalité maternelle reste élevée.

Impacts

L'espérance de vie est passée à 59,2 ans entre 2010 et 2015 (UN DESA, 2013, p. 74), elle est donc proche de la moyenne régionale des pays subsahariens. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans et le taux de mortalité maternel a chuté presque de moitié entre 1990 et 2012 (WHO, 2015a), cependant, la réduction de la mortalité maternelle est très lente en comparaison avec les autres pays de la région (WHO, 2014).

De nos jours, pratiquement chaque district possède une infrastructure de santé (Int26), même si l'inégalité géographique dans la distribution des services et centres de santé persiste en défaveur des zones rurales (ibid.). Toutefois, le manque de personnel qualifié et d'équipement médical continue à ralentir le fonctionnement du système sanitaire béninois (Int26). Les maladies sont évoquées comme étant un raison mineure entre les motifs sociaux variés pour la migration (Graphique 17), (Doevenspeck, 2011)²⁶.

Les assurances médicales sont un outil important pour améliorer l'accessibilité financière au système médical, surtout pour les ruraux les plus pauvres. Certaines solutions à petite échelle pour une mutuelle de santé existent mais leur couverture est limitée. Il n'y a toujours pas d'assurance pour les plus vulnérables. Une nouvelle initiative tente d'affronter les défis du système de santé

26 « maladies » arrive 6^{ème} sur 9 catégories de réponses pour les raisons de migration ; le niveau de santé et les infrastructures de santé qui l'influencent ne devraient donc pas être surestimés comme facteurs poussant à migrer.

actuel en créant un système national d'assurance maladie. Il est basé sur un système solidaire où chaque famille doit payer un montant mensuel de 1000 CFA mais ne fonctionne toujours pas car les fonds n'ont pas été débloqués (Int15/26/32).

Résumé

Pendant les dernières décennies, des efforts remarquables ont été fournis pour améliorer l'infrastructure de santé et la couverture médicale préventive béninoises. L'accès à de l'eau potable sécurisée et la santé des mères et des enfants se sont améliorés de manière significative. D'autres améliorations vont être nécessaires car le pays est en retard pour la plupart des OMD concernant la santé, même si quelques sous-objectifs ont été atteints pour les objectifs 4 et 6. La population des zones rurales a encore moins accès aux services de santé. De plus, la pauvreté monétaire et les barrières socioculturelles limitent l'utilisation des infrastructures et services existants dans les zones rurales.

Une infrastructure de santé améliorée peut modeler la transformation rurale. La bonne santé détermine non seulement les capacités au travail physique mais aussi les attentes et aspirations qui motivent les individus. De mauvaises conditions de santé et les coûts des traitements limitent les biens et les capacités d'investissement des moyens d'existence ruraux. Le fossé des services de santé ruraux est une limite aux potentiels de la transformation rurale inclusive.

Éducation

Un niveau d'instruction plus élevé peut ouvrir des opportunités pour les moyens d'existence ruraux, comme les compétences de base en calcul et lecture/écriture facilitent l'accès aux crédits et l'acquisition de titres fonciers. De plus, les personnes mieux éduquées ont plus de chances d'adopter de nouvelles technologies agricoles car elles sont confrontées à plus d'informations. Il est également plus probable qu'elles adoptent de nouveaux modèles de valeur et des normes sociales en évolution – et qu'elles cherchent éventuellement des possibilités économiques dans les centres urbains et accélèrent l'exode rural.

Le Bénin a une structure éducative formelle selon le 6-4-3. L'école primaire dure six ans et s'adresse aux élèves entre 6 et 11 ans. Le secondaire est composé de deux cycles : premier cycle du secondaire (classes de la 6^{ème} à la 3^{ème}), et deuxième cycle du secondaire (classes de la 2^{nde} à la terminale). L'école primaire est gratuite et obligatoire (IBE, 2011).

Tendances

Au Bénin, les tendances suivantes peuvent être observées dans le secteur éducatif :

- De légères améliorations dans l'infrastructure, les inscriptions et les taux de réussite mais une dépendance aux donateurs persistante ;
- Un manque constant de valorisation de l'éducation et le taux élevé d'abandon de l'école qui en découle.

Les dépenses pour l'éducation sont passées de 14,7% des dépenses publiques totales à 26,1% en 2012 (UNESCO, 2015, p. 386) pour diminuer légèrement et atteindre 21% en 2014 (Global Partnership for Education, 2015). Bien que le gouvernement ait montré une volonté politique de réformer le système éducatif, le financement dépend largement de donateurs (Engel, Cossou, & Rose, 2011, p. 6) (Int29). L'infrastructure éducative a été étendue, il y a maintenant plus d'écoles et les distances de moins de 5 km dans la plupart des zones (Int2/16/32). Toutefois, les bâtiments scolaires ne sont pas tous en bon état, parfois, même le mobilier de base, comme les chaises, manque (Int2/18) et des enseignants qualifiés ne sont pas toujours disponibles (cf. 3.2.1).

Dans l'ensemble, les taux de scolarisation et d'achèvement du primaire ont augmenté au cours des dernières décennies. En 2012, le Bénin faisait partie des onze pays africains avec un taux d'inscriptions net supérieur à 90% (UNECA, AU, AfDB, & UNDP, 2015). En 2013, 76% de tous les étudiants ont terminé le primaire contre seulement 19% en 1990. Cependant, il y a toujours un écart entre les sexes : en 2013, 83% de garçons et seulement 68% de filles terminaient l'école primaire (World Bank, 2016).

Graphique 20 : Taux d'achèvement scolaire au Bénin et en Afrique subsaharienne 1990, 2000, 2013

		Bénin			ASS		
		1990	2000	2013	1990	2000	2013
Taux d'achèvement de l'école primaire (% du groupe d'âge en question)	garçons	26,37	49,31	82,94	59,59	59,51	72,08
	filles	11,18	25,33	68,35	48,39	49,55	66,11
	total	18,65	37,26	75,68	54,04	54,57	69,13
Taux d'achèvement de l'école secondaire (1 ^{er} cycle) (% du groupe d'âge en question)	garçons	10,64	20,90	54,99	25,48	28,70	41,81
	filles	2,49	9,28	35,29	18,35	22,29	34,02
	total	6,48	15,04	45,16	21,91	25,49	37,93

Source : World Bank (2016)

La raison principale de l'augmentation de l'assiduité scolaire est l'introduction de l'éducation primaire gratuite en 2006. Le gouvernement a octroyé des subventions aux écoles pour couvrir les frais de scolarité et l'achat de manuels dans les zones défavorisées. Néanmoins, les personnes interrogées rapportent que les parents doivent payer pour du matériel scolaire tel que les livres d'exercices, les stylos et l'uniforme (Int2/41) ainsi que pour les examens deux fois par an (Int29). Cela est d'autant plus le cas pour l'éducation secondaire. Les taux de déscolarisation sont les plus hauts pour les enfants du quintile le plus pauvre et sont plus élevés pour les enfants issus du milieu rural que des zones urbaines.

En 2013, 45% ont terminé le premier cycle du secondaire, avec des taux d'achèvement nettement plus élevés pour garçons que pour filles (55% vs 35%) (Graphique 20). Ces nombres montrent un fossé entre les sexes qui se creuse avec le niveau d'éducation. Le décrochage scolaire affecte plus largement les filles que les garçons, en raison d'une grossesse, mariage (après lequel, selon le rôle traditionnel, elles doivent être à la maison et gérer le foyer - Int2) ou les tâches ménagères

(Int18/29/30). Les rôles genrés traditionnels sont dominants dans la plupart des zones rurales, en particulier dans le nord. De plus, il y a un large fossé entre zones urbaines et rurales : dans les zones urbaines, il y a deux fois plus de jeunes allant dans le secondaire que dans les zones rurales (EPDC, 2010, p. 3f). En 2006 seuls 2% de la population âgée de 15 ans et plus possédait une éducation post-secondaire (Wagdy Sawahel, 2009).

En plus des contraintes financières, les personnes interrogées ont aussi mentionné qu'une partie de la population rurale ne voyait toujours pas la valeur de l'éducation et que les enfants ne finissaient pas l'école soit parce qu'ils cherchaient un emploi rémunéré, soit parce qu'ils travaillaient dans les champs familiaux (Int41), parfois pour payer les frais des frères et sœurs plus jeunes (Int18). Pendant la saison des pluies, davantage d'enfants travaillent dans les champs et les salles de classe sont assez vides durant cette période (Int41). En particulier les Peulhs, une ethnie pratiquant le pastoralisme transhumant dans le nord et le centre du Bénin, fait souvent l'expérience que l'élevage est plus lucratif qu'aller à l'école régulièrement. Les conditions du système scolaire formel (calendrier, lieu) entrent en contradiction avec leur mode de vie et de production. L'absentéisme scolaire – comme l'on peut voir dans le cas des Peulhs – peut aussi être fondé sur les logiques de modes d'existence ruraux spécifiques. Ils sont souvent scolarisés pour une courte période puis décrochent tôt (Int18) (cf. encadré « Les éleveurs en danger d'exclusion sociale ? »).

Certains parents questionnent aussi l'utilité de l'éducation scolaire car la qualité de l'éducation reste assez basse au Bénin (Int16). Cela s'explique en partie par le manque d'enseignants qualifiés qui a suivi la fermeture des écoles de formation des enseignants à la fin des années 80 (Engel et al., 2011, p. 4). Un autre problème consiste en le manque d'incitation à travailler en tant qu'enseignant ou la nécessité de trouver une autre source de revenus : les salaires sont souvent versés en retard et, dans certains cas, les parents doivent payer le salaire des enseignants locaux (Int16/18/41). Les grèves des enseignants sont un phénomène courant (Bogino & Sack, 2012, p. vii), surtout dans les zones rurales où les conditions de travail et d'hébergements pour les enseignants sont souvent les pires (Int16). Enfin, le nombre d'élèves est trop élevé pour que l'enseignant soit en mesure d'accompagner le processus d'apprentissage de tous les étudiants. Le Bénin a un des ratios étudiants/ enseignant les plus élevés d'Afrique subsaharienne pour les écoles primaires (47:1) (Ness & Lin, 2015, p. 287).

Une autre critique a été émise concernant le cursus qui est encore dans une grande mesure repris des pays européens et non orienté vers l'enseignement de capacités pratiques (p. ex. la formation professionnelle) (Int41). Le marché du travail est généralement dans une situation très difficile au Bénin et l'éducation scolaire ne contribue pas à l'améliorer. À la fin de leur scolarité de nombreux étudiants ne trouvent pas de travail car ils ne répondent pas aux exigences du marché du travail béninois limité (Int16). C'est pourquoi les familles les plus riches envoient leurs enfants dans des écoles privées où la qualité de l'éducation est souvent meilleure car les enseignants ne font pas grève et la taille des classes est plus petite (Int16/19).

Impacts

Malgré un meilleur accès, la qualité de l'éducation est encore basse. Avec l'augmentation du nombre d'élèves et la détérioration du ratio enseignant/ étudiants, la qualité baisse encore – et avec elle, la réputation de l'éducation scolaire formelle et des enseignants, qui est déjà basse en général (Int41).

Le fossé entre les sexes persistant réduit les options économiques pour les femmes. Elles ouvrent habituellement un petit commerce et travaillent dans la transformation des produits agricoles. En revanche, selon les rôles de genre patriarcaux, les hommes doivent gagner de l'argent et donc continuer d'aller à l'école pour acquérir de nouvelles compétences (Int18).

Les frais et les dépenses ont un effet social d'exclusion. Dans les zones rurales, la majorité des familles n'a pas les moyens de payer l'éducation primaire et secondaire primaire et encore moins les écoles privées. Leurs enfants sont donc mal préparés au marché du travail (urbain) et à améliorer le revenu agricole.

Résumé

Les taux d'inscription et d'achèvement de l'éducation primaire ont évolué dans une direction positive ces dernières années. L'assiduité scolaire dans le secondaire est encore en retard, surtout pour les filles. Mais les chiffres étaient également en augmentation durant la dernière décennie. Cependant, la qualité de l'instruction ne peut pas tenir le rythme : les cursus ne sont pas adaptés aux besoins généraux des étudiants et à la demande du marché du travail. De plus, les grandes classes, les professeurs trop peu nombreux et pas assez qualifiés, sont les principaux obstacles à de meilleurs résultats d'apprentissage. Ces points faibles du système éducatif public sont pires dans les zones rurales.

Des compétences de base en calcul et en lecture facilitent l'accès aux crédits et l'acquisition de titres fonciers. En outre, les personnes mieux éduquées sont davantage susceptibles d'adopter de nouvelles technologies agricoles car elles sont exposées à plus d'informations et ont les capacités de calculer les bénéfices et les pertes et ainsi d'évaluer les risques inhérents à toute nouvelle technique et technologie. Les écoliers peuvent aussi enseigner à leurs parents ce qu'ils ont appris à l'école, une méthode qui a déjà été utilisée pour améliorer la santé et l'hygiène dans les zones rurales (Int29). Une infrastructure sociale fonctionnelle est également un important critère d'implantation pour rester dans les zones rurales. En effet, les familles sont plus susceptibles de quitter les villages qui n'ont pas d'école ou de service de santé.

Les zones rurales au Bénin sont encore caractérisées par des désavantages structurels significatifs. L'accès aux services sociaux continue d'être plus difficile et la qualité est souvent inférieure car les infrastructures et le recrutement de personnel d'enseignement ou médical est encore caractérisé par un déséquilibre au profit des zones urbaines. De tels désavantages freinent généralement les possibilités pour une transformation rurale inclusive socialement – et c'est ce qu'ils font au Bénin, comme le montrent encore les indicateurs de santé et d'éducation.

3.4 Dynamiques écologiques – tendances générales

Les dynamiques écologiques, en tant que base des moyens d'existence ruraux dans une société en grande partie agraire, sont un facteur clé de la transformation rurale. Au Bénin, une législation faible, les paramètres institutionnels et le manque de sensibilisation, combiné avec une forte croissance démographique, ont mené à une surexploitation et une dégradation importantes des ressources naturelles, ce qui a entraîné une augmentation de la pénurie de ressources. Cette évolution est exacerbée par le changement climatique, elle affecte les rendements agricoles et l'élevage ainsi que la disponibilité des services éco systémiques. Des mesures d'adaptation, de conservation et de réhabilitation sont nécessaires pour parvenir à une inclusion sociale et une durabilité écologique.

3.4.1 Ressources naturelles : sols, pâturages, eaux et forêts

Le Bénin dispose de différents écosystèmes qui constituent la base de son développement socio-économique et culturel. Comme une grande partie de la population vit sous le seuil de pauvreté (cf. 3.1), elle dépend de la (sur)exploitation des ressources naturelles pour survivre (Aregheore, 2009, p. 9).

La gouvernance des ressources naturelles reste faible. La mise en œuvre insuffisante des stratégies et politiques au Bénin représente une question de gouvernance générale (3.2.2). De même, les politiques de gestion des ressources naturelles ont des retards dans leur mise en œuvre, comme l'illustrent les deux exemples sur la biodiversité dans l'encadré ci-dessous.

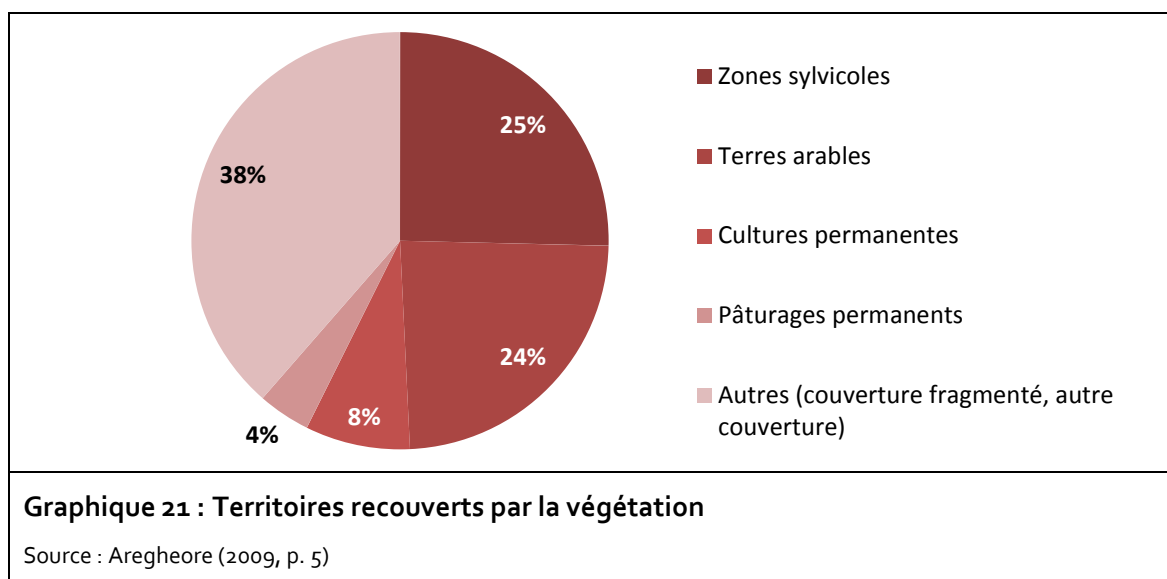
Défis dans la mise en œuvre de l'UNCCD et de l'UNCBD

Le Bénin est lié à différentes conventions internationales sur les ressources naturelles comme la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (*UNCCD*) ou la Convention sur la Diversité Biologique (*UNCBD*). Une évaluation de la gamme de produits du fonds pour l'environnement mondial a identifié quelques défis : d'un côté, ils font l'expérience d'un manque de capacités pour développer des propositions de projets et accéder aux fonds internationaux. D'un autre côté, il y a des difficultés au niveau de la mobilisation de ressources intrinsèques dans la mise en place effective, et dans l'intégration et la coordination intersectorielles (GEF, 2008, p. 4). La connexion et les synergies entre les différentes catégories de ressources naturelles, comme dans l'agro-sylvo-pastoralisme ou la sylviculture n'ont pas encore été reconnues et/ ou soutenues (Int22). Par exemple, les institutions et politiques responsables du développement agricole ne prennent pratiquement pas en compte le changement climatique. De même, les organisations qui s'occupent du changement climatique n'ont pas de réelle expertise dans les sujets de l'agriculture (Momouni, Ismail M. & Idrissou, Latifou A., 2013, p. 21).

En 2010, les Stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) (2011-2020) envisageaient d'installer une gestion des ressources naturelles efficace, entre autre grâce à la création d'un cadre viable pour la coordination, le contrôle et le guidage de toutes les activités nationales de gestion de la biodiversité. En 2014, ce cadre n'existe toujours pas (Convention sur la Diversité Biologique (CDB), 2014, p. 70).

Terres, sols et pâturages

Un sol ferrugineux favorable à l'agriculture couvre 82% du pays. Les sols minéraux, peu développés, de la région de l'Atacora, ainsi que les sols sablonneux le long de la côte sont moins fertiles. Le territoire cultivable total béninois s'élève à environ 62,5%. Seuls 20% en sont exploités actuellement en raison d'une faible mécanisation agricole, d'exploitations peu nombreuses et du système foncier (3.2.3.) (Aregheore, 2009, pp. 5–6). Le Graphique 21 donne une vue d'ensemble de l'étendue des différentes couvertures végétales du pays.



Tendances

Les tendances principales concernant les ressources terrestres et les pâturages sont :

- Une dégradation continue des ressources terrestres en raison de l'épuisement, du manque de sensibilisation à une gestion durable, et l'insécurité de la propriété foncière ;
- L'extension des terres agricoles, des périodes de jachère de plus en plus courtes ;
- L'augmentation de la dégradation des pâturages à cause d'un bétail en surnombre dans trop peu de pâturages (transformation des pâturages en terres agricoles ; pluviométrie irrégulière) ;
- Les produits agrochimiques sont toujours massivement utilisés pour le coton.

La croissance démographique a été rapide tout le long du 20^{ème} siècle dans le sud du pays, dont Ouémé-Plateau. Elle s'est accompagnée d'un changement de modèle d'utilisation des sols : la végétation a été défrichée et mise en culture, souvent des cultures intercalaires de cultures vivrières et de palmiers à huile ponctuées de monocultures de palmiers (Igue, Floquet, & Stahr, 2000, p. 230). Le centre du Bénin, dont Borgou, a également connu une forte croissance démographique, en partie naturelle, en partie due à l'immigration de populations depuis le plateau au sud et la région de l'Atacora (Int31). La mosaïque de cultures et jachères s'est étendue tandis que

la forêt, la savane boisée et la savane arborée ont diminué (Igue et al., 2000, p. 231). Cette intensification de l'utilisation des terres a affecté les sols relativement peu fertiles. Comme la population continue d'augmenter, les deux zones d'études sont confrontées à une forte demande en terres agricoles (Int19/22/38/42).

Au même moment, l'extension agricole transforme les pâturages en terres cultivées et rend ainsi les activités économiques d'élevage plus difficiles. En combinaison avec des pluies de plus en plus irrégulières (cf. 3.1.2), cet empiètement sur les pâturages augmente le nombre d'animaux et le temps passé par zone de pâturage. Ainsi, la qualité des pâturages diminue à cause du tassement et du surpâturage au-delà de leurs capacités régénératives ((Convention sur la Diversité Biologique (CDB), 2014). D'autres stratégies consistent à s'éloigner plus ou à faire paître sur des terres cultivées. Cette dernière solution représente une source de conflits croissante (Int20/22/53).

L'emphase persistante sur le coton comme seule culture d'exportation importante a mené à ce que jusqu'à 90% des engrais chimiques lui soient réservés (Aregheore, 2009, p. 6). Les intrants chimiques sont souvent soit sous-utilisés, car peu disponibles, ou mal utilisés ; en effet ils sont normalement importés depuis les pays voisins comme le Ghana ou le Nigéria et n'ont donc pas de notice d'instructions en français (Int3/11/50/51). Le gouvernement subventionne et distribue de l'engrais pour le coton, mais des engrais adaptés à d'autres cultures sont plus difficiles à obtenir, excluant ainsi la plupart des petits exploitants. Les agriculteurs utilisent donc les engrais pour le coton pour d'autres cultures (Int67). Même si cela ne change rien à la qualité du sol, les cultures ne reçoivent pas la composition et la quantité optimales de nutriments, ce qui affecte les rendements. De manière générale, il semble qu'il y ait un manque de sensibilisation à la gestion durable et aux conséquences de la surexploitation due à des services de vulgarisation inadaptés (Int69) (cf. 3.2.2). Cela s'accompagne d'une absence de recherche quant aux effets environnementaux sur le long terme des pesticides et autres produits chimiques dans l'agriculture (Int21). De même, le surpâturage est dû, d'un côté à des cheptels trop importants ignorant la capacité des sols, d'un autre côté aux régimes fonciers exclusifs (Convention sur la Diversité Biologique (CDB), 2014, p. 21; Direction de l'aménagement du territoire, n.d.; Saïdou, Kuyper, Kossou, Tossou, & Richards, 2004).

En dehors de la prise de conscience, les pratiques non durables peuvent aussi être liées à la propriété foncière non sécurisée qui apparaît suite aux migrations intérieures. Une étude sur la sécurité foncière et la gestion de la fertilité des sols explique la pratique des jachères à court terme comme suit : « (...) *the adoption of long-term fallow in Benin may result in the loss of the migrant's land use right. Fallow of long-duration may be considered as non-occupied land and allocated to migrant newcomers.* » (l'adoption d'une jachère sur le long terme au Bénin pourrait entraîner la perte du droit à l'utilisation des terres par les migrants. Une jachère de longue durée pourrait être considérée comme inoccupée et affectée à des migrants nouvellement arrivés) (Adjei-Nsiah, Saidou, Kossou, Sakyi-Dawson, & Kuyper, 2006).

Impacts

La diminution des matières organiques et de la fertilité naturelle a pour conséquence une demande de plus en plus élevée en engrais pour maintenir le rendement (Int24). La productivité agricole diminue, ce qui pourrait augmenter encore l'insécurité alimentaire sur le long terme (Int12) – en 2014, 12% de la population était considérée comme « en insécurité alimentaire » et

13% « à risque d'insécurité alimentaire »²⁷(WFP, 2014, p. 76). De plus, les sols appauvris perdent complètement leur couverture végétale, ce qui, ensuite, intensifie l'érosion par le vent et l'eau. D'un autre côté, l'érosion mène à l'envasement des cours d'eau et à des inondations (Int51). Par conséquent, les paysans commencent à migrer vers des régions plus favorables à l'agriculture (Int31).

En raison de la surexploitation, la capacité régénérative du pâturage est freinée et la désertification stimulée (Convention sur la Diversité Biologique (CDB), 2014 ; Direction de l'aménagement du territoire, n.d.), ce qui diminue le nombre de pâturages disponibles et réduit la qualité et la quantité de fourrage (Convention sur la Diversité Biologique (CDB), 2014, p. 21) (Int20/22). À mesure que les pâturages se font rares (Int22), le bétail doit, déjà maintenant, parcourir des distances plus longues en recherche de fourrage (Int3) et les bergers entrent souvent dans des zones agricoles, ce qui entraîne des conflits (Int20/22/53) (cf.3.3.1).

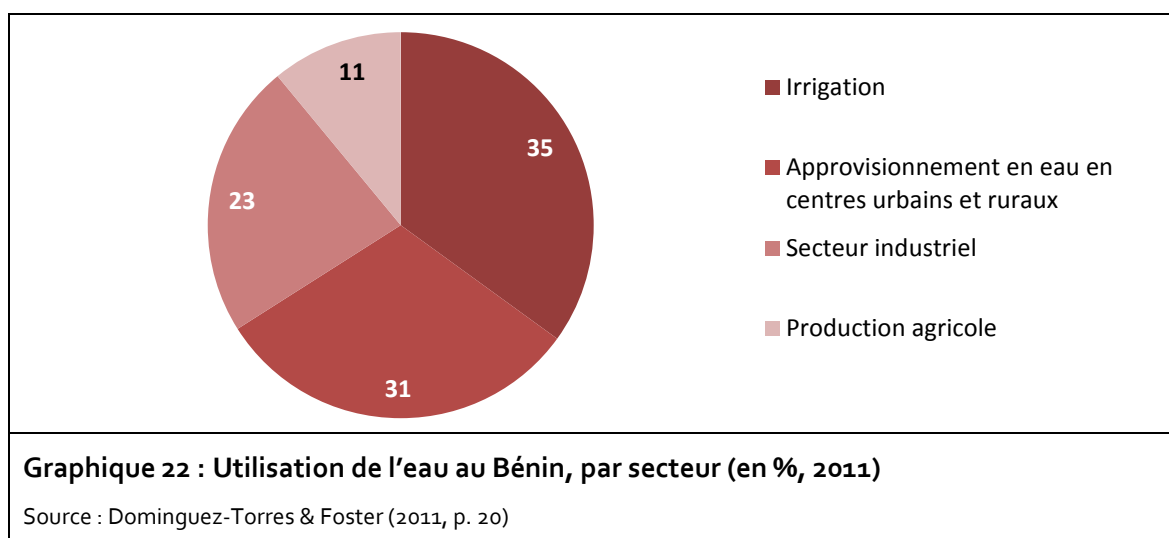
Jusqu'à maintenant, quelques initiatives isolées menées par des ONG locales veulent rendre la production agricole plus durable. Toutefois, ces initiatives n'ont pas (encore) atteint une grande échelle.

Gestion de l'eau

Les ressources en eau du Bénin sont estimées à 15 milliards m³/ an dont environ 2 milliards m³ souterraines et 13 milliards m³ à la surface. Actuellement, moins de 3% des ressources sont exploitées. Le Partenariat Mondial de l'Eau (*Global Water Partnership*) (2010) prévoit que le pays n'a besoin que de 40% de ces ressources pour répondre à ses besoins de développement d'ici à 2025. Les impacts du changement climatique qui altèrent la disponibilité en eau n'ont toutefois pas été pris en compte. De plus, les ressources en eau ne sont pas distribuées équitablement sur le territoire et dans le temps, ce qui peut causer un stress hydrique pour une partie de la population si la gestion fait défaut. Une étude sur la demande en eau saisonnière de l'agriculture béninoise (Gruber, Kloos, & Schopp, 2009, p. 204) a montré que les pénuries saisonnières de la production agricole et de l'élevage ne sont toutefois pas une conséquence d'un manque d'eau général mais de l'équipement technique et des moyens financiers des agriculteurs, de l'accès aux sources d'eau et des faibles structures d'organisation de la gestion de l'eau.

Le Graphique 22 donne une vue d'ensemble sur l'utilisation de l'eau par secteur. L'irrigation en constitue l'utilisation principale ; mais elle n'est pas très répandue dans l'ensemble. En 2010, il y avait seulement cinq grands sites d'irrigation (env. 1600 ha), de plus, les légumes des zones périurbaines sont arrosés toute l'année et les vallées intérieures pendant la saison sèche. L'abreuvement du bétail est un autre gros consommateur d'eau (Höllermann, Giertz, & Dieckrüger, 2010, p. 3594).

27 Des facteurs décisifs de l'insécurité alimentaire sont la situation géographique (Mono, Atacora, Couffo et Donga ont des taux d'insécurité alimentaire bien au-dessus de la moyenne), la situation de pauvreté ainsi que le sexe, l'âge et le niveau d'éducation du chef de famille (WFP, 2014, pp. 72–77)



Tendances

Pour les ressources en eau, nous pouvons observer :

- Pas de tendance claire pour la disponibilité en eau – même s'il y a, dans l'ensemble, moins de pluies, et qu'elles sont plus irrégulières (cf. 3.4.2) ;
- Augmentation des terres irriguées jusqu'à 2003 et légère baisse ensuite – le potentiel d'irrigation reste au-dessus de la moyenne de l'Afrique de l'ouest ;
- Une détérioration croissante de la qualité de l'eau.

En ce qui concerne la disponibilité en eau, aucune tendance claire ne se dessine au Bénin. Les agriculteurs n'ont pas considéré le manque d'eau comme un problème, même si des conflits sont attendus dans le futur au cas où les pluies déclinent et en raison du manque de réglementation de l'eau (voir ci-dessous).

Les zones irriguées au Bénin ont augmenté de 4,7% par an entre 1973 et 2003 (Dominguez-Torres & Foster, 2011, p. 20) mais ont décliné légèrement entre 2003 et 2008 (World Bank, 2008). La BIRD évalue un potentiel supérieur à la moyenne ouest africaine pour étendre l'irrigation à grande échelle au centre et au sud du Bénin. Toutefois, cela nécessiterait des investissements importants (la zone qui pourrait être développée avec des projets à petite échelle est assez limitée) (Dominguez-Torres & Foster, 2011, p. 20).

La qualité de l'eau se dégrade au Bénin, elle est davantage polluée. Les intrants chimiques agricoles (Int11/22) passent dans les cours d'eau sans contrôle (*monitoring*) (Int48/19). Les produits chimiques utilisés pour pêcher, disponibles depuis l'année dernière, sont de plus en plus utilisés (Int61) et les interdictions de pêche ont été supprimées (Int63). Des plans de gestion de l'eau n'existent pas (Int44), les bassins versants et l'utilisation de l'eau ne sont pas contrôlés au Bénin et les règles et règlements existants ne sont pas imposés (Global Water Partnership, 2010). Avec les projections actuelles du changement climatique, il faut s'attendre à une augmentation du manque d'eau selon les saisons et les endroits (Höllermann et al., 2010) (Boko, Amoussou, Totin, & Sedjame, 2014; Höllermann et al., 2010).

Impacts

La biodiversité aquatique le long de la côte est extrêmement touchée par la surpêche et la pollution aquatique due à l'explosion démographique, menaçant les moyens d'existence des pêcheurs côtiers et l'équilibre des écosystèmes. La revue de la stratégie nationale de biodiversité (2014, p. 26) indique que les espèces marines béninoises n'avaient pratiquement pas été étudiées et qu'elles sont menacées d'une extinction silencieuse. Ce phénomène étant accéléré par le changement climatique et ses impacts, tels que le réchauffement des océans et la hausse du niveau de la mer (ibid.).

Comme il a été mentionné plus tôt, le manque d'eau n'est pas ressenti dans les régions étudiées. Les différences dans l'espace et selon les saisons entravent la pêche intérieure et l'aquaculture et limitent ainsi les possibilités de diversification économique. Mais, jusqu'à maintenant, elles ne déclenchent pas de changements structurels, tels que des migrations. Toutefois, une étude sur la migration liée à des facteurs environnementaux dans le nord du Bénin a révélé que les populations rurales estimaient que « *in their opinion, people would not decide to migrate if water was available at all times* » (d'après eux, les gens ne décideraient pas à migrer s'ils avaient toujours accès à l'eau) (Dreier & Sow, 2015, p. 3194) (en faisant référence à la saison sèche).

Forêts

Les forêts offrent une gamme de services écosystémiques importante pour la vie humaine (régulation du climat et des nappes phréatiques, réduction de l'érosion, stockage du CO₂, réserve de nourriture et de matériaux de construction, services culturels, etc.) et elles sont des réserves essentielles pour la biodiversité. Le Bénin n'a pas de vastes forêts. La végétation est surtout constituée de savane boisée plutôt que de forêts denses à feuillage persistant comme dans les autres pays bordant la côte guinéenne (Paeth, Capo-Chichi, & Endlicher, 2008, p. 104 ; Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature (MEPN), 2008, p. 28). La taille de la couverture boisée béninoise varie largement selon les sources : alors que le Ministère de l'environnement (2014, p. 6) estime la couverture boisée à 47% ou 45 000 km², le Conseil économique et social du Bénin (2011, p. 11) l'évalue à 19% ou 27 000 km². La forêt tropicale, présente auparavant dans le sud du pays, a presque entièrement disparu (USGS, n.d.).

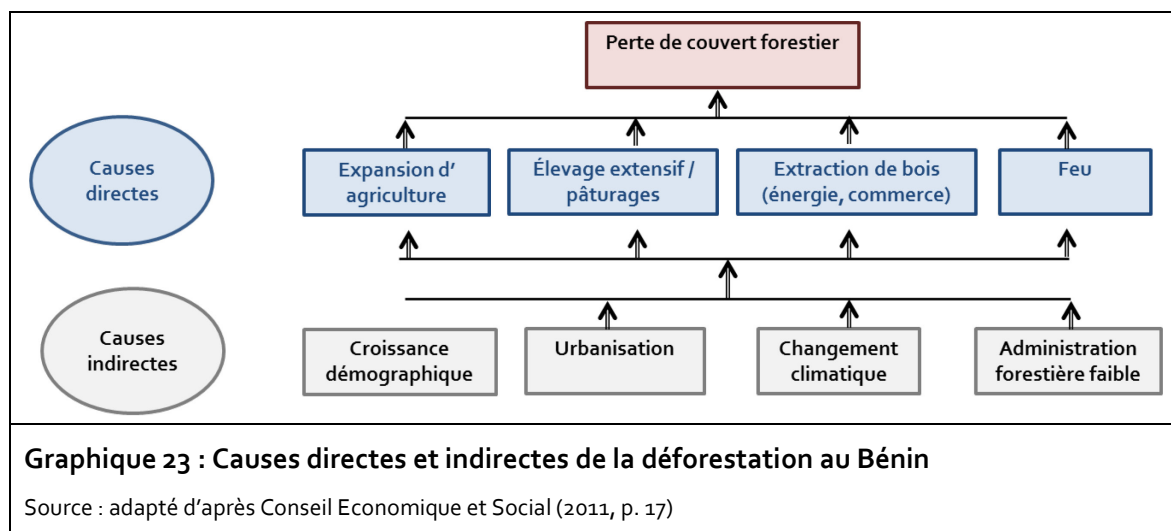
Tendances

Concernant les ressources forestières, on observe :

- Déforestation en cours et dégradation de la forêt en raison de l'extension de l'agriculture, de l'extraction du bois et de l'élevage ;
- Les mesures gouvernementales pour freiner l'exploitation non durable des ressources, et les programmes pour remplacer la biomasse traditionnelle comme principal combustible ou pour optimiser sa consommation, ont eu un impact limité.

Depuis les années 50, le pays subit une vaste déforestation et la FAO classe le Bénin parmi les dix pays avec le plus de déforestation dans le monde (Convention sur la Diversité Biologique (CDB), 2014, p. 8). Le gouvernement a donc créé plus de 2 500 000 hectares de forêt domaniale et a commencé une plantation d'arbres extensive. Par conséquent, le taux de déforestation est passé

de -1,3% en 1990-2000 à -1,0% en 2000-2010. Les plantations sont composées d'espèces tolérantes à l'humidité et à la sécheresse, il est donc prévu que le secteur forestier ne soit pas trop affecté par la variabilité climatique (Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature (MEPN), 2008, p. 28).



La principale cause directe de déforestation est l'expansion de l'agriculture en raison de la forte pression démographique et de la baisse de la fertilité des sols (Conseil économique et social, 2011, p. 17) (Int 19/22/38/42/52). Le pâturage (Int20) et l'élevage extensif, errant et sans contrôle, sont d'autres causes de déforestation. Le bétail consomme surtout des espèces fourragères saisonnières, sèches et ligneuses. La strate arbustive, l'élément stable de la couverture forestière, est très endommagée. Le (sur)pâturage est donc une cause importante de la régression de la couverture forestière (Conseil économique et social, 2011, p. 17).

La croissance démographique mène également à une forte augmentation de l'exploitation des produits de la forêt, pour du bois de construction, des meubles et surtout pour la production de charbon (Int2/7/20). Le charbon est utilisé comme combustible pour la cuisine dans les zones urbaines. La demande a augmenté en même temps que l'urbanisation et la production de charbon est devenue une source de revenus lucrative (Int13/51). La population rurale abat aussi des arbres pour faire du feu mais dans des quantités insignifiantes en comparaison avec la consommation des zones urbaines (WS-C). La production de charbon devient incontrôlable, elle est passée de 39 300 tonnes à 62 500 tonnes entre 2009 et 2010 (Convention sur la Diversité Biologique (CDB), 2014, p. 8). Malgré la production et la vente locale de cuisinières à charbon éco énergétiques (Int8/64), la demande en charbon augmente. Le gaz pourrait constituer une alternative, mais il est trop onéreux pour le moment (Int22/42/51). Jusqu'à maintenant il n'y a pas de volonté politique pour chercher des alternatives aux combustibles domestiques, ce qui ne laisse que l'option de l'abattage des arbres (Int22/42). En plus, les industries chinoises demandent plus de bois (surtout du teck et du bois de rose) pour construire des meubles, ce qui encourage la coupe illégale (Convention sur la Diversité Biologique (CDB), 2014, p. 8). Les produits forestiers non ligneux (PFNL) se limitent pour l'instant au ramassage de champignons saisonnier et à petite échelle (Int20/22).

Les défaillances de l'administration de la forêt

Jusqu'aux années 90, seul l'État régissait les forêts. L'accès était restreint et la population était exclue de toute prise de décision. Cela a mené à des conflits entre les forestiers et la population riveraine. Pour répondre à ce problème, des plans de cogestion pour les réserves forestières ont été introduits en 1993²⁸ (Djodjouwin, 2000, p. 348). Depuis, chaque forêt a un plan de gestion qui en réglemente l'exploitation. Le village riverain dispose d'un centre de cogestion et est responsable de la surveillance, de la gestion et de la sensibilisation. Tandis que cela fonctionne bien tant qu'il y a un financement externe, la population – en proie à la pauvreté et au manque de possibilité de revenus – recommence la surexploitation dès que les financements pour le plan participatif se terminent (Int7/22). Les personnes interrogées ont également regretté l'inefficacité administrative et la corruption, p. ex. les autorités peuvent exploiter gratuitement plutôt que d'utiliser les droits contractuels selon des quotas (Int7/22/62), ce qui freine une gestion efficace sur le long terme (Int62/69).

La collecte du bois dans les plantations et les forêts non classées est autorisée sous condition d'avoir un permis d'exploitation et de payer un droit à l'autorité responsable. Des postes de contrôle de forestiers sont disposés le long de la route pour contrôler et pour comptabiliser le transport terrestre de toutes les ressources forestières (Int62). Le transport et la commercialisation du bois coupé sont conditionnés par un permis de transport et une taxe. L'autorité de ces forestiers est cependant surpassée par les intérêts supérieurs de politiciens ou familles puissants, et les permis de transport peuvent être facilement obtenus avec les bonnes connexions (Int62). P. ex. le teck est importé illégalement depuis le Nigéria, classifié comme teck béninois pour être ensuite exporté « légalement » vers l'Asie depuis le port de Cotonou (Int22/62).

Impacts

La déforestation participe à la diminution des précipitations convectives ; ce qui augmente les impacts de la variabilité climatique. La disparition des arbres encourage la désertification, l'érosion des sols et l'envasement des plans d'eaux, menant à une perte de la biodiversité (Conseil économique et social, 2011, p. 18).

Plusieurs projets et programmes de reforestation ont été introduits ces dix dernières années. Cependant, ils sont beaucoup trop restreints pour faire une réelle différence. Ils n'en sont aussi souvent qu'au stade de planification (Int 11/36), comme il n'y a pas de suivi ou de contrôle (Int11), ils s'arrêtent souvent avec la fin des financements externes (Int7/22).

²⁸ Les forêts au Bénin sont classées en « forêts classées » ou en « forêts protégées ». Selon la loi actuelle 93-009 / 2 juillet 1993, l'exploitation est autorisée et réglementée avec des quotas pour la première catégorie et interdite pour la deuxième. Aujourd'hui, plus de 90% des forêts sont classées et ainsi intégrées à un plan de gestion global (Int22).

3.4.2 Climat et variabilité climatique

Le Bénin est composé de trois zones climatiques : type guinéo-congolais, guinéo-soudanais et soudanais. Leurs caractéristiques sont définies dans le Tableau 5 :

Tableau 5 : Caractéristiques agro climatiques au Bénin			
	Guinéo-congolais	Soudano-guinéen	Soudanais
location	sud du Bénin	centre du Bénin	nord du Bénin
régime des précipitations	Bimodal avec 2 saisons des pluies alternant avec 2 saisons sèches	Uni modal : une saison des pluies et une sèche	Uni modal : une saison des pluies et une sèche
moyenne annuelle des précipitations	1200 à 1500 mm avec 250 jours de pluie	900 à 1100 mm avec 113 jours de pluie	900 à 1100 mm avec 145 jours de pluie
moyenne des températures	25 - 29°C	25 - 29°C	24 - 31°C
humidité relative	69 - 97%	31 - 98%	18% (harmattan, décembre) et 99% (saison des pluies, août)
végétation	îlots de forêts de semi caduques, mangroves, forêts galeries, forêts riveraines	forêts caduques sèches, boisement ouvert, savane arbustive et arborée traversée par des forêts galeries	savane et forêts galeries avec quelques arbres isolés
Source : adapté depuis Convention sur la Diversité Biologique (CDB) (2014, p. 2)			

Tendances

En ce qui concerne la variabilité climatique, le Bénin est marqué par les tendances suivantes :

- Augmentation de la température moyenne annuelle avec plus de journées et nuits chaudes ;
- Baisse du total des précipitations avec une grande variabilité saisonnière.

La température moyenne annuelle a augmenté de 1,1°C depuis les années 60, avec une hausse moyenne de 0,24°C par décennie. Le nombre de jours et nuits particulièrement chauds²⁹ a beaucoup augmenté à toutes les saisons ; le nombre de journées et nuits froides a diminué pour les mêmes périodes (McSweeney, C., New, M., & Lizcano, G., 2008, p. 1). Dans l'avenir, les températures doivent augmenter de 1,0 à 3,0°C d'ici à 2060 et de 1,5 à 5,1°C d'ici à 2090, avec un réchauffement plus rapide dans les régions continentales au nord que dans les régions côtières. La plupart des prévisions annoncent une augmentation des journées et nuits chaudes et une baisse des

29 Journées ou nuits « chaudes » définissent une température excédant de 10% les jours ou les nuits dans le climat actuel pour cette région et cette saison. Journées ou nuits « froides » définissent des températures de 10% inférieures aux jours et nuits enregistrés dans le climat actuel pour cette région ou saison." (McSweeney, C., New, M., & Lizcano, G., 2008, p. 2).

froides. Ces changements prévus dans les extrêmes de températures quotidiens sont plus élevés sur la côte (ibid., p.1).

De 1960 à 2006 le pays a vécu une grande variabilité de précipitations saisonnières, aussi bien dans la structure que dans le total annuel. Les totaux ont diminué mais certaines années sont particulièrement humides (Yabi & Afouda, 2012, p. 39). Les précipitations de la saison des pluies, entre avril et juin, ont systématiquement diminué (3,5% par décennie) avec la plus forte diminution au sud du Bénin (McSweeney, C. et al., 2008, p. 1). Dans le sud, en-dehors des régions de la côte, la deuxième saison des pluies est également plus courte et moins pluvieuse. Dans le nord, il y a une tendance générale à une diminution des précipitations, une apparition plus tardive de pluies plus fortes et un raccourcissement de la saison des pluies (Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature (MEPN), 2008, p. 20).

Pour les prévisions pluviométriques, le GIEC indique de grandes variations aussi bien en amplitude qu'en direction des changements. Il est prévu que les tendances actuelles se prolongent – les périodes sèches vont augmenter et les fortes pluies causant des inondations vont être plus fréquentes (Niang et al., 2014, p. 1209).

Crue-éclair au Bénin en 2010

En septembre 2010, le Bénin a souffert de la pire inondation ayant jamais eu lieu. 680 000 personnes de 55 des 77 communautés béninoises ont été affectées, 46 personnes sont mortes et 180 000 ont été déplacées. 128 000 hectares de cultures ont été totalement détruits (Ahouangan et al., 2014, p. 265). Plus de 262 million USD de pertes dans l'agriculture, le commerce, l'infrastructure et d'autres secteurs ont suivi (UNDP ALM, 2014).

Impacts

Les modèles de précipitations modifiés ont déjà changé les saisons agricoles, ce qui affecte sérieusement les agriculteurs déjà aujourd'hui (Int3/12/14/20/22/33/49/51). Ils souffrent surtout des précipitations faibles ou tardives (Int20/22/36/44) car les pluies tardives ou inexistantes retardent l'ensemencement. Comme les précipitations ne sont plus fiables, il est difficile pour les agriculteurs d'appliquer les intrants à temps (Int28), ce qui a une influence sur la quantité et la qualité de la récolte (Int37/44). Par conséquent, le calendrier agricole tel qu'il était connu et enseigné jusqu'à maintenant ne correspond plus aux conditions actuelles (Int54/57). Certains agriculteurs sont tellement découragés par leur travail qu'ils quittent leur village et vont soit en ville (Int65), soit dans des régions plus favorables (Int31). Les modifications des modèles de précipitations mènent aussi à la dégradation des pâturages durant certaines saisons, ce qui affecte surtout le nord du pays. Le bétail doit donc faire de plus longues distances en quête de fourrage (Int3) et/ ou entrer dans des zones agricoles, ce qui entraîne des conflits avec les agriculteurs (Int20/22).

De plus, des pluies inhabituellement fortes peuvent causer des crues soudaines, comme p. ex. en 2010 et augmenter encore la vulnérabilité de (parties de) la population (Int19/33/36/59/69) (voir l'encadré) (WFP, 2014, p. 105). Même sans inondations éclairs, l'intensité croissante des précipi-

tations empire aussi l'érosion, car des gouttes de pluie plus lourdes entraînent plus de couches superficielles avec elles et favorisent le lessivage des nutriments, ce qui a une influence négative sur la fertilité des sols.

Pour l'avenir, les experts pensent que même les cultures traditionnelles de base comme le millet et le sorgho, qui tolèrent en principe de hautes températures, en souffriront. En effet, la température optimale pour un bon rendement va bientôt être dépassée si ce n'est pas encore fait. En revanche, la culture du riz peut bénéficier des changements climatiques, puisque la combinaison d'une faible augmentation de température, de réserves d'eau adéquates et un possible effet fertilisant de l'augmentation de la concentration atmosphérique en CO₂ (qui doit être vérifié en fonction du contexte local) (Cartwright, 2013) peut mener à une augmentation de 2 à 10% du riz paddy. Cependant, cette amélioration ignore le calendrier agricole, les nouveaux nuisibles issus des changements induits par le climat et les possibles décalages des meilleures zones de culture (Perret, 2008).

Dans le contexte du changement climatique et en l'absence de progrès techniques dans la production agricole, le Programme d'Action National d'Adaptation au Changement Climatique (PANA) envisage également le manque de main d'œuvre comme une énorme contrainte pour le développement agricole. En particulier parce qu'il est déjà visible : la tendance est à la migration des jeunes vers les plus grandes villes pour trouver un travail rémunéré (Int30/38) (Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature (MEPN), 2008, p. 26) (cf. 3.3.1).

De manière générale, les impacts de la variabilité climatique affectent disproportionnellement les agriculteurs les plus pauvres et marginalisés car ils manquent de capacités pour répondre aux nouveaux défis, p. ex. l'accès à l'irrigation, les variétés améliorées et l'information. L'exclusion sociale est favorisée en l'absence de mesures ciblées pour développer la capacité à faire face de ces personnes marginalisées.

L'adaptation jusqu'à présent

- Depuis 2013, des projets pour l'adaptation au changement climatique sont mis en œuvre par le NAPA ;
- Quelques variétés adaptées à plus de sécheresse ont été introduites, mais surtout pour des cultures de rente ;
- Les agriculteurs perçoivent l'action d'adaptation du gouvernement et la R&D comme étant insuffisantes.

Au niveau national, différents projets ciblant l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'énergie, la gestion de l'eau ainsi que les régions côtières sont mis en place par le NAPA depuis 2013. Les rapports de suivi de progrès ne sont pas accessibles au public, il est donc impossible d'évaluer le degré de mise en œuvre. L'adaptation est aussi intégrée aux programmes et stratégies nationaux, comme il a été noté dans la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCPR3 (2011-2015)), le document de référence pour l'élaboration de stratégies par secteur (UNFCCC, 2013, p. 2).

Au niveau régional, il existe quelques variétés adaptées pour certaines cultures. Elles ont des cycles plus courts et sont adaptées à un sol plus sec (Int3). Cependant, les variétés à maturation précoce ont un plus faible rendement et si les pluies ne sont pas plus courtes, la récolte pourrit dans les champs. Ces variétés peuvent donc empirer la situation de l'agriculteur et être une sorte de mal adaptation (Neubert et al., 2011, p. 129). Il existe également des coopérations universitaires et des centres de recherche se concentrant sur l'adaptation agricole, mais ils visent souvent les cultures de rentes (coton, palmier à huile). Les agriculteurs manquent donc de connaissances et de technologies pour d'autres cultures (alimentaires) (Int3/33). Les personnes interrogées souhaiteraient aussi une fourniture stable en intrants pour que la production soit plus flexible (Int28), ainsi que des services de vulgarisation pour diffuser les pratiques climatiques intelligentes (Int20). Cela peut s'expliquer par différents facteurs : le peu de financements pour la recherche et le bas niveau de développement technologique qui l'accompagne ; le manque de ressources humaines, financières et matérielles dans le domaine de la collecte et de l'interprétation de données ; et enfin, les problèmes de communication entre les différents secteurs (cf. 3.2.2) (Direction Générale de l'Environnement, 2011, p. 143ff; Okali, 2014, p. 3) (Int69). En l'absence de semences plus adaptées, les agriculteurs doivent opter pour ensemercer à des intervalles de temps qui permettent de profiter des pluies précoces comme des tardives afin de réduire les pertes de semences (Int44).

En général, les personnes interrogées ont l'impression qu'il ne se passe pas grand-chose en termes d'adaptation (Int11/28/39). Tandis que le terme de changement climatique est largement utilisé, une définition et compréhension claire des mécanismes sous-jacents n'est pas répandue. L'adaptation est perçue comme un nouveau concept pas encore abordé par le gouvernement (Int39). Au Bénin, la recherche théorique est plus développée que l'adaptation pratique – pour laquelle les agriculteurs ont le sentiment qu'ils sont livrés à eux-mêmes (Int54/69). Selon les organisations internationales, les agriculteurs se sont peu adaptés jusqu'à maintenant – ce qu'elles expliquent d'une part par une attitude d'attente envers le gouvernement, d'autre part par le manque de capacités des agriculteurs à réagir aux changements. Leurs capacités limitées sont causées, entre autres, par un manque de connaissances (p. ex. sur les techniques de conservation de l'humidité comme la culture sans labour ou le paillage) et aussi par le manque de capitaux pour acheter plus ou des semences différentes (Int69).

Résumé

Les ressources naturelles sont dans un processus de dégradation continue en raison d'une mauvaise gestion, d'une réglementation et d'une législation faibles ainsi qu'une surexploitation. Cela déclenche des conflits autour des ressources plus rares restantes, surtout entre les agriculteurs et les éleveurs. En l'absence d'autre source de revenu, une bonne partie de la population croissante dépend des services des ressources.

La dégradation écologique exacerbée par la variabilité climatique affecte les moyens d'existence de la population, en particulier dans les régions les plus touchées : les conditions écologiques en changement dégradent les moyens de production et réduisent les possibilités économiques. Par conséquent, des parties de la population doivent se réorienter vers de nouvelles possibilités.

La migration est une stratégie d'adaptation courante, d'un côté vers les milieux urbains avec des possibilités d'emplois pour la plupart précaires et informels, d'un autre côté vers des régions rurales moins dégradées. Là-bas, la haute densité de population qui en découle et les cultures souvent non adaptées des migrants ajoutent à la pression sur les ressources naturelles et les infrastructures, et donc à la dégradation accélérée de ces ressources plus intactes. Ceux qui ne peuvent pas réagir aux conditions de production économique dégradée (par la migration ou les alternatives économiques) se retrouvent dans un cercle vicieux économique.

Les parties de la population rurale avec le moins de réserves, c.-à-d. les petits agriculteurs les plus pauvres, et les ménages vulnérables, sont les plus affectés, car ce sont eux qui ont le moins de marge de manœuvre pour s'adapter ou réagir à ces circonstances en changement. Ils n'ont que peu d'options à envisager et sont donc les plus désavantagés par les changements décrits.

3.5 Conclusion

La transformation rurale est en partie en cours au Bénin, quoique à un rythme modéré. Elle est caractérisée par

- **une création d'emplois insuffisante pour absorber la haute croissance démographique persistante** ; malgré l'augmentation lente de la diversification économique et une croissance générale au sein de et en-dehors du secteur agricole ;
- **des emplois non-agricoles précaires** qui ne génèrent pas assez de revenus pour grimper l'échelle économique et transférer des sommes pertinentes aux régions rurales ;
- **la conservation de petites structures agricoles avec une organisation inefficace** en tant que principaux producteurs de produits alimentaires et de produits agricoles pour l'exportation ; elles produisent de plus en plus pour les marchés locaux et régionaux et la **production se diversifie mais la productivité diminue**. Le rôle proéminent du coton comme principale culture de rente se réduit lentement en raison d'inefficacités dans le secteur du coton

béninois et d'évolutions du marché mondial mais il n'y a pas d'évolution significative pour soutenir les moyens économiques d'existence des petits agriculteurs ;

- **une augmentation du nombre de paysans sans terres** à la recherche de revenus en raison de la hausse de la pression sur les terres et de la valeur monétaire attribuée aux terrains, surtout dans les zones périurbaines et les zones rurales le long des routes principales. Les efforts pour restreindre la spéculation foncière en harmonisant les droits coutumiers et judiciaires ne sont pour l'instant que partiellement mis en place. Les agriculteurs pauvres, en particulier, sont tentés de vendre leurs terres ; ces acquisitions foncières ne sont pas toujours dans des objectifs productifs mais servent d'épargne à la classe moyenne urbaine ou à des fins spéculatives ;
- **une augmentation des mouvements migratoires temporaires et permanents** (entre zones urbaines, exode rural, entre zones rurales) **menant à plus d'inégalités spatiales** en raison a) d'une saturation des principaux centres urbains, d'une croissance accélérée et non planifiée des villes périphériques des principales municipalités ; b) d'une pression sur la terre en hausse dans les régions favorables à l'agriculture (le centre du Bénin, le long de la frontière avec le Nigéria) et c) d'une diminution de la densité de population dans des régions avec des conditions agro climatiques qui se détériorent rapidement ;
- **une hausse lente de l'accès aux services sociaux dans les zones rurales** suite à l'augmentation des interconnexions entre zones urbaines et rurales, toutefois **les zones urbaines continuent à se battre pour assurer des services à la population croissante** ;
- **une augmentation de la pénétration de modes de vie urbains**, dont les modèles de consommation, dans les zones rurales, en raison de la hausse des technologies de la communication et de l'information. En combinaison avec plus de mobilité il en résulte une intensification des **changements au sein du tissu social** réduisant l'importance des familles élargies et des réseaux villageois au profit des familles nucléaires ;
- **davantage de conflits sociaux dus à l'expansion spatiale** et plus de concurrence pour les terrains, pour les ressources naturelles, ainsi que pour l'accès aux services et aux infrastructures ;
- **une commercialisation limitée** en raison des standards de productions souvent bas ou insuffisants qui contrebalance l'importance croissante des marchés locaux et régionaux (ouest-africains) ;
- **une décentralisation financière stagnante et donc un potentiel limité de la gouvernance décentralisée** entrave la participation en hausse des acteurs locaux dans les décisions, affectant l'environnement socioéconomique et les conditions cadres ;
- **un développement lent des services financiers et limité de l'entrepreneuriat privé**, ils n'ont pas encore atteint la taille ou la capacité à inclure qui permette d'amorcer une transformation du secteur économique.

Les processus et moyens de production économique mentionnés ci-dessus engendrent la **détérioration des ressources naturelles** – la baisse de la fertilité des sols, la déforestation, la perte de la biodiversité – transformant de diverses manières les conditions pour l'agriculture, l'élevage et la pêche. Cette transformation renforce la pression sur les zones dégradées et enclenche un regain de surexploitation des ressources, de risque de conflits autour des terres et du contrôle territorial pour l'accès aux ressources. La détérioration des ressources va mettre en danger, sur le moyen terme, la croissance économique, surtout dans le secteur agricole, et affecter la santé humaine. Cela obligera à un autre ajustement structurel des méthodes de cultures et des moyens d'existence. La détérioration accélérée des ressources naturelles au Bénin – à laquelle le changement climatique mondiale participe – est un moteur de transformation ainsi que sa conséquence.

Actuellement, le processus de transformation n'est ni géré de façon exhaustive ni orienté par les décideurs politiques. Leurs visions stratégiques sont rarement mises en œuvre en raison des défaillances de la gouvernance qui place les intérêts de quelques-uns au-dessus des objectifs généraux formulés dans les documents stratégiques. À moyen terme et si les mesures appropriées ne sont pas prises, les processus vont entraîner une détérioration de la productivité de la production agricole et déclencher une accélération des mouvements migratoires vers les zones rurales plus favorables ou vers les centres urbains. Les régions d'accueil, qu'elles soient urbaines ou rurales, feront l'expérience d'une pression accrue sur les ressources et les infrastructures, ainsi que l'accentuation des problèmes sociaux, tels que le taux de pauvreté et le potentiel de conflit, en plus de mettre au défi les services de santé et d'éducation (cf. 3.3).

On constate que le modèle de transformation ne suit pas le chemin des nations européennes : il n'est pas mené par l'industrialisation, il n'y a pas d'apparition à grande échelle de possibilité de travail urbain et non-agricole et il n'y a pas de dépeuplement des zones rurales comme en Europe, où les zones rurales ont été transformées en espaces agroindustriels et sylvoy industriels gérés par des agriculteurs-entrepreneurs équipés de nombreuses machines.

Jusqu'à maintenant, la transformation en cours n'est ni durable écologiquement, car les ressources naturelles sont exploitées au-delà de leurs capacités de régénération, **ni inclusive socialement,** car les petits agriculteurs pauvres sont exclus de la production, diversification et des bénéfices de processus innovants et car il n'y a pas de création d'alternatives adéquates pour les nouveaux citadins pauvres.

La professionnalisation de la production agricole et la transformation des produits agricoles sont la clé de la création de revenus, de l'intégration au marché et de l'augmentation de la résilience des agriculteurs comme des économies locales. En raison de la pression croissante sur les ressources naturelles, cette professionnalisation doit insister sur l'importance d'une gestion durable des ressources afin de favoriser leur régénération et enrayer les processus de dégradation. Pour mettre en place les bonnes conditions cadre, des moyens financiers peuvent donner une autonomie économique aux agriculteurs et promouvoir leur résilience face aux chocs économiques et climatiques (cf. chapitre 5).

4 Scénarios de la transformation structurelle d'ici à 2030

Décisions politiques, structure institutionnelle, processus écologiques, interaction sociale et développement économique sont à la fois moteurs et résultats de la transformation rurale. De multiples liens de causalité caractérisent le système complexe des moyens d'existence ruraux et urbains, et beaucoup de ces relations fonctionnent dans les deux sens. Ce chapitre montre un scénario de transformation rurale dans le cas où les tendances continuent comme ce qui est décrit plus haut (4.1.) et propose une perspective souhaitée, sous la forme d'un scénario pour 2030, inclusif socialement et durable écologiquement (4.2). L'analyse de tendances (cf. 1) et les scénarios serviront de base pour les recommandations présentées dans le chapitre 5.

4.1 « Catastrophique – Wahala » : scénario *statu quo* pour 2030³⁰

De nombreuses dynamiques de changement dépendent de facteurs difficiles à influencer (comme la gouvernance, identifiée comme le déterminant de la transformation rurale le plus actif et le moins influençable) et comme certaines dynamiques sont hors de portée des mesures à court terme (p. ex. l'augmentation de la variabilité climatique), il est fort probable que, en l'absence de mesures concertées, la plupart des tendances continuent. Globalement, un scénario *statu quo* serait composé des éléments suivants :

- **une mauvaise gouvernance persistante**, où des initiatives bien intentionnées sont délaissées au profit de bénéfices politiques et économiques d'une minorité, ce qui a pour résultat une faible mise en œuvre des stratégies ;
- **une décentralisation lente mais constante** où les municipalités reçoivent progressivement plus de pouvoir, mais où il n'est pas clair si cela va augmenter la responsabilité des décideurs et mener à plus de transparence ou si cela va faciliter la mauvaise gestion financière et l'apparition de réseaux locaux de clientélisme ;
- **de légers progrès dans la dimension économique** caractérisée par une croissance économique générale, la diversification des sources de revenu et des activités non-agricoles en augmentation lente, une production agricole en hausse ;
- **détérioration considérable des ressources naturelles** en matière de fertilité des sols, de déforestation et de pénurie d'eau, et par conséquent, **une intensification de la migration**. D'un côté, vers les régions rurales offrant des terres fertiles et de l'eau, d'un autre côté, vers les centres urbains et à l'étranger en quête de possibilités de travail. Cependant, les régions d'origine restent peuplées en raison d'une croissance démographique constante ;

³⁰ À partir des résultats de l'atelier, des entretiens et de l'analyse des tendances actuelles.

- **améliorations partielles** des infrastructures sociales comme les écoles et les centres de santé, de l'infrastructure de communication et des transports ainsi que des **infrastructures** de soutien, comme les marchés et l'approvisionnement en électricité ; et pour finir
- **des tendances divergentes dans le tissu social**, composées de renforcement de la famille nucléaire, et de l'affaiblissement des réseaux villageois, familiaux ou claniques ; urbanisation des valeurs et des modes de vie.

La mauvaise gouvernance persistante engendre un accès inégal aux ressources, aux bénéfices et aux opportunités

Le phénomène général (persistant) de mauvaise gouvernance – où des initiatives bien intentionnées et planifiées ne peuvent pas être mises en œuvre en raison de capacités institutionnelles ou personnelles faibles, ou sont sacrifiées en faveur de bénéfices politiques et économiques pour quelques acteurs – a de grandes chances de ne pas changer. Ce qui continue de résulter en une faible mise en œuvre des stratégies puisqu'elles ne sont pas soutenues par une volonté politique forte – et mène donc à un accès exclusif (c.-à-d., de plus en plus inégal) aux ressources, bénéfices et opportunités.

Un transfert de compétences ambigu

Le processus de décentralisation engagé depuis la fin des années 90 est encore poussé et freiné simultanément par le gouvernement central. Toutefois, le pouvoir des municipalités (organisées en Association Nationale des Communes du Bénin - ANCB) a augmenté et la pression des organes décentralisés mène à une dévolution continue de pouvoir et de compétences vers des niveaux inférieurs de gouvernement. Le fait que ce processus augmente la responsabilité et la transparence envers la population, et que les processus de planification soient davantage conformes aux besoins et priorités de la population (comme il devrait être attendu de processus de planification plus participatifs et ascendants) dépend de la volonté, de la capacité et des ressources des décideurs locaux, de la pression exercée et de l'intérêt porté par la population locale, ainsi que des capacités de veille (*watch-dog*) des organisations locales de la société civile.

La croissance économique apporte des offres d'emplois non-agricoles mais elle est fortement dépendante des marchés extérieurs

La croissance économique nationale va continuer. En effet, quelques réformes ont été lancées et semblent porter des fruits : des procédures simplifiées et une bureaucratie réduite engendrent davantage d'entreprenariat économique, l'intégration régionale ouvre de nouveaux marchés et favorise l'apprentissage mutuel. Cette atmosphère encourageante mène à une création, modeste, de nouvelles entreprises et de quelques possibilités d'emplois non-agricoles dans les zones urbaines dans des rapports moins précaires qu'actuellement. Cependant, la dépendance envers les marchés extérieurs pour l'importation de produits transformés et de quelques produits alimentaires ainsi que pour l'exportation de certains produits (coton, huile de palme) menace ce potentiel de croissance car les prix, et l'offre et la demande ne sont pas du ressort des acteurs nationaux.

La professionnalisation de l'agriculture ne peut pas transformer les moyens d'existence de la majorité des petits agriculteurs

L'agriculture devient peu à peu un secteur plus professionnel, diversifié et producteur de valeur. L'ensemble de la production agricole augmente, mais, malgré les efforts récents, la productivité reste basse. La production reste principalement dépendante des petits agriculteurs qui reçoivent un soutien un peu meilleur en termes de conseil, d'approvisionnement en intrants, de services financiers et qui ont un accès un peu plus facile aux marchés à travers les organisations paysannes et d'une infrastructure de meilleure qualité. Quelques agro-industries supplémentaires ont acheté du terrain et embauchent des ouvriers pour travailler la terre en fonction de décisions commerciales. Ces nouveaux acteurs commencent à changer le paysage agricole et lui donnent une orientation vers les marchés de plus en plus forte. Les chaînes de valeur émergentes qui arrivent à produire à la hauteur des standards demandés par les clients nationaux et internationaux se sont consolidées et aboutissent à un meilleur accès au marché pour les agriculteurs individuels et les coopératives. Toutefois, ces évolutions ont une portée encore trop limitée pour transformer les moyens d'existence de la majorité des petits agriculteurs. En effet, tous les changements énoncés précédemment se font à une échelle limitée – la mise en œuvre de la stratégie prend du temps et demeure incomplète tant que de sérieux changements dans les allocations budgétaires n'ont pas eu lieu dans le secteur public. Les services, pour l'agriculture et les investissements privés par exemple, restent limités et le secteur n'obtient encore qu'un soutien insuffisant en quantité comme en qualité.

Une croissance démographique élevée et la montée des conflits fonciers renforcent l'exode rural

Ces évolutions lentes ne suffisent pas à rester en rythme avec la croissance démographique naturelle – elles n'empêchent pas les individus de quitter les zones rurales en quête d'un travail en zone urbaine. Les améliorations lentes dans la recherche et les services de vulgarisation ainsi que dans l'approvisionnement en intrants, n'arrivent pas à faciliter une adaptation réelle et résiliente au changement climatique et à la diminution de la prévisibilité météorologique. Comme les terres agricoles se font de plus en plus rares, les conflits pour la terre augmentent, alors que l'installation d'un système formel de propriété foncière n'est pas assez rapide pour résoudre ou éviter de tels conflits.

La dégradation environnementale déclenche des migrations et des conflits

La dégradation environnementale et l'extraction de ressources constantes – poussées par la pauvreté et le besoin, par la mauvaise gouvernance, l'intérêt particulier de quelques bénéficiaires (puissants), par des mécanismes de contrôle irréguliers – sont des tendances mettant sérieusement en danger toutes les faibles tendances positives identifiées dans d'autres domaines. La migration pour des raisons environnementales augmente car les personnes vivant dans les régions les plus défavorisées ou touchées sont obligées de chercher un nouveau lieu de vie et de s'engager dans des activités économiques pour nouveaux arrivants alors que la spéculation foncière est courante et qu'il n'existe pas de système de propriété foncière socialement inclusif. Cette situation rassemble tous les éléments pour provoquer des conflits et la prolifération sauvage de quartiers pauvres dans les zones urbaines et périurbaines des villes et villages prospères.

La pénurie de ressources est renforcée par la variabilité climatique et provoque des conflits sociaux

La dégradation environnementale affecte également la productivité agricole – la déforestation réduit les brise-vents, ce qui accélère les processus d'érosion ; avec la destruction ou l'altération des habitats, la biodiversité continue de diminuer – et avec elle, la résilience des systèmes naturels (p. ex. le contrôle biologique des parasites) ; les plans d'eau changent avec la déforestation et la baisse de la fertilité des sols (p. ex. les nappes phréatiques, l'envasement, les polluants des engrais), ce qui altère l'habitat des espèces aquatiques et réduit le potentiel de pêche. Les changements des modèles climatiques modifient la distribution des pâturages, ce qui mène déjà et mènera davantage à des conflits entre les éleveurs et les agriculteurs, malgré tous les efforts de gestion des conflits mis en place. Les capacités de la gestion traditionnelle des ressources, de la distribution foncière et de la résolution de conflits atteignent leurs limites. Cette dynamique comporte le risque d'évincer les groupes d'utilisateurs les plus faibles, souvent les petits producteurs (agriculteurs, éleveurs, pêcheurs) les plus vulnérables (p. ex. droits de pâturage, droits de passage, droits de pêche, acquisitions de terrains).

L'infrastructure améliorée facilite les moyens d'existence multi locaux

De légères améliorations peuvent être attendues pour le réseau routier et sa maintenance, reliant plus de régions isolées au centre du pays et le Bénin à tous ses voisins, avec lesquels il entretient de multiples relations commerciales. Ces liens facilitent la mobilité et soutiennent les moyens d'existence multi locaux. La communication est davantage démocratisée, avec les réseaux de téléphonie mobile permettant un accès téléphonique et internet à une vitesse décente même dans les lieux reculés. Ces routes et canaux de communication encouragent l'échange et la diffusion de l'information – et en même temps, plus d'approximation en termes d'ensemble de valeurs dans les contextes urbains et ruraux. La technologie moderne continue à faciliter les transferts d'argent – les revenus de l'étranger ou de la ville deviennent plus importants pour les modes d'existence ruraux. L'électrification rurale, en partie basée sur les « technologies vertes », s'améliore mais est encore loin des objectifs fixés.

L'infrastructure sociale améliorée avec un fossé qui se creuse entre les zones urbaines et rurales

Les améliorations de l'infrastructure sociale se poursuivent. On peut douter du fait qu'elles suivent le rythme de la croissance démographique – surtout dans les zones périurbaines où la population augmente rapidement – qu'elles anticipent les mouvements migratoires et qu'elles possèdent le personnel et les ressources pour agir de manière appropriée, mais, tout de même, une légère amélioration devrait se poursuivre. Le niveau éducatif plus élevé devrait, sur le long terme, participer à plus d'entrepreneuriat autant dans les activités non-agricole que dans le secteur agricole. Toutefois, les possibilités d'instruction, tout comme les installations médicales, restent bien sûr meilleures dans les centres urbains majeurs – ceux qui aspirent à une éducation supérieure sont donc susceptibles de migrer, au moins temporairement en quête de meilleures perspectives de carrière.

L'urbanisation rapide, la hausse des tensions sociales et politiques ainsi que des risques écologiques et sanitaires

L'amélioration de la base d'informations incite davantage de personnes à quitter leur lieu d'origine s'ils considèrent un autre endroit plus attrayant, soit pour les possibilités économiques, soit pour les choix de mode de vie. Les zones rurales qui ont de meilleures chances d'avoir une production rentable reçoivent plus de migrants (temporaires ou permanents) et les centres urbanisés dans ces zones rurales favorisées attirent une population en quête de marchés ou pour travailler dans l'artisanat. Comme il a été mentionné plus haut, les capacités à utiliser les terres et aménager l'espace, ainsi que leur mise en œuvre, ne sont pas très développées actuellement. L'urbanisation va donc probablement aboutir à des agglomérations incapables de subvenir aux besoins de leur population croissante – avec des conséquences sociales et environnementales, comme des tensions et/ ou des conflits entre différents groupes et une pollution environnementale (p. ex. gestion des déchets, pollution des sources d'eau et propagation des maladies hydriques dans les quartiers les plus pauvres). Les tensions sociales et politiques peuvent être contenues par l'environnement sociopolitique stable dont le Bénin a bénéficié depuis l'indépendance, mais les risques écologiques et sanitaires vont augmenter.

Globalement les améliorations sont compensées par la croissance démographique, le manque de bonne gouvernance et la dégradation de l'environnement

Pour conclure, dans un scénario de *statu quo*, les légères améliorations économiques, institutionnelles et sociales sont éclipsées par la croissance démographique, le manque de capacités pour la bonne gouvernance et les conséquences de la dégradation environnementale. Dans ce scénario, la transformation rurale est socialement exclusive et écologiquement non durable. Avec les mots d'une des personnes interrogées : « Si ça continue comme ça, on va droit dans le mur » (Int16)³¹.

4.2 « Bonheur – Alafia » : scénario inclusif et durable pour 2030³²

Le scénario Alafia décrit un cas idéal dans un certain domaine de probabilité d'ici à 2030, si des mesures sont prises en ce qui concerne une utilisation durable des ressources naturelles et avec une productivité agricole croissante comme pilier d'un développement économique favorable aux pauvres. Il trace une analyse situationnelle d'une transformation rurale inclusive et durable, comportant tous les facteurs des systèmes développés et en faisant particulièrement attention à leurs influences mutuelles et à leurs interactions :

Les **réglementations et lois** concernant la gestion des ressources naturelles et la propriété foncière sont **renforcées**, diffusées, exécutées, et leur respect est contrôlé. En combinaison avec des **modes de financement inclusifs** et un accès simple à des crédits adaptés aux petits agriculteurs, ils adoptent davantage de pratiques durables pour l'utilisation des terres. La **conservation des forêts plus sérieuse, la gestion intégrée des bassins versants et les pratiques agricoles visant**

31 Des visions catastrophiques similaires ont été exprimées dans de nombreux entretiens, mais pas tous (p. ex. Int18/20/22/41/51/52/57/63/65).

32 Le scénario présenté a été en partie élaboré durant l'atelier scénario. Les informations sont aussi tirées des entretiens (cf. Annexe – question « vision 2030 »).

à préserver l'humidité des sols améliorent les microclimats locaux – qui à leur tour améliorent l'hygrométrie des sols. Ce qui favorise une meilleure productivité et a un effet positif sur les ressources en eau. De plus, la conservation de la biodiversité encourage le contrôle phytosanitaire et participe à une **productivité agricole plus élevée** tout en réduisant les dépenses en pesticides (et leurs impacts écologiques). La hausse de productivité des petits agriculteurs **améliore l'accès au marché** de grandes parties de la population grâce à davantage de surplus de production par hectare et des coûts de transport diminués pour chaque unité de produit apporté sur le marché (effet d'échelle).³³ Les prix des denrées de base restent stables (si les prix internationaux de l'alimentation évoluent de manière similaire), **garantissant un accès à une nourriture suffisante et de qualité** pour les segments les plus défavorisés de la population urbaine.

Comme l'**augmentation durable de la productivité agricole** suscite une hausse de la production, en conséquence de la demande croissante et des prix stables, **les revenus de la population rurale augmentent**. Cette situation assure la solvabilité et l'éligibilité des producteurs auprès des institutions de financement et **facilite l'accès à la microfinance** – qui diversifie ses offres et les adapte aux besoins des producteurs agricoles et des entrepreneurs ruraux. Cela renforce les facteurs de production et ensuite, la rentabilité des activités. Les revenus augmentent, ce qui permet des investissements dans les techniques de production. Leur utilisation a une influence positive sur la compétitivité du producteur, ce qui favorise à nouveau son accès au marché. La mobilisation de ressources en raison de l'emprunt diminue aussi l'obligation de vendre à de mauvaises conditions (p. ex. pendant la période de pointe, quand les prix sont au plus bas) et facilite donc des décisions de vente plus informées et stratégiques – les installations décentralisées de stockage disponibles sont maintenues et développées pour éviter les pertes post-récolte.

Un **accès au marché amélioré** implique une **accessibilité des intrants de qualité** et un désenclavement des zones de production, ce qui permet la valorisation de leur production. Par conséquent, le revenu des agriculteurs augmente. Un accès au marché amélioré et des **mesures de professionnalisation du secteur**, p. ex. le développement de capacités par des services de vulgarisation, augmentent l'utilisation des engrais et pesticides appropriés, au bon moment, dans les bonnes quantités et méthodes d'application. Cela participe donc à une **augmentation durable de la productivité des sols** et à réduire l'infiltration de produits chimiques dans les plans d'eau.

Les mesures pour **restaurer les terres dégradées** qui appliquent des méthodes pour la fertilité du sol améliorant sa structure, sa capacité à conserver l'humidité et son contenu en matières organiques mènent à **davantage de terres disponibles** et réduit donc la pression sur le marché foncier. Dans l'ensemble, la **migration est réduite** car les terres sont moins dégradées qu'avant et moins de personnes sont forcées de quitter leurs terres habituelles. Un système sécurisant la propriété foncière accompagne ces mesures, afin que l'augmentation de la valeur d'une parcelle de terrain (grâce à sa productivité plus élevée) ne termine pas par une éviction des petits propriétaires qui ont moins de poids financier, social et politique. Cette **augmentation de la sécurité de la propriété foncière** encourage les investissements pour conserver la productivité du terrain sur le long terme.

33 L'effet d'échelle est une composante importante pour améliorer l'accès au marché. Les moyens de transport, les coopératives de vente et toutes autres formes d'organisation qui donnent physiquement accès aux marchés sont des composantes supplémentaires nécessaires.

Davantage de revenus provenant de l'augmentation de la productivité favorise une stratégie pour la **diversification des revenus** (culture, transformation, et services) ainsi que des investissements pour améliorer les conditions de vie, l'éducation et la santé et donc participer au bien-être des familles sur le long terme.

Des dynamiques migratoires réduites simplifient la planification municipale. La croissance démographique naturelle reste élevée, à 3,5%, mais les services sociaux et d'autres évolutions des infrastructures (routes, électrification, approvisionnement en eau et sanitaire) sont capables de prévoir cette augmentation ainsi que les mouvements migratoires. Les tendances à l'urbanisation des centres ruraux continuent mais se déroulent selon des plans d'aménagement du territoire bien conçus, ce qui assure une croissance urbaine inclusive et avec moins d'effets négatifs sur l'environnement. L'apparition et la gestion de davantage de petits centres urbains, avec les infrastructures et les marchés qui les accompagnent, **réduit encore les disparités entre les régions urbaines et rurales en termes d'emplois non-agricoles et d'accès aux biens et aux services** qui n'étaient disponibles que dans les centres principaux jusqu'alors. Les interactions sociales dans les zones rurales sont toutefois aussi touchées par ces tendances – les structures sociales « traditionnelles » changent vers une **cohésion plus forte dans la famille nucléaire** et plus de dépendance envers les **systèmes de sécurité sociale supportés par le gouvernement**.

L'**urbanisation de petits centres** réduit également la pression sur les centres de croissance habituels – les agglomérations le long de la côte, au sud. Dans un environnement avec moins de pression, l'entrepreneuriat dans les villes peut évoluer plus facilement et créer des possibilités d'emploi pour les jeunes urbains. Cela représente une force d'attraction pour la population rurale en quête de possibilités alternatives à l'agriculture et au mode de vie rural, mais à présent, dans une situation où la capacité d'absorption des secteurs non-agricoles a augmenté. Les liens entre zones urbaines et rurales sont intensifiés et les transferts de fonds (maintenant plus sécurisés) issus de l'emploi urbain sont devenus un facteur pour les investissements ruraux et la croissance.

Le pouvoir d'achat local en hausse engendre davantage de manières **d'accéder à des sources d'énergie locales/ décentralisées**. Cette situation est soutenue par la construction de nouveaux petits barrages respectant les standards sociaux et environnementaux et le développement de sources d'énergie renouvelables. Ainsi, l'accès, la disponibilité et la fiabilité de l'énergie propre et renouvelable est améliorée. L'environnement d'apprentissage pour les enfants s'améliore et les maladies respiratoires diminuent avec plus d'éclairage dans les maisons et des sources de combustion propres. Grâce à l'accès aux équipements et technologies de production (mini-transformation) ainsi qu'à un approvisionnement en énergie plus fiable, il y a une **augmentation de la valeur ajoutée** : plus de produits agricoles sont transformés sur davantage de sites, ce qui **augmente également les possibilités d'emploi non-agricole**. L'augmentation du pouvoir d'achat a aussi des répercussions sur les développements économiques urbains : les produits et services des centres urbains sont plus demandés, ce qui augmente encore les possibilités d'emploi non-agricole, en raison des besoins en main-d'œuvre des prestataires de service et producteurs urbains. **De nouvelles chaînes de valeur apparaissent** et les existantes se stabilisent, ce qui permet, d'une part, un meilleur contrôle du marché et, d'autre part, l'installation d'un réseau de producteurs et d'associations interprofessionnelles.

L'**organisation en plateformes de dialogue** (des organisations locales le long de différentes chaînes de valeur) mène à la consolidation des capacités des producteurs et des autres acteurs le long de la chaîne pour **influencer** et exercer une pression (lobby) sur la **politique agricole et la gouvernance**. De cette manière, la politique agricole prend davantage en compte les besoins des acteurs et devient donc plus inclusive : les producteurs et autres acteurs sont davantage impliqués dans la prise de décisions. Par conséquent, la loi d'orientation agricole cible les besoins de toute la population, même des plus démunis.

En outre, on note une influence des acteurs sur les actions de **recherche et développement**. Par conséquent, une **agriculture plus innovante, appropriée** et intelligente est développée et popularisée avec le soutien de ces institutions de R&D. Elle est adoptée par les petits producteurs avec des effets retours positifs sur leur productivité et leur revenu. Cette agriculture intelligente est plus adaptée et résiliente face à la variabilité climatique grâce à une sélection des variétés de cultures les plus appropriées et des combinaisons de cultures pour le sol et les zones climatiques. La production de cultures de haute valeur, comme les légumes, est équipée de systèmes d'irrigation (raisonnablement) bon marché, à petite échelle et économe en eau, combinant la rétention des eaux de pluie et d'inondation avec un pompage de l'eau souterraine. L'innovation continue d'encourager la modernisation de la production et à diriger les exploitations comme des entreprises, un processus conduit et contrôlé de près par des services de vulgarisation habilités.

Un secteur élargi composé de **plus d'organisations diverses et institutionnalisées, basées sur la communauté locale** (de producteurs et de consommateurs ; avec des fonctions de veille) et **d'avantage de participation à la gouvernance** rend cette dernière plus inclusive. En effet, une plus grande partie de la population a maintenant un poids politique. Il est possible d'observer l'implication des acteurs dans l'élaboration de Plans de Développement Communautaires – les systèmes de propriété foncière sont acceptés par tous, qu'ils soient basés sur les droits coutumiers ou judiciaires, et engendrent une meilleure sécurité ainsi que de meilleures valorisation et gestion des ressources naturelles. Les actions de développement sont plus cohérentes et font écho à de nombreux facteurs influençant les moyens d'existence dans les zones rurales.

Résumé

Une intensification durable, autorisée par un accès inclusif aux services financiers, aux nouvelles sources de revenu et à l'amélioration des conditions de vie, réduit la pression directe sur les ressources naturelles (p. ex. déforestation pour le charbon de bois). Associé à une productivité plus élevée, elle influence également les dynamiques démographiques : un exode rural est évité et la population rurale est stabilisée. Simultanément, les personnes venant de régions ayant des terres plus dégradées ou moins de possibilités économiques sont attirées, augmentant de cette manière le nombre de travailleurs pour les emplois agricoles et non-agricoles ainsi que le nombre de consommateurs et de possibilités de vente. Tous ces éléments participent à une révolution de l'activité économique dans le territoire rural – et les jeunes avec plus d'instruction et d'options économiques ont la possibilité de devenir des moteurs de développement.

5 Recommandations pour une transformation plus durable et inclusive

Les chapitres précédents ont montré que les processus de transformation socioéconomiques dans le Bénin rural étaient complexes et que les tendances qui l'accompagnent étaient très interdépendantes. Afin de fournir des recommandations, il est donc important de rappeler le caractère de la transformation rurale.

- La transformation rurale est un processus complexe et sur le long terme, très influencé par la pression démographique et le développement économique.
- Traiter la transformation rurale signifie donc un engagement sur le long terme, s'adressant non seulement à l'agriculture mais à toute l'économie, y compris son cadre institutionnel.

Il faut reconnaître que la transformation rurale peut évoluer de beaucoup de manières différentes. Une multitude de facteurs l'influence et les résultats ne seront visibles que dans un futur lointain. Néanmoins, pour modeler la transformation rurale d'une manière plus durable et inclusive socialement, divers domaines d'intervention doivent aller de pair. Toute mesure doit donc participer directement à une ou plusieurs des zones suivantes et doit être adaptée en fonction des différences régionales et des zones agro écologiques :

1. Une utilisation plus durable des ressources naturelles en se concentrant sur une intensification écologiquement durable de la production agricole par une productivité agricole augmentée/ à augmenter. Les efforts dans ce domaine sont spécifiques au contexte et doivent pouvoir s'adapter à l'état actuel des ressources naturelles. Ils nécessitent une approche sur plusieurs niveaux.
2. Un nombre augmenté de possibilités non-agricoles pour les ménages ruraux avec comme objectif d'augmenter les options pour élever et diversifier leurs sources de revenu.
3. Un meilleur accès aux services publics, infrastructures, informations et marchés pour les petits agriculteurs et les groupes vulnérables. Les efforts participant à un meilleur accès pour les ménages ruraux sont étroitement liés à leurs capacités à réclamer la mise en œuvre de la politique.
4. Le niveau d'auto-organisation des ménages ruraux vivant de l'agriculture pour surmonter, d'une manière inclusive, les défaillances du marché dans les zones rurales. Les organisations paysannes font la promotion des capacités à participer à l'élaboration des politiques.
5. Un accès à la terre sécurisé pour soutenir les moyens d'existence dans les zones rurales.

Il est évident qu'une bonne gouvernance est la clé pour la réussite sur le long terme de toutes les interventions évoquées – et que celle-ci doit continuer à figurer de façon prioritaire dans les approches des partenaires techniques et financiers (PTF).

Les portes d'entrée spécifiques pour le Bénin ont été développées à partir des résultats de l'atelier d'élaboration de scénarios à Cotonou et des entretiens qualitatifs menés au Borgou et dans l'Ouémé-Plateau et ont été ensuite développés davantage et validés lors de deux ateliers de restitution.

Les principales directions du changement du développement rural au Bénin, ainsi que les facteurs influençant la transformation rurale ont été discutés durant l'atelier (cf. 1). Les trois facteurs les plus critiques³⁴ pour une transformation rurale durable et inclusive étaient « la gestion des ressources naturelles », « la productivité agricole » et « l'accès au crédit dans les régions rurales ». Les recommandations suivantes (cf. 5.1 à 5.3) se concentrent donc sur ces facteurs. Des mesures dans le secteur non-agricole se sont révélées cruciales lors des discussions suivantes (cf. 5.4.1) – et le sujet transversal « gouvernance » a été évoqué de nouveau lors des derniers ateliers (cf. 5.4.3). Bien qu'ils soient traités séparément, il y a de fortes interrelations entre les facteurs entre eux ainsi qu'entre les interventions proposées.

Les éléments clés des recommandations suivantes sont :

- **L'augmentation durable de la productivité agricole** est un levier central pour influencer la transformation rurale au Bénin dans la direction voulue. De nombreux facteurs influencent la productivité, comme la fertilité des sols et l'eau, l'accès aux intrants agricoles et aux services financiers, et la diffusion de résultats de la recherche et du développement. **L'intensification écologique** peut surmonter les problèmes de fertilité des sols de manière durable. Cela doit reposer sur une large stratégie s'adressant à différents défis (p. ex. les éléments nutritifs et la matière organique du sol, le labourage ou non, selon le sol spécifique et les conditions topographiques, ainsi que les capacités à retenir l'eau, le contrôle de l'érosion, etc.) et niveaux (exploitation, services de vulgarisation, fournisseurs en intrants, décideurs politiques) et devrait être mis en œuvre en coopération avec différents partenaires – p. ex. en menant une approche en chaînes de valeur en portant une attention particulière aux groupes défavorisés. La productivité agricole et la gestion durable des ressources naturelles sont étroitement liées (cf. 5.2).
- **La gestion durable des ressources naturelles** est l'autre domaine d'intervention le plus important au niveau des exploitations et régional. Les efforts dans ce secteur dépendent du contexte et doivent s'adapter à l'état actuel des ressources naturelles. Ils demandent une approche multi niveaux. Pour être durable écologiquement, toutes les ressources et leurs interdépendances doivent être prises en compte : sols et pâturages, eau, forêt et (agro) diversité. Plus que tout, les différentes mesures devraient être adaptées au paysage naturel spécifique et à ses conditions climatiques et de ressources. Pour assurer la durabilité des interventions, les communautés locales doivent être intégrées aux processus de prise de décision et accompagner la gestion. Cela favorise l'appropriation (*ownership*) des ressources et soutient la responsabilité pour une gestion durable (cf. 5.1).

³⁴ Dans la terminologie de l'élaboration de scénarios, les facteurs critiques ont beaucoup d'influence et sont très influençables. Ce sont donc eux qui bougent le plus le système ; lorsqu'on les modifie, ils vont avoir beaucoup d'effets sur la transformation rurale mais les retours (*feedback loops*) potentiels doivent être évalués attentivement : cf. 2.2, Graphique 4.

- **L'accès aux services dans les zones rurales** – y compris l'accès pour les pauvres – est essentiel pour permettre à la population rurale de mettre en œuvre des pratiques durables et inclusives dans la gestion des ressources naturelles et l'agriculture. L'accès aux intrants agricoles (semences ; engrais organiques et fumier ; si nécessaire, engrais minéral et pesticides en combinaison avec une formation) ; à l'information et aux connaissances (p. ex. des stratégies de gestion globale des parasites ; des mesures d'amélioration de la fertilité des sols, de rotation des cultures, le compost, etc.) ; aux services sociaux (éducation, soins de santé) ; et au **crédit et aux services financiers** sont des conditions indispensables à la réalisation d'activités agricoles et toute autre activité génératrice de revenus. Des services financiers décentralisés doivent être disponibles et accessibles pour les agriculteurs et innovateurs avec des produits financiers appropriés (cultures, transformation agroalimentaire). L'expansion du secteur financier doit aller de pair avec des campagnes pour l'éducation financière et la gestion d'entreprise pour éviter l'endettement. Un contrôle fort des acteurs du secteur financier est obligatoire (p. ex. standards éthiques) pour réduire le risque de recrutement de clients aléatoire. En plus de ces services, l'accès à la terre et la sécurisation des titres fonciers est de la plus haute importance pour favoriser l'appropriation (cf. 5.3).
- Outre les trois facteurs principaux identifiés, nous considérons les **mesures d'accompagnement dans les secteurs non-agricoles** cruciales pour la transformation rurale (cf. 5.4.1). Des possibilités de revenu non-agricole doivent être créées : d'un côté pour réduire la dépendance à l'agriculture et ainsi faire baisser la vulnérabilité face aux chocs provoqués par les imprévus climatiques. D'un autre côté, pour créer des possibilités pour la population grandissante et fournir des options pour la diversification des stratégies au-delà du secteur agricole. Pour finir, la pauvreté est l'une des raisons majeures de la surexploitation des ressources – si de nouvelles sources de revenus ne sont pas débloquées, l'exploitation (non-durable) des ressources naturelles servira de stratégie de repli, en particulier pour les ménages ruraux pauvres.
- Une **meilleure gouvernance à tous les niveaux d'interventions** est la clé du succès de toutes interventions, car des défauts de gouvernance sont l'obstacle principal pour la mise en œuvre de plans et programmes qui paraissent en général cohérents et bien pensés. Un dialogue politique continu, le développement de capacités pour les différents niveaux administratifs et le soutien au processus de contrôle pour améliorer l'efficacité des programmes gouvernementaux bien intentionnés, ainsi que le renforcement de la société civile afin de renforcer son rôle d'avocats de la population, doivent accompagner les recommandations spécifiques. Bien que la gouvernance fasse aussi partie des recommandations ci-dessus, quelques idées sont présentées pour souligner l'importance du sujet³⁵.

35 Voir une recherche récente traitant des effets sur la réduction de la pauvreté de différentes stratégies d'intervention pour le développement. Elle découvre (sans surprise) que « *incremental improvements in governance effectiveness over the SDG period have a greater impact on poverty reduction* » (des améliorations progressives dans l'efficacité gouvernementale durant la période des ODD ont un meilleur impact sur la réduction de la pauvreté) (Aucoin & Donnenfeld, 2016).

Comme la transformation rurale est un processus complexe et sur le long terme, les recommandations s'adressent à une large variété de sujets et cherche les impacts sur le long terme. **Un engagement de longue durée** avec une **stratégie complète tout en restant flexible** est nécessaire pour fournir une contribution pertinente aux processus de transformation. La flexibilité comprend les mécanismes pour évaluer l'efficacité et recadrer le support en fonction des réussites et des défis.

Pour se diriger vers l'inclusion sociale, les mesures proposées doivent **cibler les différentes catégories de petits agriculteurs**. Ainsi, il faut attacher une attention particulière à une approche qui atteigne également les agriculteurs non organisés, très pauvres et isolés, ainsi que les femmes et les jeunes.

Par-dessus tout, les mesures proposées doivent être **adaptées aux différents contextes locaux** avant leur mise en œuvre, et des évaluations plus détaillées, spécifiques à la région vont être nécessaires. Beaucoup de ces recommandations font déjà partie des stratégies et interventions soutenues par les partenaires internationaux comme le gouvernement allemand et/ ou sont comprises dans le document stratégique béninois PSRSA – ce qui rend la mise en œuvre des interventions proposées plus réalisable et probable. Une analyse des raisons pour lesquelles certaines n'ont, jusqu'à maintenant, pas réussi à produire des effets à grande échelle, est indispensable pour leur intensification ou adaptation.

5.1 Gestion durable des ressources naturelles

Une gestion durable des ressources est centrale pour fournir les ressources et services assurant des moyens d'existence décents aux générations futures. Cela se situe au cœur du scénario décrit en 4.2 et a été identifié comme étant l'influence la plus critique quant à l'orientation de la transformation rurale dans une direction voulue. Concernant les tendances actuelles de la plupart des ressources naturelles, elles montrent une détérioration rapide, et comme ces tendances sont exacerbées par le changement climatique (cf. 3.4), il est urgent d'agir dans ces quatre larges champs d'intervention :

La promotion de **1) pratiques agricoles durables adaptées au changement climatique** est primordiale pour assurer la fertilité des sols et la productivité dans des conditions environnementales changeantes. Sur le terrain, les approches conventionnelles pour la production agricole sont davantage présentes ou souhaitées. Cependant, le manque de capital d'investissement pour la mécanisation, l'approvisionnement inefficace en intrants et/ ou des intrants inabordables pour les petits producteurs, demandent à repenser ces approches conventionnelles.

Tout en ayant prouvé leur valeur dans l'agriculture conventionnelle moderne en ce qui concerne l'apport de nutriments et de minéraux en quantité substantielle, les engrais minéraux ne réapprovisionnent pas la teneur du sol en matières organiques et ne relancent donc pas la structure du sol. Par conséquent, il ne s'agit pas d'un remède contre l'érosion des sols. Pour une agriculture conservant les sols de manière durable, les agriculteurs doivent adopter des approches plus biologiques comme le labour minimum, la rotation des cultures, le paillage, le compostage, l'engrais vert, le fait de planter des légumineuses, etc. De telles mesures amélioreront l'équilibre hydrolo-

gique des sols et préparent le terrain pour l'application supplémentaire et ciblée d'engrais minéraux spécifiquement adaptés aux besoins du sol et de la culture.

Les pratiques agricoles durables peuvent contribuer à **2) réhabiliter les terrains dégradés**. Des mesures supplémentaires en agronomie, structurelles ou de gestion seront éventuellement nécessaires, et l'élaboration et la mise en œuvre de planifications d'aménagement du territoire vont jouer un rôle crucial, pour enfin améliorer les opportunités économiques dans les régions défavorisées.

3) La gestion durable des forêts et 4) la gestion durable de l'eau (gestion intégrée des bassins versants, récolte de l'eau de pluie, systèmes de recharge des nappes phréatiques, dispositifs d'irrigation durables et favorables aux pauvres, etc.) demandent toutes les deux des approches régionales intégratives avec une cogestion des populations locales et des utilisateurs pour assurer la durabilité, et le fonctionnement et les bénéfices sur le long terme, p. ex. pour la pêche. Les ressources naturelles devraient être gérées selon « l'approche Nexus » en intégrant la gestion et la gouvernance à travers les secteurs et niveaux (United Nations University, n.d.).

Certaines conditions cadres sont indispensables au fonctionnement des interventions en GRN :

- **Les services de vulgarisation, la sensibilisation et le développement de capacités pour permettre activement à la population de mettre en œuvre des pratiques durables ;**
- **Les plans de cogestion** pour augmenter l'appropriation (*ownership*) et favoriser la responsabilité (*accountability*) ;
- **La coopération des ministères sectoriels et des institutions** pour s'adresser complètement au caractère intersectoriel des ressources naturelles ;
- **L'application des lois** pour s'appuyer sur des législations et règles existantes et garantir la mise en place et le respect de tous les groupes d'utilisateurs.

La promotion **d'activités génératrices de revenus alternatifs** est un champ d'intervention supplémentaire, pas lié directement aux ressources naturelles mais crucial pour que les objectifs de gestion durable soient acceptables et mis en œuvre. Comme il a été mentionné en 3.4., la surexploitation des ressources est souvent une conséquence de la pauvreté et une activité vitale pour sécuriser les moyens d'existence d'un ménage. Sans alternative possible, une mise en œuvre large ne peut pas être atteinte ou la durabilité des interventions est menacée. Les recommandations sont résumées dans le tableau suivant et développées dans les pages d'après.

Tableau 6 : Vue d'ensemble des domaines d'intervention pour une gestion durable des ressources naturelles

Domaine d'intervention	Focus	Points d'entrées locaux	Liens à d'autres domaines d'intervention
Pratiques agricoles adaptées au changement climatique	Promotion <ul style="list-style-type: none"> de la recherche sur les de variétés adaptées à la variabilité climatique croissante et leur disponibilité des intrants biologiques de l'agriculture intelligente face au climat et pratique de conservation de l'humidité des sols (p. ex. agroforesterie et agro-sylvo-pastoralisme) de la diversification des cultures des technologies d'irrigation à petite échelle (si applicable) de services météo pour agriculteurs 	<i>Stratégies Nationales</i> <ul style="list-style-type: none"> NAPA PSRSA <i>Partenaires locaux potentiels</i> <ul style="list-style-type: none"> CARDER Universités Centres de recherche (INRAB, CePED, LARES...) ONG (p. ex. ECO-Benin, CREDI-ONG, IDID, GERME, Songhai) 	<ul style="list-style-type: none"> Services de vulgarisation / sensibilisation Coopération des ministères sectoriels et des institutions Accès au crédit Recherche et développement Sécurité foncière
Réhabilitation des sols dégradés et prévention des dégradations futures	Promotion <ul style="list-style-type: none"> de la rotation des cultures des engrais verts et paillis de la planification territoriale et mise en œuvre de plans d'aménagement et fonciers de sources de revenus alternatives 	<i>Stratégies Nationales</i> <ul style="list-style-type: none"> Politique foncière UNCCD <i>Partenaires locaux potentiels</i> <ul style="list-style-type: none"> CARDER Universités Centres de recherche (INRAB, CePED, LARES ...) ONG (p. ex. ECO-Benin, CREDI-ONG, IDID, GERME, Songhai) 	<ul style="list-style-type: none"> Services de vulgarisation/ sensibilisation Coopération des ministères sectoriels et des institutions Schéma de cogestions Création d'emplois non-agricoles

Gestion durable des forêts	<p>Promotion</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ du reboisement (financement, suivi) ▪ des produits forestiers non-ligneux (PFNL) ▪ poêles améliorés pour réduire l'utilisation de bois et charbon de bois ▪ sources de revenus alternatives pour producteur de charbon et ▪ cogestion des forêts <p>Sur le long terme</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ développement d'une stratégie de substitution du charbon de bois comme combustible primaire en milieu urbain 	<p><i>Stratégies Nationales</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Stratégie Nationale de Développement Durable (MEHU 2005) ▪ Initiatives de reboisement <p><i>Partenaires locaux potentiels</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Départements forestiers locaux ▪ ONG en gestion des ressources naturelles (p. ex. ECO-Benin) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Services de vulgarisation/ sensibilisation ▪ Application des lois (conformité avec réglementations) ▪ Création d'emplois ▪ Infrastructure de marché et de stockage (pour combustibles) ▪ Recherche et développement ▪ Plans d'aménagement du territoire ▪ Plan national énergétique
Gestion durable de l'eau	<p>Promotion</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ de la gestion intégrée des ressources en eaux et gestion intégrée des bassins versants comme principe de gestion (planification participative de la gestion) ▪ Programmes de réduction des risques de catastrophes (tempêtes, inondations, sécheresses) ▪ Programme de contrôle de l'érosion et de la sédimentation ▪ Surveillance de qualité et quantité des ressources en eau 	<p><i>Stratégies Nationales</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Stratégie Nationale de l'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural 05-15 (DGEau 2005) ▪ Stratégie Nationale de Développement Durable (MEHU 2005) <p><i>Partenaires locaux potentiels</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Autorités provinciales des eaux ▪ PNE ▪ WASCAL ▪ Groupes d'utilisateurs locaux 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Coopération des ministères sectoriels et des institutions ▪ Schéma de cogestion ▪ Plans d'aménagement du territoire
<p>Sujets transversaux : services de vulgarisation & sensibilisation, cogestion, coopération des ministères et institutions, application des lois</p> <p>Source : élaboré par les auteurs</p>			

Concrétisation des recommandations et interventions proposées

Les interventions/ mesures introduites par les points noirs (pleins) représentent les orientations stratégiques (zones d'intervention), tandis que les points vides décrivent ce sur quoi les interventions devraient se concentrer. Les encadrés à la fin de la plupart des sections sont des recommandations d'action concrètes, désignant souvent les partenaires potentiels. Comme dans le tableau ci-dessus, ils ne présentent pas une liste complète des partenaires potentiels mais des indices aux premiers points d'entrée.

- Promouvoir **des pratiques agricoles durables adaptées au changement climatique** : ce qui inclut l'introduction et la promotion de pratiques alternatives comme l'agro-sylvo-pastoralisme et l'agroforesterie, la gestion durable des sols comme le paillage, le compostage, les légumineuses, la rotation et diversification des cultures ainsi que la dissémination d'informations importantes et de système de partage des bénéfices entre les agriculteurs et les bergers. Ici, il est essentiel de
 - Assurer une disponibilité flexible des intrants dans des quantités appropriées et avec des instructions d'utilisation suffisantes ;
 - Assurer la disponibilité abordable en semences pour la diversification des cultures et des variétés adaptées ;
 - Encourager l'utilisation d'engrais biologiques (engrais verts, fumier animal) par la sensibilisation. Ne pas oublier le problème de la disponibilité limitée en engrais verts/ biomasse dans les régions semi-arides et que le manque d'étables pour le bétail ainsi que les divisions entre les bergers et les agriculteurs sont autant d'obstacles à la disponibilité en fumier animal ;
 - Faire la démonstration et diffuser les pratiques pour conserver l'humidité des sols comme avec les paillis, la couverture des cultures ou les engrais verts ;
 - Faire la démonstration, soutenir et diffuser des technologies d'irrigation à petite échelle et à bas prix, selon ce qu'il convient écologiquement et selon ce qui est rentable, accompagnées de services de vulgarisation et des mécanismes de financement adéquats ;
 - Fournir des prévisions météorologiques et des rétrospectives afin d'informer les agriculteurs sur la teneur en eau des sols en fonction des pluies antérieures et conseiller d'avancer ou de retarder l'ensemencement.

Recommandations d'action concrètes

- Étroite collaboration avec CARDER pour l'élaboration des approches
- Harmonisation de différentes initiatives de donateurs dans le domaine de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles pour mieux profiter des synergies
- Promotion de l'adhésion aux universités, aux institutions de recherche gouvernementales et privées, ainsi qu'aux représentations des agriculteurs pour des réseaux de bonnes pratiques comme canafrica

- Élaborer et mettre en pratique des concepts pour réhabiliter les zones où les sols sont dégradés et prévenir les dégradations futures, ce qui peut inclure :
 - Sensibilisation à l'importance et à la diffusion de techniques de systèmes de rotation des cultures et autres pratiques pour conserver la fertilité des sols ;
 - Promotion des engrais verts (accompagnés de la fourniture de semences adéquates) à la place de ou pour compléter les produits chimiques pour améliorer la structure des sols, supprimer les mauvaises herbes, ajouter des nutriments et lutter contre les parasites (là où les conditions climatiques le permettent) ;
 - Amélioration du respect des plans d'aménagement du territoire et des droits fonciers ;
 - Élaborer un système de partage des bénéfices entre les agriculteurs et les bergers pour utiliser le fumier et les restes agricoles et simultanément réduire les potentiels de conflits ;
 - Promotion des sources de revenu non-agricoles comme alternatives à l'agriculture.

Recommandations d'action concrètes

- Facilitation des rencontres d'information et de collaboration des ministères des différents secteurs impliqués

- Contribuer à la **gestion durable des forêts en soutenant les mesures de boisement et reboisement** et en **substituant le charbon** comme combustible primaire en milieux urbains afin de réduire la pression sur les forêts. Le remplacement du charbon nécessite de se pencher sur des combustibles alternatifs disponibles, sûrs et abordables, ainsi que sur des sources de revenu alternatives pour les producteurs de charbon. La cogestion des forêts par les communautés voisines et les autorités forestières doit être consolidée.
 - Sensibilisation et information sur l'importance des forêts et des mesures de boisement, et possibilités d'exploitation des PFNL ;
 - Évaluation de la cogestion des ressources forestières au niveau du pays et promotion continue des bonnes pratiques ;
 - Allocation de ressources financières pour la mise en place et le suivi des initiatives de reforestation qui, pour le moment, n'existent que sur le papier ;
 - Stimulation de la recherche sur les carburants, l'efficacité des combustibles et les modèles de financement qui peuvent voir le jour en coopération avec d'autres pays ayant une forte déforestation.

Recommandations d'action concrètes

- Sensibilisation et projets de formation en coopération avec des ONG et CARDER
- Pression pour davantage de budgets alloués à la reforestation et à la recherche en combustibles pour la cuisine
- Pour les PFNL : intensification de la récolte saisonnière de champignons en proposant des formations et des lieux de stockage (et de transformation)

- Contribuer à **la gestion durable de l'eau** en faisant la promotion de **la gestion intégrée des bassins versants** comprenant toutes les parties prenantes pertinentes du gouvernement, des entreprises et de la société civile.
 - Élaboration de plans de gestion participative pour contrôler les bassins versants et l'utilisation de l'eau (permis d'utilisation de l'eau, citernes, etc.), créer des réglementations pour les associations d'utilisateurs de l'eau ;
 - Élaboration de bonnes pratiques pour gérer les eaux pluviales et les inondations ;
 - Diffusion de bonnes pratiques pour le contrôle de l'érosion et des sédiments ;
 - Amélioration des plans d'aménagement du territoire ;
 - Installation de systèmes de suivi et évaluation.

Recommandations d'action concrètes

- Facilitation des réunions des parties prenantes, dont les populations riveraines, et les départements forestiers, de l'eau et agricoles

Bonnes pratiques en gestion des ressources au Bénin :

- **Cogestion des ressources**, des responsabilités, de la mise en œuvre des plans. Idéalement, afin d'augmenter l'effet de surveillance mutuelle, cela se passe entre trois parties ou plus. La population locale est aux commandes car c'est elle qui est la plus touchée par l'appauvrissement des ressources. P. ex. la cogestion du Pendjari National Park mise en place par la GTZ début 2000.
- **Renforcement (légal) des associations villageoises et d'autres groupes locaux concernés** comme les chasseurs et les fermiers pour s'assurer que les utilisateurs locaux ont une voix et que les projets prévus respectent les intérêts locaux.
- **Apport (rapide) de bénéfices tangibles** pour les acteurs locaux par les nouveaux arrangements, p. ex. en renforçant certains secteurs de production comme dans le Pendjari à travers la promotion de coton biologique au sein d'un réseau de commercialisation ; ou en réservant des terrains pour une utilisation sur le long terme (zone d'utilisation économique) selon des conditions spécifiques.

Défi : Comment s'assurer que les intérêts extérieurs, p. ex. des structures gouvernementales, soient maîtrisés, pour que les arrangements en cours ne soient pas annulés lorsque le soutien international se termine ?

5.2 Intensification et professionnalisation du secteur agricole

Les recommandations suivantes reposent sur l'analyse selon laquelle de nombreux petits agriculteurs béninois ont le potentiel pour augmenter leur productivité alors que seuls quelques-uns ont de bonnes chances de sortir de l'agriculture pour de bon. La perspective de l'augmentation de la productivité (comme celle de sortir de l'agriculture) devrait être une amélioration de leur situation structurelle socio-économique sur le moyen ou le long terme.

La clé vers la sécurité alimentaire et nutritionnelle future pour la population en augmentation tout en protégeant les ressources naturelles est l'**intensification écologique de la production agricole**. Cela signifie que la productivité (par unité de surface, intrant et/ ou travail) doit être augmentée alors que les conséquences négatives pour l'environnement restent au plus bas niveau possible (propre définition). Une intensification écologique contribue à modeler la transformation rurale d'une manière plus durable et inclusive socialement. Elle assure la productivité des petits agriculteurs sur le long terme et contribue ainsi à sécuriser les moyens d'existence ruraux et des revenus des ménages. La pression pour migrer et chercher des solutions économiques plus prometteuses est réduite, même si les choix de mode de vie et les stratégies de diversification continueront à pousser vers des stratégies de moyens d'existence multi locales ou de migration circulaire.

L'intensification écologique doit aller de pair avec la **professionnalisation du secteur agricole**, surtout des petits agriculteurs. Le développement des capacités des services de vulgarisation et des centres de formation (*training*) est une condition préalable à la diffusion cohérente des bonnes pratiques. Cela est vital pour répondre aux besoins d'une population en augmentation et pour faire passer la réputation de l'agriculture de simple stratégie de survie à une opportunité professionnelle viable.

L'intensification de la production et les bénéfices économiques qui en résultent (revenus, potentiel de transformation) seuls ne vont probablement pas suffire à fournir des possibilités et des revenus sûrs à une population en augmentation. L'urbanisation va se poursuivre et s'accompagner d'un **besoin en emplois non-agricoles** (cf. 5.4). La productivité et professionnalisation de l'agriculture en augmentation devraient être connectées de manière stratégique pour **ouvrir des possibilités dans la transformation alimentaire et des fibres** et la vente de produits de plus grande valeur. L'urbanisation doit aussi être accompagnée par une plus intense planification urbaine et d'aménagement du territoire, dont des approches d'agricultures urbaines lorsque cela est approprié.

Ces processus d'intensification doivent être accompagnés de services de soutien et par des conditions cadres favorables (infrastructure, lois et réglementations, p. ex. pour la propriété foncière). Pour être inclusives, elles doivent être adaptées à la majorité des producteurs. Les meilleures chances pour y arriver résident dans une plus forte organisation et participation des agriculteurs.

Afin de promouvoir le processus d'intensification écologique, il est indispensable de soutenir les interventions à différents niveaux. Tableau 7 offre une vue d'ensemble des recommandations et des interventions proposées, suivi d'une description/ concrétisation plus détaillée des interventions choisies.

Tableau 7 : Vue d'ensemble des domaines d'intervention pour une intensification écologique et une professionnalisation du secteur agricole			
Domaine d'intervention	Focus	Points d'entrés locaux	Liens à d'autres domaines d'intervention
Intensification écologique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développer des standards de production respectueux de l'environnement (Bonnes Pratiques Agricoles - BPA) ▪ Développer davantage de techniques de production respectueuses de l'environnement (p. ex. production biologique, agriculture intelligente face au climat, gestion intégrée du contrôle des nuisibles) ▪ Mécanisation, diversification, stockage ▪ Subventions (p. ex. bons électroniques) pour engrais et autres intrants ▪ Soutien à l'infrastructure décentralisée/locale de l'eau ▪ Soutien à l'organisation de petits producteurs 	<i>Stratégies Nationales</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪ PSRSA ▪ Code foncier 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sécurité foncière ▪ Formulation de politiques et application de lois ▪ Services financiers
		<i>Partenaires locaux potentiels</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪ INRAB ▪ FUPRO 	
Approche chaîne de valeur	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Promotion des potentiels inclusifs (écon.) et durables (écol.) des chaînes de valeurs dans les cultures clés ▪ Soutien au développement des chaînes de valeurs (promotion d'analyses de marché et d'acteurs ; facilitation d'échange et coopération le long de la chaîne) ▪ Accent sur les groupes les plus pauvres et marginalisés, les femmes (p.ex. transformation), jeunes (p.ex. transport) ; considérer les besoins et capacités des producteurs 	<i>Stratégies Nationales</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪ PSRSA ▪ Stratégie nationale pour 12 cultures/ chaînes de valeurs 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mise en œuvre des politiques ▪ Développement des infrastructures ▪ Services financiers
		<i>Partenaires locaux potentiels</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪ UPC ▪ FUPRO ▪ PNOPPA 	
Services de vulgarisation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développement des capacités des employés des CARDER (agriculture commerciale, GRN, organisation de producteurs, etc.) ▪ Adapter les formations, messages clés et matériaux visuels aux BPA ▪ Renforcer lien entre R&D, CARDER et producteurs ▪ Suivre et évaluer les effets des réformes ▪ Revendiquer davantage de budget pour les services de vulgarisation 	<i>Stratégies Nationales</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪ PSRSA 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Allocation de ressources gouvernementales
		<i>Partenaires locaux potentiels</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪ CARDER ▪ UPC 	

Organisations de producteurs	<ul style="list-style-type: none">▪ Soutien au développement organisationnel (administration, financement, <i>business plans</i>, comptabilité, <i>lobbying</i>, etc.)▪ Renforcer les capacités organisationnelles des acteurs plutôt marginalisés▪ Encourager le dialogue entre les producteurs et toutes autres parties prenantes le long des chaines de valeurs (CV)▪ Soutien organisationnel (finances, personnel)	Stratégies Nationales <ul style="list-style-type: none">▪ PSRSA	<ul style="list-style-type: none">▪ Services de vulgarisation/ training▪ Services financiers
		Partenaires locaux potentiels <ul style="list-style-type: none">▪ CARDER▪ UPC	
Promotion du secteur privé	<ul style="list-style-type: none">▪ Renforcer PME le long des CV : soutien de production, transformation, prestation de services▪ Soutenir le désengagement de l'État pour l'approvisionnement en intrants ; installer des garde-fous contre les pratiques exclusives et non durables (contrôle de la qualité, des prix)▪ Contribuer à l'approvisionnement en intrant en promouvant les PME, démarrage d'entreprise, évaluation de demande, contrôle-qualité▪ Encourager le développement de services pro pauvres le long des chaînes de valeur (p. ex. partage de machines)▪ Améliorer l'accès aux marchés	Stratégies Nationales <ul style="list-style-type: none">▪ SCRP	<ul style="list-style-type: none">▪ Services de vulgarisation/ training▪ Services financiers▪ Infrastructure
		Partenaires locaux potentiels <ul style="list-style-type: none">▪ CePED	
Recherche et Développement	<ul style="list-style-type: none">▪ Faciliter l'innovation adaptée et la recherche appliquée (évaluation des besoins, participation de producteurs encouragée)▪ Soutenir la vulgarisation basée sur la recherche (stratégie de dissémination)▪ Soutenir la diffusion de technologies adaptées	Stratégies Nationales <ul style="list-style-type: none">▪ PSRSA	<ul style="list-style-type: none">▪ Services de vulgarisation
		Partenaires locaux potentiels <ul style="list-style-type: none">▪ INRAB▪ Universités▪ CARDER	
Système de titularisation/ régime foncier	<ul style="list-style-type: none">▪ Contribuer au suivi et à l'évaluation de l'application du nouveau code foncier : vérifier le fonctionnement des garde-fous contre la spéculation foncière et le détournement de terres agricoles▪ Soutenir le cadastre▪ Soutenir la désignation, diffusion et le respect des couloirs de transhumance	Stratégies Nationales <ul style="list-style-type: none">▪ Code Foncier	<ul style="list-style-type: none">▪ Services financiers
		Partenaires locaux potentiels <ul style="list-style-type: none">▪ ANCB	
Sujets transversaux : services de vulgarisation, services financiers, développement d'infrastructure, sécurité foncière			
Source : élaboré par les auteurs			

Concrétisation des recommandations et interventions proposées

Les interventions/ mesures introduites par des points représentent des orientations stratégiques tandis que celles mises en avant par des flèches et dans un cadre gris à la fin de la plupart des sections sont des recommandations concrètes d'action, pointant souvent des partenaires potentiels.

- Contribuer à l'intensification écologique pour augmenter la productivité agricole
 - Élaboration de **standards de production respectueux de l'environnement** – Bonnes pratiques agricoles (BPA) qui considèrent et recommandent des techniques de production durables écologiquement et respectueuses de l'environnement (voir le point suivant) pour différentes cultures.
 - Introduction ou développement de **techniques de production respectueuses de l'environnement** qui font partie de standards de production (BPA). Elles sont adaptées localement et socialement, ainsi que viable économiquement. Les techniques devant être recommandées devraient se baser sur des principes de la production écologique, de l'agriculture de conservation et des mesures d'adaptation au changement climatique (voir au-dessus), de la gestion intégrée des parasites, etc. Des mesures concrètes sont, p. ex., l'utilisation de matière organique et/ ou d'engrais verts pour protéger les sols de davantage de dégradation et pour augmenter la fertilité des sols et conserver l'humidité. Les techniques recommandées doivent être adaptées aux besoins aussi bien qu'aux conditions de vie et de production, ce qui signifie qu'elles doivent être réalisables, abordables et viable économiquement pour les agriculteurs, et surtout pour les petits producteurs.
 - Soutenir une **infrastructure et une organisation de la gestion de l'eau décentralisée/ locale** pour étendre la période de production et être moins dépendant des chutes de pluie, et ainsi diminuer le risque de sécheresse ou d'inondation. Dans cet objectif, des infrastructures de rétention d'eau de petite taille, ainsi que d'irrigation/ drainage, devraient être installée là où cela convient, p. ex. pour les cultures de valeur supérieure ; au fond des vallées ou pour les potagers. Cela inclut le soutien à l'organisation (règles, tâches, maintenance, contributions, frais, etc.) de **groupes d'utilisateurs de l'eau**.

Recommandations d'action concrètes

- Travailler avec tous les acteurs pertinents (MAEP, INRAB, CARDER, FUPRO, etc.) sur des directives pour les BPA en tant que base pour la formation et le conseil des travailleurs en vulgarisation et des producteurs, ainsi que pour une meilleure diffusion de telles techniques
- Coopérer avec les ONG locales avec des années d'expérience dans la promotion des petits agriculteurs avec des techniques durables de culture pour avoir une plus grande portée
- Encourager l'institutionnalisation des échanges entre la R&D, CARDER et ces ONG pour chercher des synergies et un apprentissage mutuel et pour atteindre les agriculteurs qui ne sont pas proches des ONG
- Évaluer et construire sur les expériences et Atacora et Ouémé pour la rétention d'eau et l'irrigation à petite échelle

- Continuer la promotion de l'**approche chaîne de valeur**
 - Exploiter les **potentiels inclusifs économiquement et durable écologiquement du développement de chaînes de valeur** dans les secteurs/ chaînes de valeur stratégiques pour les cultures clés. La meilleure façon de procéder est de :
 - a) Assurer l'implication des petits producteurs en sélectionnant et promouvant les cultures qu'ils produisent et contribuent à la sécurité alimentaire (p. ex. les cultures vivrières) et la nutrition (p. ex. les légumes) ou en soutenant les groupes de petits agriculteurs pour renforcer leurs capacités ;
 - b) Se concentrer, lorsque c'est possible, sur les cultures spécifiques, le soutien aux chaînes de valeur pour les régions les plus pauvres et marginalisées ;
 - c) Identifier les possibilités d'implication des femmes et des jeunes le long de la chaîne de valeur, p. ex. dans la transformation (souvent, pour les femmes) ou le transport et le stockage (jeunes) de produits ;
 - d) Considérer les besoins et les capacités des agriculteurs (coûts, main d'œuvre, etc.) ainsi que les spécificités écologiques lorsque de (nouvelles) technologies sont introduites ; et
 - e) Exploiter les possibilités de modeler le soutien aux chaînes de valeur d'une manière durable écologiquement, p. ex. élaborer et introduire des standards de productions respectueux de l'environnement (p. ex. directives pour utiliser les engrais et les pesticides correctement et seulement là où c'est nécessaire).
 - Soutien au **développement de chaînes de valeur** en aidant les entités responsables pour
 - a) Mener/ finaliser une analyse complète des chaînes de valeur soutenues ;
 - b) Identifier (cartographier) les acteurs pertinents (et leurs fonctions et relations), les canaux de vente, marchés, services nécessaires et obtenus, etc. ;
 - c) Déterminer les potentiels et les blocages le long des chaînes de valeur pour servir de point de départ à leur développement/ stratégie d'amélioration³⁶.

Recommandations d'action concrètes

- Commencer avec les chaînes de valeur les plus prometteuses et développées (karité, ananas) et soutenir les chaînes de valeur de cultures vivrières pour augmenter la sécurité alimentaire : le soutien de chaînes de valeur doit reposer sur une analyse de marché (du côté de la demande et des potentiels, concurrence) suivie d'une analyse de la chaîne de valeur pour identifier les points forts et les potentiels, et ainsi trouver les leviers pour des mesures menant à l'élaboration d'une stratégie de développement d'une chaîne

³⁶ Cette stratégie devrait identifier des mesures concrètes pour des chaînes de valeur spécifiques (p. ex. options de transformation) ou pour le secteur agricole en général (p. ex. le secteur fournisseur d'intrants). Les mesures concernant le renforcement du secteur privé, des services de vulgarisation et financiers ou pour soutenir les organisations de producteurs sont traitées séparément ci-dessous.

- Évaluer le potentiel des chaînes de valeur dans les domaines de l'élevage et de la pêche à soutenir les pêcheurs et bergers souvent pauvres. L'élevage bovin, par exemple, peut soutenir la production et l'utilisation de fumier organique
- Évaluer si le soutien des chaînes de valeur du coton biologique, de l'anacarde et de l'huile de palme est prometteur (économiquement, socialement, écologiquement) et quelle est la meilleure manière de les optimiser
- Contribuer (en coordination avec d'autres PTF) à une standardisation fonctionnelle et un organisme de contrôle qualité, entre autres pour soutenir et suivre les systèmes d'assurance qualité le long des chaînes de valeur soutenues

- **Renforcer les services de vulgarisation** afin qu'ils puissent faire la promotion de pratiques agricoles professionnelles et axées sur le marché avec des rendements élevés et diversifiés (adaptés aux régions agro-écologiques) tout en assurant la conservation de la fertilité des sols et l'adaptation à la variabilité climatique. Afin d'être acceptables pour les agriculteurs, ces pratiques agricoles soutenues doivent avoir un ratio quantité de travail/ capital/ intrant contre rendement/ produit/ revenu prenant en considération la disponibilité en main d'œuvre, l'énergie et la technologie du contexte local. Des mesures concrètes sont, p. ex. :
 - De continuer de **développer les capacités du personnel de CARDER** pour répondre mieux à l'orientation au marché et à la modernisation de l'agriculture : formation (des formateurs) du personnel de vulgarisation aux Bonnes pratiques agricoles (BPA) pour toutes les cultures pertinentes en tant que base de conseil aux agriculteurs, formation, p. ex., à l'agriculture en tant que commerce, à la gestion des ressources naturelles, à l'organisation des agriculteurs, et à l'accès aux services financiers. Cela inclurait la production et la diffusion de matériel de formation (p. ex. sur la gestion intégrée des parasites) ;
 - Revoir et, si nécessaire, **ajuster** les considérations économiques et écologiques dans les messages et le **matériel distribué par CARDER** en fonction des BPA élaborées (p. ex. le dosage and les périodes pour l'engrais et les pesticides ; les cultures intercalaires ; la rotation des cultures et les jachères (enrichies)) ;
 - Renforcer le lien entre la R&D, le personnel de vulgarisation et les agriculteurs ;
 - Renforcer le suivi et l'analyse des services de vulgarisation ;
 - Faire pression pour augmenter les **ressources gouvernementales destinées aux services de vulgarisation** (gouvernance) pour assurer des mesures de développement des capacités et faciliter la mobilité du personnel de vulgarisation, pour leur permettre de fournir des conseils sur le terrain.

Recommandations d'action concrètes

- Travailler avec le ministère sur une stratégie pour améliorer les services de CARDER
- Faire pression pour davantage de budget alloué à l'agriculture hors du secteur coton

- Renforcer les **capacités organisatrices des producteurs agricoles** afin qu'ils exploitent pleinement les avantages des coopératives de petits agriculteurs et autres types d'organisations d'agriculteurs afin de a) faciliter l'accès aux intrants et aux marchés ; b) influencer la prise de décision et augmenter le pouvoir de négociation des petits agriculteurs ; c) optimiser le partage d'expériences et la diffusion des innovations. Un haut niveau d'organisation et la mise en place de liens forts entre les différents acteurs sont particulièrement importants pour le bon fonctionnement des chaînes de valeur.
 - Soutenir les organisations d'agriculteurs avec des **mesures de développement organisationnelles** (administration, financement, *business plans*, comptabilité, *lobbying*, etc.) et avec des **mesures spécifiques de développement de capacités** (formations aux standards, aux techniques de production respectueuses de l'environnement, etc.) ;
 - Soutenir les **capacités d'organisation des acteurs/ petits agriculteurs les plus pauvres** le long de la chaîne de valeur pour des négociations et une distribution des bénéfices plus équitables ;
 - Pour les organisations au sein des secteurs de cultures/ chaînes de valeur dont on fait la promotion : soutenir un **échange régulier et une coopération des producteurs avec les (autres) parties prenantes le long de la CV** (réunions régulières, plateformes de dialogue, interprofessions) pour assurer la coordination de la chaîne verticale et horizontale ;
 - **Soutien organisationnel** aux plateformes d'interaction et d'orientation au sein des CV (finances, personnel).

Recommandations d'action concrètes

- Coopérer avec les structures existantes comme UPC, FUPRO, PNOPPA pour voir comment les besoins et les opinions sur le terrain peuvent être davantage pris en considération

- **Renforcer le rôle du secteur privé (exploitations agricoles, entreprises et prestataires de service) le long des chaînes de valeur** afin que les entreprises/ exploitations améliorent leurs affaires et que la fourniture de services soit assurée le long de la chaîne de valeur : fourniture d'intrants de qualité (contrôlée) à travers le pays, et que le transport, l'infrastructure (p. ex. stockage, chaîne du froid), l'infrastructure de qualité, la transformation et la vente de certains produits soient développés. Ici, il faut attacher une attention spécifique à :
 - **Promouvoir le développement des PME pour la production, la transformation ou la prestation de services** le long des CV (quand c'est approprié, soutenir l'établissement de contrats entre les entreprises et les organisations de petits producteurs) ;
 - **Soutenir le désengagement de l'État en ce qui concerne la fourniture d'intrants** afin d'encourager le développement du secteur privé tout en installant des garde-fous contre les pratiques non durables ou exclusives. Ces garde-fous doivent inclure, entre autres, le contrôle qualité des intrants et l'évaluation de leurs impacts environnementaux ; agir contre les monopoles des prix et les relations de dépendances réduisant le pouvoir de négociation ;

- **Améliorer l'accès à des intrants de qualité** – semences, engrais, produits phytosanitaires. Les PME ou les fournisseurs d'intrants nationaux/ internationaux doivent être le réseau le plus approprié grâce auquel les intrants atteignent les différentes parties du pays – avec des PME ayant probablement besoin de soutien durant la phase initiale de la mise en place de leur affaire. **L'évaluation de la demande** par localité serait la plus efficace si – grâce à un soutien organisationnel – les producteurs pouvaient évaluer leurs besoins individuels et collectifs en intrants. Les services de vulgarisation seraient cruciaux pour diffuser l'application correcte de ces intrants.
- **Encourager le développement de services favorables aux pauvres** (qui sont disponibles pour les petits agriculteurs) le long de la chaîne de valeur, p. ex. les moyens de production comme le partage des machines, tandis que les services financiers devront inclure le financement d'investissements pour la mécanisation si certaines conditions sont remplies.
- **Améliorer l'accès aux marchés** en soutenant l'extension et la maintenance d'une infrastructure décentralisée (routes et routes de desserte ; marchés ; chambres froides ; lieux de stockage) et une électricité fiable. Ici aussi, le conseil des services de vulgarisation et la promotion de l'auto-organisation des producteurs pour une vente plus facile et plus économique sont indispensables. Cela vaut aussi pour les PME de transformation ou de conservation de la production agricole primaire car ils représentent d'un côté un marché potentiel et de l'autre ouvrent de nouvelles possibilités de vente pour les produits.

Recommandations d'action concrètes

- Gestion de qualité de la fourniture d'intrants (contrôle, assurance, etc.)
- Organisations de service aux agriculteurs (p. ex. légal et développement organisationnel et systèmes de crédit pour le partage des machines)
- Encourager les jeunes entrepreneurs innovants en soutenant leurs start-ups (p. ex. conseil/ soutien pour le développement de leur affaire, services financiers, marketing)

- **Renforcer la recherche et le développement** pour qu'ils puissent mieux profiter des développements et innovations internationaux, et mieux évaluer et répondre aux besoins des agriculteurs. Le lien entre les services de vulgarisation en tant qu'intermédiaires pour les besoins des agriculteurs doit être encore renforcé en ce qui concerne l'analyse de problèmes, la diffusion de résultats, le suivi de l'adoption d'ajustements sur le terrain et l'adaptation des résultats en fonction de ces derniers.
 - Faciliter une **innovation adaptée et la recherche appliquée**, la vulgarisation basée sur la recherche et des technologies appropriées (évaluation des besoins des agriculteurs, développement technologique participatif (p. ex. sur des parcelles témoin) et suivi proche avec les agriculteurs et ajustement des innovations en fonction des résultats) ;
 - Soutenir une **stratégie de diffusion améliorée** pour une innovation qui se concentre spécifiquement sur les agriculteurs les plus pauvres, les plus éloignés ;
 - Encourager et institutionnaliser les échanges entre les universités et les autres **institutions** de recherche.

Recommandations d'action concrètes

- Collaborer étroitement avec l'INRAB et les universités pour identifier les besoins spécifiques et les directions stratégiques
-
- **Soutenir la mise en vigueur du nouveau code foncier et système de propriété foncière.** Ce soutien devrait inclure le suivi et l'évaluation du système et les adaptations au cas où les garde-fous prévus ne fonctionneraient pas (cf. 3.2.3) et le nouveau système aurait pour résultat d'exclure des terrains productifs les segments pauvres de la population. Le suivi devrait se concentrer sur
 - Le **fonctionnement de garde-fous** contre la spéculation foncière et le détournement des terres agricoles, le respect des titres (droits de propriété, droits d'utilisation) et l'accès à la terre des petits agriculteurs pauvres, p. ex. à travers la formalisation des terres coutumières ;
 - Le fonctionnement d'un cadastre actualisé ;
 - **La désignation (participative), diffusion et le respect des couloirs de transhumance** pour assurer les déplacements de bétail, leur base économique et le fonctionnement de mécanismes de résolution de conflits.

Recommandations d'action concrètes

- S'appuyer sur les expériences de la KfW à Atacora concernant les défis et potentiels d'un cadastre – et comment assurer sa durabilité
- S'appuyer sur les expériences et les bonnes pratiques concernant les couloirs de transhumance et la résolution de conflits

Bonne pratique en intensification écologique et professionnalisation du secteur agricole :

- **Approche multiniveau** avec une présence privilégiée constante au sein du MAEP a fait preuve d'utilité en contribuant à rédiger des stratégies et s'est révélé nécessaire pour une mise en œuvre réussie (p. ex. le programme ProAgri de la GIZ) ;
- L'élaboration d'un **programme de base se déroulant sur plusieurs périodes de financement** pour la continuité et la fiabilité envers les partenaires et complété par d'autres programmes qui lui sont associés, p. ex. pour augmenter la fertilité des sols, l'adaptation au changement climatique, la finance agricole, etc. ;
- **L'approche chaîne de valeur** selon les régions et accompagnée d'instruments éprouvés comme les liens de valeur : au sein de la chaîne de valeur de l'anacarde, des effets positifs sur la qualité, l'emploi et le revenu ont été notés ;

- **Liens avec GRN** à travers l'innovation et la consultation spécifique à l'intérieur de la chaîne de valeur pour augmenter l'efficacité des ressources et protéger ou améliorer les propriétés du sol, p. ex. la gestion des restes après la récolte.

Défis : mettre en place un système éducatif/ formatif axé sur les besoins du marché du travail agro-alimentaire (production et services associés, p. ex. mécaniques des machines agricoles, élagage, etc.) ; mettre en place des mesures de gestion de l'eau décentralisées mais harmonisées ; intensifier les approches positives.

5.3 Soutien aux services financiers

Des services financiers décentralisés adaptés aux besoins des producteurs ruraux sont généralement reconnus comme étant d'importance capitale pour donner la possibilité aux agriculteurs d'investir dans l'intensification, la diversification, ou l'optimisation de la production. Le crédit agricole est nécessaire pour acheter des semences de qualité, du bétail, pour investir dans l'irrigation goutte à goutte et pour contribuer au partage des machines. Ils sont jugés critiques pour la transformation rurale car leur disponibilité facilite l'accès à une diversité de moyens de production améliorés et permet de se lancer dans des activités économiques plus diversifiées. Cependant, ils dépendent de la gouvernance (politiques financières, etc.), des mécanismes de contrôle, et leurs effets sont partiellement dépendants des capacités des créditeurs à investir correctement et à faire des bénéfices sur leur investissement. Ce dernier aspect est lié, au moins en partie, au niveau d'éducation, à la formation professionnelle et à l'expérience, ainsi qu'à la qualité des conseils et du soutien obtenu par l'agriculteur.

Les microcrédits ont été longtemps acclamés comme étant le remède miracle pour aider les pauvres à sortir de la pauvreté. Depuis 1999, un nombre de crises de l'endettement dans une telle diversité de pays, tels que l'Inde, la Bolivie, la Bosnie ou le Maroc, ayant comme résultat le suicide dans les cas les plus tragiques, a attiré l'attention sur les contradictions entre le secteur bancaire axé sur le profit et la réduction de la pauvreté. La recherche de clients a poussé certaines institutions de microcrédit à, soit accepter des demandes de crédit sans vraiment vérifier le plan d'affaires et la solvabilité, soit à refuser les pauvres et rechercher des voies plus aisées engageant des sommes de crédit et des marges de profit plus importantes (Engel et al., 2014, p. 5-9). Cette discussion s'est accompagnée d'une évaluation critique générale des effets (limités) du microcrédit sur l'autonomisation économique et sociale des plus pauvres parmi les pauvres (Beckmann, Neubert, & Fleig, 2015, pp. 37-40).

Le surendettement ou une **exclusion financière** continue des plus marginalisés sont trop souvent la conséquence de services financiers pas complètement adaptée aux besoins des pauvres. De plus – souvent en raison de calculs stricts et de réduction des risques – de nombreuses institutions de microcrédit fournissent des sommes bien inférieures à celles demandées ou les attachent à un système de groupe qui encourage la pression des pairs et la responsabilité de groupe. Ces sommes moins élevées ne permettent pas de faire les investissements prévus et n'ont donc souvent pas les impacts attendus. Les crédits à un groupe sont souvent liés à différentes obliga-

tions qui réduisent leur efficacité. Par conséquent, ces types de **crédits ont souvent un impact limité**, dans la mesure où ils en ont un (Engel et al., 2012, p. 68).

Les ménages pratiquant l'agriculture sont souvent encore moins susceptibles d'obtenir un crédit car leurs activités sont souvent considérées comme à risques et les délais de remboursements étendus dans la durée. Étant donnés les taux d'intérêts élevés en raison des hauts coûts de transaction de petites sommes dans des lieux dispersés, des cycles de prêt longs désavantagent les pauvres et ne sont pas très intéressants pour les institutions de microcrédit. **Les crédits agricoles** dans les systèmes de production commencent seulement à se professionnaliser et à s'orienter vers le marché, ils soulèvent donc des défis spécifiques.

Le Bénin a quelques systèmes et institutions de crédit agricole qui semblent servir les producteurs ruraux. Une analyse approfondie du secteur financier ne faisait pas partie de la recherche. Cependant, certains problèmes ont été évoqués par les personnes interrogées, soulignant le besoin d'augmenter les systèmes de crédit, en crédits adaptés ou en financement et mécanismes de distribution qui fonctionneraient mieux (cf. 3.1.1).

Le tableau ci-dessous donne une vue d'ensemble des interventions recommandées ; les paragraphes suivant donnent plus de détails.

Tableau 8 : Vue d'ensemble des domaines d'intervention pour soutenir les services financiers			
Domaine d'intervention	Focus	Points d'entrées locaux	Liens à d'autres domaines d'intervention
Institutions de microfinance	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soutenir le développement, l'introduction et/ou la diffusion de produits spécifiques pour producteurs ▪ Soutenir les capacités des institutions existantes 	<i>Stratégies Nationales</i> <i>Partenaires locaux potentiels</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪ FECECAM ▪ CLCAM ▪ PADME ▪ IMFs/ SFDs 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Services de vulgarisation ▪ Développement de capacités
Institutions gouvernementales	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soutenir des mécanismes solides pour assurer des approches entrepreneuriales éthiques et favorables aux pauvres ▪ Soutien institutionnel aux fonds gouvernementaux dédiés à la promotion du milieu rural pour plus de transparence et performance 	<i>Stratégies Nationales</i> <i>Partenaires locaux potentiels</i> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Banque centrale/ BCEAO ▪ FADeC ▪ FNDA ▪ ANCB 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Gouvernance/ dialogue politique ▪ Coopération avec PTF
Source : élaboré par les auteurs			

Concrétisation des recommandations et interventions proposées

Les interventions/ mesures introduites par des points représentent les orientations stratégiques, tandis que celles devancées par des flèches et écrites dans un cadre gris à la fin de la plupart des sections sont des recommandations d'action concrètes, ciblant souvent des partenaires potentiels.

- **Un soutien supplémentaire pour des services financiers adaptés et décentralisés** pour les producteurs agricoles et des petits et moyens entrepreneurs. Ce soutien doit assurer un secteur financier robuste (évaluation des risques, garde-fous contre le surendettement) et aider pour faciliter l'accès aux crédits.
 - **Soutenir le développement, l'introduction et/ ou continuer la diffusion de produits spécifiques** adaptés aux besoins des petits agriculteurs et des *start-ups*. Ces produits doivent atteindre les provinces grâce aux SFD et/ ou des institutions financières gouvernementales. Les produits incluraient a) des crédits agricoles adaptés au cycle de production – les services de vulgarisation devraient soutenir les producteurs en rédigeant leur plan d'affaires et pourraient faire le lien avec un SFD ; et b) des crédits pour les nouveaux entrepreneurs avec des idées commerciales viables – des mesures de développement du secteur privé pour les PME aideraient les nouveaux entrepreneurs à développer et évaluer leurs idées ;
 - **Soutien institutionnel aux SFD existants** (sélectionnés) pour augmenter leur portée, leur portfolio et leur capacité à contrôler la qualité.

Recommandations d'action concrètes

- Soutien institutionnel au FECECAM et CLCAM en tant qu'institutions de crédit agricole locales existantes et qui fonctionnent pour augmenter leur portée/ portfolio
- Soutien au dialogue entre les SFD pour une meilleure gestion du portfolio et le contrôle qualité (directives étiques) ainsi que la répartition du marché (régionale, groupes cibles)

- **Soutenir les institutions étatiques pour un contrôle plus important** et un meilleur déploiement des initiatives de crédit financées par le gouvernement
 - **Soutenir un mécanisme de contrôle robuste** pour assurer que les SFD adhèrent aux standards de qualité et éthiques d'un secteur bancaire favorable aux pauvres (p. ex. une agence de crédit doit créer un registre des dettes, les institutions financières doivent avoir un code de conduite) ;
 - **Soutien institutionnel aux fonds gouvernementaux** pour le microcrédit ou les investissements décentralisés.

Recommandations d'action concrètes

- Soutien institutionnel à un FNDA transparent, adaptable et qui fonctionne, afin de bénéficier des dynamiques existantes et de rendre le fonds opérationnel
- Soutien institutionnel et soutien en matière de suivi et évaluation pour le FADeC pour assurer la viabilité du fonds sur le long terme

Bonne pratique dans les systèmes financiers décentralisés :

- Réduction des risques par l'installation de **fonds de garantie** par le gouvernement ou les PTF pour certaines entreprises liées à l'agriculture, pour aider le SFD à établir des lignes de crédit pour ces entreprises, p. ex. l'élevage d'aulacodes ;
- **Consultation associée** (intensive, sur plusieurs mois) pour un système de crédits dans une configuration trilatérale entre agriculteur/ entrepreneur, consultant/ agronome et SFD. Le consultant peut être issu de structures gouvernementales comme CARDER ou payé par l'association de producteurs, p. ex. d'ananas.

Défi : éviter les erreurs du passé, lorsqu'il n'était pas jugé nécessaire de rembourser les crédits accordés par les fonds publics ; fournir des crédits d'investissement avec des cycles de prêt plus longs que les crédits à court terme actuels.

5.4 Mesures d'accompagnement dans les secteurs non-agricoles

Les interventions seulement dans les zones rurales ne suffiront pas à créer une transformation rurale plus inclusive et durable. Si l'on veut répondre aux besoins de l'augmentation attendue de la population, des mesures ciblant le développement économique dans les zones urbaines et rurales (emplois non-agricoles), et la planification de la croissance démographique, y compris la prestation de services sociaux (éducation, santé) sont indispensables.

5.4.1 Emplois non-agricoles

En ce qui concerne les services financiers, une analyse approfondie des possibilités d'emploi non-agricole dépassait le cadre de cette étude. De plus, cela n'a pas été identifié comme un des moteurs principaux de la transformation rurale par les participants à l'atelier, et ainsi ne faisait pas partie des thèmes principaux de la recherche. Toutefois, quelques recommandations basiques sont données ci-dessous.

L'équipe de recherche estime nécessaire d'analyser systématiquement les marchés du travail et de l'emploi. L'approche intégrée intitulée ELMA (Analyse du marché du travail et de l'emploi) dont la GIZ et le BMZ font la promotion, fournit une boîte à outils pour une analyse relativement rapide (env. 3 mois). Elle étudie a) le potentiel d'emploi ; b) les obstacles à une augmentation de la demande en main-d'œuvre ; c) les obstacles à fournir de la main-d'œuvre correctement qualifiée ;

d) les institutions, réglementations, et politiques du marché du travail ; et e) une conclusion sur les principaux défis à la création d'emplois (Mummert, 2015, p. 8).

Potentiellement, le centre d'innovations vertes de l'initiative SEWOH pourrait demander une telle analyse pour mieux soutenir l'emploi existant et les systèmes de soutien aux PME. Le CePED, avec l'aide de la GIZ, met en œuvre un tel programme en faveur des PME. L'approche soutient les entrepreneurs les plus prometteurs du pays pour qu'ils servent de modèles à des initiatives commerciales similaires.

- Soutien au développement de l'emploi non-agricole en **soutenant un système de renforcement des capacités/ d'apprentissage** au sein de ou en complément du système formel d'éducation existant et adapté aux besoins du marché de l'emploi ;
- Identifier et **promouvoir les activités non-agricoles prometteuses** en coopération avec les ministères de l'agriculture, de l'économie et du travail, ainsi que celui de l'éducation. De manière générale, le potentiel se trouve au sein du secteur de la transformation des produits agricoles (surtout pour les femmes) ainsi que dans les services d'accompagnement.
- Soutenir **les politiques économiques et les conditions cadres favorables au développement des PME**
 - Dialogue politique pour des politiques commerciales et économiques promouvant les marchés nationaux ;
 - Soutien pour davantage d'améliorations dans le monde des affaires.

Recommandations d'action concrètes

- Contribuer à la formulation de droits minimaux des travailleurs pour sécuriser le statut des employés et des travailleurs indépendants, du personnel de service sous-traitant (p. ex. les chauffeurs de Zemidjan)

Bonnes pratiques pour soutenir l'emploi (non-agricole)³⁷:

- **Sélection impartiale** de jeunes entrepreneurs à soutenir, grâce à un processus de sélection rigoureux et en plusieurs étapes ainsi qu'un ensemble de critères et d'entretiens basés sur les propres idées commerciales ;
- **Apprentissage** dans un cadre isolé pour une formation intensive, à plein temps et concrète pour le transfert de compétences pratiques et de bonnes capacités avec un **plan d'affaires** pour terminer ;
- **Service de suivi** comprenant un (petit) **prêt financier** pour mettre en place l'affaire, soutien pour une demande de crédit formelle auprès d'un SFD, pour le conseil technique et le suivi.

³⁷ Basé sur les expériences du PPEA (Projet de Promotion de l'Entreprenariat Agricole) mis en place par le CePED sous la direction du PNUD

Défis : comment étendre le système – les centres de formation ont un nombre de places limité pour recevoir de jeunes entrepreneurs, et les capacités pour le service technique sont limitées ; comment s’assurer que la sélection ne soit pas politisée, selon des critères basés sur la qualité de la candidature.

5.4.2 Aménagement du territoire, planification territoriale

- Soutien à la planification urbaine et prestation de service se concentrant sur les villes secondaires émergentes
 - Soutenir la prévision du développement démographique ;
 - Soutenir le **développement de capacités** des planificateurs urbains et faciliter l’appropriation des **processus de planification urbaine** pour assurer des processus inclusifs, transparents et (autant que possible) participatifs ;
 - Inclure le besoin en augmentation en **services sociaux de base** (établissements éducatifs et de santé), la demande grandissante en **approvisionnement énergétique** (électricité, combustible), et la demande en hausse en services tels que de **l’eau potable, la gestion des ordures** dans la planification urbaine.
- Soutien à l’agriculture urbaine
 - Évaluer le **potentiel et les besoins en activités d’agriculture urbaine** pour contribuer à la sécurité alimentaire dans les centres (péri)-urbains en croissance rapide ;
 - Dans les plans d’aménagement du territoire, prévoir de **réserver des terrains** pour l’agriculture urbaine ;
 - Coopérer avec le CARDER et l’INRAB pour évaluer les potentiels dans la promotion de méthodes d’agricultures urbaines adaptées.

5.4.3 Soutien à une meilleure gouvernance

- Continuer de promouvoir une meilleure gouvernance à tous les niveaux pour s’assurer que les politiques pertinentes (agricoles, d’urbanisation, économiques, etc.) soient davantage adaptées aux besoins de la population (grandissante) et qu’elles soient mises en œuvre
 - Continuer d’accompagner les **dialogues politiques** ;
 - Soutenir le **développement de capacités des administrations locales** pour assurer qu’elles soient en mesure de réaliser leurs tâches d’une manière responsable et participative ;
 - Continuer de **soutenir le processus de décentralisation** en accompagnant l’auto-organisation des municipalités (ANCB) et en faisant pression pour la décentralisation financière ;
 - **Soutenir les organisations locales sur le terrain** et les groupes locaux de pression pour autonomiser la population locale dans la réclamation de leurs droits ;
 - Soutenir l’application systématique du **suivi des impacts** dans les activités menées sous la direction du gouvernement béninois afin d’augmenter la responsabilité et la transparence.

Recommandations d'action concrètes

- Coopérer avec d'autres organisations/ institutions financières internationales pour faire pression pour une bonne gouvernance basée sur la responsabilité, la transparence et la participation
- Coopérer avec l'ANCB pour identifier les besoins et les blocages pour l'administration locale

Meilleures pratiques pour une meilleure gouvernance³⁸ :

- Influencer, durant les **négociations bilatérales**, pour insister sur plus d'adhésion aux objectifs et procédures fixés par le gouvernement béninois ;
- Encourager une meilleure **gestion et continuité du savoir** au sein des administrations pour assurer un service public moins politisé et plus cohérent ;
- Soutenir le **développement de capacités** pour les fonctionnaires afin de renforcer l'éthique professionnelle au sein de l'administration publique ;
- Soutenir un **suivi des impacts systématique** pour toutes les activités impliquant le gouvernement et/ ou des fonds publics et une action correctrice adéquate si les impacts ne sont pas à la hauteur attendue ;
- **Revoir de manière critique** les approches de la coopération allemande et tirer des conséquences si des aspects pertinents ne sont pas mis en place ou s'ils n'atteignent pas les résultats attendus en raison de défaillances du gouvernement.

Défis : Comment s'assurer que cette administration ne change pas après chaque élection ou en fonction des priorités politiques – comment séparer l'administration de la politique.

³⁸ Basé sur les discussions durant la présentation des résultats (WS-R1, WS-R2)

6 Mot de conclusion

Les recommandations ci-dessus abordent des sujets qui font également partie des interventions de développement rural « classiques ». Elles ont pour objectif d'influencer les dynamiques de développement afin de rediriger les processus de changement actuels dans les zones rurales d'une manière plus durable et inclusive. Elles résument l'essentiel de l'analyse et des contributions de toutes les parties impliquées dans la recherche. Une analyse supplémentaire détaillée, par les agences concernées, sera nécessaire à leur mise en œuvre, dans le but de les adapter aux contextes locaux spécifiques des différentes régions du Bénin.

La transformation rurale est, par définition, un processus sur le long terme et les tendances décrites sont lentes et graduelles. Il en est de même pour les effets attendus des interventions : des effets à court terme positifs (p. ex. fertilité des sols augmentée entraînant une productivité par hectare plus élevée ; ou une augmentation des revenus due à la transformation et la meilleure valorisation des produits) vont devoir être soutenus afin d'acquérir la longévité et l'échelle aptes à influencer les processus de société d'une manière décisive. Les effets des recommandations proposées devront être suivis attentivement par les agences chargées de la mise en œuvre et, dans le meilleur des cas, par le gouvernement national, afin de les adapter et les améliorer pour augmenter leur impact et portée.

Qu'ils soient dirigés de manière délibérée ou non, des processus de transformation sont en cours dans le Bénin rural actuel. Même s'ils ne visent pas des changements radicaux dans l'économie rurale, les processus de changement actuels ont, jusqu'à maintenant, surtout des impacts négatifs sur les moyens d'existence de la population rurale. Cette recherche propose des points de départ pour influencer la trajectoire des processus de changement au Bénin pour contribuer à un futur proche plus durable et inclusif.

7 Bibliographie

- Accrombessy, F. D. E. T. (2013). *Knowing the Benin labor market to better conceive a youth employment project: What do we learn?* (n.p.): World Bank.
- Acemoglu, D., & Robinson, J. (2012). *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*. New York: Crown Publishing Group.
- Adjei-Nsiah, S., Saidou, A., Kossou, D., Sakyi-Dawson, O., & Kuyper, T. W. (2006). Tenure Security and Soil Fertility Management: Case Studies in Ghana and Benin. In *Les frontières de la question foncière – At the frontier of land issues*. Montpellier: (n.d.).
- African Economic Outlook. (2012). *Benin*. (n.p.): African Economic Outlook.
- Ahouangan, M. B. D., Djaby, B., Ozer, P., Hountondji, Y.-C., Thiry, A., & De Longueville, F. (2014). Adaptation et résilience des populations rurales face aux catastrophes naturelles en Afrique subsaharienne. Cas des inondations de 2010 dans la commune de Zagnanado, Bénin. In A. Ballouche & N. A. Taïbi, *Eau, milieux et aménagement. Une recherche au service des territoires* (pp. 265–278). Angers: Presses de l'Université d'Angers.
- Ale, A. (2013). *Economie Informelle et L'Emploi au Bénin: Cadre et Pratiques de l'Economie Informelle dans 3 secteurs d'activités à Cotonou*. (n.p.): Programme Commerce et Emploi du Organisation Internationale du Travail.
- Aregheore, E. M. (2009). *Country Pasture/ Forage Resource Profile: The Republic of Benin*. Rome: Food and Agriculture Organization (FAO).
- Aucoin, C., & Donnerfeld, Z. (2016). *Unlocking Africa's potential: The relationship between effective government and poverty* (African Futures Paper 21). Pretoria: Institute for Security Studies (ISS).
- Beckmann, G., Neubert, S., & Fleig, A. K. (2015). *Armutswirksame Strategien und Institutionen ländlicher Entwicklung: Metaanalysen des Seminars für Ländliche Entwicklung (SLE)*. (Humboldt Universität zu Berlin, Ed.). Berlin: SLE.
- Berg, C., Beckmann, G., & Schelchen, A. (2016). *Scenario Building for Development Cooperation: Methods Paper* (SLE Discussion Paper No. 02/2016). Berlin: SLE.
- Bogino, P., & Sack, R. (2012). Rapport d'évaluation du Plan décennal de développement du secteur de l'éducation (PDDSE) actualisé, phase 3 : 2013-2015 pour l'endossement par le Groupe Local Education et soumission au Partenariat Mondial pour l'Éducation. Retrieved December 23, 2015, from <http://www.afd.fr/home/recherche/evaluation-capitalisation?actuCtnId=75215>
- Boko, M., Amoussou, E., Totin, H., & Sedjame, R. (2014). Climate Change and the Availability of Water Resources in Benin. *Revista Brasileira de Climatologia*, 14(1).
- Bongi, S., Obama, G., Le Dain, A.-S., & Cossi, A. (2009). *Analyse globale de la vulnérabilité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition (AGVSAN): République du Bénin*. Rome: Programme Alimentaire Mondial.
- Callo-Concha, D., Gaiser, T., & Ewert, F. (2012). *Farming and cropping systems in the West African Sudanian Savanna: WASCAL research area: Northern Ghana, Southwest Burkina Faso and Northern Benin* (Working Paper Series No. 100). Bonn: Zentrum für Entwicklungsforschung (ZEF).
- Cartwright, J. (2013). How does carbon fertilization affect crop yield? Retrieved August 4, 2016, from <http://environmentalresearchweb.org/cws/article/news/54347>
- Chauvin, N. D., Mulangu, F., & Porto, G. (2012). *Food Production and Consumption Trends in Sub-Saharan Africa: Prospects for the Transformation of the Agricultural Sector* (Working Paper No. 011). New York: United Nations Development Programme.
- CIA. (n.d.). The World Factbook: Benin. Retrieved December 14, 2015, from <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/bn.html>
- Conseil économique et social. (2011). *La déforestation au Bénin: Enjeux et perspectives* (Rapport d'étude). Cotonou: République du Bénin.

- Convention sur la Diversité Biologique (CDB). (2014). *Cinquième rapport national sur la mise en œuvre de la convention sur la diversité biologique au Bénin*. Cotonou: Ministère de l'environnement chargé de la gestion de changements climatiques, du reboisement et de la protection des ressources naturelles et forestières.
- Deniel, E. (2007). *Réflexions sur le conseil agricole au Bénin: De la vulgarisation au conseil agricole: une volonté affichée mais un passage difficile sur le terrain* (Services agricoles). Paris: Inter-réseaux Développement rural.
- Dilip Ratha, Sanket Mohapatra, & Ani Silwal. (2011). *Benin. Migration and Remittances Factbook*. World Bank.
- Direction de l'aménagement du territoire. (n.d.). *Programme d'action nationale de lutte contre la désertification*. Cotonou: Le ministre de l'environnement, de l'habitat et de l'urbanisme. Retrieved from <http://www.v1.agora21.org/desertification/benin.pdf>
- Direction Générale de l'Environnement. (2011). *Deuxième Communication Nationale de la République du Bénin sur les Changements Climatiques*. Cotonou: Ministère de l'Environnement, de l'Habitat et de l'Urbanisme.
- Djodjouwin, L. L. (2000). *Aménagement participatif des formations naturelles au Bénin: Le cas de la sous-préfecture de Bassila dans le département de l'Atacora* (Actes de l'atelier international sur la foresterie communautaire en Afrique). Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
- Doevenspeck, M. (2011). The Thin Line Between Choice and Flight: Environment and Migration in Rural Benin. *International Migration*, 49, 50–68. <https://doi.org/10.1111/j.1468-2435.2010.00632.x>
- Dominguez-Torres, C., & Foster, V. (2011). *Benin's Infrastructure: A Continental Perspective* (Africa Infrastructure Country Diagnostic Report). Washington, D.C: World Bank.
- Dreier, V., & Sow, P. (2015). Bialaba Migrants from the Northern of Benin to Nigeria, in Search of Productive Land—Insights for Living with Climate Change. *Sustainability*, 7(3), 3175–3203. <https://doi.org/10.3390/su7033175>
- Dutilleul, F. C. (2013). Réussir la réforme foncière : Le Code foncier du Bénin [Consulat General du Bénin à Paris]. Retrieved August 19, 2016, from <http://www.consulatbenin.fr/reussir-la-reforme-fonciere-le-code-foncier-du-benin/>
- Engel, E., Becker, E., Domke, B., Engel, L., Erkenbrecher, F., Johnston, T., & Lutz, J. (2012). *Pour mieux se débrouiller? Autonomisation économique par l'accès aux produits de microfinance en République démocratique du Congo*. Berlin.
- Engel, E., Behmanesh, S., & Johnston, T. (2014). *Inclusion financière et surendettement: une étude à Kinshasa, République démocratique du Congo*. (Humboldt-Universität zu Berlin, Ed.). Berlin: SLE.
- Engel, J., Cossou, E. M., & Rose, P. (2011). *Benin's progress in education: Expanding access and narrowing the gender gap* (Development Progress stories). London: Overseas Development Institute.
- EPDC. (2010). *Benin Core USAID Education Profile*. (n.p.): EPDC (Education Policy and Data Center).
- GEF. (2008). *GEF Country Portfolio Evaluation: Benin (1991–2007)* (Evaluation Report No. 41). Washington D.C.: Global Environment Facility Evaluation Office.
- Global Forum for Rural Advisory Services. (2015). A Brief History of Agricultural Extension Services in Benin and the Enabling Environment. Retrieved December 30, 2015, from <http://www.g-fras.org/en/world-wide-extension-study/africa/western-africa/benin.html>
- Global Partnership for Education. (2015). Benin. Retrieved June 21, 2016, from <http://www.globalpartnership.org/country/benin>
- Global Water Partnership. (2010). Benin: Getting started: the experiences of IWRM planning process. Retrieved April 14, 2016, from <http://www.gwp.org/en/ToolBox/CASE-STUDIES/Africa/Benin-Getting-started-the-experiences-of-IWRM-planning-process-381/>
- Golub, S. S. (2012). Entrepôt Trade and Smuggling in West Africa: Benin, Togo and Nigeria. *The World Economy*, 35(9), 1139–1161. <https://doi.org/10.1111/j.1467-9701.2012.01469.x>
- Gruber, I., Kloos, J., & Schopp, M. (2009). Seasonal water demand in Benin's agriculture. *Journal of Environmental Management*, 90(1), 196–205. <https://doi.org/10.1016/j.jenvman.2007.08.011>

- Höllermann, B., Giertz, S., & Diekkrüger, B. (2010). Benin 2025—Balancing Future Water Availability and Demand Using the WEAP “Water Evaluation and Planning” System. *Water Resources Management*, 24(13), 3591–3613. <https://doi.org/10.1007/s11269-010-9622-z>
- IBE. (2011). *Benin: World Data on Education* (Données mondiales de l’éducation No. 7). (n.p.): United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO).
- IFPRI. (2015). Food Policy Indicators. Retrieved February 16, 2017, from https://www.ifpri.org/sites/default/files/gfpr/2015/feature_3090.html
- Igue, A. M., Floquet, A., & Stahr, K. (2000). Land use and farming systems in Benin. In F. Graef, P. Lawrence, & M. von Oppen, *Adapted farming in West Africa: issues, potentials and perspectives : Final Report (1986-1999) of the Special Research Programme 308 "Adapted Farming in West Africa."* Stuttgart: Grauer.
- INSAE. (2009). *Annuaire Statistique 2009*. Cotonou: République du Bénin.
- INSAE. (2013). *Evaluation de la pauvreté au Bénin*. République du Bénin.
- INSAE. (2015). *RGPH4 : Que retenir des effectifs de population en 2013 ?* Cotonou: République du Bénin.
- INSAE. (n.d.). Rendement agricole pour cultures sélectionnés. République du Bénin.
- International Energy Agency (IEA). (2014). World Energy Outlook: Energy access database. Retrieved July 11, 2016, from <http://www.worldenergyoutlook.org/resources/energydevelopment/energyaccessdatabase/>
- Inter-réseaux (Ed.). (2008). L’Association interprofessionnelle du coton au Bénin.
- IS Academy on Land Governance for Equitable and Sustainable Development. (2012). *Benin. Food security and land governance factsheet*.
- Kakai, S. H. F. (2012). *Government and land corruption in Benin* (Working Paper No. 12). (n.p.): Land Deal Politics Initiative (LDPI).
- KfW. (2015). *Analyse du secteur financier rural et proposition nouvelles approches pour la coopération financière allemande au Bénin* (Rapport final). Paris: Horus Development Finance.
- Kherallah, M., Minot, N., Kachule, R., Goura Soule, B., & Berry, P. (2001). *Impact of agricultural market reforms on smallholder farmers in Benin and Malawi* (IFPRI Collaborative Research Project). Washington: International Food Policy Research Institute (IFPRI).
- Knoema. (2016). World Development Indicators. Retrieved February 17, 2017, from <http://knoema.de/WBWDIGDF2016Oct/world-development-indicators-wdi>
- LO/FTF Council. (2014). *Benin: Labour Market Profile*. (n.p.): Danish Trade Union.
- Making Finance Work for Africa. (2015). Benin Financial Sector Profile. Retrieved December 28, 2015, from <https://www.mfw4a.org/benin/financial-sector-profile.html>.
- McSweeney, C., New, M., & Lizcano, G. (2008). *Benin* (UNDP Climate Change Country Profile). (n.p.): (n.p.).
- Ministère de l’Agriculture, de l’Élevage et de la Pêche. (2011). *Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (PSRSA)*. Cotonou: République du Bénin.
- Ministère de l’Environnement et de la Protection de la Nature (MEPN). (2008). *Programme d’action national d’adaptation aux changements climatiques du Bénin (PANA-Bénin)*. République du Bénin.
- Momouni, Ismail M., & Idrissou, Latifou A. (2013). *Innovation Systems for Agriculture and Climate in Benin: an Inventory* (Working Paper No. 3). (n.p.): Climate Learning for African Agriculture.
- Mummert, A. (2015). *Lignes directrices pour une analyse du marché et de l’emploi (ELMA)*. Eschborn: Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).
- Ndoye, D., & Fall, E. H. (2014). *Benin African Economic Outlook*. (n.p.): African Economic Outlook; African Development Bank (AfDB); Organisation für Economic Co-Operation and Development (OECD); United Nations Development Programme (UNDP).
- Ness, D., & Lin, C.-L. (2015). *International Education: An Encyclopedia of Contemporary Issues and Systems*. London: Routledge.
- Neubert, S., Kömm, M., Krumsiek, A., Schulte, A., Tatge, N., & Zeppenfeld, L. (2011). *Agricultural development in a changing climate in Zambia: increasing resilience to climate change and economic shocks in crop production* (Studies No. 57). Bonn: Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE).

- Niang, I., Ruppel, O. C., Abdrabo, M. A., Essel, A., Lennard, C., Padgham, J., & Urquhart, P. (2014). Africa. In V. R. Barros, C. B. Field, D. J. Dokken, M. D. Mastrandrea, K. J. Mach, T. E. Bilir, L. L. White (Eds.), *Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability. Part B: Regional Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* (pp. 1199–1265). Cambridge, UK, New York, NY, USA: Cambridge University Press.
- Okali, D. (2014). *Revue des plans et programmes nationaux relatifs aux peuples, forêts et changements climatiques en Afrique de l'ouest*. (Document de travail No. Volume 2 (10)) (p. 64pp.). Nairobi: African Forest Forum.
- Okanla, K. (2013). Don't let Benin's municipal authorities become empty shells. *D+C - Development + Cooperation*, 03/2013.
- OPHI. (2011). *Country Briefing Benin*. University of Oxford.
- Paeth, H., Capo-Chichi, A., & Endlicher, W. (2008). Climate change and food security in tropical West Africa – a dynamic-statistical modelling approach. *Erdkunde*, 62(2), 101–115. <https://doi.org/10.3112/erdkunde.2008.02.01>
- Perret, C. (2008). *Climate and Climate Change* (Atlas on Regional Integration in West Africa: Environment series). Abuja: Economic Community of West African States (ECOWAS); Organisation für Economic Co-Operation and Development (SWAC/OECD).
- Rauch, T., Beckmann, G., Neubert, S., & Rettberg, S. (2016). *Rural Transformation in Sub-Saharan Africa: Conceptual Study* (SLE Discussion Paper No. 01/2016). Berlin: Centre for Rural Development (SLE).
- Regional Strategic Analysis and Knowledge Support System (ReSAKSS). (2015). 10% Expenditure Target. Retrieved November 14, 2016, from <http://www.resakss.org/region/africa-wide/growth-options>
- Republic of Benin. (2011). *Growth and Poverty Reduction Strategy. GPRS 2011-2015*. (IMF Country Report No. 11/307). International Monetary Fund.
- République du Bénin. (2004). Code des personnes et de la famille.
- République du Bénin (Ed.). (2008). Stratégie d'opérationnalisation et déclinaison en plans d'investissements sectoriels de la vision Bénin 2025; Agenda vers une économie émergente.
- Saïdou, A., Kuyper, T. W., Kossou, D. K., Tossou, R., & Richards, P. (2004). Sustainable soil fertility management in Benin: learning from farmers. *NJAS - Wageningen Journal of Life Sciences*, 52(3–4), 349–369. [https://doi.org/10.1016/S1573-5214\(04\)80021-6](https://doi.org/10.1016/S1573-5214(04)80021-6)
- Shookner, M. (2002). *An Inclusion Lens: Workbook for Looking at Social and Economic Exclusion and Inclusion*. Ontario: Health Canada.
- The Economist Intelligence Unit. (2016). Global Food Security Index. Retrieved June 14, 2016, from <http://foodsecurityindex.eiu.com/Index>
- Toure, B., & MacWilliam, D. C. (2014). *Benin Economic Update* (No. 91655) (pp. 1–31). (n.p.): World Bank.
- UN Comtrade, & UN ServiceTrade. (2015). *Benin Trade Data*. (n.p.): UNdata.
- UN DESA. (2013). *World Mortality Report*. New York: United Nations Department of Economic and Social Affairs.
- UNDP. (2012). Benin: New opportunities for young graduates. Retrieved December 11, 2015, from <http://www.africa.undp.org/content/rba/en/home/ourwork/povertyreduction/successstories/benin-graduates.html>
- UNDP. (2015). Inequality-adjusted Human Development Index (IHDI). Retrieved February 16, 2017, from <http://hdr.undp.org/en/content/inequality-adjusted-human-development-index-ihdi>
- UNDP ALM. (2014). Project Brief Benin. Retrieved July 22, 2015, from <http://www.adaptationlearning.net/benin/profile>
- UNECA, AU, AfDB, & UNDP. (2015). *MDG Report 2015: Assessing Progress in Africa toward the Millennium Development Goals* (Millennium Development Goals Report). Addis Ababa: United Nations Economic Commission for Africa; African Union; African Development Bank; United Nations Development Programme.
- UNESCO. (2015). *Education for All 2000-2015: Achievements and Challenges* (EFA Global Monitoring Report.). Paris: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO).

- UNFCCC. (2013). *Information on the experience of Benin with the application of the guidelines for the national adaptation plan process for least developed countries*. (n.p.): United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC).
- UN-Habitat. (2008). *Document De Programme-Pays 2008-2009: Bénin*. Nairobi: United Nations Human Settlements Programme (UN-Habitat).
- United Nations University. (n.d.). The Nexus Approach to Environmental Resources' Management: A definition from the perspective of UNU-FLORES. Retrieved November 25, 2016, from <https://flores.unu.edu/about-us/the-nexus-approach/>
- USAID. (2013). Strengthening Rural Landholders' Rights in Benin Improves Food Security. Retrieved January 7, 2016, from <http://www.usaidlandtenure.net/commentary/2013/06/strengthening-rural-landholders-rights-in-benin-improves-food-security>
- USDA. (2014). *Benin: Agricultural Situation* (GAIN Report). Lagos: USDA Foreign Agricultural Service, Global Agricultural Information Network.
- USGS. (n.d.). Land Cover Applications and Global Change. West Africa Land Use and Land Cover Trends Project. Retrieved June 21, 2016, from <http://lca.usgs.gov/lca/africalulc/results.php>
- USITC. (2009). *Sub-Saharan African Textile and Apparel Inputs: Potential for Competitive Production* (USITC Publication No. 4078). Washington, D.C: United States International Trade Commission.
- Vidjningninou, F. (2016). Bilan : les tops et les flops de Boni Yayi au Bénin. *Jeune Afrique*, 2872. Retrieved from <http://www.jeuneafrique.com/mag/296291/politique/bilan-top-flops-de-boni-yayi-benin/>
- Wagdy Sawahel. (2009). BENIN: Higher education in crisis. Retrieved December 22, 2015, from <http://www.universityworldnews.com/article.php?story=20090618195102162>
- WCED. (1986). *Our Common Future*. Oxford: World Commission on Environment and Development.
- WFP (Ed.). (2014). *Analyse Globale de la Vulnérabilité et de la Sécurité Alimentaire (AGVSA)*; République du Bénin.
- WHO. (2014). *Country Cooperation Strategy at a glance: Benin*. (n.p.): World Health Organisation.
- WHO. (2015a). *Benin: WHO statistical profile* (Global Health Observatory). (n.p.): World Health Organisation.
- WHO. (2015b). Health expenditure per capita, by WHO Region, 1995-2014 - African region. Retrieved February 17, 2017, from <http://apps.who.int/gho/data/node.main.HEALTHEXPCAPBYREGION?lang=en>
- WHO, & UNICEF. (2015). *Progress on sanitation and drinking water: 2015 update and MDG assessment*. (n.p.): World Health Organisation; United Nations International Children's Emergency Fund.
- World Bank. (2008). Agricultural irrigated land (% of total agricultural land) Benin. Retrieved August 22, 2016, from <http://data.worldbank.org/indicator/AG.LND.IRIG.AG.ZS?locations=BJ>
- World Bank. (2014a). *Doing Business 2015: Going Beyond Efficiency: Economy Profile 2015: Benin*. Washington: The International Bank for Reconstruction and Development. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-0351-2>
- World Bank. (2014b). World Development Indicators Benin. Retrieved June 21, 2016, from <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=2&country=BEN>
- World Bank. (2016). World Development Indicators. Retrieved November 14, 2016, from <http://data.worldbank.org/data-catalog/world-development-indicators>
- World Bank. (2017). Benin Overview. Retrieved December 17, 2016, from <http://www.worldbank.org/en/country/benin/overview>
- Yabi, I., & Afouda, F. (2012). Extreme rainfall years in Benin (West Africa). *Quaternary International*, 262, 39-43. <https://doi.org/10.1016/j.quaint.2010.12.010>

8 Annexe

8.1 Opérationnalisation de l'inclusion, de l'exclusion et de la durabilité écologique

Indicateurs de l'exclusion	Dimension	Indicateurs de l'inclusion
<ul style="list-style-type: none"> le risque de chômage augmente, les emplois accessibles et les sources de revenu deviennent plus précaires l'accès aux services publics (conseil agricole et d'affaires) se détériore l'accès aux marchés (intrants, marchés de vente, marché du travail) se détériore 	Économique	<ul style="list-style-type: none"> les moyens d'existence des ménages/personnes sont sûrs et s'améliorent l'accès aux ressources naturelles, aux biens publics et marchands, et aux services est sûr et s'améliore
<ul style="list-style-type: none"> la situation légale est désavantageuse les droits formels n'ont pas de validité l'exercice des droits formels est entravé ou empêché la participation politique et la représentation des intérêts est plus difficile 	Politique/institutionnelle	<ul style="list-style-type: none"> la situation légale offre sécurité, protection, et permet la participation sociale les droits sont reconnus, appliqués et peuvent être exercés les opportunités de participation politique et de représentation des intérêts sont en place ou s'améliorent
<ul style="list-style-type: none"> augmentation des attributions négatives associées à l'identité culturelle (sentiment d'infériorité et honte/préjugé, racisme) la création et la conservation de relations est rendue plus difficile l'accès et l'utilisation des services éducatifs et de santé se détériorent, ou leur qualité diminue 	Socio-culturelle	<ul style="list-style-type: none"> reconnaissance d'identités culturelles, ethniques ou religieuses spécifiques l'entretien et le maintien des relations de coopération et de confiance dans les réseaux et les organisations est possible les services éducatifs et de santé sont accessibles/ utilisables et de qualité adéquate
<ul style="list-style-type: none"> l'infrastructure physique pour la participation sociale manque ou se détériore les dangers sanitaires augmentent (associés, par exemple, à l'environnement, la nourriture, le logement et le travail) et bloque la participation sociale 	Physique/écologique	<ul style="list-style-type: none"> l'infrastructure (p. ex. transport, communication, nourriture, approvisionnement et évacuation de l'eau, milieu de vie, travail) permet une participation sociale adéquate ou s'améliore les conditions de vie et de travail soutiennent la santé ou s'améliorent
Source : Rauch et al. (2016, p. 63) d'après Shookner (2002)		

Indicateur d'une utilisation des ressources durable	Ressource	Indicateur d'une utilisation des ressources non durable
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Politique forestière durable en place ▪ Pas de déforestation sans une reforestation adéquate (dont projets REDD+) ▪ Cours d'eau pauvres en sédiments (pas de cultures sur les rives), pas de grandes fissures d'érosion/ ravines ▪ Pas de brulis pour cultiver/ chasser ▪ Pratique répandue des méthodes d'agroforesterie et sylvo pastorales ▪ Activités entre les exploitations pour contenir la désertification ou la dégradation des terrains communaux 	Forêt	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pas de politique forestière explicite ▪ Déforestation sans replantage, disparition de la forêt/ des arbres ▪ Reforestation avec des espèces d'arbres d'une seule sorte, consommatrice d'eau ▪ Augmentation des sédiments des cours d'eau, rivière marron (cultures sur les rives) ▪ Grandes fissures d'érosion ou ravines ▪ Brulis régulier ▪ Pas d'arbre sur les zones agricoles
<ul style="list-style-type: none"> ▪ La politique de l'eau est guidée par la gestion des ressources en eau ▪ Surtout des politiques de culture pluviale, et des procédés d'irrigation efficaces, en supplément, économes en eau ▪ Les rivières atteignent l'embouchure ▪ Préservation des écosystèmes aquatiques (zones marécageuses, lacs) ▪ Extraction et contrôle de l'exploitation durables ▪ Politique du réservoir de 90 jours, permis d'extraction de l'eau ▪ Associations d'utilisateurs de l'eau en place et qui fonctionnent ▪ Réutilisation et purification des eaux usées pour l'irrigation 	Eau	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Politique de l'eau/ gestion des ressources en eau destinée à l'augmentation de l'approvisionnement pas en place ▪ Politique agricole surtout orientée sur l'irrigation ▪ Taux d'utilisation élevé des ressources en eau disponibles, assèche les rivières/ diminue le niveau d'eau des lacs ▪ Utilisation des eaux souterraines sans limite/ baisse des niveaux ▪ Pas de groupes d'utilisateurs de l'eau pour les ressources ▪ Irrigation inefficace et dépensière ▪ Conflits entre les habitants des zones plus hautes et plus basses, et avec les autres utilisateurs ▪ Pas de purification des eaux usées, pas de réutilisation, contamination de l'eau non contrôlée
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Politique des sols durable en place ▪ Gestion des sols durable en agriculture : rotation des cultures étendue, couverture végétale, travail du sol minimum, jachère, pas de dégradation progressive, variétés de cultures diversifiées, pérennes ▪ Peu ou pas d'érosion des sols (vent, eau) ▪ Revalorisation des zones dégradées, p. ex., Zai ▪ Planter des arbustes, arbres, etc. pour démarquer les champs, structures à petite échelle 	Sol	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pas de politique des sols spécifique ▪ Seulement des engrais minéraux (en excès) ▪ Pas de remplacement des nutriments du sol – quel qu'il soit ▪ Dégradation du sol visible, altération en latérite ▪ Peu de rotation des cultures ou monocultures ▪ Pas de jachère, pas de couverture végétale avant de planter et après la récolte, variétés de cultures annuelles, labour profond, mauvaises herbes ▪ Forte érosion des sols (vent, eau) ▪ Pas d'arbustes, arbres, structures à grande échelle ▪ Dominance des variétés annuelles

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Considération légale des modes de vie pastoraux ▪ Dans les systèmes d'élevage : pâturages autonomes ▪ Nombreuses espèces d'herbes pâturées, herbages préservés ▪ Ample quantité d'arbres dans les zones pâturées ▪ Systèmes de pâturages améliorés ▪ Rares disputes/ équilibre entre les intérêts des éleveurs et des agriculteurs (partage des bénéfices) 	Pâturage	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Discrimination politique des éleveurs ▪ Pâturages dégradés, surpâturage ▪ Zones pâturées, zones sans végétation ▪ Surtout une sorte d'espèces de plantes ▪ Des espèces invasives indiquent un surpâturage ▪ Pas d'amélioration des systèmes de pâturage ▪ Densité du bétail élevée ▪ Disputes entre les éleveurs et les agriculteurs
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Lois sur la protection de la nature visant à la gestion des ressources ensemble ▪ Preuves tangibles de ces politiques ▪ Pas de réduction des animaux sauvages ou des espèces d'oiseaux ▪ Pas de réduction des espèces d'arbres indigènes ▪ Pas de nombreuses conversions de zones écologiques importantes en terres agricoles (p. ex. pas de drainage), processus participatifs et évaluations de l'impact environnemental pour les projets de conversion de grande échelle ▪ Utilisation faible/ économe en produits chimiques pour l'agriculture (gestion des cultures intégrée) ▪ Utilisation prioritaire d'intrants agricoles locaux et d'engrais biologiques, légumineuses ▪ Intensification écologique de l'agriculture 	Biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Zones séparées visant exclusivement la protection ou l'utilisation ▪ Conversion rapide d'écosystèmes importants écologiquement en zones agricoles pour la culture ▪ Réduction des animaux sauvages et espèces d'oiseaux ▪ Réduction des espèces d'arbres indigènes, arbustes ▪ Réduction des cultivars et espèces ▪ Réduction des espèces animales d'élevage ▪ Les espèces invasives se répandent ▪ Utilisation non contrôlée de produits chimiques, pas d'engrais biologique ▪ Intensification agricole conventionnelle (intrants extérieurs élevés)
Source : Rauch et al. (2016, p. 66)		

8.2 Liste des participants à l'atelier d'élaboration des scénarios

Nom	Institution
Codjo Clément GNIMADI	CBRST Centre Béninois de la Recherche Scientifique et Technique
AGBANRIN Ephrem	CCIB Chambre de commerce et d'industrie du Bénin
SOSSOU Koffi Benoit	CEFOP/ UAC Centre de Formation et de Recherche en matière de Population
AGBOKOUNOU Aristide	CBRST/MESRS Centre Béninois de la Recherche Scientifique et Technique
Roger TOHOUNDO	CePED
Moubarrack Touré EL-HADJ GADO	Chambre Nationale d'agriculture du Bénin

Gildas Junior BOKO	CIFRED/UAC Centre Inter-Facultaire de Formation et de Recherche en Environnement pour le Développement durable
Antoine-Yves TOHOZIN	CIFRED/UAC Centre Inter-Facultaire de Formation et de Recherche en Environnement pour le Développement durable
AZAMDEGBEY Josué	CNP Benin Conseil National du patronat du Bénin
Martial KOUDERIN	CREDI-ONG
KARIKA Prisca	DASSN Direction des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale
MAROYA Florent	DPFG Direction de la Promotion de la Femme et du Genre
Hermione BOKO-KOUDERIN	ECO Bénin
Anselme Adéniyi ADEBGIDI	FSA/UAC Faculté des sciences agronomiques
GUEZODSE Lionel	FUPRO Fédération des Unions des Producteurs du Bénin
Jean - Baptiste ADIMOU	GERME Groupe d'appui, d'Encadrement et de Recherche en Milieu rural
Marius DEGLA	IDID ONG Initiatives pour un développement Intégré Durable
Patrice ADEGBOLA	INRAB Institut National des Recherches Agricoles du Bénin
ESSOUN Christophe A	INSAE Institut National de la statistique et d'analyse économique du Bénin
Médard TOGBENOU	MAEP Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche
M.Thierry TONOU	MDGLAAT Ministère de la Décentralisation
Sylvain AKINDELE	DGFRN Direction Générale des Forêts et des Ressources Naturelles
DJODJO KOUTON Sagbo Damien	PASCIB Plateforme des Acteurs de la Société Civile du Bénin
ZOGO André	PNE Partenariat National de l'Eau du Bénin
Athanase AKPOE	PNOPPA Plateforme nationale des organisations paysannes et de producteurs agricoles
DADO DOKO Issifoy	SONAPRA Société nationale pour la promotion agricole
BIAO Eliézer	WASCAL West African Science Service Center on Climate Change and Adapted Land Use
Source : élaboré par les auteurs	

8.3 Agenda de l'atelier d'élaboration des scénarios

Atelier intitulé : Élaborer des scénarios pour la transformation rurale au Bénin				
Participants	Représentant du gouvernement du Bénin (différents ministères), d'institutions de recherches, du secteur privé ainsi que de la société civile (ONG et associations travaillant au Bénin)			
Durée	Lundi 25 janvier – Vendredi 29 janvier 2016; 8:30 – 18:00			
Modération	Erik Engel, SLE/ Humboldt-Universität zu Berlin Anja Kühn et Gabi Beckmann, SLE/ Humboldt-Universität zu Berlin			
Objectifs	Les participants ont élaborés différents scénarios pour la transformation rurale au Bénin en vue de l'horizon 2030. Basés sur l'analyse des scénarios, ils ont développés des recommandations stratégiques pour contribuer à une transformation socialement plus inclusive et écologiquement durable			
Séances	Enregistrement jour 1	8:30 – 9:00	Séance après-midi I	13:30 – 15:30
	Séance matinale I	8:30 – 10:30	Séance après-midi II	15:45 – 18:00
	Séance matinale II	10:45 – 12:30		

1ère partie	
Jour 1 – Lundi 25 janvier	8:30 – 18:00
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Enregistrement ▪ Ouverture ▪ Introduction de la recherche : aperçu méthodologie et étapes de l'atelier, présentation des participants et du sujet ▪ Transformation rurale au Bénin – tendances récentes et direction des changements ▪ Identification et définition des facteurs déterminant la transformation rurale au Bénin 	
Jour 2 – Mardi 26 janvier	8:30 – 18:00
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Pondération et tri des facteurs déterminant la transformation rurale au Bénin ▪ Description des variations des facteurs déterminant la transformation rurale au Bénin ▪ Élaboration d'un scénario « continuation comme si de rien n'était », d'un scénario plutôt optimiste (durable et inclusif) et revue des résultats 	
2ème partie	
Jour 3 – Mercredi 27 janvier	8:30 – 18:00
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Analyse des influences mutuelles des facteurs déterminant la transformation rurale ▪ Analyse de l'influence relative des facteurs déterminant la transformation rurale 	
Jour 4 – Jeudi 28 janvier	8:30 – 18:00
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Analyse de l'influence relative des facteurs déterminant la transformation rurale ▪ Revue du système des facteurs déterminant la transformation rurale au Bénin ▪ Élaboration de scénarios pour une transformation plus durable et inclusive 	
Jour 5 – Vendredi 29 janvier	8:30 – 17:00
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Élaboration de scénarios et de recommandations pour une transformation plus durable et inclusive ▪ Revue des scénarios, pertinence des recommandations et aperçu des étapes suivantes 	

8.4 Liste des partenaires d'entretien

Code	Région	Institution
Int1	Parakou	Université
Int2	N'dali	Mairie
Int3	N'dali	RDR
Int4	Parakou	RDR
Int5	Parakou	Administration fiscale
Int6	N'dali	Artisan (bijoux)
Int7	N'dali	Département forestier communal
Int8	N'dali	Artisan (fours)
Int9	N'dali	Artisan (tissage)
Int10	N'dali	Transformation agricole (« fromage » de soja)
Int11	N'dali	Syndicat de producteurs
Int12	Parakou	DDPD
Int13	Parakou	Mairie
Int14	Parakou	RDR : personnel technique varié (nutrition, transformation, production de légumes, statistiques, enseignement coopératif)
Int15	Parakou	Service de Santé Publique départemental
Int16	N'dali	Directeurs d'écoles primaires et secondaires
Int17	N'dali	SIANSON Microfinance
Int18	N'dali	ONG éducation (FEE-D, Equid'ec)
Int19	Parakou	Direction départementale de l'eau
Int20	Parakou	Forestier départemental
Int21	Parakou	INRAB
Int22	Parakou	Ministère de l'environnement, de l'habitat et de l'urbanisme (MEHU)
Int23	Parakou	RADDeR ; DEDRAS SIANSON Microfinance
Int24	Parakou	Discussion en groupe cible avec 19 représentants de diverses organisations paysannes
Int25	Parakou	Mairie
Int26	N'dali	Centre de santé communal
Int27	N'dali	Mairie
Int28	N'dali	Usine d'égrenage
Int29	Parakou	Service scolaire
Int30	Parakou	Helvetas
Int31	Parakou	LASDEL
Int32	Parakou	Mairie
Int33	Pobé	Mairie
Int34	Porto Novo	Direction départementales pour l'urbanisation et l'habitat
Int35	Dangbo	Mairie
Int36	Dangbo	Syndicat communal de producteurs
Int37	Dangbo	ESOP, usine de production de riz
Int38	Porto Novo	Conseil agricole
Int39	Dangbo	Police environnementale

Code	Région	Institution
Int40	Pobé	CLCAM Pobé
Int41	Pobé	Agence scolaire
Int42	Pobé	MFI NGO GABF
Int43	Pobé	PADME
Int44	Pobé	RDR
Int45	Pobé	Centre de santé et sanitaire Pobé
Int46	Dangbo	Mairie
Int47	Dangbo	Mairie Dangbo
Int48	Dangbo	RDR
Int49	Dangbo	Syndicats des groupes de femmes
Int50	Dangbo	CARDER Ouémé Plateau
Int51	Pobé	Forestiers
Int52	Pobé	INRAB
Int53	Pobé	Mairie
Int54	Pobé	Syndicat communal de producteurs
Int55	Dangbo	Centre de santé
Int56	Dangbo	Département scolaire
Int57	Dangbo	Artisan
Int58	Pobé	Artisan : producteur d'huile de palme
Int59	Pobé	Artisan et vendeuses d'huile de palme
Int60	Pobé	Syndicat de femmes pour la transformation
Int61	Porto Novo	CAB Ouémé Plateau
Int62	Talcon	Forestiers
Int63	Porto Novo	Expert en pêche intérieure
Int64	Porto Novo	INRAB Porto Novo
Int65	Porto Novo	DDPD Ouémé plateau
Int66	Cotonou	PNOPPA/ syndicat ananas
Int67	Cotonou	Coopération belge
Int68	Cotonou	SONAPRA
Int69	Cotonou	GIZ ProAGRI + ProSEHA
Int70	Cotonou	UNDP – réduction de la pauvreté
Int71	Cotonou	UE – développement agricole
Int72	Cotonou	GIZ ProCIVA
Int73	Naititingou	KfW/AFC Fonds d'investissement agricole
Int74	Cotonou	KfW
Int75	Cotonou	Bureau national GIZ
Int76	Cotonou	GIZ – centres d'innovations vertes
Int77	Cotonou	GIZ ProSEHA; ministère de l'eau
Int78	Cotonou	Ambassade allemande, coopération économique
Int79	Cotonou	Centre Béninois Recherche Scientifique et Technique (CBRST)
Int80	Cotonou	Coopération belge
Int81	Cotonou	UAC – CIPED

Code	Région	Institution
Int82	Cotonou	GIZ RBT Mono
Int83	Cotonou	ECO-Bénin ONG
Int84	Cotonou	CBRST
Int85	Cotonou	INRAB
Int86	Cotonou	CENAGREF
Int87	Cotonou	UAC-WASCAL
Int88	Cotonou	CePED
Int89	Cotonou	MAEP
Int90	Cotonou	CIRAD
Int91	Cotonou	PANA 1
Int92	Cotonou	GIZ – Centres d’innovations vertes
Int93	Cotonou	Chambre de l’agriculture, CAB
Int94	Cotonou	CREDI-ONG
Int95	Cotonou	UAC – FSA
Int96	Cotonou	PNE
Int97	Cotonou	IDID-ONG
Int98	Cotonou	PNOPPA
Int99	Cotonou	Ministère de l’environnement
Int100	Cotonou	GERME-ONG
Int101	Cotonou	Ministère de la décentralisation
Int102	Cotonou	GIZ-Décentralisation
Int103	Cotonou	FUPRO
Int104	Cotonou	LARES
Int105	Cotonou	CePED
Int106	Cotonou	GIZ, Réserve biosphère transfrontalière
Int107	Cotonou	GIZ, ProAgri
Int108	Cotonou	GIZ, ProFinA
Int109	Cotonou	PADME

Références à l’atelier d’élaboration des scénarios : voir (Berg et al., 2016) et Workshop Proceedings Benin (disponible via le SLE)

WS-A	Introduction
WS-B	Directions du changement
WS-C	Forces motrices
WS-D	Pondération et tri des facteurs
WS-E	Variations des facteurs et scénarios narratifs
WS-G	Matrice des influences
WS-I	Matrice des interdépendances + parcours dans le système
WS-J	Facteurs critiques
WS-L	Discussion finale
WS-R1	Rendu des résultats – participants
WS-R2	Rendu des résultats – partenaires techniques et financiers, et ministères

8.5 Exemple de guide d'entretien

Guide Entretiens « Facteur Gestion des Ressources Naturelles »

Hypothèse : Les ressources naturelles sont dégradées par des monocultures (surtout l'utilisation forte de pesticides sur la production de coton) et la manque d'espaces (agriculture sur brûlis). Les terres sont souvent surexploitées par manque d'intrants. La croissance démographique continue à exercer une forte pression sur toutes les ressources. Début de prise de conscience (plus individuelle et pas gouvernementale), les lois existantes ne sont pas appliquées.

1) Comment est-ce que les ressources naturelles se présentent dans la région ?

États de lieux des ressources naturelles/ Question ouverte

- Quel est l'état des lieux des sols/ pâturages/ forêts/ eaux/ biodiversité ? Y a-t-il une forte dégradation des ressources naturelles : déforestation, pollution de l'eau, surpâturage/ dégradation de sols/ perte de la biodiversité
- Pourquoi les ressources naturelles sont-elles dégradées ?
- Est-ce qu'il y a (avait) de grands changements (dans le passé) ? Pour quelles raisons ?

Vulgarisation/ Conscience/ Lois et textes

- Y a-t-il des mesures pour la sensibilisation pour le changement de comportement de la gestion durable ? La population adopte-elle les pratiques durables ?
- Y a-t-il des analyses d'impacts environnementaux ?
- Les politiques nationales affectent-elles l'utilisation/ la gestion des ressources naturelles ? Ces textes sont-ils vulgarisés ? L'application de cette politique est-elle contrôlée ? Les progrès sont-ils surveillés/ enregistrés ?
- Existente-t-il des groupes consultatifs de liaison entre les différents secteurs ?
- Y a-t-il des mesures de gestion participative ?

Dérèglement climatique

- Est-ce que vous avez observé des changements climatiques dans la région ? Quels sont-ils ?
- Y a-t-il des sécheresses ou des inondations ? Est-ce que le rythme des saisons des pluies est normal/ habituel/ affecté ?
- Y a-t-il des mesures d'adaptation mises en place ? Dans ce cas, ces mesures sont-elles gouvernementales/ non-gouvernementales/ privées ? Ces mesures sont-elles des mesures sans regret (les mesures favorables dans tous les cas de figure, soit un climat plus ou moins chaud) ? Augmentent-ils la résilience ?

2) Quels sont les effets du facteur XY sur la transformation rurale (sur les directions de changement des aspects généraux de l'atelier (étape B) ?

Comment le facteur affecte-t-il la **migration** ?

- Y a-t-il une migration vers les régions plus favorables à l'agriculture/ aux autres services d'écosystèmes ?
- La migration conduit-elle à des pratiques écologiques non durables dans la région concernée (région de destination) ?
- Y a-t-il des conflits pour des ressources naturelles entre les agriculteurs et les éleveurs ? Les immigrants, respectent-ils les règles existantes ?
- Est-ce qu'il y a (avait) de grands changements (dans le passé) ? Pour quelles raisons ?

Comment le facteur affecte-t-il les **sources de revenus** ?

- Quelles sont les couches sociales qui produisent le charbon ? Y a-t-il des gens qui passent de l'agriculture à la production de charbon parce que c'est plus rémunérateur que l'agriculture ?
- Quelle est l'importance de l'écotourisme ?
- Quels produits forestiers non ligneux sont-ils exploités ?
- Y a-t-il un marché de foyers avancés ? Dans ce cas, crée-t-il de nouvelles occasions d'emploi ?
- Est-ce qu'il y a (avait) de grands changements (dans le passé) ? Pour quelles raisons ?

Comment le facteur XY affecte-t-il les **formes d'agriculture** ?

- Quels sont les potentiels et les blocages naturels locaux à l'expansion des terres cultivables et à l'intensification de la production ? La dégradation des ressources naturelles empêche-t-elle l'intensification ou l'expansion ?
- Y a-t-il des mesures pour adapter l'agriculture aux dérèglements climatiques ?
- Influencent-elles la résilience des différents groupes sociaux et systèmes de subsistance ?
- Est-ce qu'il y a (avait) de grands changements (dans le passé) ? Pour quelles raisons ?

Comment le facteur XY affecte-t-il les caractéristiques des familles et de foyers ?

- La gestion des ressources naturelles offre-t-elle de nouvelles possibilités d'embauche/ accès à l'emploi pour les femmes ?
- Est-ce que ça a une influence sur les caractéristiques des foyers ?
- Les fourneaux à bon rendement énergétique transforment-ils la vie des femmes ?

3) Scénario 2030 :

Imaginez-vous en 2030. Comment est-ce que le facteur XY dans votre région se présente actuellement (projection **réaliste**) ? Est-ce que le scénario/ l'application/ le facteur est inclusif socialement et durable écologiquement ? (fermez les yeux et racontez-nous ce que vous voyez)

